



## Les grèves de jeudi

Nos informations  
pages 6, 8, 25 et 31

■ **Fonctionnaires :**  
négociations  
après le 12 décembre  
sur l'emploi  
et les salaires

■ **Médecins :**  
pas de soins  
pendant 24 heures

■ **Manifestation :**  
le parcours  
et les services  
ouverts  
ou fermés

■ **Air France**  
made in USA

La compagnie aérienne française signe  
un accord de coopération global avec  
les numéros trois et cinq américains,  
Delta Airlines et Continental Air-  
lines. p. 15

■ **Un cahier**  
« Placements »

Seize pages sur l'épargne et les mille et  
une façons d'investir. p. 1 à XVI

■ **Pilonnage**  
à la mairie de Paris

Le juge Halphen défendrait la preuve  
de la destruction massive de docu-  
ments à la mairie de Paris après sa per-  
quisition au domicile du maire. p. 32

■ **M. Chirac**  
au Proche-Orient

Le président de la République se rend  
du 19 au 25 octobre en Syrie, en Israël,  
dans les territoires palestiniens, en Jor-  
danie, au Liban et en Égypte. p. 4

■ **Un Rhin propre**

Le grand fleuve européen est devenu,  
après dix ans d'efforts, propre et  
accueillant pour les saumons. p. 11

■ **Les vignes au noir**

Les vendeurs saisonniers sont le  
plus souvent des salariés en congé,  
des fonctionnaires et des chômeurs indem-  
nisés. p. 12

■ **Carmen**  
aide les musiciens

Des chercheurs ont mis au point  
un dispositif pour modifier à la de-  
mande l'acoustique des salles de  
concert. p. 20

Abonnement : 3 DM : Anvers-Corven, 9 F : Autriche,  
26 ATS : Belgique, 46 FB : Canada, 2,25 \$ CAN :  
Cher d'ivoire, 850 F CFA : Danemark, 14 KRO :  
Espagne, 220 PTA : Grèce, 1,20 \$ : Irlande, 1,20 \$ :  
300 DM : Italie, 1,40 \$ : Italie, 2,00 \$ : Luxembourg,  
40 FL : Malaisie, 10 DM : Norvège, 14 KRO : Pays-Bas,  
3 FL : Portugal, 200 PTA : Royaume-Uni, 1,20 \$ :  
Suisse, 800 F CFA : Suède, 10 KRO : Suisse, 2,00 \$ :  
Tunisie, 12 Din : USA, 2 \$ : USA, 2,00 \$ : USA, 2,00 \$

M 0147-1017-7,00 F

## Jean-Luc Lagardère prendra le contrôle du groupe industriel militaire Thomson

Jacques Chirac crée la surprise en rejetant l'offre du favori Alcatel

LE GOUVERNEMENT a choisi le groupe Lagardère, de préférence à Alcatel Alsthom jusqu'alors donné favori, pour la reprise du groupe industriel Thomson. Cette décision a été annoncée mercredi 16 octobre par un communiqué du premier ministre selon lequel le choix de Lagardère « permet de faire du nouvel ensemble un des plus grands industriels dans le monde » dans le secteur de la défense, « capable de fournir des systèmes d'armes clé en main ». Avant la cession de Thomson à Lagardère, sur laquelle la commission de privatisation doit encore se prononcer, l'Etat souscrit à une augmentation de capital de 11 milliards de francs pour Thomson SA. Il conservera, dans le nouvel ensemble, une action préférentielle qui permet de bloquer toute offensive extérieure.

Jean-Luc Lagardère réalise ainsi une ambition ancienne : être le « noyau dur » d'une opération industrielle qui permettra à la France de consolider ses positions



en matière d'électronique de défense, de satellites et de missiles. Le nouveau groupe, Thomson-Matra (60 milliards de francs de chiffre d'affaires), devrait être présidé par Noël Forgeard, actuel PDG de Matra Défense Espace qui se place actuellement au douzième rang mondial dans sa spécialité.

L'offre du groupe Lagardère prévoit de séparer en deux les activités de Thomson SA. Celles relevant de la défense (Thomson CSF) seront reprises par Matra. Les activités de Thomson Multimédia (communication numérique) seront confiées à 85 % au groupe Daewoo. Ce groupe sud-coréen s'est engagé à créer 5 000 emplois dans l'est de la France.

Alcatel avait, à l'inverse, proposé de reprendre l'ensemble des activités du groupe et dénoncé le projet de démantèlement contenu dans l'offre de Lagardère.

Lire pages 16 et 17  
et notre éditorial page 14

## La « garde du cœur » du président a banqueté de conserve

MEYMAC, Egletons, Ussel, à moi la Corrèze ! L'Hôtel de Ville, à moi Paris ! Rue de Varenne, Brégançon, à moi la France ! Itinéraire d'un grand homme. Le dîner des « Amis de Jacques Chirac », mardi 15 octobre à Paris, a fait passer le soufre napoléonien des plus fameuses baillottes du président de la République. Le plan de table était bsd, comme un plan de carrière, de l'enferme varoise jusqu'à la mystérieuse table « 19 FLX 75 », un rien fétichiste, que seuls les « grognards » pouvaient décoder : il s'agit du numéro d'immatriculation de la voiture qui transporta M. Chirac dans Paris, le 7 mai 1995, au soir de son triomphe.

A l'invitation de Bernard Pons, voltigeur de la première heure, toutes les générations étaient représentées : les condisciples du lycée, les camarades du service militaire, les compagnons des campagnes successives de 1967, 1976 - année de la fondation du RPR - 1988 et 1995. L'association des Amis de Jacques Chirac date, elle-même, des lendemains de l'élection présidentielle de 1988, où l'on se pressait moins autour du candidat malheureux. Une dizaine d'amis se retrouvaient alors à la table de Raymond Thullier, patron de L'Oustau de Baumeillette, aux Baux-de-Provence. Bernard Pons a reçu en hé-

ritage la présidence de l'Amicale, au printemps, des mains de l'ancien ministre Joseph Comiti, avec mission de lui donner un peu d'ampleur.

Pour ce premier dîner de 240 couverts, le ministre de l'équipement et des transports avait convié quelques-uns de ses amis du dix-septième arrondissement, son ancien fier électoral parisien, et des personnes de tous horizons. On attendait aussi, surtout, quelques grands patrons comme Jacques Calvet, président de Peugeot-Citroën ; Bernard Esambert, vice-président du conseil de surveillance de Lagardère Groupe et ancien conseiller industriel auprès de Georges Pompidou ; Jérôme Monod, PDG de la Société lyonnaise des eaux et ancien secrétaire général du RPR ; François Pinault, président du groupe Pinault-Printemps ; et l'ancien coureur de fond Alain Mimoun. L'association se réunira désormais deux ou trois fois par an, autour d'un économiste ou d'un sociologue, et son président prépare un bulletin périodique au cas où il y aurait « un message à faire passer ».

« Ce n'est pas une association à vocation politique, ni une association de soutien à Jacques Chirac, indique M. Pons. Il n'en a pas besoin. Si c'est une garde rapprochée, c'est la garde du

cœur. » L'ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale ne veut faire que deux exceptions : les parlementaires de Corrèze et le ministre des relations avec le Parlement, Roger Romani, « le mamelouk qui se couchait devant la porte du maire de Paris ».

A la table « Egletons », du nom de ce village de Corrèze où M. Chirac esquissa, en 1976, longtemps avant « la France pour tous », ce que devrait être un « travailisme à la française », la vedette de la soirée, l'écrivain Denis Tillinac, s'est employée à rassurer les compagnons. Il faut « être dissident, iconoclaste », dit-il à qui veut l'entendre. « Le président, lui, a le moral, il faut que ça suive derrière. La seule façon de lui être fidèle, la seule façon d'être chiraquien, c'est de secouer tous les cocodiers de la société française ».

Le romancier prône aussi un retour aux sources de la campagne présidentielle dont le thème dominant fut la lutte contre la « fracture sociale ». « La dernière partielle de Giscard a confirmé que notre analyse était la bonne. » Les amis du gouvernement n'ont plus qu'à bien écouter les amis du président.

Jean-Louis Saux

## Monnaie unique : un entretien exclusif avec le patron de la Bundesbank

DANS UN AVEU d'optimisme inhabituel, Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, dit, pour la première fois, sa conviction que l'euro devrait voir le jour en 1999. Plus étonnant de la part d'un homme qui passe pour être l'un des gardiens de l'orthodoxie budgétaire, il évoque une lecture élargie des critères de Maastricht : « Il y a à côté des critères, dit-il, des marges d'interprétation qui doivent être analysées très attentivement. » Ces propos réconforteront le gouvernement allemand, qui, sous la pression de l'opposition, vient d'abandonner deux mesures d'austérité - baisses de l'impôt sur la fortune et des allocations familiales - qui devaient lui permettre d'atteindre les objectifs budgétaires de Maastricht.

Lire page 2

## Le crime du 17 octobre 1961

DANS LA SOIRÉE du 17 octobre 1961, des manifestations d'Algériens qui défilèrent dans Paris à l'appel du FLN en dépit du couvre-feu furent réprimées avec une rare brutalité par la police. Cent à trois cents manifestants, selon les estimations, furent tués. Des dizaines d'entre eux furent jetés dans la Seine du pont Saint-Michel. Plus de onze mille personnes furent interpellées. Des voix nombreuses s'élèvent aujourd'hui pour souligner le scandale - moral ou juridique - que constituerait l'impunité dont jouit, trente-cinq ans après ces événements tragiques, Maurice Papon, préfet de police à l'époque. Une manifestation du souvenir est organisée, à Paris, à l'appel du MRAP.

Lire page 32, et le point de vue de Mouloud Aounit, page 13

## Un homme dans la guerre



BERTRAND TAVERNIER

DU ROMAN de Roger Verel, prix Goncourt 1934, Bertrand Tavernier a tiré *Copitaine Conan*, un film qui conte l'histoire méconnue de l'armée française d'Orient pendant la Grande Guerre et qui met en scène un héros partagé entre l'absurdité des consignes de l'état-major et son courage. Plus intime, *La Promesse*, des frères Dardenne, dresse le portrait noir d'un père et d'un fils.

Lire pages 26, 27 et 28

## Les apprentis sorciers d'Afghanistan

CE SIÈCLE à bout de souffle n'en finit plus de réécouter l'histoire de l'apprenti sorcier. Proche, Moyen ou Extrême, l'Orient, de ce point de vue, a été particulièrement gâté. Faut-il rappeler les conflits à retardement - allant, dans le cas des Indes, jusqu'à l'écroulement - provoqués par l'appui délibéré trop souvent donné par les colonisateurs, dans l'espoir de mieux contrôler le reste de la population, aux minorités linguistiques ou religieuses ? Les largesses jadis prodiguées à Saddam Hussein par Moscou, Paris et les monarchies du Golfe, pour tenir en échec l'expansionnisme khomeiniste ? L'imprudence avec laquelle certains dirigeants israéliens ont laissé, au début, les islamistes s'emparer des « postes de pouvoir au sein des institutions religieuses » des territoires occupés, pensant ainsi faire pièce à l'OLP de Yasser Arafat (Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada*, Stock, 1991) ?

Le dernier exemple en date est fourni par la chute de Kaboul aux mains des talibans, matérialisation du péril qu'avait précisément pour objet de conjurer, il y a dix-sept ans, l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan : l'instauration dans ce « royaume de l'inso-

lence » - comme l'a joliment baptisé Mike Barry - d'un pouvoir intégriste, dont elle redoutait l'effet de contagion sur les Républiques soviéto-musulmanes d'Asie centrale.

Grâce à l'ouverture des archives du KGB, minutieusement explorées sur ce point par l'ex-dissident Vladimir Boukovsky (*Jugement à Moscou*, Robert Laffont, 1995), et aux déclarations que lui et d'autres ont pu obtenir de divers acteurs du drame, plus aucun doute ne subsiste en effet quant aux raisons de l'invasion. Contrairement à ce que croyait Jimmy Carter, il s'est moins agi d'un nouvel avatar du vieux expansionnisme russe en direction des mers chaudes que d'une tentative pour sauver le régime communiste établi l'année précédente à Kaboul.

Enjeu principal, au XIX<sup>e</sup> siècle, de la rivalité des empires britannique et tsariste, l'Afghanistan est coupé en deux d'ouest en est par des montagnes vertigineuses. Le tunnel de Salang, qui seul permet de les franchir en toutes saisons, n'a été ouvert qu'en 1964.

André Fontaine

Lire la suite page 14

**Vos DICTIONNAIRES SE BONIFIENT AVEC LE TEMPS.**

Vos Dictionnaires et Codes Permanents bénéficient d'une mise à jour régulière : tables et bulletins d'actualisation périodiques, reuillets de refonte 3 à 4 fois par an. Vos ouvrages sont toujours à jour.

Tel (1) 40 92 63 68

**EDITIONS LEGISLATIVES**

EDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

SOCIAL FISCAL DROIT DES AFFAIRES

International	2	Annonces classées	22
France	6	Agenda	25
Société	8	Abonnements	25
Carnet	10	Météorologie	25
Régions	11	Mots croisés	25
Horizons	12	Culture	26
Entreprises	15	Guide culturel	29
Finances/marchés	18	Communication	30
Aujourd'hui	19	Radio-Télévision	31



**MONNAIE UNIQUE** Dans un entretien accordé au *Monde*, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, se dit convaincu que « si rien de surprenant n'intervient d'ici là ».

l'euro verra bien le jour au début de 1999. ● POUR LES PRINCIPAUX CANDIDATS au sein de l'Union européenne, le choix, au printemps 1998, ne se fera pas sur une lecture stricte-

ment comptable des critères du traité de Maastricht, explique Hans Tietmeyer : il faudra savoir, dit-il, « prendre un peu de recul et voir quelle est la situation générale,

donc non pas seulement s'interroger sur tel ou tel chiffre en particulier ». ● L'IMPORTANT, pour le patron de la Bundesbank, est de prendre en compte non seulement

la situation d'un pays au moment du choix, en 1998, mais sa capacité à long terme à respecter les disciplines requises par la monnaie unique.

## Le président de la Bundesbank parie sur l'euro en 1999

Dans une interview exclusive au « Monde », Hans Tietmeyer explique que, si les critères de Maastricht sont importants, ils ne sont pas tout : le choix des premiers pays candidats doit relever d'une analyse économique générale et non de la seule comptabilité budgétaire

« La monnaie unique est sur les rails et devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Pensez-vous que cette date sera effectivement la bonne ?

— Il y a fort à penser aujourd'hui que le calendrier sera respecté, au moins par un groupe limité de pays, comme le prévoit le traité de Maastricht. Je pars du principe que, si rien de surprenant n'intervient d'ici là, l'union monétaire commencera au début de 1999. Mais la décision définitive ne peut être prise qu'au printemps 1998 par les chefs d'Etat et de gouvernement européens, sur la base des recommandations et des rapports des ministres des finances.

— En France, de plus en plus de voix s'élèvent pour dire que la future union monétaire risque d'être dominée par une conception de la stabilité « à l'allemande ». En Allemagne, à l'inverse, on voit dans l'euro une aventure à l'issue incertaine. Où est la vérité selon vous ?

— C'est le traité de Maastricht qui, tout d'abord, a entraîné une décision de principe en faveur de la stabilité de la monnaie comme base du processus de développement économique et politique en Europe. Donc cette question ne devrait plus faire l'objet de discussions contradictoires. Ce qui doit nous préoccuper, désormais, c'est que les conditions d'une monnaie stable soient réunies, à court comme à long terme.

— Vous avez récemment souligné que « la capacité économique d'un pays à participer à l'UEM ne peut pas être mesurée sur la foi d'un cliché momentané », et que « le processus de sélection ne pouvait pas être effectué sur la base de chiffres concernant une année seulement ». Ce point de vue très critique vous amène-t-il à souhaiter un report de l'UEM ?

— Le facteur déterminant, c'est que le projet tout entier ait une capacité à durer et soit d'une grande solidité. L'examen qui doit avoir lieu au printemps de 1998 doit montrer si les pays remplissent les conditions dans ce sens. Des résultats ponctuels ne suffisent pas comme preuve de respect des critères de stabilité. Toutes les données, par exemple les données budgétaires, doivent être remplies non pas sur la base d'un maillage de bilan, mais bien dans le sens de la solidité à long terme.

— La présentation du budget français pour 1997 a suscité beaucoup de critiques, en Allemagne, notamment à cause du versement à l'Etat d'un compte de 37,4 milliards de francs provenant des ressources de France

Télécom. Est-ce que vous entendez lorsque vous parlez de « maillage de bilan » ?

— Je n'ai jamais critiqué nommément un pays et je ne le ferai pas à l'avenir non plus. Ce qui me semble important, c'est que les critères de stabilité soient remplis de manière durable. C'est également vrai pour l'Allemagne. S'il est en passant : c'est la France qui a proposé, en son temps, le critère budgétaire des 3 %, et ce chiffre a été accepté par tous les autres partenaires européens. J'ai l'impression que certaines personnes n'ont pas envie qu'on leur rappelle ce à quoi ils ont donné leur accord dans le passé. La Bundesbank, en tous cas, n'a pas pris part à cette négociation. Naturellement, il y a, à côté des critères, des marges d'interprétation qui doivent être analysées très attentivement, mais on pourra prendre une décision là-dessus seulement au printemps 1998, quand tous les chiffres seront disponibles. Alors, on pourra prendre un peu de recul et voir quelle est la situation générale, donc non pas seulement s'interroger sur tel ou tel chiffre en particulier, mais se demander ce qu'il y a derrière ce chiffre, et on pourra dire alors s'il est vraisemblable que la ligne peut être suivie de manière durable.

**« L'euro va renforcer la concurrence entre les pays et les marchés »**

— Les marchés financiers s'attendent, pour leur part, à une interprétation flexible des critères en 1998.

— Tout dépend de ce qu'on entend par flexibilité. D'un côté, le traité nomme des chiffres, mais d'un autre côté, il fournit des marges d'interprétation qui doivent, au même titre que les chiffres, être lues et respectées de manière stricte — comme le pensent, d'un commun accord, le gouvernement allemand et la Bundesbank.

— L'Italie fera-t-elle partie, selon vous, des pays favorables pour entrer dès le début dans la « zone euro » ?

— L'Italie entreprend des efforts considérables pour résoudre ses problèmes, et c'est positif. Si l'Italie remplit les critères de manière durable, elle sera naturellement bienvenue dans la communauté de l'euro. Nous ne devrions pas pointer du doigt tel ou tel pays, mais

plutôt constater avec plaisir que tous les pays réalisent en ce moment de grands efforts pour remplir les conditions requises.

— Les contours du futur pacte de stabilité ont été adoptés lors du dernier conseil des ministres des finances de Dublin. Ce pacte est-il, selon vous, suffisamment efficace, notamment pour ce qui concerne les sanctions pour « déficit excessif » ?

— A Dublin, il y a eu une discussion générale à l'occasion de laquelle on s'est entendu sur certains principes. Il s'agit d'un progrès important mais qui doit encore être traduit dans des textes juridiques. Le pacte de stabilité proposé par le ministre Theo Waigel est important pour la raison suivante : pendant longtemps encore, il nous faudra vivre en Europe sans une volonté politique commune, un élément qui a pourtant toujours accompagné la mise en place d'une monnaie commune. Nous continuerons à vivre dans des États nationaux. C'est pourquoi il est si important d'avoir une même culture de la stabilité. Cela signifie que nous devons respecter une discipline financière durable dans notre politique budgétaire. Cette union monétaire doit être un succès, mais aussi être acceptée par tous dans toute sa portée politique. Faute de quoi il s'agit d'un recul très brutal de l'intégration européenne.

— Pour ce qui concerne le mécanisme de sanctions, il serait bon que celui-ci repose sur le principe d'une quasi-automatisme. A Dublin, les représentants de tous les pays de l'Union ont accepté qu'un pays qui connaît un déficit excessif soit toujours — je dis bien toujours — soumis à sanctions, s'il ne comble pas son comportement dans un certain délai, qui devra être court.

— Etes-vous satisfait des discussions autour d'un nouveau système monétaire européen, qui réglera les relations entre les pays « in » et les pays « out » de l'euro ?

— Dans l'ensemble oui. Nous avons tiré les leçons des expériences passées : à l'avenir, la Banque centrale européenne aura par exemple la possibilité, si elle en a besoin, de déclencher des négociations sur les aménagements de parités. S'il devait y avoir un développement extrêmement préoccupant du marché, la Banque centrale européenne aura en outre les moyens de mettre rapidement un terme à ses obligations d'intervention, si celles-ci mettaient en danger la stabilité de l'euro. La seule chose que je regrette, c'est que ce nouveau système demeure facultatif.



HANS TIETMEYER

tif, et que tous les pays membres de la communauté ne soient pas obligés d'y participer.

— Les programmes d'austérité qui sont actuellement mis en œuvre en Europe dans la perspective de la monnaie unique ne risquent-ils pas d'étranger l'activité et d'aboutir, comme on le craint en France, à des tensions déflationnistes ?

— L'inflation n'est jamais défini-

sance soit également porteuse d'emplois. La politique monétaire n'a, ici, pratiquement pas de rôle à jouer.

— Dans un discours récent, vous avez souligné que l'euro ne serait pas un « programme de création d'emplois ». La monnaie unique pourrait-elle accroître le chômage selon vous ?

— On ne doit pas faire naître d'illusions en la matière et faire comme si les problèmes structurels que je viens de nommer pouvaient être résolus par la monnaie unique. Si nous ne parvenons pas à résoudre durablement ces problèmes dans le cadre des décisions politiques nationales, alors l'euro ne créera pas d'emplois. Au contraire, l'euro va renforcer la concurrence entre les pays et les marchés et supprimer l'instrument du taux de change, qui pouvait servir jusqu'ici d'« amortisseur ». En clair : la compétitivité de nos économies

recommandation de la Commission européenne après audition de la Banque centrale. La responsabilité ultime, pour ce qui concerne un tel régime de taux de change par rapport à des pays non-membres du SME, sera entre les mains des gouvernements, mais uniquement après consultation de la Banque centrale européenne. Cependant, je pense qu'il n'est pas réaliste, dans les conditions présentes à la venue, de penser qu'il pourrait y avoir réintroduction d'un régime de taux de change par rapport au dollar et au yen.

— On craint, en France, une surévaluation de l'euro. Quelle sera la parité idéale de l'euro par rapport au dollar et au yen ?

— Je ne peux pas le dire. Tout dépend de l'évolution de la politique et des « fondamentaux » aux Etats-Unis et au Japon, et de l'évolution des choses dans la « zone euro ». Le risque d'une surévaluation est tout aussi à craindre que le risque d'une sous-évaluation de l'euro. Je pense que le cours actuel de nombreuses monnaies européennes par rapport au dollar est bien plus réaliste et fondé qu'il y a quelques temps, et je me réjouis de constater que les dirigeants américains disent clairement qu'ils sont toujours intéressés par un dollar fort.

— Comment jugez-vous la faiblesse actuelle du deutschemark au sein du SME ? Cette faiblesse est-elle due à l'anticipation de sa disparition ou aux difficultés de l'économie allemande ?

— Je n'ai pas de problèmes avec le cours actuel du mark au sein du SME, qui est, dans le fond, correct. S'il y a un changement ici ou là, il faut aussi voir le reflet d'anticipations en ce qui concerne le futur développement dans la « zone euro ». Nous voulons qu'on considère le futur euro comme une monnaie forte et stable. On ne peut pas avoir une monnaie qui soit forte à l'intérieur et faible à l'extérieur.

— Quel est votre pronostic pour ce qui concerne l'évolution des taux d'intérêt en Allemagne au cours des mois prochains ?

— Les taux centraux ont atteint un niveau historiquement bas. Naturellement, nous continuerons à observer l'évolution des choses très attentivement. Et nous ne partons pas du principe que nous devrions effectuer une hausse des taux centraux dans les temps prochains. Je ne peux cependant pas prévoir s'il nous reste une petite marge vers le bas.

Propos recueillis par Lucas Delattre

### Les cinq critères de « convergence »

Pour passer à la dernière phase de l'Union économique et monétaire (UEM), les Etats membres doivent respecter cinq critères de

« convergence » précisés dans les protocoles annexés au traité de Maastricht.

● Un déficit budgétaire ne dépassant pas 3 % du produit intérieur brut.

● Une dette publique brute n'excédant pas 60 % du revenu national.

● Une inflation ne dépassant pas de plus de 1,5 % celle des trois Etats membres ayant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

● Des monnaies respectant pendant deux ans au moins les marges normales de fluctuation prévues par le système monétaire européen (SME).

● Des taux d'intérêt à long terme ne dépassant pas de plus de 2 % celui des trois Etats membres ayant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix.

**BONN**  
de notre correspondant  
Les livres d'histoire de demain ne diront pas que la Bundesbank a fait échouer l'euro. Le président de la « Buba », Hans Tietmeyer, confirme ainsi dans un entretien au *Monde* que la monnaie unique entrera bien



en vigueur « au début de 1999 » — une confession exceptionnelle de sa part. En temps normal, le gardien de la stabilité monétaire prend soin de ne pas s'engager sur la moindre date, afin de mieux insister sur la priorité absolue des critères sur le calendrier.

Par ailleurs, il semble désormais partisan d'une lecture élargie des critères : « Il y a, dit-il, à côté des critères, des marges d'interprétation qui doivent être analysées très attentivement ». En mettant l'accent sur l'existence de ces marges d'interprétation — là aussi un élément nouveau —, M. Tietmeyer, s'il est très loin de se faire l'apôtre d'une

lecture plus « souple » du traité, souligne cependant que le respect ponctuel des critères ne sera pas l'alpha et l'oméga de la monnaie unique.

**« QUALIFICATIONS »**

Il est vrai que les dirigeants allemands voient d'un mauvais oeil le zèle excessif avec lequel certains de leurs partenaires s'apprêtent à présenter, le moment venu, des chiffres convaincants... au risque de retomber, plus tard, dans de vieilles habitudes d'indiscipline budgétaire. La France, notamment, en comptabilisant 37,4 milliards de francs provenant des ressources de France Télécom dans son budget 1997, est particulièrement « suspecte » en ce moment de l'autre côté du Rhin. M. Tietmeyer le confirme et cette remarque montre combien on peut douter de la pertinence économique des critères retenus : ce que dit le président de la Bundesbank, c'est que — au-delà des chiffres au sens strict — un pays doit montrer qu'il présente des « qualifications » à long terme pour s'engager sur la voie de la stabilité.

L'Allemagne, tous les observateurs le disent, aura beaucoup de mal, elle aussi, à remplir parfaitement l'ensemble des critères au printemps 1998, date d'examen final pour l'entrée dans l'euro. Pour ce qui concerne le critère de la dette publique notamment, l'Allemagne ne devrait pas réussir à passer en dessous de la barre des 60 % du PIB en temps prévu.

Autrement dit, en écoutant Hans Tietmeyer, on constate que les

dossiers de candidature pour la monnaie unique, en 1998, ne seront pas analysés par des experts-comptables mais par des économistes au service d'une vision politique à long terme. Le président de la Bundesbank insiste beaucoup là-dessus : l'UEM est un projet « éminemment politique », qui peut faire réussir ou échouer l'intégration européenne selon qu'elle repose sur des bases saines ou des malentendus. La question qui se

pose désormais est bien la suivante : la France et l'Allemagne sont-elles d'accord sur les objectifs de l'UEM ?

Sur ce point, toutes les interrogations sont permises. Il en va tout particulièrement de la définition de la future parité de l'euro par rapport aux autres monnaies, notamment le dollar ou le yen. Beaucoup de dirigeants politiques français estiment que la monnaie unique européenne devra être utilisée pour corriger les dévaluations de monnaies concurrentes et que son cours pourra donc être fixé politiquement par les gouvernements. Une vision d'honneur pour les Allemands, qui n'ont jamais fait du mark un instrument de politique commerciale et qui dénoncent les « illusions françaises » en la matière — comme le faisait la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* dans son édition du 15 octobre. Sur ce point, Hans Tietmeyer est très clair : « Il n'est pas réaliste de penser qu'il pourrait y avoir réintroduction d'un système de taux de change par rapport au dollar et au yen. »

L. D.

### La « Buba » veut une Europe monétaire sans malentendus

L'Allemagne, tous les observateurs le disent, aura beaucoup de mal, elle aussi, à remplir parfaitement l'ensemble des critères au printemps 1998, date d'examen final pour l'entrée dans l'euro. Pour ce qui concerne le critère de la dette publique notamment, l'Allemagne ne devrait pas réussir à passer en dessous de la barre des 60 % du PIB en temps prévu.

Autrement dit, en écoutant Hans Tietmeyer, on constate que les

dossiers de candidature pour la monnaie unique, en 1998, ne seront pas analysés par des experts-comptables mais par des économistes au service d'une vision politique à long terme. Le président de la Bundesbank insiste beaucoup là-dessus : l'UEM est un projet « éminemment politique », qui peut faire réussir ou échouer l'intégration européenne selon qu'elle repose sur des bases saines ou des malentendus. La question qui se

pose désormais est bien la suivante : la France et l'Allemagne sont-elles d'accord sur les objectifs de l'UEM ?

Sur ce point, toutes les interrogations sont permises. Il en va tout particulièrement de la définition de la future parité de l'euro par rapport aux autres monnaies, notamment le dollar ou le yen. Beaucoup de dirigeants politiques français estiment que la monnaie unique européenne devra être utilisée pour corriger les dévaluations de monnaies concurrentes et que son cours pourra donc être fixé politiquement par les gouvernements. Une vision d'honneur pour les Allemands, qui n'ont jamais fait du mark un instrument de politique commerciale et qui dénoncent les « illusions françaises » en la matière — comme le faisait la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* dans son édition du 15 octobre. Sur ce point, Hans Tietmeyer est très clair : « Il n'est pas réaliste de penser qu'il pourrait y avoir réintroduction d'un système de taux de change par rapport au dollar et au yen. »

L. D.





## Les institutions bosniaques ne fonctionnent toujours pas

Les pressions occidentales n'ont pas donné de résultat

Ni la présidence collégiale ni le Parlement national, élus il y a un mois, ne fonctionnent en Bosnie, en raison de l'obstruction ouverte de la partie serbe et de celle, plus discrète, des nationalistes croates. Ce blocage relance le débat sur l'opportunité d'organiser des élections municipales en novembre.

**SARAJEVO**  
de notre correspondant  
Un mois après des élections générales aux résultats fort contestés, les institutions bosniaques sont toujours paralysées. De profondes divergences, prévisibles après la victoire des partis séparatistes serbe et croate dans les régions sous leur contrôle, empêchent la mise en place de la présidence collégiale et du Parlement national.

Les efforts diplomatiques américains et européens n'ont jusqu'à présent pas porté leurs fruits. John Kolumblum, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires européennes, et Klaus Kinkel, le ministre allemand des Affaires étrangères, ont quitté Sarajevo les maux vides samedi dernier, après avoir vainement essayé de convaincre les Serbes de rencontrer les leaders musulman et croate. L'Etat serbe à la présidence tricolore, Momcilo Krajisnik, refuse de signer la déclaration solennelle reconnaissant la Constitution de la Bosnie-Herzégovine telle qu'elle avait été définie à Dayton.

Il y a dix jours, les séparatistes serbes avaient boycotté la séance inaugurale de la présidence et du Parlement, abandonnant un partenaire de diplomates à un face-à-face avec des chaises vides. Au Théâtre national de Sarajevo. Fidèles à leurs habitudes, les Serbes de Pale continuent d'altérer les déclarations conciliantes et les décisions intransigeantes. Momcilo Krajisnik s'était d'abord prononcé en faveur d'une signature serbe de la déclaration solennelle, avant de se rétracter. Parallèlement, le premier ministre de la République serbe (RS), Gojko Klicavac, affirmait qu'« aucun Serbe ne veut entendre parler d'une intégration de la RS et de la Fédération croato-musulmane », assurant que les efforts internationaux devraient être réorientés de la Bosnie-Herzégovine vers le Kosovo.

Des incidents récents dans des villages de Bosnie orientale ont illustré cette volonté serbe d'enterrer la

partition ethnique du pays. A Jusici, Mahala et Dugi Dio, situés du côté serbe de la ligne de front, où des expulsés musulmans sont revenus habiter leurs anciennes maisons, souvent en ruine, et commencent à les restaurer, les policiers serbes interviennent régulièrement pour les forces de l'OTAN (Ifor) sont nettement embarrassées. Les réfugiés musulmans ne font en effet qu'exercer un droit inscrit dans l'accord de Dayton : le retour dans le foyer d'avant-guerre.

L'Ifor paraît prise au piège d'une situation qui échappe à son contrôle et craint que le gouvernement bosniaque n'envoie ainsi des réfugiés musulmans à l'assaut de leurs anciens villages s'il n'est pas satisfait de l'évolution du processus de paix. Seul le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) dénonce sans relâche la politique d'apartheid du pouvoir serbe, sur lequel il n'a cependant aucun moyen de pression.

« BALLE À BLANC »

« Il semble que l'objectif des grandes puissances ait uniquement été une pacification du champ de bataille », s'indigne Oslobođenje, un quotidien sarajévien indépendant du pouvoir bosniaque, qui pense que la communauté internationale se borne à « tirer des balles à blanc » contre les séparatistes serbes sans les impressionner. La presse bosniaque estime que la levée définitive des sanctions économiques contre le camp serbe a été leur dernière arme aux Occidentaux.

Les émissaires américains et européens essayent désormais de faire miroiter des millions de dollars d'aide économique à la République serbe, qui, contrairement à la Fédération croato-musulmane, n'a pas encore bénéficié de l'argent prévu pour la reconstruction. Gojko Klicavac a cependant rappelé que « les Serbes ne signeront pas une capitulation au nom d'un prétendu bien-être économique ».

« Depuis la proclamation du résul-

tat des élections générales et la levée des sanctions économiques par l'ONU, la Serbie a nettement diminué ses pressions à l'égard des séparatistes serbes de Bosnie. Malgré les discours du président Slobodan Milosevic en faveur « de l'égalité en droits et de la compréhension entre les Etats et les peuples », Belgrade ne semble guère œuvrer pour un fonctionnement rapide des institutions bosniaques.

Des diplomates estiment qu'une réunion des trois présidents pourrait toutefois avoir lieu avant la fin du mois d'octobre, notamment afin de nommer un premier ministre. « Le véritable problème viendra ensuite, après l'élection présidentielle américaine, lorsque la pression retombera », pense un observateur européen. Il ajoute que la réalité sera alors « plus crue ». « Les Croates sont plus malins, dit-il. Ils font les agneaux avec Zupak à la présidence, mais ils redeviennent des loups dès qu'il s'agit de bloquer le fonctionnement d'autres institutions. » Lors de la première assemblée cantonale à Sarajevo, les élus croates ont certes prêté serment, mais ils ont ensuite quitté la salle, prétextant que « les droits fondamentaux du peuple croate » ne sont pas garantis en zone bosniaque.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), responsable des élections bosniaques, se demande s'il est encore possible de tenir des élections municipales les 23 et 24 novembre. Le président en exercice de l'OSCE, le Suisse Flavio Cotti, s'est également prononcé pour un report du scrutin, mais la décision finale appartient au chef de l'OSCE à Sarajevo, l'Américain Robert Browick.

Les Serbes ont menacé d'organiser leurs propres élections, hors du contrôle international, et l'OSCE, après s'être attiré les plus vives critiques pour sa gestion des élections générales, n'a pas encore commencé à préparer concrètement le scrutin municipal, reporté à cause de manipulations serbes sur les listes électorales.

Le processus de paix se poursuit certes, mais dans le feu politique, et non sans une certaine résignation face aux volontés de diviser définitivement la Bosnie-Herzégovine.

Rémy Ourdan

## Boris Eltsine souffrirait d'une anémie importante

Le taux très bas d'hémoglobine relevé chez le président russe rendrait l'intervention de chirurgie cardiaque impossible à pratiquer dans les délais annoncés

**CITANT DES SPÉCIALISTES**  
médicaux du centre cardiologique Tchazov, la radio Echos de Moscou a indiqué, mardi 15 octobre, que les dernières analyses de sang faites sur le président Boris Eltsine avaient révélé un taux d'hémoglobine très inférieur à la normale, situation qui rendait quasiment impossible de pratiquer, dans les délais annoncés, l'intervention de chirurgie cardiaque que doit subir le président russe. Cette information a été immédiatement suivie d'un démenti relativement prudent du Kremlin.

« Les informations de la radio ne correspondent pas à la réalité », a notamment déclaré le directeur du service de presse du Kremlin.

Le taux actuel d'hémoglobine du président russe serait à la moitié du

taux normal. Il souffre, en d'autres termes, d'une anémie importante dont l'origine demeure officiellement inexpliquée. Le 25 septembre, le chirurgien américain Michael De-

Bakey, qui s'était rendu à son che-

vet et qui avait pris connaissance de son dossier, avait déjà fourni quelques précisions sur ce thème. « Il a eu, au cours du dernier mois, une perte d'hémoglobine dont nous ignorons la cause exacte. Le plus probable est que cela s'est fait par le système gastro-intestinal, ce qui est le cas le plus fréquent », avait-il alors indiqué lors d'une conférence de presse, ajoutant toutefois qu'il s'agissait d'une chose « aisément corrigible ».

« Nous ne pouvons toutefois opérer avant d'en avoir trouvé la cause et d'y avoir remédié. C'est ce que nous sommes en train de faire au moyen de transfusions sanguines », avait-il ajouté. Selon les Echos de Moscou, les efforts des médecins pour corriger le taux d'hémoglobine du président, notamment à partir d'un traitement médicamenteux standard (comportant de la vitamine B12) n'auraient pas permis de retrouver des taux normaux d'hémoglobine. Boris Eltsine, qui a été

transféré il y a quelques jours dans la maison de soins de Barvikha, dans la banlieue de Moscou, aurait refusé, selon son entourage médical, que l'on pratique les investigations diagnostiques quelque peu désagréables - une fibroscopie digestive, en particulier - qui auraient permis aux médecins de préciser le siège et la nature des lésions digestives hémorragiques fréquentes chez les malades alcooliques.

Sur quelques images diffusées par la télévision nationale dans la soirée du 15 octobre, Boris Eltsine est apparu souriant mais amaigri. De bonne source médicale, on indique qu'il ne souffre plus aujourd'hui de son dernier accident cardiaque et qu'il ne souhaite plus vraiment, pas plus que ses médecins proches, que l'on intervienne chirurgicalement. Or on sait que, dans ce domaine, tout retard peut avoir des conséquences mortelles.

Jean-Yves Nau

## Les « armes secrètes » de John Major

LONDRES

de notre correspondant

Le premier ministre conservateur britannique veut faire populaire. Attaquant Tony Blair, le chef travailliste, John Major a dénoncé, lors de la récente conférence annuelle de son parti, ces « classes bovares » qui forment l'ossature du Labour. Il s'est présenté comme le porte-parole de ceux qui travaillent dur, les « hard working classes ». Un monde à l'envers, où la droite est à gauche et la gauche cherche le soutien du business ! En y regardant de plus près, on se rend compte que les choses ne sont pas si simples, que l'immense majorité des membres du cabinet conservateur et leurs propres enfants ont eu le privilège de faire de bonnes études.

Dans ce contexte de nouvelle lutte des classes à l'anglaise, « John l'honnête » a donné à la dernière livraison de l'hebdomadaire de droite The Spectator la primeur de son journal privé. C'est en effet lui qui signe le diary de la semaine, dans un style qui se veut léger, montrant qu'il peut être premier ministre et conservateur mais n'en être pas moins humain et proche des préoccupations de ses compatriotes. Ainsi, peut-on lire cette anecdote : « La semaine dernière, j'ai organisé une réception pour les sportifs, en particulier pour récompenser l'équipe de football anglaise de sa performance à l'Euro 96. Gazza (Paul Gascoigne) est venu, vêtu d'un complet sur lequel on aurait pu jouer aux dames. Mais il y avait de la concurrence. (...) David Seaman a passé la soirée entouré d'un essaim d'adorables jeunes femmes de N 10 (Downing Street, sa résidence officielle) qui ne pouvaient détacher leurs yeux de lui. On a même enten-

du l'une d'elles murmurer : « C'est un goal, n'est-ce pas ? J'en connais une qu'il pourrait bien attraper dans ses filets. »

Les Anglais étant très amateurs de football, ils devaient être fascinés par l'intérêt qu'y porte leur premier ministre et, surtout, par le style parlé, « popu », qu'il a utilisé pour cette chronique. Si toutefois ils ont abandonné le Sun ou le Mirror pour lire l'austère Spectator. Mais M. Major devait aussi montrer d'une anecdote qu'il était au niveau de sa fonction. Et qu'il savait comment s'y prendre avec ses Européens que la majorité des militants de son parti et un certain nombre de ses ministres vouent aux gémonies. Il raconte qu'au récent sommet de Dublin « M. Prodi, le premier ministre italien, est arrivé dans un très gros avion. Je lui ai fait remarquer qu'il avait apporté avec lui tout son déficit budgétaire, et il l'a gentiment admis ».

Enfin, M. Major a levé le voile sur un secret jusqu'alors bien gardé : ce n'est pas par mauvaise humeur envers l'euromanie de ses partenaires qu'il a boudé le dîner qui clôturait la réunion. « Je n'ai pas dit au Taoiseach (le premier ministre irlandais) pourquoi je suis parti en avance, mais je puis vous le révéler en exclusivité : c'était le week-end de notre vingt-sixième anniversaire de mariage. Entre un dîner avec Norma ou avec quinze hommes, c'est Norma qui l'a emporté. » Cette anecdote, la presse a inventé que c'était elle mon « arme secrète » (en fait, l'image vient du Parti conservateur). Il ne s'agit pas en réalité d'une invention, c'est vrai depuis des années.

Patrice de Beer

## Italie : le jugement d'acquittement d'Erich Priebke a été annulé

ROME

de notre correspondant  
L'ex-capitaine des SS, Erich Priebke, âgé de quatre-vingt-trois ans, acquitté le 1<sup>er</sup> août par le tribunal militaire de Rome de ses responsabilités dans le massacre des fosses Ardeatines, sera réjugé. Ainsi a-t-il été décidé la première section pénale de la Cour de cassation qu'il a fait droit, mardi 15 octobre, au recours du procureur général et des parties civiles contre le président du tribunal militaire lequell avait « pré-ju », avant le prononcé de la décision, l'acquiescement de l'officier nazi.

Le magistrat avait en effet publiquement approuvé que le procès se terminerait par un acquittement. La Cour de cassation a donc infirmé la décision de première instance, qui avait rejeté la demande de récusation. Par voie de conséquence, le jugement d'acquittement est annulé à la grande satisfaction des parents des victimes et de l'opinion publique qui avaient été scandalisés par la sentence.

Erich Priebke, après un procès de trois mois, avait été reconnu coupable de la mort, le 24 mars 1944, de 335 otages civils fusillés en représailles d'un attentat contre les Allemands. Il s'était cependant vu accorder les circonstances atténuantes qui lui avaient fait bénéficier de la prescription.

Peu après sa libération cet ex-militaire nazi, qui s'est toujours retranché derrière l'excuse d'obéissance à ses supérieurs pour rejeter ses responsabilités, avait immédiatement été réemprisonné en raison des tensions provoquées par cet élargissement. Le ministère de la justice avait rapidement trouvé une échappatoire par le biais de la demande d'extradition formulée par les autorités allemandes.

Il s'agissait d'éviter la remise en liberté de celui qui avait passé quarante-sept années passibles en Argentine avant de devoir affronter la justice pour un massacre à propos duquel il a toujours affirmé qu'il s'était contenté de contrôler l'identité des

victimes sur les listes qui lui avaient été fournies. A l'exception toutefois de deux d'entre elles « tuées de ses propres mains ».

L'acquiescement avait donc provoqué une véritable indignation en raison de la transgression du principe de l'imprescriptibilité des crimes de guerre, et de la cruauté avec laquelle les Allemands avaient procédé à ce massacre selon la règle de dix Italiens pour un Allemand à la suite de l'attentat qui avait coûté la vie à trente-trois militaires du Riff. Pour faire bonne mesure, cinq autres otages avaient été rajoutés à la liste. « Les défits contre l'humanité, même après des siècles, restent des défits », avait souligné le soir même de l'acquiescement le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro. La décision de la Cour de cassation permet donc d'effacer, aux yeux de bon nombre d'Italiens, ce qui était considéré comme un défit de justice. « La sentence se commente d'elle-même », a simplement indiqué Antonio Intellissimo, le représentant du ministère public lors du procès, qui s'apprête de nouveau à soutenir l'acquiescement devant un autre tribunal militaire.

Pour Tullia Zevi, présidente de la communauté juive italienne, il s'agit simplement « d'un geste de cohérence. Nous avons toujours soutenu, a-t-elle ajouté, que notre instance à obtenir une sentence exemplaire n'était pas inspirée par un esprit de vengeance. (...) Pour être clair, nous n'aspirons pas à ce qu'un vieillard finisse ses jours en prison, mais que sa reconnaissance sa culpabilité et que la gravité de ses actes soit sanctionnée par un internement à domicile ».

Les juges allemands devront donc attendre que leurs collègues italiens se prononcent une nouvelle fois avant de pouvoir le juger et cela seulement après accomplissement de la condamnation, si condamnation il y a.

Michel Bole-Richard

# NANTES-ORLY SUD

## À L'ALLER C'EST PAYANT, AU RETOUR C'EST GRATUIT.



A partir du 14 Octobre,  
découvrez la Classe Affaires  
pour 950 F\* l'aller retour  
seulement !  
C'est une exclusivité TAT  
valable sur les 3 vols  
quotidiens Nantes-Orly Sud.



**TAT**  
EUROPEAN AIRLINES

Nous rapprochons  
la France de la France.



Renseignements, réservations : contactez votre agence de voyages, TAT au 05 05 50 05  
(à partir du 18/10/96 : 0800 05 50 05) ou tapez 3615-3616 TAT (129 Fmn).



## Tambour battant, Jacques Chirac va au Proche-Orient soutenir la relance du processus de paix

Le président de la République sera dans la région du 19 au 25 octobre

Jacques Chirac fera du 19 au 25 octobre une tournée au Proche-Orient qui le conduira en Syrie, en Israël, dans les territoires palestiniens, en

Jordanie et au Liban pour finir par une escale de quelques heures au Caire, où il s'entretiendra avec le président Hosni Moubarak. Les diffi-

cultés sur lesquelles trébuche le processus de paix israélo-arabe donnent un relief particulier à cette tournée prévue de longue date.

L'ACTUALITÉ au Proche-Orient est compliquée de Jacques Chirac. De la même manière que la guerre entre Israël et le Hezbollah au Liban, en avril, avait permis à la France de faire reconnaître son rôle dans la solution du conflit, aujourd'hui, le blocage des négociations israélo-palestiniennes est une occasion pour le président de la République - même s'il aurait préféré que les choses ne se dégradent pas - de proposer l'aide de l'Europe, pour redynamiser un processus de paix en panne. Sans trop insister, mais en rappelant aux uns et aux autres que de par leurs liens historiques, culturels, géographiques et économiques privilégiés avec cette partie du monde, l'Europe, et singulièrement la France, « peuvent et doivent » jouer un rôle au Proche-Orient. M. Chirac fera, du 19 au 25 octobre, une tournée (Syrie, Israël, Jordanie et Liban) et dans les territoires palestiniens, sans oublier une brève escale en Egypte.

Mais l'actualité au Proche-Orient pourrait aussi être un faux ami. Déjà par le chef de l'Etat, le message dont il est porteur est le plus fort que la France puisse transmettre aux intéressés. Or M. Chirac sait que le contenu de ce message n'est pas forcément monnaie courante. Il est plus ou moins accepté par des récepteurs - notamment israéliens -, qui commencent à peine à admettre que l'ami de mon ennemi n'est pas forcément mon ennemi. Il garde aussi un œil sur ses quatorze partenaires de l'Union européenne (UE), plus ou moins trébuchés qu'il s'agit du conflit israélo-arabe, et qu'il a encore dû entraîner presque malgré eux au récent Conseil européen de Dublin, pour qu'ils proposent très timidement leurs offres politiques aux protagonistes du Proche-Orient.

Outre les rencontres classiques avec les plus hautes autorités des pays hôtes, le président de la République fera des gestes aussi novateurs que symboliques qui risquent, eux aussi, de ne pas plaire à tout le monde. Ainsi sera-t-il le premier chef d'Etat étranger à prendre la parole - le 23 octobre - devant les quatre-vingt-huit élus, membres du Conseil législatif palestinien, réuni à Ramallah, en Cisjordanie. Manière de reconnaître



des institutions « nationales » palestiniennes en cours de construction, alors qu'Israël dénie aux Palestiniens le droit à un Etat. Manière aussi de dire l'attachement de la France à l'établissement d'un Etat palestinien « démocratique » au sein duquel l'Exécutif ne détiendrait pas tous les pouvoirs. Cette démarche n'est sans doute pas pour plaire à M. Arafat, dont les tendances autocratiques ne sont plus à démontrer, mais le chef de l'Etat israélien ne pouvait difficilement refuser le souhait de M. Chirac de s'adresser au « Parlement ».

### LA FRANCE « SOLIDAIRE »

M. Chirac s'entretiendra avec M. Arafat à Gaza, avant de partir pour la Jordanie, et souhaite que son départ du territoire autonome palestinien ne passe pas nécessairement par Israël. L'aéroport de Gaza, qui est opérationnel, mais pas pour des vols internationaux, est au centre d'une polémique politique entre Israël et les Palestiniens - Yasser Arafat l'a rappelé mardi à Jéricho. Un événement dépourvu d'Amman, via l'Egypte, était encore à l'examen, quelques jours avant le début de la tournée de M. Chirac. La question d'une visite du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, à la Maison d'Orient, siège officiel de l'Olp à

Jérusalem-Est, faisait encore elle aussi l'objet d'intenses consultations avec Israël, l'Etat juif s'opposant formellement à cette pratique institutionnalisée par les chefs de la diplomatie des pays membres de l'UE. Au reste, M. Chirac visitera les lieux saints juifs, musulmans et chrétiens de la ville.

Aux « députés » palestiniens, comme la veille à une assemblée de scientifiques, d'étudiants et d'universitaires israéliens auxquels il se sera adressé à l'université Technion, de Haïfa, M. Chirac tiendra un discours d'autant plus franc qu'il pose d'emblée la France comme un Etat « ami », « solidaire », voire admiratif, du dynamisme et de la détermination des uns et des autres. Ce discours tient des uns et des autres, des besoins de sécurité d'Israël et des besoins de sécurité des Palestiniens, de la violence comme moyen de faire valoir leurs droits. M. Chirac rappellera aussi que la sécurité ne peut être garantie par la force, mais par la paix. Et quel meilleur moyen pour Israël d'obtenir des engagements en la matière, et surtout de garantir que ces engagements soient tenus, que de reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat ?

M. Chirac voudrait qu'Israéliens, Palestiniens et Arabes prennent en

quelque sorte exemple sur la France et l'Allemagne, qui ont réussi à transformer leur adversité historique en « coopération ». Mais pour qu'une paix équitable soit instaurée, il faut que soient appliqués tous les accords passés et que s'engage au plus vite la négociation sur le statut définitif des territoires palestiniens, sans qu'en soient exclues les questions prévues par l'accord d'Oslo, c'est-à-dire, Jérusalem, les réfugiés et les colonies juives de peuplement.

### DE DAMAS À BEYROUTH

Sur toutes ces questions, comme sur celle du droit des Palestiniens à l'autodétermination, M. Chirac ne fera en somme que rappeler la position de l'UE. Avec cette différence, que ses pairs européens préfèrent généralement s'abstenir de le rappeler dans leurs interventions publiques, pour se cantonner aux seuls communiqués officiels de l'Union. En mars 1982, devant la Knesset, François Mitterrand avait, le premier, fait valoir que « le dialogue suppose que chaque partie peut aller au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens, peut, le moment venu, signifier un Etat ». Le dialogue étant aujourd'hui établi, et le chemin parcouru étant déjà substantiel, M. Chirac juge que l'Etat palestinien doit se profiler au terme des pourparlers sur le statut définitif des territoires palestiniens.

En commençant sa tournée par la Syrie, où il ne s'était pas rendu lors de sa première tournée au Proche-Orient au printemps, M. Chirac redonne à Damas son rôle de pays-clé dans la région, dont les relations avec la France, longtemps assombries par l'affaire du Liban, sont allées s'améliorant depuis le changement de majorité en France. Damas, dont les pourparlers avec l'Etat juif sont quasi moribonds, est de plus en plus demandeur d'un rôle politique de l'Europe au Proche-Orient. Et si le président de la République achève son périple à Beyrouth - alors même qu'il s'y était rendu au printemps - c'est, entre autres, pour rappeler son attachement à l'indépendance du pays du Cèdre, sous tutelle syrienne.

Moussa Naïm

## Yasser Arafat a reçu l'appui du roi Hussein à Jéricho

### JÉRICO

de notre envoyé spécial

Nul ne sait si, comme le suggérait mardi 15 octobre, David Bar Ilan, l'un des conseillers de Benjamin Nétanyahou, le roi Hussein de Jordanie « a choisi de rejoindre la campagne arabe de pression contre Israël parce que son régime n'est pas très solide », mais une chose est sûre : la première visite officielle du souverain hachémite dans ce qu'il a appelé mardi « la Palestine », outre qu'elle illustre avec éclat le regain de solidarité arabe avec la cause palestinienne, marque un nouveau tournant dans la région.

Avec le refus affirmé du président égyptien, Hosni Moubarak, de rencontrer le premier ministre israélien aussi longtemps que celui-ci n'aura pas fait la démonstration de sa bonne foi, le bref séjour de quatre heures du « petit roi »

dans une enclave palestinienne autonome - située à 24 kilomètres seulement du bureau de M. Nétanyahou à Jérusalem-Ouest -, ce sont désormais les deux seuls dirigeants du monde arabe ayant fait la paix avec Israël qui prennent sérieusement leurs distances à l'égard du pouvoir nationaliste de l'Etat juif.

### UN MOMENT BIEN CHOISI

Bien que les Israéliens, maîtres de toutes les frontières palestiniennes, aient dû donner leur aval à la visite royale, « à aucun moment », affirmait-on mardi soir au bureau de M. Nétanyahou, il ne fut question d'organiser [à Jéricho] une rencontre à trois avec le premier ministre. Outre la personnalité - jusqu'à présent chérie par la majorité des Israéliens - du premier chef d'Etat arabe à visiter une enclave palestinienne « libérée », les

conditions et le moment choisi par Hussein de Jordanie pour cette visite ne sont pas innocents.

Le monarque a attendu à Jéricho aux commandes de son hélicoptère personnel, et avec pour passager son hôte de la veille à Amman, Yasser Arafat. Pour le chef de l'Olp qui confiait ce week-end à quel point il avait déjà été « surpris du ton très critique » employé par le roi Hussein à Washington - en présence de Bill Clinton, - à l'égard de M. Nétanyahou, la visite du monarque marque peut-être aussi la fin des suspensions quant aux projets des Jordanais.

L'apparition publique des deux hommes, côte à côte à Jéricho, le roi portant keffiyeh traditionnelle rouge et le chef de l'Olp keffiyeh noire, a dû rassurer les inquiets. « Cette visite », a commenté un porte-parole de M. Arafat, « approfondit la souveraineté palestinienne ».

sur les zones libérées de l'occupation israélienne.

Pour le chef de l'Olp, le moment choisi par le « petit roi » pour lui marquer sa solidarité ne pouvait pas tomber mieux. Selon M. Arafat, les commentaires optimistes distillés depuis quelques jours par l'entourage de M. Nétanyahou concernant « les progrès sérieux » enregistrés dans les négociations sur le redéploiement israélien hors de la plus grande partie de Hébron, ne sont que balivernes. « Il n'y a rien. Aucun accord sur rien. Les Israéliens ne font que répéter : « sécurité, sécurité ! ». Je leur ai dit : si vous ne faites pas confiance aux patrouilles militaires communes [qui pourraient se déployer pour la protection des 450 colons juifs implantés au cœur de cette ville de 120 000 habitants arabes], si vous n'avez pas confiance en vos propres soldats, alors pourquoi ne pas demander une présence internationale avec, comme dans le Sinaï, une participation de l'armée américaine ? »

Aussitôt rejetée par Israël - qui tient à rester seul face aux Palestiniens - et les Etats-Unis, la proposition de M. Arafat n'avait évidemment aucune chance d'aboutir. Son idée, d'après l'un de ses proches, était plutôt de mettre en évidence « le double langage des Israéliens. Ils parlent de sécurité, mais ce qu'ils veulent surtout c'est accroître la portion d'Hébron qui resterait occupée pour permettre aux colons de s'agrandir encore ». La partie de bras de fer devait continuer mercredi sur les bords de la mer Rouge, dans le petit port égyptien de Tabà.

Patrice Claude

### COMMENTAIRE

#### UN GESTE FORT

A quoi pensait le roi Hussein en passant en revue, mardi 15 octobre, à Jéricho, une garde d'honneur palestinienne et en écoutant sous un dais l'hymne national palestinien ? Jusqu'en 1988, date de la fin des liens administratifs et légaux avec la Jordanie, la Cisjordanie faisait partie intégrante de son royaume, et beaucoup doutaient de sa réelle volonté de rupture avec des territoires qu'il avait administrés. Le roi était même soupçonné d'y

maintenir ses réseaux, afin de préserver une éventuelle solution de rechange à Yasser Arafat.

En ce sens, la visite du roi Hussein est, au-delà du soutien très significatif apporté aux Palestiniens dans une période difficile, un geste symbolique fort qui signe la fin d'une ambiguïté. Si la Jordanie a reconnu de jure l'Etat palestinien, cette visite - la première d'un chef d'Etat arabe - est une manifestation très claire de l'acceptation par la Jordanie d'un Etat palestinien indépendant, et une légitimation du pouvoir de M. Arafat.

Mais, au-delà du symbole, cette visite traduit aussi l'inquiétude profonde du roi quant à l'avenir du processus de paix. Par son geste, le roi justifie a posteriori sa décision, contestée, de se rendre au dernier sommet de Washington. Si le souverain, qui avait alors très sévèrement critiqué le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a, depuis, atténué ses reproches, il vient de montrer qu'il traite les Palestiniens en partenaires à part entière, comme il a demandé à M. Nétanyahou de le faire.

Françoise Chipaux

## Le Pakistan réitère son soutien aux talibans

KABOUL. Une délégation ministérielle pakistanaise s'est rendue mardi 15 octobre à Kaboul pour un premier contact entre les deux pays depuis que les talibans ont pris la capitale, le 27 septembre. Le ministre afghan de l'Information par intérim, Amir Khan Moutaki, a déclaré au cours d'une conférence de presse que la délégation comptait le ministre pakistanaise de l'Intérieur, Nasrullah Babar. Le mouvement des talibans a pris naissance il y a deux ans dans des camps de réfugiés afghans au Pakistan et a bénéficié du soutien logistique d'Islamabad.

Mardi, les combats se poursuivaient à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaboul, les troupes du commandant Ahmad Shah Massoud accentuant leur pression pour reconquérir la capitale, tout en semblant céder du terrain aux talibans en d'autres points. Par ailleurs, tous les diplomates de l'ambassade d'Iran à Kaboul ont quitté la capitale afghane, a annoncé mercredi l'agence officielle iranienne Irna. Un « certain nombre » d'entre eux sont allés à Herat (ouest) et à Mazar-i-Charif (nord), deux villes où l'Iran a des consulats, a ajouté l'agence. - (AFP)

## Bol Dole met violemment en cause Bill Clinton

SAN DIEGO. Le candidat républicain à la présidence Bob Dole a violemment attaqué, mardi 15 octobre, son adversaire démocrate Bill Clinton sur les questions d'éthique, affirmant que son mandat était à l'origine d'une « épidémie d'irresponsabilité et de cynisme ». « Aucune administration n'a été plus d'irresponsabilité. Peu ont montré autant de manquements à l'éthique », a déclaré M. Dole dans un discours prononcé à San Diego (Californie), où devait se tenir mercredi le dernier débat télévisé opposant à Bill Clinton. L'ancien dirigeant du Sénat a notamment évoqué la dernière polémique concernant le versement de 450 000 dollars (environ 2,5 millions de francs) au Parti démocrate par un couple indonésien. Bill Clinton a rejeté les attaques de Bob Dole contre son intégrité. « C'est le temps des élections », a-t-il déclaré, en ajoutant qu'il « espérait avoir l'occasion de répondre » à toutes ces attaques lors du débat de mercredi. Le sondage de USA Today publié mardi donnait 18 points d'avance à Bill Clinton sur son rival. - (AFP AR)

### EUROPE

■ ESPAGNE : quelque 650 000 fonctionnaires ont manifesté dans les rues des principales villes du pays, mardi 15 octobre, pour protester contre un gel des salaires dans la fonction publique destinée à assainir les finances du pays en vue de l'Union monétaire européenne. - (Reuters)

■ SERBIE : Nebojsa Djordjevic, un ancien membre des milices du chef paramilitaire serbe Zeljko Raznatovic dit « Arkan », a été assassiné par des inconnus, dimanche 15 octobre, à Zemun, un faubourg de Belgrade, a rapporté mardi l'hebdomadaire Svedok. - (AFP)

■ BULGARIE : à moins de deux semaines de l'élection présidentielle, des milliers de Bulgares ont manifesté dans le centre de Sofia, mardi 15 octobre, contre la politique économique du gouvernement socialiste (ex-communiste), protestant contre un taux d'inflation proche de 20 % par mois. - (Reuters)

### PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le président Saddam Hussein a partiellement reconstruit son système de défense anti-aérienne dans le sud de l'Irak, à l'implication admise, mardi 15 octobre, la Maison Blanche. Les batteries fixes de missiles sol-air irakiennes, détruites en septembre par des tirs américains, n'ont cependant « pas été reconstruites au point d'être maintenant utilisées activement (...) pour menacer les avions faisant respecter la zone d'exclusion aérienne » au sud du 33° parallèle, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche. « Ils ne défient pas nos avions actuellement (...) et c'est le point important », a assuré un porte-parole du Pentagone. - (AFP)

■ KOWEÏT : un nouveau gouvernement, au sein duquel les ministères du pétrole et de la défense changent de titulaires, a été formé, mardi 15 octobre. Issa Mazedzi, membre de la minorité chiite éduquée aux Etats-Unis, s'est vu confier le ministère du pétrole. Cheikh Salem Sabah Al Salem Al Sabah, ancien ministre des affaires étrangères, devient ministre de la défense. - (Reuters)

■ LIBAN : pour la première fois depuis sa mise en place le 15 août, le Comité de surveillance du cessez-le-feu au Liban-sud, qui comprend des représentants des Etats-Unis, de la France, de la Syrie, du Liban et d'Israël a déposé une mission d'enquête, mardi 15 octobre, dans une localité du Liban-sud, où douze civils ont été blessés vendredi 11 octobre par des bombardements israéliens. Il avait été saisi d'une plainte libanaise contre l'Etat juif. - (AFP)

### AFRIQUE

■ ALGERIE : trois personnes ont été tuées et treize autres blessées, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 octobre, par l'explosion d'une bombe à Lakhdaria, au sud-est d'Alger. Cet attentat porte à au moins cinquante-sept morts et plus de cent blessés le bilan d'une série d'attaques à la bombe et de massacres de civils depuis dix jours. Mardi matin, l'administrateur de l'hebdomadaire Echourouk, Hamoud Mokrane, a été assassiné, dans le faubourg algérois de Kouba. - (AFP Reuters)

■ MAROC : le tribunal de Tanger a condamné, mardi 15 octobre, à quatre ans de prison, le patron d'un bateau dont le naufrage avait causé la mort de vingt-six émigrants clandestins, dans la nuit du 5 au 6 octobre, au large de Larache. - (AFP)

■ TUNISIE : le nouvel ambassadeur de Tunisie en France, Mongi Boussina, a reçu, vendredi 11 octobre, au palais de Carthage, ses lettres d'accréditation. Ancien ministre de la culture, M. Boussina, âgé de cinquante-deux ans, était ambassadeur de Tunisie au Maroc depuis avril 1995. Son prédécesseur, Abdelhamid Eschellih, avait dû quitter ses fonctions au début du mois de septembre. (Le Monde du 11 septembre)

■ SOMALIE : les chefs des factions somaliennes ont conclu, mardi 15 octobre, un accord sur la cessation des hostilités au terme d'une semaine de négociations à Nairobi sous l'égide du président du Kenya Daniel arap Moi, a annoncé le gouvernement kényan. Ils ont convenu notamment d'autoriser le libre mouvement des personnes à Mogadiscio et de s'engager en faveur du processus de paix. - (Reuters)

■ BURUNDI : Bujumbura a exigé, lundi 14 octobre, la levée de l'embargo régional qui lui est imposé par ses voisins depuis deux mois avant d'entamer des négociations de paix avec la rébellion hutue. Les chefs d'Etat de la région avaient décidé, samedi 12 octobre en Tanzanie, de maintenir l'embargo et de lancer un ultimatum d'un mois aux deux parties pour ouvrir des négociations de paix. - (AFP)

### ASIE

■ CAMBODGE : la visite à Phnom Penh du chef de la junte birmane, le général Than Shwe, a été marquée, mercredi 16 octobre, par une manifestation de protestation organisée par un parti d'opposition et interdite par la police. Les opposants avaient appelé « tous les démocrates » à manifester ainsi leur soutien à Aung San Suu Kyi, la militante birmane de la cause démocratique et Prix Nobel de la paix. - (AFP)

Washington de trouver

leur privé partenaire

FORNITURE DE L'ARMÉE



## Washington peine à convaincre les Africains de trouver un successeur à M. Boutros-Ghali

Le secrétaire général de l'ONU devait rencontrer Jacques Chirac mercredi à Paris

De passage à Paris mercredi 16 octobre, le secrétaire général de l'ONU devait rencontrer Jacques Chirac. Le renouvellement ou non du mandat de

M. Boutros-Ghali, pour cinq ans, est au menu de cette rencontre. La France et la majorité des pays africains soutiennent la candidature de ce der-

nier, mais les Etats-Unis s'y opposent fermement. Cette affaire est au centre du différend qui s'accroît entre Paris et Washington.

**NEW YORK (Nations unies)** « Ce n'est pas un mandat de compromis de deux ans qui intéresse à ce stade le secrétaire général [de l'ONU], assure-t-on au siège des Nations unies à New York. La bataille que mène désormais M. Boutros-Ghali est pour l'âme de l'ONU et contre l'hégémonie américaine, une bataille qui devrait définir l'avenir de l'organisation. » Pourtant, ce mandat de compromis ferait partie de la stratégie française en faveur du diplomate égyptien. Extrêmement irrité par l'attitude américaine, marquée par le veto annoncé de Washington à l'égard de M. Boutros-Ghali, Paris est déterminé à engager « au plus haut niveau » le soutien d'autres chefs d'Etat et de gouvernements, parmi les principaux pays membres du Conseil de sécurité, pour obtenir un « demi-mandat », afin que le secrétaire général « puisse achever les réformes qu'il a entamées ».

Toutefois, cette stratégie, dit-on à New York, aurait peu de chances de réussir, étant donné le refus très public de Washington à l'encontre de M. Boutros-Ghali. Elle aurait d'autres « inconvénients », surtout du point de vue des premiers intéressés, à savoir les pays africains. Interrogés sur un éventuel mandat de compromis, les diplomates africains à l'ONU posent cette question : qu'est-ce qui pourrait inciter Washington à changer d'avis et accepter un compromis ? La réponse, selon eux, est « la seule perspective de démanteler l'Afrique d'un plein mandat de cinq ans ». « Nous de-

vons nous poser la question », dit un ambassadeur africain, qui requiert l'anonymat. « Est-ce que le climat anti-américain actuel, certes mérité, ajoute-t-il, vaut que l'Afrique soit privée d'un vrai mandat de cinq ans ? Car si nous acceptons un demi-mandat pour M. Boutros-Ghali nous risquons de ne plus voir un officin à la tête de l'ONU pour les cinquante ans à venir ».

Les Africains à l'ONU disent à l'unanimité : « De toutes façons, il n'y a plus un seul chef d'Etat africain pour croire encore à un changement radical de la position américaine à ce sujet ». Et ils expliquent : « Chaque chef d'Etat a reçu, des

lettres, des coups de fil, des envoyés spéciaux et récemment le secrétaire d'Etat en personne, nous avons compris qu'il faut chercher un autre candidat africain ».

Ces diplomates disent aussi que, tant que M. Boutros-Ghali reste candidat, aucun autre Africain ne se manifestera officiellement pour le remplacer. Selon eux, les « espoirs » de Warren Christopher d'encourager l'émergence d'autres candidats africains ont échoué : « Il serait indécent pour un Africain de se présenter contre M. Boutros-Ghali, et celui qui déclarerait sa candidature aux Américains risque de s'exposer au bâton de la mort, sous la forme notamment d'un veto français, mais il y a plein de candidats potentiels ».

### Le veto américain est « irrévocable »

Si l'Afrique ne trouve pas un « bon » et « crédible » candidat au poste de secrétaire général de l'ONU, les Etats-Unis vont le chercher « ailleurs dans le monde », a déclaré, mardi 15 octobre, Nicolas Burns, porte-parole du département d'Etat. Il a ajouté que la réélection de M. Boutros-Ghali était « irrévocable ». De plus, M. Burns a demandé que la France « retire » les propos du ministre de la coopération qui, le 9 octobre, au moment de la tournée en Afrique du secrétaire d'Etat américain, avait laissé entendre que les Etats-Unis ne s'intéressaient à ce continent qu'en période électorale.

### CANDIDATS POTENTIELS

Au fur et mesure que les pays se rendent compte de la détermination de Washington, la liste des candidats potentiels, certes officielle, s'allonge de jour en jour. On mentionnait, il y a à peine quelques semaines, trois, voire quatre noms. Désormais on en cite, dans les couloirs de l'ONU, vingt-cinq voire trente. Le nom du M. Salim Ahmed Salim, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) — bien qu'il ait démenti sa candidature — revient souvent. Un peu moins discret est son homologue de l'Organisation de la conférence islamique. Le diplomate nigérian Hamid Alabdidi se présente comme « l'alternative africaine ». L'on parle aussi de l'ancien ambassadeur de l'Ougan-

da à l'ONU, Olara Otunnu, et de deux diplomates algériens très respectés dans les milieux internationaux, Mohamed Sahoun et Lakhdar Brahimi. Le nom du ghanéen Kofi Annan circule toujours comme le préféré du personnel de l'ONU.

Interrogé aussi sur la possibilité d'un mandat de deux ans pour le diplomate égyptien, des diplomates d'autres régions du monde disent que si les élections avaient lieu aujourd'hui à l'assemblée générale de l'ONU, M. Boutros-Ghali serait « élu par la majorité des Etats membres ». Mais, demandent-ils, comment un secrétaire général de l'ONU qui n'a plus la confiance d'un des membres permanents du Conseil de sécurité, peut-il accomplir sa tâche ? Les diplomates qui avancent cette question évoquent le sort du premier secrétaire général de l'organisation, Ebu, contre la volonté de Moscou, et directement par l'assemblée générale pour un deuxième mandat, le Norvégien Trygve Lie a été boycotté par l'Union soviétique. Il aura du, au bout de deux ans, démissionner en déclarant que son travail était « le plus impossible du monde ».

Par ailleurs, lors du déjeuner mensuel des membres du Conseil de sécurité, mardi 15 octobre, il a été décidé que les questions de procédure de l'élection seront abordées en réunions, à huis clos, du Conseil, à partir du 8 novembre.

Afsané Bassir Pour

## Amnesty International dénonce le soutien français au Niger et au Tchad

Un rapport sur la violation des droits de l'homme

**EN MOINS D'UNE SEMAINE**, Amnesty International aura livré deux rapports dénonciateurs, sur le Tchad et le Niger, qui — est-ce une coïncidence ? — ne sont pas étrangers l'un à l'autre. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit, bien sûr, pour une telle organisation, de mettre l'accent sur le non-respect des droits de l'homme dans ces pays. Mais si les situations ne sont pas les mêmes au Tchad et au Niger, les deux rapports n'en ont pas moins un dénominateur commun : la France.

Le 10 octobre, Amnesty International publiait un document assez accablant et soulignait qu'il était aussi important « de mettre en cause les autorités tchadiennes directement responsables de l'escalade des violations des droits de l'homme » que « de réfléchir sur la finalité de l'aide militaire que certains pays accordent au Tchad ». C'était une innovation. Auparavant, dans tel ou tel rapport sur un pays, l'organisation « mettait en cause » les responsables de celui-ci, mais évitait de dénoncer les pays qui pouvaient apporter un appui quelconque aux régimes « en cause ».

A propos du Tchad, Amnesty International ajoutait que « tout particulièrement la Chine, les Etats-Unis et la France, ont accordé un soutien politique, financier et surtout militaire à tous les gouvernements qui se sont succédé au Tchad, sans avoir l'air de se soucier des conséquences pour les victimes des violations ». Et de préciser : « Certains groupes d'opposition, dont ce-

lui dirigé naguère par le général Idriss Déby, ont également bénéficié de l'aide étrangère, dont celle de la France. » Le reproche était d'autant plus grave que le président Idriss Déby, dont la prise du pouvoir en 1990 a été récemment légitimée par une élection des plus douteuses, allait être reçu à Paris quelques jours après la publication du rapport.

### RETOUR « EN ARRIERE »

Mardi 16 octobre, dans un nouveau document, concernant le Niger, Amnesty International relève, depuis le coup d'Etat militaire du 27 janvier 1996, les signes d'un retour « en arrière », à la situation d'avant le processus de démocratisation : arrestations arbitraires, interdiction des partis, « torture et mauvais traitements ». Le rapport indique que la « dégradation » a été particulièrement sensible lors de l'élection présidentielle de juillet, qui a confirmé au pouvoir l'auteur du putsch, le général Ibrahim Baré Maïnassara, « malgré de flagrantes irrégularités ».

« Des responsables de partis ont été placés en résidence surveillée, des dizaines de membres de ces partis ont été détenus au secret et battus », affirme Amnesty International. Beaucoup d'entre eux ont été soumis en public à des traitements dégradants, certains ont été déportés dans le nord du pays, d'autres ont été victimes de simulacres d'exécution. « L'inquiétude de l'organisation humanitaire est d'autant plus grande que des élections législatives doivent être bientôt organisées ».

Le document signale en outre que, si les Etats-Unis et l'Union européenne ont aussitôt mis en doute la crédibilité du scrutin, la France a fini par prendre acte de la victoire du général Maïnassara — dont elle avait initialement condamné le coup de force —, et a envoyé, en août, son ministre de la coopération, Jacques Godfrain, pour la représenter à la cérémonie d'investiture du nouveau chef d'Etat.

Les derniers rapports d'Amnesty International soulignent des interrogations qui ne devraient pas rester sans réponses. Au Niger comme au Tchad, le gouvernement français s'est accommodé de situations pour le moins embarrassantes qui font de bien mauvais exemples. Et cependant M. Godfrain, dans ses discours, ne cesse d'inciter les Africains à poursuivre leurs efforts sur la voie de la démocratisation, en affirmant que la mise place de « l'Etat de droit » et le respect des droits de l'homme sont des conditions nécessaires au développement économique.

Francis Cornu

## Le secteur privé veut être le moteur du partenariat euro-asiatique

**LE LIEN** euro-asiatique s'affermait. Dix mois après l'acte fondateur du sommet de Bangkok, début mars, la coopération Europe-Asie orientale (ASEM) vient de connaître sa première séance de travaux pratiques, avec la rencontre entre une centaine d'hommes d'affaires des deux régions, qui s'est tenue, lundi 14 et mardi 15 octobre, à Paris.

Destinée à structurer un pôle susceptible de contrebalancer une relation transpacifique déjà bien établie, ces échanges ont été l'occasion de souligner une nouvelle fois « l'enjeu considérable » de l'Asie pour l'économie européenne, selon le mot de François-Xavier Ortoli, président du CNPF-International. Un chiffre de la Banque mondiale, souvent cité, donne la mesure de la demande émergente, dans cette région qui connaît des taux de croissance oscillant entre 6 % et 8 % : les besoins en infrastructures pour la décennie 1995-2004 sont évalués à 7 500 milliards de francs. La Chine en concentre la moitié.

### UN « ORDRE MULTILATÉRAL »

Ce forum de Paris visait à « identifier » les entraves aux échanges et aux investissements pour mieux tenter in fine de les lever. Les participants ont ainsi appelé à l'élaboration d'un « cadre clair, stable et non discriminatoire » dans lequel pourra s'exercer la concurrence. Les Européens insistent particulièrement sur l'importance de la protection de la propriété intellectuelle. S'inscrivant dans la logique de la libéralisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ils ont aussi plaidé pour le démantèlement des barrières tarifaires et non tarifaires qui continuent d'hypothéquer les

échanges. Au-delà de cette pétition de principe assez générale, le forum a proposé plus concrètement la mise en place d'un « fonds euro-asiatique pour les infrastructures », dont l'objectif sera de réunir les moyens nécessaires à la réalisation des grands projets en Asie, des investissements se montant de l'avis général à une pénurie de financements.

Jacques Chirac, qui a joué un rôle personnel décisif dans la gestion de l'ASEM, a tenu à recevoir à l'Elysée les participants, afin de leur délivrer un message plus politique. « Le dialogue engagé à Bangkok relève, avant tout, d'un dessin politique, a dit le président de la République. Il doit être une contribution essentielle à l'émergence d'un monde multipolaire ». A deux mois de la première conférence ministérielle de l'OMC à Singapour, le chef de l'Etat français a redit toute l'importance que la France attache à l'« ordre multilatéral » — « incarné par l'OMC et par l'ONU » — et a souligné que les Européens et les Asiatiques combattent les « dérives protectionnistes et la tentation de l'unilatéralisme ». Jean Arthuis, ministre de l'Economie et des Finances, a lui aussi demandé aux hommes d'affaires de « mettre en garde [leur] gouvernement contre la tentation des arrangements bilatéraux et des mesures unilatérales prises contre des pays tiers ».

Au-delà de la relation spécifique Europe-Asie, ce forum de Paris a donc été un bon baromètre du climat qui prévaut à l'approche de la conférence de Singapour. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, n'a pas cherché à étudier les sujets de controverse qui ne manqueraient pas d'y surgir. Il a ainsi répété que la France était « très attachée » à la « promotion de nouveaux sujets » parmi lesquels « les droits sociaux fondamentaux ». « Nous souhaitons aborder (...) la problématique de droits aussi fondamentaux que ceux définis dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, à savoir : l'interdiction du travail des enfants et l'interdiction du travail forcé ». Autant de questions sensibles qui devraient voir Européens et Asiatiques s'op-

## Plaidoyer posthume de M<sup>re</sup> Clavier pour une « reconnaissance réciproque » des religions

A L'HEURE où s'engage en Algérie une campagne sur la révision de la Constitution — confirmant l'islam dans son rôle de religion d'Etat, mais aussi l'interdiction des partis religieux —, un livre publié par la conférence des évêques d'Afrique du Nord propose de lever les malentendus qui naissent de la relation entre musulmans et chrétiens.

Son principal rédacteur a été M<sup>re</sup> Pierre Clavier, ancien évêque d'Oran, assassiné le 1<sup>er</sup> août. Sa publication par les éditions du Cerf est un hommage rendu à son action, précisément destinée à une meilleure compréhension du contenu de la foi chrétienne et de la foi musul-

mane. Ce livre de la foi part des questions que pose l'islam aux chrétiens : pourquoi ne reconnaissez-vous pas le prophétisme de Mahomet, comme nous reconnaissons celui de Jésus ? N'est-ce pas « blasphème » que de prétendre que Dieu a eu un fils, Jésus-Christ ? Ainsi les thèmes qui divisent les trois monothéismes sur les rapports entre l'histoire et la Révélation (que les musulmans prétendent récapituler dans le Coran), entre le Créateur et sa créature, entre la liberté et la loi, le temporel et le spirituel sont examinés un à un.

Mais le « scandale » majeur, qui fait de la présence chrétienne en terre d'islam un signe de « contradiction », est la croyance en un Dieu incarné, « qui se lie à sa création et se révèle dans un agir historique et dans un être humain ». Pour un chrétien, c'est la clé qui justifie l'exercice de sa liberté, sa participation à l'histoire et à la transformation du monde. Mais cette « immanence » d'un Dieu « qui entre en humanité » est incompréhensible et « intolérable » pour un musulman. Pour lui, l'histoire s'accomplit dans la Révélation

même, transmise par Dieu à Mahomet. Tout le reste est abandon et soumission à sa volonté. L'intervention de l'homme dans les événements est limitée par la puissance d'un Dieu souverain, transcendant, sans rapport avec ce Dieu chrétien, divisé en trois personnes et qui s'est abaissé jusqu'à la mort.

Avec la ferveur qui lui avait été reconnue dans les nombreux témoignages qui ont suivi sa mort, l'ancien évêque d'Oran plaide pour une meilleure connaissance de traditions aussi différentes, afin d'en extirper les germes de violence. Chaque lecture de la Révélation apporte un « éclairage différent », écrit-il. « Aucune ne peut prétendre à l'exclusivité, ni à l'exhaustivité ».

**PAS DE « PROSYLYTISME »**

Venu présenter cet ouvrage à Paris, lundi 14 octobre, M<sup>re</sup> Henri Teissier, archevêque d'Alger, M<sup>re</sup> Hubert Michon, archevêque de Rabat, et le Père Thierry Becker, qui, à Oran, fut le plus proche collaborateur de M<sup>re</sup> Clavier, ont répété que les chrétiens ne sont pas au Maghreb pour faire du « prosélytisme ». La population algérienne comprend même mieux qu'hier le sens de leur présence en terre d'islam et c'est un signe de l'échec des islamistes. « Les Algériens sont glacés d'horreur devant les crimes commis en leur nom et en celui de leur religion », dit M<sup>re</sup> Teissier. Et ils sont heureux de savoir que chrétiens et musulmans peuvent se reconnaître réciproquement.

Le retentissement du drame des moines de Tibétine et de l'assassinat de l'évêque d'Oran a été considérable en Algérie même. Les journaux algériens ont publié le « Testament spirituel » du Père Christian de Chergé, prêtre de la communauté des moines assassinés. La population voisine a pris en charge la protection du monastère de Tibétine, où une grange avait été aménagée en mosquée pour permettre à des musulmans de venir

prier. Elle espère qu'un jour, une autre communauté religieuse viendra s'y installer. « Beaucoup d'Algériens viennent nous voir, confirme M<sup>re</sup> Teissier, parce que nous symbolisons une différence. Femmes, magistrats, journalistes, démocrates, tous se sentent menacés dans leur différences. Or, si une société ne respecte pas ses différences, elle meurt. En suivant notre différence de chrétiens en Algérie, nous aidons cette société à se sauver ».

Henri Tincq

\* Le livre de la foi, de M<sup>re</sup> Pierre Clavier et des évêques du Maghreb, Cerf, 158 p., 80 F. A propos des sept moines assassinés, on lira aussi Sept vies pour Dieu et l'Algérie, de Bruno Chenu, Bayard Editions-Centurion, 255 p., 85 F. et Les Martyrs de Tibétine, de Mireille Duteil, Brepols, 208 p.

### COMMUNE DE CHATENAY-LE-ROYAL (71880)

Prescription de la révision du Plan d'Occupation des Sols Par délibération du 20 SEPTEMBRE 1996, le conseil municipal de Châtenay-le-Royal a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols (P. O. S.) sur l'ensemble du territoire communal. Cette délibération peut être consultée au mairie.

Frédéric Robin

Pour ne plus être seul(e)  
3615 ETRE 2

### Manière de voir LE MONDE diplomatique

Hors-série

## INTERNET, L'EXTASE ET L'EFFROI

Nul ne peut plus ignorer Internet, ce réseau des réseaux informatiques qui bouleverse la communication et devient l'un des phénomènes technologiques majeurs de la fin du siècle. Est-ce une chance ou bien une menace ? Comment nos sociétés réagissent-elles à l'impact d'Internet ? Quels effets sur l'économie, l'information, la culture ? Quelles conséquences pour le Sud ? Pour la démocratie ?

### Au sommaire :

Changer d'ère, par Ignacio Ramonet. — Les enjeux de la globalisation des réseaux, par Armand Mattelart. — Un média pour le XXI<sup>e</sup> siècle, par Philippe Quérou. — Sur les autoroutes de la communication, par Asdrad Torres. — La révolution informationnelle, par Joël de Rosnay. — Au service de l'action politique, par Carlos Alberto Alonso. — Une chance pour le Sud, par Pascal Renaud. — Qu'est-ce qu'une démocratie électronique ?, par Riccardo Stagliano. — Dangers, périls et menaces, par Paul Virilio. — Vers une société de l'incommunication, par Eduardo Galeano, etc.

Chez votre marchand de journaux - 50 F



**GRÈVES** Les sept fédérations de fonctionnaires appellent à une grève de vingt-quatre heures, jeudi 17 octobre, sur l'emploi et les salaires. Des arrêts de travail sont

prévus aussi à EDF-GDF, à la RATP, dans le transport aérien et à la SNCF. DES MANIFESTATIONS sont organisées à Paris, avec la participation de Louis Vianney (CGT), Nicole

Notat (CFDT) et Marc Blondel (FO), en province. Lionel Jospin a manifesté sa « solidarité » aux syndicats. LE GOUVERNEMENT ne devrait pas ouvrir de négociations

salariales avant les élections dans l'enseignement, le 12 décembre. LA MODIFICATION du régime électoral des commissions administratives paritaires, envisagée par le

gouvernement, provoque une bataille intersyndicale. LE PROJET DE LOI créant un réseau ferré national devait être approuvé mercredi en conseil des ministres.

## Les fonctionnaires font monter la pression sur le gouvernement

La grève de la fonction publique, jeudi 17 octobre, bénéficie du renfort du secteur public. Les négociations salariales ne devraient s'ouvrir qu'après les élections du 12 décembre dans l'enseignement

LE GOUVERNEMENT va subir une nouvelle épreuve sociale, jeudi 17 octobre, avec la journée de grève et de manifestations des sept fédérations de fonctionnaires, pour « l'emploi, le service public et le pouvoir d'achat ». Elles ont été rejointes par certains services publics, comme la SNCF ou la RATP ce qui devrait perturber les transports.

Pour tenter de désamorcer la grogne, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, a annoncé, lundi 14 octobre, qu'il y aurait une négociation sur les salaires « d'ici à la fin de l'année ». Juste avant que les fédérations de fonctionnaires n'arrêtent le principe de la grève, le gouvernement avait déjà eu recours à cette stratégie de « déminage », en promettant la fin du gel des salaires pour 1997 et 1998 (Le Monde du 10 septembre).

Cette stratégie aura sans doute un impact sur des organisations comme la CFE-CGC ou la CFTC, qui n'ont appelé leurs adhérents qu'à une simple journée d'action. Si les autres fédérations s'attendent à une forte mobilisation, elles hésitent à pronostiquer un

succès aussi important que celui du mouvement du 15 octobre 1995. Ce jour-là, la grève contre le gel des salaires avait concerné 55 % du personnel de la fonction publique d'Etat.

Elles jugent en effet que le déto-

nu contribuable, et les menaces relatives aux régimes de retraites est aujourd'hui absent. De plus, le fait qu'une grève ait été organisée, le 30 septembre, dans l'éducation nationale, pourrait dissuader certains enseignants de passer à nou-

veau le travail. Mais toutes les fédérations évoquent un « mécontentement profond ». L'ampleur de la protestation déterminera les concessions que le gouvernement devra faire. En ma-

trière salariale, il prône un accord pluriannuel 1997-1998, qui lui garantirait une certaine paix sociale jusqu'aux élections législatives. Or toutes les fédérations continuent d'affirmer que le gel des salaires en 1996 est inacceptable. S'il ne veut pas aboutir à un constat de désaccord, le gouvernement pourrait se sentir obligé d'accorder une mesure de rattrapage.

Pour ne pas donner l'impression de se dédire, il pourrait proposer un accord qui couvrirait, officiellement, 1997 et 1998, mais qui, en prévoyant une augmentation des salaires supérieure à la hausse prévisionnelle des prix, rattraperait le pouvoir d'achat perdu en 1996. C'est ce qu'avait fait M. Balladur en 1993, afin de passer le cap de l'élection présidentielle sans conflit majeur.

Ce n'est que lorsqu'il sera sûr d'aboutir à un accord que le ministre de la fonction publique ouvrira la négociation. Or il ne peut tabler a priori que sur le soutien de la CFDT, de la CFE-CGC et de la CFTC, tant que n'auront pas eu lieu les élections professionnelles dans l'enseignement, le 12 décembre. Ce contexte préséle-

ctionnel pourrait inciter certains syndicats à la surenchère alors que les plus réalistes risqueraient d'en pâtir le jour du scrutin.

**FAIRE PATIENTER**

C'est la raison pour laquelle l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), principale organisation réformatrice, qui regroupe la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et des organisations autonomes, sur laquelle s'appuie le gouvernement pour mener une politique contractuelle, ne semble pas vouloir, contrairement à ce qu'elle proclame depuis le 30 septembre, de négociation immédiate. L'UNSA serait sans doute la première à parer un accord - la Fédération syndicale unitaire (FSU), sa principale rivale, revendiquant un rattrapage salarial de 15 % que le gouvernement juge irréaliste - mais elle reconnaît officiellement que « le premier qui signera perdra les élections ».

Le ministre de la fonction publique ne devrait donc pas ouvrir de négociation avant le 12 décembre. Toutefois, pour faire patienter certains interlocuteurs, il

n'est pas exclu que M. Perben entame, dès la mi-novembre, des discussions bilatérales, voire une phase de concertation préalable à la négociation proprement dite.

Le gouvernement se demande quelle sera l'attitude de Force ouvrière. En échange d'une modification des règles relatives à la représentativité syndicale dans la fonction publique, FO pourrait être tentée par un accord salarial. Depuis longtemps, FO déplore que les règles actuelles autorisent n'importe quel syndicat à se présenter aux élections des commissions administratives paritaires. Elle estime que ce système autorise la multiplication des organisations « corporatistes » qui lui prennent des voix.

Constatant que, dans la fonction publique d'Etat, les syndicats « divers » ne cessent de progresser, avec 15 % des voix au 31 décembre 1995, contre 11 % précédemment, le gouvernement a récemment accepté de revoir ces règles de représentativité. De quoi faire réfléchir les bénéficiaires de la réforme.

Rafaële Rivais

## Bataille entre syndicats autour de nouvelles règles de représentativité

**FAUT-IL ACCORDER** aux confédérations la monopole de la représentation des fonctionnaires, ou laisser libre cours à la multiplication des organisations sectorielles ? Cette question, que le gouvernement entend bientôt soumettre aux organisations syndicales, les divise à nouveau : de vifs échanges l'ont montré, lors de la célébration du cinquantième anniversaire du statut des fonctionnaires, organisée par le ministre de la fonction publique, mardi 15 octobre.

Au cours d'une table ronde, la CFE-CGC a fait sursauter la CGT en déclarant qu'elle jugeait légitime l'éviction de cette dernière du conseil d'administration de l'ENA (Le Monde du 14 décembre 1995). La CFE-CGC a en outre déploré qu'« à la Libération le droit de la participation ait été conçu pour des organisations de masse, ce qui lèse le syndicalisme de l'encadrement ». Elle a demandé une meilleure représentation dans les comités techniques paritaires, instances qui débattent du fonctionnement des services.

La CFTC, à son tour, a rappelé qu'elle était la seule organisation, avec la CGT, à avoir participé à l'élaboration du statut des fonctionnaires, en 1946, et qu'à ce titre elle

avait le droit d'« être présente dans tous les lieux du paritarisme ». La Fédération syndicale unitaire (FSU) a protesté contre le « tripatouillage des règles de la représentativité », auquel se livrerait le gouvernement, cherchant à « donner une prime au sortant ». La CFDT a répliqué que ceux qui « ne représentent qu'un champ limité de la fonction publique n'ont droit qu'à une représentativité limitée ».

**UN DÉCRET « PROVISOIRE »**

Le gouvernement n'avait réglé que provisoirement la question de la représentation au Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat : il a pris un décret qui confirme la représentativité limitée de la FSU, au motif que cette organisation ne s'étend pas à un « nombre important de ministères et de professions exercées par des fonctionnaires de l'Etat » (Le Monde du 11 juillet).

Mais ce décret pourra être modifié dans dix-huit mois. Entre-temps auront eu lieu, dans l'enseignement, des élections importantes, qui auront peut-être renforcé la FSU aux dépens de la FEN, et consacré l'émancipation de SUD aux dépens de la CFDT. Le

gouvernement cherche à régler le problème de la représentativité à sa source, en modifiant les règles relatives aux élections des commissions administratives paritaires (CAP), instances qui examinent la gestion du personnel (affectations, promotions), et dont la composition sert de base de calcul pour la répartition des sièges au Conseil supérieur de la fonction publique d'Etat.

Dans une lettre aux fédérations syndicales, en date du 8 octobre et rendue publique par la FSU le 14, Dominique Perben rappelle qu'il a « engagé une réflexion » sur le « régime électoral des organismes paritaires élus ». Il propose l'introduction de deux tours de scrutin (au lieu d'un seul actuellement), le premier réservant le monopole de présentation aux candidats des syndicats « représentatifs ».

Reste à déterminer qui est représentatif. FO souhaiterait que ce soient les cinq confédérations reconnues comme telles depuis la Libération (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO, CGT). La lettre de M. Perben indique que tout syndicat « représentatif au titre des trois fonctions publiques » pourrait se présenter au premier tour. Malgré son imprécision, la formule laisse à penser que l'UNSA,

qui a déjà des voix dans la fonction publique d'Etat, dans la fonction publique hospitalière, et dans la fonction publique territoriale, en ferait partie, mais que la FSU, présente à l'Etat seulement, ne le pourrait pas.

La FSU pourrait donc continuer à présenter des listes dans les corps où elle est implantée, mais elle n'en aurait plus le droit dans les autres. Cette perspective ne devrait pas déplaire à la CGT, qui voit d'un mauvais œil l'extension à d'autres secteurs que l'éducation nationale d'une fédération qui manifeste un communisme « critique ».

Le gouvernement ne souhaite pas que se développent des syndicats corporatistes, plus contestataires par nature que les généralistes, qui, eux, prennent en compte les intérêts de plusieurs catégories de mandants. SUD, qui craint d'être lésé, affirme que le gouvernement tente de maintenir artificiellement un « pôle réformatrice majoritaire ». Quoi qu'il en soit, les confédérations qui bénéficieront de nouvelles règles électorales disposeront-elles pour autant d'une légitimité suffisante ?

R. R.

## Deux motifs de grogne

● Effectifs. 2,8 millions de personnes travaillent dans la fonction publique d'Etat (y compris La Poste et France Télécom), 843 000 dans la fonction publique hospitalière et 1,4 million dans la fonction publique territoriale. Le gouvernement prévoit de supprimer, en 1997, 5 599 emplois civils dans la fonction publique d'Etat.

● Salaires. La dernière augmentation de salaire remonte au 9 novembre 1993. Le gouvernement estime que l'accord signé alors avec cinq fédérations de fonctionnaires a permis d'augmenter les traitements de 4,99 % sur 1994 et 1995, alors que les prix ne progressaient que de 3,4 %. Les signataires affirment qu'il a permis d'augmenter les traitements de 4,99 % sur 1993-1994-1995, alors que les prix augmentaient de 5,2 %. Alain Juppé a décidé de ne pas accorder d'augmentation générale en 1996.

## A EDF-GDF, la mobilisation portera sur les réductions d'effectifs

LA MOBILISATION décrétée à EDF-GDF par l'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CGT, FO pour la journée du 17 octobre a pour seul mot d'ordre l'emploi. La grève devrait se traduire par des arrêts de travail, sans affecter toutefois les consommateurs. L'appel inter-fédéral ne parle pas de déléstage ou de coupures de courant.

Les quatre fédérations dénoncent les suppressions d'emplois, rappelant que, « à la fin août 1996, ce sont encore 1 138 emplois statutaires qui ont été supprimés depuis le début de l'année. Le rythme des départs en inactivité de service est toujours plus soutenu que celui de l'embauche des jeunes ». « A ce jour, malgré la campagne de recrutement traditionnelle de la rentrée, le solde est encore négatif de 900 postes, assure Jean-Marc Mauchauffée (CFDT). La direction ne pourra jamais tenir ses engagements ».

Au printemps, la direction d'EDF-GDF avait annoncé son intention de recruter d'ici la fin de l'année 2 100 agents statutaires et 400 apprentis pour compenser les départs naturels dans cette entreprise de 142 000 salariés. Cette décision permettait de stopper l'érosion des effectifs de l'entreprise observée depuis de nombreuses années. Déjà critiquée voici un

mois par les syndicats pour non respect de cet engagement (Le Monde du 7 septembre), la direction confirmait alors son désir d'y parvenir. Elle liait cette réussite à l'aboutissement rapide des négociations sur la réduction du temps de travail.

Mais, aux premiers jours de septembre, les discussions engagées depuis le printemps étaient « en panne totale ». Depuis, les turbulences à la tête d'EDF, provoquées par le coup de force manqué de son président, Edmond Alphandéry, n'ont pas incité à une reprise des discussions.

Les modifications prévues chez EDF-GDF services, dans la perspective de la libéralisation du marché européen de l'électricité, suscitent aussi les craintes des syndicats. Pour les syndicats, en l'espace de dix ans, le nombre de suppressions d'emplois chez EDF-GDF a concerné 13 000 personnes. Ils justifient leur mouvement également au nom du « service public ». « EDF et GDF, en tant qu'entreprises nationalisées ayant mission de service public, assure l'intersyndicale, se doivent d'apporter leur contribution à la collectivité nationale dans la lutte contre le chômage et l'exclusion ».

Dominique Gallots

## Le conseil des ministres adopte la réforme scindant la SNCF

À LA VILLE de la grève de jeudi 17 octobre, à laquelle appellent la SNCF, la CGT, la CFDT et FO, le conseil des ministres devait adopter, mercredi 16, le projet de loi portant création de l'établissement public Réseau ferré national, qui va hériter, au 1<sup>er</sup> janvier 1997, de la propriété des infrastructures ferroviaires (voies, trasse, équipements de signalisation et aiguillage). Le Réseau ferré national (RFN) aura pour objet « l'aménagement, le développement et la mise en valeur de l'infrastructure » (article 1).

Cette séparation institutionnelle doit permettre de clarifier les responsabilités de l'Etat et de la SNCF : le RFN sera désormais responsable des investissements en lignes nouvelles, qui représentaient jusqu'ici un coût considérable pour la SNCF et expliquaient la part la plus importante de la dette de l'entreprise ferroviaire. En contrepartie de la reprise des actifs, le RFN héritera d'une dette de 125 milliards de francs (sur les 208 milliards d'endettement de la SNCF à fin 1995), précisément contractée par la SNCF pour le financement des infrastructures.

Le projet de loi reste assez vague sur les ressources dont disposera le RFN. L'activité d'infrastructure qui va lui être transférée présente, toutes choses égales par ailleurs, un déficit annuel d'environ 10 milliards de francs, qui gre-

vait auparavant les comptes de la SNCF. Outre les concours financiers de l'Etat existants et les péages que lui versera la SNCF, le RFN devra compter sur les concours des collectivités locales et sur une dotation en capital, promise par l'Etat, qui sera financée en 1997 sur les recettes de privatisation.

Dans le partage, la SNCF conservera l'ensemble des biens affectés à l'exploitation ferroviaire (matériel roulant, gares, entrepôts du fret et du Semam, ateliers d'entretien, bâtiments administratifs, immeubles et terrains affectés aux activités sociales). Elle devra verser au RFN des péages pour pouvoir utiliser le réseau ferré. Le RFN confiera toutefois à la SNCF, moyennant rémunération, la gestion de l'infrastructure, c'est-à-dire l'entretien des installations techniques et la gestion du trafic et des circulations.

L'intégrité de la SNCF sera préservée : elle conservera ses deux missions de transporteur ferroviaire et de gestionnaire de l'infrastructure, sous l'autorité du RFN, ainsi que l'ensemble des personnels qui y sont affectés. Les effectifs du RFN devraient rester limités, au départ, à 100 ou 200 personnes. Le futur président du RFN devra donc rapidement négocier avec la SNCF plusieurs conventions détaillées pour préciser les missions, les obligations

respectives et les rémunérations des deux établissements. Le projet de loi, approuvé par le conseil des ministres, prévoit également la mise en œuvre des expériences de régionalisation des services locaux de voyageurs. Six régions (Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre, Pays-de-Loire et Alsace) se sont portées candidates. Elles recevront la somme jusqu'à présent versée à la SNCF pour ses services régionaux de voyageurs, augmentée de 800 millions de francs, une contribution supplémentaire de l'Etat qui correspond au déficit enregistré par la SNCF sur ces activités. A partir de ce budget, elles seront libres de négocier, par une convention conclue par chacune d'elles avec la SNCF, les services de transport souhaités par la région (dessertes, horaires, fréquence, tarifs, etc.) et les conditions de rémunération de la SNCF.

**REORGANISATION INTERNE**

Aux lendemains des grèves de l'hiver 1995-96, le gouvernement avait accepté de lancer un « grand débat national » sur l'avenir du transport ferroviaire. Alimenté par le rapport d'un groupe de travail présidé par Claude Martinand, directeur des affaires économiques et internationales du ministère des transports, le débat s'était déroulé dans les conseils régionaux et des conseils économiques et sociaux.

Au niveau national, après les débats au sein du Conseil économique et social et au conseil national des transports, le gouvernement avait présenté au Parlement, dans le cadre d'un débat sans vote, les grandes lignes de sa réforme (Le Monde du 11 juin). Les principaux syndicats, CGT et CFDT en tête, ont voté contre la réforme qui leur a été présentée lors du conseil d'administration du 3 octobre.

L'Etat, qui estime avoir clarifié les responsabilités respectives, demande à la SNCF de redresser ses comptes d'ici 1999 et de reconstruire ses clients. Louis Gallois, le président de l'entreprise, s'y est engagé. Il veut faire de la SNCF « une entreprise moderne de service public » et éviter de déclin, dans les prochains jours, son projet industriel.

Dans un entretien accordé au Monde (daté du 11 octobre), il avait indiqué vouloir faire de ses clients « le pôle magnétique de l'entreprise » et proposer de nouveaux engagements en terme de tarifs et de simplification tarifaire. Il devrait entreprendre une profonde modification des modes de fonctionnement de l'entreprise, simplifier les hiérarchies, économiser plus de 2 milliards de francs sur les achats de l'entreprise et rendre plus productif le dialogue social.

Christophe Jakubyszyn



# L'UDF maintient ses griefs contre le projet de budget et souhaite une vraie réforme fiscale

L'opposition dénonce une politique « qui enrichit les riches »

Les députés ont entamé, mardi 15 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1997. L'UDF a confirmé sa volonté d'amender le bud-

get. François Léotard a ainsi affirmé que la question de la réforme fiscale n'est pas close et a regretté un projet qui conduit, à ses yeux, à un

L'UDF ne désespère pas encore faire entendre sa voix au cours de la discussion budgétaire. Mardi 15 octobre, au premier jour de l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances pour 1997, la confédération n'a pas désarmé en séance, malgré l'accueil plutôt « raide » réservé, le matin même, à ses propositions par le groupe RPR. Les députés néogaullistes en sont persuadés : les ténors de l'UDF se fichent comme d'une guigne d'améliorer le budget et souhaitent, avant tout, se démarquer sur « un coup de pub » (lire ci-dessous).

Cela n'a pas empêché les principaux orateurs UDF - au premier rang desquels le président de la confédération, François Léotard, qui lorgne, dit-on, sur le portefeuille des Finances à Bercy -, de réclamer des corrections au projet de loi de finances, pourtant défendu par deux ministres issus de leurs rangs, Jean Arthuis et Alain Lamassouze.

Tout en attribuant aux gouvernements socialistes « l'essentiel de la responsabilité dans la dégradation » de l'économie française, M. Léotard est monté à la tribune pour réaffirmer la nécessité d'un dialogue entre le gouvernement et le Parlement. « N'oublions pas que le Parlement est né d'une autorisation donnée à l'Etat de lever les impôts nécessaires à son fonctionnement », a-t-il indiqué.

## ARRÊT SUR IMAGE

Puis il a dressé un constat fort sombre de la situation actuelle : « L'économie française est en situation d'arrêt sur image, et

semble hésiter à reprendre une route marquée par l'accumulation exceptionnelle de contraintes. » « Nous sommes quelques uns, à l'intérieur de la commission des finances et dans le pays, à avoir regretté ce qui est incontestablement un recul de l'investissement dans le projet de loi de finances pour 1997 », a déclaré le président de l'UDF, tout en invitant le gouvernement à aller « plus loin » dans la baisse des effectifs de la fonction publique.

Les finances, avait, à sa manière, placé quelques banderilles. « La démarche engagée nous paraît bonne », a-t-il souligné. Mais, « autant nous sommes convaincus que la baisse de l'impôt sur le revenu est une nécessité, autant il nous semble souhaitable de donner à Monsieur-tout-le-monde un signe de baisses des prélèvements pour tous », ajoutait-il, revenant à la charge sur la réduction des taxes sur le carburant et le gazole.

Et de citer, dans la foulée, les

pas cédé d'un pouce sur les principaux amendements UDF. Souhaitant que le relèvement du prix de l'essence corresponde à « l'indexation normale sur la hausse des prix », il a confirmé le choix du gouvernement de faire porter l'allègement des prélèvements sur l'impôt sur le revenu plutôt que sur la TVA. Avant de glisser dans un joli lapsus, que le « scepticisme de nos concitoyens » est « le résultat d'une politique... euh, d'une polémique savamment agencée ».

Défendant une exception d'irrecevabilité - repoussée -, Augustin Bonrepaux (PS, Ariège) s'est livré à une critique de fond du projet de budget et surtout de la réforme fiscale. « L'égalité devant l'impôt » est bafouée, expliquait-il, « votre réforme enrichit les riches ». Daniel Colliard (PC, Seine-Maritime) estimait à son tour lors de l'exposé d'une question préalable que la réforme fiscale « n'était qu'un trompe-l'œil ».

## ATTAQUE CONTRE MAASTRICHT

Seule voix discordante parmi les orateurs du RPR, André Fanton (Calvados), soutenu par Jacques Myard (RPR, Yvelines) s'est livré à une critique de fond du projet de budget et surtout de la réforme fiscale. « L'égalité devant l'impôt » est bafouée, expliquait-il, « votre réforme enrichit les riches ». Daniel Colliard (PC, Seine-Maritime) estimait à son tour lors de l'exposé d'une question préalable que la réforme fiscale « n'était qu'un trompe-l'œil ».

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

## Les comptes de 1996 sur la mauvaise pente

Dans un entretien au Monde (15 octobre), Alain Lamassouze, ministre délégué au budget, avait prévenu qu'il ne faudrait « pas se fier aux comptes d'exécution budgétaire arrêtés à la fin août », car ils apparaîtraient, à tort, « décevants ». Depuis que le ministère des finances a publié les chiffres, mardi 15 octobre, on comprend mieux l'avertissement : à la fin du mois d'août, le déficit budgétaire de 1996 s'élevait à 334,2 milliards de francs contre 335,6 milliards à la fin août 1995.

D'une année sur l'autre, le déficit est donc quasiment le même à la fin de ce mois, alors que sur l'ensemble de l'année, l'objectif est de réduire le déficit de 323 milliards en 1995 à 287,8 milliards en 1996. Le gouvernement assure, toutefois, que le plan de route sera respecté, plusieurs recettes perçues en 1995 à la même époque ne l'ayant pas été, cette année, à la fin du mois d'août.

Premier signataire d'un amendement visant à réduire progressivement le taux de TVA, M. Léotard n'a pas été plus conciliant sur la fiscalité : « Qui peut soutenir aujourd'hui que la fiscalité française est claire, équitable, tournée vers l'emploi et la croissance ? », s'est-il interrogé, avant de souligner que la question de la réforme fiscale « n'est pas close ».

Auparavant Pierre Méhaignerie, président UDF de la commis-

dections pour investissements dans les Sofica, les bateaux de plaisance ou avions de tourisme dans les DOM-TOM dont le maintien, ajoutait M. Méhaignerie, serait mal compris par l'opinion. « Vous pouvez vous attendre à un vote positif de la majorité », concluait-il, mais un vote d'adhésion n'est possible qu'en contrepartie de quelques signes.

Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, n'a

## Passé d'armes entre députés de la majorité

VENT DEBOÛT. Au terme d'une longue réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, organisée en présence du premier ministre, Michel Péricard a fait front. Devant le péril que constituait une pluie d'amendements de l'UDF, le président du groupe a assuré : « Nous sommes pour le maintien du budget tel qu'il se présente ». M. Péricard a précisé qu'il n'est pas question de réduire les crédits réservés à la formation professionnelle, ni de toucher aux sociétés de financement du cinéma (Sofica), ni de remettre en cause les allègements fiscaux prévus pour l'outre-mer par la loi Pons.

Les députés RPR de la commission des finances ont, en fait, été irrités par l'attitude de leurs collègues de l'UDF, qui, sans concertation, leur « rejouent la pièce de l'an dernier ». Ils ont bien compris que « François Léotard a besoin d'exister » et que l'examen du budget est une bonne occasion pour tenter d'y parvenir.

Les propos de M. Péricard n'ont pas ébranlé Gilles de Robien. « Je n'imagine pas qu'après avoir posé la question de confiance, le gouvernement change de ton » avec la majorité, a indiqué le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. M. de Robien a rappelé que la réduction de l'impôt sur le revenu aurait été plus lisible si, par ailleurs, le gouvernement n'avait pas prévu une hausse de la taxe sur les produits pétroliers (TIPP). Aussi a-t-il confirmé la volonté des députés de la confédération libérale et centriste, sinon de supprimer cette hausse de 6 %, du moins de la réduire, en recherchant de nouvelles économies sur les dépenses de fonctionnement et sur les aides à l'emploi. Pour faire bonne mesure, M. de Robien n'a pas exclu de demander aux députés de se prononcer par un scrutin public sur cette question.

En revanche, le président du groupe UDF a indiqué que les députés de la confédération étaient prêts à se contenter d'une simple « limitation des excès » de la loi Pons et du système des Sofica.

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

On voit, à la permanence du Front national de Marseille, un croquis de Pinat. Selon le dessinateur de la presse d'extrême droite, la fin brutale de Bernard Kouchner est due à un... Bariller. Pourtant, les arbes néologues, dont le grand-père de Damien Bariller était féru, évoquent le nom de Le Bariller : il s'agissait de barriques et non du cylindre où sont logées les balles d'un revolver. Le candidat du Front national le sait, car il a, par sa formation d'historien, « un petit faible pour ce qui concerne le passé ». Barrique ou pistolet, la jeune gâchette du Front national a entamé sa campagne de second tour la fleur au fusil : la mise en examen de dirigeants communistes pour trafic d'influence ne pouvait tomber mieux.

Donc, et pour commencer, le verso de son tract-programme est constitué d'un mon-

tage de manchettes de journaux mettant en cause le PCF depuis des années. Au recto, et pour continuer, sous le titre « contre le communisme ringard et corrompu », on lit : « Le communisme français, c'est quatre-vingts ans de complicité avec les pires dictatures de la planète. » Et encore : « Le candidat communiste local, c'est l'édu communiste qui favorise l'installation de l'immigration dans nos villes, nos quartiers, nos logements sociaux. »

## CONTACTS DISCRETS

Mais le souci majeur de Damien Bariller, spécialiste de Proudhon et du syndicalisme révolutionnaire, ce sont quand même les abstentionnistes d'aujourd'hui. Il a remarqué, comme tout le monde, qu'il n'avait pas fait le plein des voix frontistes : il lui en manque près de deux mille, par rapport au premier tour de 1993.

Il a donc adressé un courrier à tous ses électeurs potentiels, leur enjoignant de se rendre aux urnes. Il a aussi écrit à des sympathisants du RPR dont il prétend avoir les adresses par l'intermédiaire de membres

discrets de l'équipe d'Hervé Fabre-Aubrey. Enfin, il tente, toujours par courrier, de battre le rappel dans les bureaux de vote favorables à la droite mais à fort taux d'abstention.

En attendant, il a repris la tournée systématique des communes de la circonscription, pour « faire une piqûre de rappel ». Pour attirer les voix de la droite parlementaire, Damien Bariller n'a aucunement l'intention de mettre de l'eau dans son programme. Selon lui, un tel affadissement ne servirait à rien, et il suffit de l'entendre dénoncer « la bande des quatre » pour s'en convaincre.

Au vrai, Damien Bariller estime qu'il n'a pas perdu son temps dans cette campagne. La victoire, qu'il dit possible, peut lui échapper. Il n'est d'ailleurs pas tout à fait dupe de son optimisme, puisqu'il invoque « la part d'irrationnel dans cette circonscription » pour conjurer la mathématique électorale. Celle-ci ne lui donne que 42 % des suffrages, quand elle additionne toutes les voix de droite du premier tour. Mais l'essentiel est pour lui de s'imposer comme un leader de

rechange possible face à la gauche, puisque la majorité s'est révélée impuissante à s'affirmer ici - et même à mener bataille.

Au fait, et la prise de position du maire de Marseille et président du conseil régional en faveur de Roger Mé ? Bariller dégaîne, sans même sourire : « Jean-Claude Gaudin est tellement démonétisé... »

Michel Samson

■ Gilles de Robien (UDF) et Michel Péricard (RPR) se démarquent : alors que les directions nationales de leurs formations ont appelé à ne voter pour aucun des deux candidats restants, le premier, président du groupe UDF de l'Assemblée, évoquant, mardi 15 octobre, la préférence à peine voilée exprimée par Jean-Claude Gaudin, le maire (UDF-PR) de Marseille pour M. Mé, a déclaré : « Je fais confiance à Jean-Claude Gaudin pour aller là où il y a le moins de danger pour la démocratie. » M. Péricard, son homologue au RPR, a, le même jour, assuré que s'il avait à voter dimanche, il ne « voterait pas FN, mais [il] voterait [il] ».

## Divorce entre les Français et la politique, selon un sondage

LE DÉSAVEU infligé par les électeurs de Gardanne, le 13 octobre, aux deux candidats soutenus, fit-ce à contrecoeur, par la majorité RPR-UDF et par le PS, a témoigné du discrédit des grands partis de gouvernement des candidats du Parti communiste et du Front national. Cette démonstration - spectaculaire - est confirmée par une enquête de la Sofres pour un groupe de journaux de province, réalisée du 25 au 27 octobre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes.

Ce sondage fait apparaître un divorce croissant et inquiétant entre les Français et la politique. Les responsables politiques sont les premiers et les plus durement touchés. Pour près des deux tiers des personnes interrogées (62 %), ils sont incapables d'écouter et de prendre en compte ce que pensent les Français. Cet autisme est ressenti de la façon la plus vive par les sympathisants du FN (81 %) et du PCF (68 %). Seuls les sympathisants du RPR et de l'UDF assurent, à une faible majorité, avoir le sentiment d'être entendus.

Mais il y a pire. La probité des

élus et des gouvernements est très largement mise en doute par l'opinion publique. 60 % des personnes interrogées estiment, aujourd'hui, que les hommes politiques sont « plutôt corrompus », contre un tiers seulement qui les jugent « plutôt honnêtes ». Cette déconsidération impressionnante s'est installée depuis le début des années 90 et la multiplication des scandales politico-financiers. Elle est particulièrement marquée chez les jeunes de 18 à 34 ans, chez les ouvriers et les employés ainsi que chez les sympathisants du PCF et du FN, dont respectivement 23 % et 14 % seulement croient à l'honnêteté des responsables publics.

D'une façon plus générale, c'est l'ensemble du système politique qui est contesté. Ainsi, une majorité de Français (54 %, soit six points de plus que dans une enquête similaire d'octobre 1995) estime que la démocratie ne fonctionne pas bien en France ; 43 % au contraire (soit sept points de moins que l'an dernier) jugent qu'elle fonctionne bien. Hormis la période 1991-1992, l'insatisfaction n'avait jamais été aussi forte depuis une douzaine d'années.

De même, quand on demande aux Français ce qu'ils éprouvent à l'égard de la politique, ils sont 58 % à répondre « de la méfiance », contre 28 % « de l'espoir » et 2 % « de l'enthousiasme ». Le taux de méfiance atteint même 64 % parmi les sympathisants du Parti socialiste, ce qui en dit long sur les déceptions durables accumulées, dans leurs rangs, au fil des deux septennats de François Mitterrand. Et si 60 % des personnes interrogées pensent que la politique est « nécessaire pour se faire entendre », 37 % répondent que « ça ne sert pas à grand-chose ».

Les grands systèmes de représentation apparaissent également caducs. Des majorités impressionnantes ont, en effet, le sentiment de n'être bien représentées ni par un parti politique (67 % contre 27 %), ni par un syndicat (77 % contre 15 %), ni par un « leader » politique (66 % contre 26 %). Au-delà des particularismes d'une élection partielle, c'est aussi cette formidable méfiance à l'égard de la politique que sanctionne l'élection de Gardanne.

Gérard Courtot

## Un suivi médical obligatoire des pédophiles est en projet

JACQUES TOUBON, garde des sceaux, a affirmé, mardi 15 octobre, lors de la séance des questions d'actualité au gouvernement, que le projet de loi sur la pédophilie inscrira une « nouvelle peine » dans le code pénal. « Un suivi médical obligatoire, à l'issue de l'emprisonnement, pourra être imposé par la cour d'assises », a-t-il précisé, en soulignant que « ce suivi se conjuguera avec une intensification de la prise en charge des condamnés pendant leur détention, grâce au développement des services médico-psychologiques régionaux dans vingt-quatre établissements ».

M. Toubon a indiqué que ce texte, qui « réprimera mieux les agressions sexuelles, mais aussi qui sanctionnera la détention de matériel et d'images pornographiques mettant en scène des enfants et des adolescents », sera « vraisemblablement » discuté dans ses grandes lignes au Parlement au début de 1997. Le premier ministre devrait dévoiler le contenu de ce texte le 20 novembre, lors de la journée de l'enfance.

## Critiques sur le projet d'allocation aux personnes âgées dépendantes

LES SÉNATEURS ont commencé, mardi 15 octobre, l'examen de la proposition de loi sur la « prestation spécifique dépendance » (4 300 francs maximum par mois) en faveur des personnes âgées de plus de 60 ans disposant de ressources d'un montant inférieur à 7 694 francs par mois (Le Monde du 16 octobre). Ce texte, élaboré par la majorité sénatoriale, « n'a pas grand-chose à voir avec les promesses faites par le candidat Chirac », a souligné Marie-Madeleine Dieulangard (Loire-Atlantique) au nom du groupe socialiste. Dénonçant le « désengagement » de l'Etat, elle a relevé que ce texte « suscite une réaction de rejet et une désapprobation générale », notamment de la part des associations d'aide à domicile et des retraités. Pour M<sup>me</sup> Dieulangard, le fait de verser cette prestation en nature, et non plus en espèces, constitue une des « avancées incontestables » de la proposition de loi.

■ GESTION DE FAIT : la chambre régionale des comptes de Picardie a engagé contre Jean-François Mancel (RPR), président du conseil général de l'Oise, et quatre de ses collaborateurs, une procédure de gestion de fait, par un jugement provisoire du 23 mars portant sur des commissions versées à des intermédiaires (la société Rhoddlams et les époux Pacary) dans le cadre d'une renégociation supposée de la dette du département. De caractère contradictoire, cette procédure devra établir si M. Mancel, par ailleurs secrétaire général du RPR, et ses collaborateurs, ont effectivement détourné des recettes budgétaires au profit d'intermédiaires. Si la gestion de fait est confirmée par la Cour des comptes, elle peut aboutir à une démission d'office, qui, pour un président de conseil général, doit être prononcée par l'Assemblée départementale.

■ ÎLE-DE-FRANCE : l'Association de défense des contribuables parisiens a saisi, mardi 15 octobre, le procureur de la République de Paris, Gabriel Bestard, de l'affectation, au domicile privé de Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, de deux employés de service rémunérés par la région (Le Monde du 10 octobre). L'association estime que cette situation pourrait être constitutive d'un délit de « prise illégale d'intérêt ».

## A Gardanne, le candidat FN cherche avant tout à mobiliser les abstentionnistes

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

On voit, à la permanence du Front national de Gardanne, un croquis de Pinat. Selon le dessinateur de la presse d'extrême droite, la fin brutale de Bernard Kouchner est due à un... Bariller. Pourtant, les arbes néologues, dont le grand-père de Damien Bariller était féru, évoquent le nom de Le Bariller : il s'agissait de barriques et non du cylindre où sont logées les balles d'un revolver. Le candidat du Front national le sait, car il a, par sa formation d'historien, « un petit faible pour ce qui concerne le passé ». Barrique ou pistolet, la jeune gâchette du Front national a entamé sa campagne de second tour la fleur au fusil : la mise en examen de dirigeants communistes pour trafic d'influence ne pouvait tomber mieux.

### CONTACTS DISCRETS

Mais le souci majeur de Damien Bariller, spécialiste de Proudhon et du syndicalisme révolutionnaire, ce sont quand même les abstentionnistes d'aujourd'hui. Il a remarqué, comme tout le monde, qu'il n'avait pas fait le plein des voix frontistes : il lui en manque près de deux mille, par rapport au premier tour de 1993.

Il a donc adressé un courrier à tous ses électeurs potentiels, leur enjoignant de se rendre aux urnes. Il a aussi écrit à des sympathisants du RPR dont il prétend avoir les adresses par l'intermédiaire de membres

discrets de l'équipe d'Hervé Fabre-Aubrey. Enfin, il tente, toujours par courrier, de battre le rappel dans les bureaux de vote favorables à la droite mais à fort taux d'abstention.

En attendant, il a repris la tournée systématique des communes de la circonscription, pour « faire une piqûre de rappel ». Pour attirer les voix de la droite parlementaire, Damien Bariller n'a aucunement l'intention de mettre de l'eau dans son programme. Selon lui, un tel affadissement ne servirait à rien, et il suffit de l'entendre dénoncer « la bande des quatre » pour s'en convaincre.

Au vrai, Damien Bariller estime qu'il n'a pas perdu son temps dans cette campagne. La victoire, qu'il dit possible, peut lui échapper. Il n'est d'ailleurs pas tout à fait dupe de son optimisme, puisqu'il invoque « la part d'irrationnel dans cette circonscription » pour conjurer la mathématique électorale. Celle-ci ne lui donne que 42 % des suffrages, quand elle additionne toutes les voix de droite du premier tour. Mais l'essentiel est pour lui de s'imposer comme un leader de

## « Vache folle » : les parquets saisis de plus de quarante dossiers

■ GLOBALEMENT, nous avons un arsenal juridique et de contrôle administratif excellent » pour faire face à la crise de la « vache folle », a déclaré Jacques Toubon, mardi 15 octobre, devant la mission parlementaire d'information sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Expliquant la « politique pénale suivie par la Chancellerie », le garde des sceaux a précisé que les poursuites pouvaient se fonder sur quatre sources de qualification pénale.

Des procès verbaux peuvent être dressés contre des individus ou des entreprises qui auraient enfreint le code rural, mais aucune procédure de ce type n'a été engagée. Un deuxième fondement juridique est le code de la consommation qui réprime notamment la tromperie sur la marchandise ou les signes de reconnaissance falsifiés. Sur 77 procès verbaux, 74 l'ont été pour publicité mensongère. Sur ce total, 42 ont été transmis aux parquets qui ont ouvert des enquêtes préliminaires, voire des instructions judiciaires.

■ Mais, a indiqué le ministre, il n'existe pas, en l'état actuel des investigations, de liens de connexité suffisamment étroits entre toutes ces affaires pour les regrouper dans un seul dossier central et national.

Les actes de manquement au code des douanes, pour leur part, ont débouché sur 78 opérations de refoulement de cargaisons et à une opération de destruction de la marchandise. L'autorité judiciaire n'a été saisie qu'une fois. Restent les délits de droit commun, comme les faux et usages de faux, ou l'escroquerie. M. Toubon a indiqué qu'en l'état actuel des textes, il était très difficile d'engager des poursuites et notamment de retenir la qualification d'« atteinte aux personnes », a fortiori de façon intentionnelle, tant que la transmissibilité de la maladie de la « vache folle » à l'homme n'a pas été démontrée avec certitude. Il a toutefois appelé les magistrats « à une grande vigilance et une grande détermination ».

F. Gr.



**SANTÉ** Dénonçant une grande partie de la réforme de l'assurance-maladie, trois syndicats de médecins libéraux (CSMF, FMF et SML) appellent, jeudi 17 octobre, à une

« grève générale des soins ». Majoritaire chez les généralistes, MG-France réclame, au contraire, une application plus rapide du plan Juppé. Certains de ses syndicats départe-

tementaux appellent même à une « grève des soins non urgents », jeudi, pour dénoncer les lenteurs de son application. ● DANS UN ENTRETIEN accordé au Monde, le président

du conseil de l'ordre des médecins, Bernard Glorion, estime qu'en cas d'échec du plan Juppé il faudra mettre en œuvre un système basé « sur un autre mode de rémunération que l'actuel, à l'acte ».

● DEUX MÉDECINS, l'un gréviste, l'autre pas, expliquent leurs conditions d'exercice de la médecine générale à Paris et en province.

## La grève des médecins traduit les divisions de la profession

Rien ne va plus entre le corps médical et Jacques Chirac : trois syndicats du secteur libéral appellent, le 17 octobre, à suspendre les soins pour protester contre la réforme de l'assurance-maladie. MG-France dénonce, au contraire, les lenteurs d'application du plan Juppé

C'ÉTAIT à l'automne 1994, et Jacques Chirac s'appretait à annoncer sa candidature à l'Élysée. Au plus bas dans les sondages, le futur chef de l'État n'en continuait pas moins à battre le rappel de tous ceux qui croyaient encore en sa bonne étoile. Les professionnels de santé étaient de ceux-là, et ils avaient eu droit, sous les ors de l'Hôtel de Ville de Paris, à une réception amicale qui s'était achevée sur une belle promesse : jamais leur activité ne serait encadrée par une maîtrise comptable des dépenses de santé.

Deux ans après cette réunion, rien ne va plus entre la majorité et le corps médical. Trois syndicats de médecins libéraux - Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Fédération des médecins de France (FMF), Syndicat des médecins libéraux (SML) - ont appelé à une « grève générale des soins » le jeudi 17 octobre, soutenus par d'autres organisations du secteur de la santé (cliniques, médecins des hôpitaux...). Ce mot d'ordre, qui pourrait être bien suivi, traduit le profond malaise d'une profession qui n'a pas su, et souvent pas voulu, s'adapter à la baisse structurelle des recettes du système de protection sociale.

Plusieurs raisons conjoncturelles expliquent cette flambée de colère : la réduction de la plage horaire pour l'application des tarifs de nuit, que M. Juppé a finalement abandonnée ; la baisse des tarifs de certains actes (radiologie, gastroentérologie...) proposée par la Caisse nationale d'assurance-maladie ; l'augmentation temporaire des cotisations sociales des praticiens, dont le montant est particulièrement élevé pour les praticiens du secteur à honoraires libres.

Dans une lettre adressée aux syndicats médicaux, qui avaient demandé sans succès à être reçus par M. Chirac, le secrétaire général adjoint de l'Élysée répond que « tous les Français ont été sollicités pour le redressement » de la « Sécurité » : familles, salariés, retraités, industrie pharmaceutique, entreprises. Jean-Pierre Denis rappelle que cette majoration a été ramenée de deux ans à un an, et qu'elle financera un fonds de modernisation de la médecine libérale, en particulier l'informatisation des cabinets.

Mais la colère et la désillusion des médecins sont surtout liées à la réforme structurelle de l'assurance-maladie qui se met en place,



même si la profession approuve des mesures comme le carnet de santé ou les « références médicales opposables ». Car cette réforme du système a le tort, redoutable aux yeux de nombreux praticiens, d'enfermer leur pratique quotidienne dans une enveloppe globale de dépenses fixée

chaque année par l'État et le Parlement (+1,3 % en 1997). Pis, cette contrainte est assortie de sanctions financières en cas de dépassement des objectifs fixés.

Ce dispositif de sanctions rompt avec une époque encore récente où les prescripteurs, tout en voyant leur activité soviabilisée

par la « Sécurité », n'avaient aucun compte à rendre à la collectivité. Selon un sondage réalisé les 2 et 3 octobre auprès de 330 médecins libéraux et hospitaliers, et publié le 11 octobre par l'hébergement Impact médecin, 69 % d'entre eux jugent que la réforme de l'assurance-maladie en cours aura des « effets plutôt négatifs » sur leur exercice.

Le plan Juppé est mis en œuvre au moment où l'assurance-maladie est secouée par une crise de financement sans précédent : entre 1993 et 1996, il a manqué 140 milliards pour équilibrer le seul régime des salariés. Cela ne les a pas convaincus que l'effondrement des recettes appelle, de leur part, une vigilance accrue. Le discours médical dominant est resté invariable : la progression des dépenses n'a cessé de s'émanciper depuis quinze ans - ce qui est exact -, et le déficit, imputable à un manque de ressources, n'est pas de notre fait.

### DEUX APPROCHES DIFFÉRENTES

Ce plan a confirmé l'existence, au sein du corps médical, de deux approches différentes de la réforme du système de soins. Principale organisation en faveur de la grève, la CSMF avait pourtant été la première à s'engager dans la voie de la réforme en signant avec l'assurance-maladie, en octobre 1993, une convention imposant des normes de bonne pratique aux médecins. Adhès à la FMF et au SML, deux petits syndicats ultra-libéraux, la CSMF veut poursuivre sur cette voie, quitte à renforcer un dispositif qui n'a pas encore fait la preuve de son efficacité.

Majoritaire chez les généralistes, MG-France réclame, au contraire, une application plus rapide du plan Juppé, certains de ses syndicats départementaux ayant appelé à la « grève des soins non urgents », jeudi, pour dénoncer les lenteurs de son application. Le syndicat présidé par Richard Bouton exige l'expérimentation des filières de soins qui, selon lui, en remettant le généraliste au centre du système, généraliseront des économies et amélioreront la qualité des soins. Mais M. Bouton commence à douter de la volonté du gouvernement de mener à bien la réforme, rejoignant les inquiétudes exprimées par Nicole Notat, secrétaire gé-

néraliste du CFDT, et Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française (lire le point de vue du docteur Bouton en page 13).

Peut-on faire la réforme contre les médecins ? Dans son sondage, Impact médecin relève que 78 % d'entre eux jugent que la réforme n'est « pas conforme aux engagements pris par Jacques Chirac » au cours de sa campagne. Alors qu'ils ont majoritairement voté pour la droite au premier tour de l'élec-

### De fortes disparités selon les catégories

Selon l'ancien Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), le revenu net moyen d'un généraliste était de 309 000 francs par an en 1991 (soit 25 750 francs par mois avant impôt). Un cardiologue gagnait 444 000 francs, un ophtalmologue 700 000 francs, et un psychiatre 246 000 francs. Si l'on y ajoute, pour certains, une activité salariée, ces revenus moyens passaient à 322 000 francs pour un généraliste, 500 000 francs pour un cardiologue, 467 000 francs pour un ophtalmologue, 745 000 francs pour un chirurgien, 313 000 francs pour un psychiatre.

Les écarts dans une même catégorie étaient forts : le revenu libéral variait de 334 000 francs pour les 10 % des généralistes les mieux rémunérés à 96 000 francs pour les 10 % les moins aisés, de 804 000 francs à 132 000 francs chez les cardiologues, de 800 000 francs à 98 000 francs chez les ophtalmologues et de 1 225 millions de francs à 225 000 francs chez les chirurgiens.

tion présidentielle (43 % pour M. Chirac, 13 % pour M. Balladur, selon ce sondage), il en serait différemment aujourd'hui. Dans un duel droite-gauche au second tour des législatives, 29 % choisiraient le candidat de droite, 30 % celui de gauche et 28 % aucun des deux. Présent au second tour, le FN recueillirait 7 % à 8 % des voix (2 % des suffrages médicaux en avril 1995).

Jean-Michel Bezat

## Bernard Glorion, président du conseil national de l'ordre des médecins

### « Le paiement à l'acte n'est pas une condition sine qua non de l'indépendance médicale »

« La déontologie médicale autorise-t-elle un appel à la grève des soins ?

- L'appel lancé aujourd'hui est d'émancipation syndicale, et je n'ai pas, stricto sensu, à me prononcer sur ce point. Pour autant, le conseil de l'ordre rappelle la nécessité d'assurer les services de garde, les urgences et la permanence des soins. En aucun cas, les malades ne doivent souffrir d'un tel mouvement.

- Cette grève est-elle autre chose que le fruit de l'impossibilité du corps médical libéral à trouver d'autres formes d'expression de cette mauvaise humeur, de sa colère ?

- Nous sommes ici confrontés à une grande ambiguïté. Les médecins font-ils grève parce qu'ils sont mécontents des charges supplémentaires que la puissance publique veut leur imposer au titre de la maîtrise des dépenses de santé ? Sans aucun doute. Mais ils sont également mécontents du fait que tout ce que la puissance publique met en œuvre dans ce do-

maine ne tient pas suffisamment compte de l'intérêt des malades. Leur mouvement tient, pour partie, au fait que les projets du gouvernement sont centrés sur des impératifs économiques et non sanitaires. La situation est difficile pour tout le monde, à commencer pour les caisses d'assurance-maladie, qui doivent, compte tenu des déficits de ressources, gérer une certaine pauvreté collective. S'il y a des restrictions de prescriptions à faire, le corps médical doit impérativement trouver les moyens de contrôler les dépenses qu'il génère sans aboutir mécaniquement au rationnement que l'on pourrait leur proposer.

- L'ordre des médecins est-il fondamentalement opposé à ce que tout ou partie de l'exercice médical libéral évolue, à terme, vers un exercice salarié ?

- On peut craindre, à moyen terme, un échec des mesures de maîtrise actuellement mises en chantier, notamment celle qui confère au Parle-

ment la fixation des taux d'évolution des dépenses dans ce domaine. Si, malgré des efforts répétés, on s'aperçoit que, dans notre système multigénéraliste - qui autorise une multiplication des actes techniques -, on ne réussit pas, il faudra alors s'orienter vers un contrôle plus global. Le système à venir serait alors basé sur un autre mode de rémunération que l'actuel, à l'acte. Je rappelle qu'il y a en France entre trente mille et quarante mille médecins salariés, qui disposent de leur indépendance et de la revendiquent.

- En d'autres termes, je pense que le paiement à l'acte n'est pas une condition sine qua non de l'indépendance médicale. Si l'intérêt des malades impose de modifier le système actuel, il faudra y souscrire dès lors que les conditions de l'indépendance des médecins seront préservées.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

## Généraliste et non gréviste : « Le métier s'appauvrit »

**SON HUMOUR**, son attachement aux patients, sans lesquels il serait « une personne différente aujourd'hui », ne parviennent plus à dissimuler totalement l'amertume. « Chaque matin, lorsque, avec ma femme, qui est institutrice, nous allions la radio, nous nous demandons quel est celui des deux qui va se prendre plein la figure : le fonctionnaire qui ne fiche rien ou le médecin qui creuse le déficit de la Sécurité sociale... »

Bien qu'il ait le sentiment d'être placé, depuis quelque temps, dans la position peu confortable du « bouc émissaire », Michel Rollinat, quarante-sept ans, médecin généraliste à Paris, ne fera pas grève jeudi. Parce qu'une grève de l'ensemble des médecins n'a aucun sens à ses yeux : « Je ne crois pas que les préoccupations des généralistes, leurs problèmes financiers, soient les mêmes que ceux des spécialistes. Nous ne faisons pas le même métier. » Le docteur Rollinat refuse de s'entendre une nouvelle fois traité de nant parce que les médias auront parlé des « radiologues gagnant vingt briques et qui font grève ». Après vingt années d'exercice dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il estime son revenu mensuel brut à 20 000 francs et sa durée hebdomadaire de travail à 50 heures. Pour la première fois cette année, le chiffre d'affaires de son cabinet a baissé.

Désormais sensibles aux diffi-

cultés de l'assurance-maladie, les patients, selon lui, se rendent moins souvent chez le généraliste. Dans le même temps, relève-t-il, rien n'est réellement entrepris pour contraindre le « nouveau snobisme » qui veut que l'on ne puisse faire confiance qu'aux spécialistes, et que l'on aille les consulter sans même passer au préalable chez son médecin de famille. « Il arrive même qu'une mère me demande si je soigne les enfants ! C'est absurde, mais le fait est que je ne fais pratiquement plus de pédiatrie ni de suivi de grossesse. » Exception faite, corrige-t-il lui-même en souriant, des urgences de la nuit ou du week-end. Cet appauvrissement du travail du généraliste s'entretient de lui-même : « On perd des compétences en ne voyant pas certaines pathologies pendant des mois, et l'on finit par se considérer soi-même comme uniquement bon à soigner les angines. »

### « PRESTATAIRES DE SERVICES »

S'il porte cravate, Michel Rollinat s'est toujours refusé à jouer les notables. Mais il ne « vit pas bien la perte de prestige, d'autorité des généralistes », même s'il pense que ses deux fils « sont encore un peu fiers d'avoir un père médecin ». « Il faut voir le mépris avec lequel on nous traite quand nous appelons l'hôpital en nous présentant comme le généraliste de tel patient », s'in-

surge-t-il, avant d'évoquer l'université, où les futurs généralistes sont sélectionnés par l'échec au concours d'internat qui ouvre la voie royale aux carrières de spécialistes. Il raconte encore ces patients qui n'hésitent pas à appeler le médecin chez eux à 21 heures en s'inventant un 39 de fièvre, simplement pour ne pas avoir à se déplacer. « Nous sommes considérés comme des prestataires de services comme les autres, comme des marchands de pizzas. »

A la perte de considération s'ajoute la surveillance, de plus en plus serrée, exercée par les médecins de la Sécurité sociale. « La Sécurité sociale nous a tous sur fiches informatiques. Elle sait qui prescrit trop d'exames ou d'actes de kinésithérapie. Pourquoi nous suspecter tous en permanence ? Et de poursuivre : « Si l'on continue à nous dénigrer, à nous faire passer pour des inconscients, on en viendra à faire de la médecine de la tête, du cœur, du foie, et plus personne ne prendra globalement en compte la personne. Ce serait une erreur énorme ! Nous connaissons le malade, ses soucis de couple ou de travail, et nous ne nous précipitons pas pour lui prescrire une fibroscopie s'il se plaint de maux de ventre. On parle, on donne un petit pansement gastrique pas cher et, neuf fois sur dix, cela suffit. »

Pascal Kremer

## Dans l'action pour ne plus voir ses revenus baisser

**NOGENT-LE-ROTHOU (Eure-et-Loir)**  
de notre envoyé spécial

C'est « par hasard » que le docteur Patrick Chemin a installé, en 1979, son cabinet de généraliste à Nogent-le-Rothou. Dans cette commune du Perche où vivent quinze mille personnes, ses premiers patients formaient une « clientèle mixte, rurale et semi-rurale », suivie par « sept généralistes et deux ou trois spécialistes ». « Aujourd'hui, on en est à douze généralistes dans Nogent intra-muros et plus de douze spécialistes exerçant en ville », constate ce dynamique quadragénaire dont la vocation était de devenir médecin de campagne.

Aucun doute : Patrick Chemin fera grève. Il ne décommandera pas les quatre patients à qui il avait donné rendez-vous le 17 octobre, mais il a prévenu tous les autres. Il n'assurera pas de garde. Syndicaliste pendant dix ans et farouchement « antigénéraliste », considérant que ce n'est pas une méthode qui fait avancer les choses, le docteur Chemin a le sentiment de n'avoir jamais été écouté. Cette année, il ne paiera plus ses 2 000 francs de cotisation à la CSMF. Son mot d'ordre ? « Faire la merde », car « ils ne comprennent que ça, les énarques et les technocrates ». Il n'ira « pas manifester à Chartres, parce que ça ne sert à rien ». Mais si on doit boucher la route de Nogent-le-Rothou avec une opération escargot, assure-t-il, on le fera. Ça marche bien pour les routiers...

« Nos revenus ont été diminués de plus de la moitié, plaide le généraliste. On a un train de vie de petit cadre moyen. » Sa « chance » : n'avoir « plus à rembourser sa maison » et « avoir le cabinet sur place ». Le docteur Chemin affirme qu'il n'est « pas du tout sûr de finir sa carrière dans un cabinet médical », il parle de « monter un SOS dépannage, de partir à Médecins sans frontières ». S'il n'avait pas « quatre mômes, dont trois n'ont pas encore passé le bac... »

Le généraliste gagne « entre 15 000 et 16 000 francs net par mois, dans les bonnes années » et avoue avoir

« un peu diversifié » son activité, car, « en ne comptant que le conventionné », son revenu descend « sous les 10 000 francs ». Il exerce donc des fonctions parallèles de « coordinateur d'essais thérapeutiques » et réalise divers travaux et expertises qui lui permettent de « boucler les fins de mois ». Avec « la Juppette, cette espèce de cotisation qu'on fait payer aux médecins uniquement parce qu'ils sont médecins », il prévoit, « au bas mot, entre 17 000 et 20 000 francs minimum de surcharge de charges sociales l'an prochain. Sans compter son obole à la caisse de retraite, les factures courantes et les 900 francs mensuels de remboursement du laser dont il a fait l'acquisition.

### « LA RÉFORME EST INCONTOURNABLE »

Le docteur Chemin commence ses journées à 8 heures pour les finir à 20 heures. Il prend trois semaines de vacances par an et ferme alors le cabinet - un remplaçant lui demanderait « 500 francs minimum par jour ». Les considérations comptables ont peu à peu envahi son quotidien. « La préoccupation majeure, quand on arrive le matin au cabinet, c'est de dire : "Combien faut-il que je rentre aujourd'hui ? Combien faut-il que je sorte ?" », confie-t-il avec dépit.

S'il reste persuadé que « la réforme est incontournable », le généraliste ne se sent en aucune manière responsable du « trou » de la Sécurité sociale. « C'est le ministère de la santé qui décide de tout, de l'autorisation de mise sur le marché, du prix du médicament, et après on dit que c'est de notre faute », lance-t-il. Patrick Chemin estime que prélever uniquement sur les salaires pour financer « la Sécurité », « c'est une aberration ». « Des tas d'entreprises qui n'ont presque pas de salariés gagnent plein d'argent, s'insurgent le praticien, il faut qu'elles aussi payent. Et tous les gens qui boursicotent, c'est pareil. »

Laurence Folléa



## L'achat de voix et l'argent sale des hypermarchés au procès de la Réunion

Un intermédiaire monnayait les autorisations

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre envoyé spécial

Le représentant de l'une des plus illustres familles de la Réunion, Jacques de Chateaufort, a dévoilé les arcanes de la politique de la grande distribution, l'un des 14 et mardi 15 octobre, devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis.

Après les circuits d'argent sale empruntés notamment par la Compagnie générale des eaux (CGE) et ses filiales, le tribunal a exploré le financement occulte lié à l'implantation de grandes surfaces. La pratique de l'achat des voix au sein de la Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC) a été dénoncée par celui qui est le premier dirigeant du secteur de la grande distribution à la Réunion.

A la fin des années 80, M. de Chateaufort avait décidé de diversifier le groupe familial des Sucreries de Bourbon. Au sein de la famille, la cession à saur, le PDG a adjoint un secteur commercial, qui compte aujourd'hui sur l'île quatre grands magasins. Avant d'arriver à la Réunion, il a découvert le fonctionnement de la CDUC, instance créée dans chaque département par la loi Royer de 1973 afin de réglementer l'ouverture des grandes surfaces. Dans un premier temps, le PDG a cru pouvoir se contenter de l'habituelle « campagne électorale » entreprise par les postulants auprès des vingt membres de la CDUC. Il a vite réalisé que l'obtention de votes éligibles imposait de payer des « assurances ».

L'autorisation d'implanter un hypermarché dans la commune réunionnaise de Saint-Paul lui a ainsi été accordée par la CDUC, le 3 juin 1990. La veille, M. de Chateaufort avait rencontré un représentant influent des petits commerçants, Ismaël Moulin, adjoint au maire socialiste de Saint-Denis, Gilbert Annette. Le rendez-vous avait été organisé par l'affairiste utilisé par la municipalité dans ses diverses opérations de financement illégal, René Gastaldi.

« Un million de francs par voix », avait réclaté au téléphone M. Gastaldi, affirmant parler au nom de M. Moulin et être à même de « faire basculer cinq voix ». Après négociations, le président des Sucreries a finalement

accepté de verser 1,53 million de francs sur le compte suisse de M. Gastaldi, le 29 juin.

Ayant prélevé sa part (500 000 francs), ce dernier a distribué le reliquat en espèces à trois membres de la CDUC. Deux d'entre eux, René Lin Teng Shee, conseiller municipal de M. Annette et futur président de la chambre de commerce et d'industrie, et Patrick Biscou, ancien élu du RPR, ont reconnu avoir perçu de tels versements.

DES « ASSURANCES »

Une modification de la loi Royer a, par la suite, donné un espoir fugace à M. de Chateaufort. Le vote de la CDUC, jusqu'alors secret, devait être public et nominatif à partir de 1992. Le PDG repart en « campagne » pour un autre projet d'hypermarché. De nouveau sollicité par M. Gastaldi, il refuse. Une rumeur de membres de la CDUC lui ont dit qu'ils voteraient pour lui. Les 14 et 15 octobre, le projet est alors sous enseigné. Contre, ensuite un vote défavorable en juin 1992. Il préfère ne pas déposer de recours auprès de la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) : ses correspondants de l'île ont, dit-il, signé qu'il convenait de « verser à ce niveau des assurances très, très chères ».

« J'ai pris une claque et une leçon », se souvient le PDG. On n'a bien fait comprendre que la CDUC ne fonctionnait qu'en versant de l'argent. Il versera donc. A la réunion de septembre 1992, son projet de centre commercial recueille enfin une majorité de voix. M. de Chateaufort avait versé 700 000 francs à M. Gastaldi. Sur le compte qu'Ismaël Moulin a ouvert dans la même banque suisse que M. Gastaldi, le groupe de Chateaufort a versé une somme de 336 000 francs.

A la sortie du tribunal, des employés en grève sont venus réclamer à M. de Chateaufort l'augmentation mensuelle de 300 francs qu'ils revendiquent depuis des mois. La semaine dernière, trente-sept d'entre eux ont été licenciés de leur entreprise, qui fournit les supermarchés du groupe de Chateaufort. Leur mégaphone dénonçait, en créole, les millions de francs versés à la corruption. « On grève seulement pour 300 francs », rappelle leur pancarte.

Eric Ichtyan

## Maurice Arreckx et la chasse aux enveloppes de 500 000 francs

TOULON

de notre correspondant

Ce sont les rouages d'un système politico-mafieux qui ont été examinés, mardi 15 octobre, par le tribunal correctionnel de Toulon qui juge Maurice Arreckx pour corruption passive. L'ancien président (PR) du conseil général a retrouvé sa verve mais pas la mémoire. Pas plus que les cinq autres personnes mêlées à cette affaire de pot-de-vin (1 795 000 francs) perçu dans le cadre de la construction de la Maison des technologies (Le Monde des 15 et 16 octobre).

Ainsi, M. Germain, le responsable de l'entreprise Campenon-Bernard, qui a obtenu en 1992 le marché au terme d'un appel d'offres truqué, n'a rien à se reprocher. M. Arreckx lui a demandé une aide pour le Parti républicain : comment aurait-il pu s'y soustraire ? « Dans la joie du moment, j'ai accepté, dit-il. A l'époque, tant d'élus touchent les entreprises. »

Comme la loi sur le financement des partis n'autorisait qu'une participation de 500 000 francs par an, M. Germain fait un premier chèque qui arrivera bien au trésorier du PR. Mais voilà, M. Arreckx est pressé d'obtenir le reste de la somme. Il fait appel à son conseiller technique et ami Guy Lientaud, qui s'adresse à M. Lafforgue, chauffagiste reconverti dans la pêche au thon.

Campenon-Bernard lui confie de fausses études qui sont payées par chèques, lesquels sont transformés en argent liquide qui est restitué après prélèvement d'une commission.

A ce stade intervient également Jean-François Barrau, membre de la Chambre de commerce, dont le rôle est aussi trouble que ses relations « d'affaires » avec le truand Jean-Louis Fargette. Toujours est-il que M. Barrau se serait laissé abuser par M. Lientaud en transportant en Italie une enveloppe contenant 500 000 francs destinés au patron de la Mafia varoise qui était alors en cavale. Pourquoi cette gratification occulte et de la part de qui ? Les regards se tournent vers M. Arreckx, qui proteste de son indignité, n'admettant que le tribunal puisse penser qu'il avait des relations avec « ce mégalomane qui se prenait pour le Pape du Var ». C'était oublier les voyages qu'il avait effectués en son temps avec M. Fargette.

Au fil de la journée, il aura bien fallu se rendre à l'évidence : il manquait encore une somme assez coquette. Nul ne savait ce qu'était devenue une seconde enveloppe qui contenait 500 000 francs. « On l'a peut-être oubliée dans un placard », devait lancer en aparté M. Arreckx.

José Lenzi

## Le « casse du siècle » à la Banque de France de Toulon est né d'une histoire d'amour

Devant la cour, Hélène Renaux raconte son « coup de foudre » pour Jean-Claude Lopiccolo

La cour d'assises du Var a examiné, mardi 15 octobre, la personnalité de deux des protagonistes du hold-up de la Banque de France de Toulon,

qui permit de dérober plus de 145 millions de francs en décembre 1992. Secrétaire modèle de la banque, Hélène Renaux a expliqué la passion

vécue avec Jean-Claude Lopiccolo, ancien chef d'équipe des chantiers navals de La Ciotat et amateur de jardinage.

DRAGUIGNAN

de notre envoyé spécial

C'est une belle histoire d'amour qui aboutit à la réalisation d'un fabuleux hold-up. Sur cette trame apparemment trop simpliste, un scénariste malicieux a habilement distribué les rôles. Hélène Renaux est une jolie secrétaire comptable de la Banque de France qui tombe amoureuse de Jean-Claude Lopiccolo. Mais Jean-Claude a des amis peu recommandables qui comprennent très vite le profit qu'ils peuvent tirer de la profession d'Hélène. Par amour, la secrétaire comptable donne tous les renseignements permettant à une bande de malfaiteurs de dérober 146 250 000 francs dans les coffres de la Banque de France. Mais la morale est simple : l'histoire se terminera devant une cour d'assises.

Ce scénario est le reflet de l'exacte vérité puisqu'il correspond aux circonstances qui ont entouré le braquage du comptoir de la Banque de France de Toulon, commis le 16 décembre 1992. Mais il lui faut une belle fin. Alors les juges de la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence ont voulu parfaire l'ouvrage. Dans l'arrêt de renvoi des onze accusés devant la cour d'assises du Var, ils ont écrit : « Lopiccolo Jean-Claude a épousé en détention Hélène Renaux. »

C'est joli, mais c'est faux. Il a fallu attendre l'interrogatoire de personnalité d'Hélène Renaux pour apprendre que ce passage de l'arrêt de renvoi était tout aussi fantaisiste que les articles des hebdomadaires de la presse à scandale qui ont publié de fausses « confidences » d'Hélène. De la même manière, l'avocat général, Pierre Cortes, a jugé utile, même s'il représente l'accusation, de préciser qu'un quotidien qui avait présenté Lopiccolo comme un truand notoire s'était trompé de personnage en donnant tous les détails de la vie du malfaiteur dont le nom présentait quelques similitudes phonétiques avec celui de l'accusé.

En fait, pour affirmer sa propre beauté, la réalité se passe volontiers des scénaristes et des décorateurs. A l'audience, le sourire douloureux d'Hélène trahit avec le visage fermé de la dizaine d'hommes assis derrière elle. Les mains crispées sur le micro, elle raconte sa jeunesse en oubliant de parler de l'ivresse chronique de son père. Sa tête se penche sur le côté, une mèche brune tombe sur ses yeux qui regardent vers le plafond quand elle évoque son premier amour. Elle avait seize ans quand une forte passion l'a unie à un homme marié de trente-six ans. Elle évoque successivement mais

brèvement la rupture intervenue trois ans après, une tentative de suicide et un mariage précipité avec un homme qu'elle n'aimait pas pour échapper à une vie familiale trop pesante. Au bout de deux ans, c'est le divorce.

« J'AURAIS FAIT N'IMPORTE QUOI »

Après, il y a eu d'autres hommes, d'autres jours heureux, d'autres déceptions. Mais son visage s'illumine quand elle parle de Robert, un international de football qu'elle gardera dix ans. D'une voix douce, elle parle des autres sans jamais en dire du mal, mais peu d'elle-même. C'est le président, Dominique Bréjoux, qui doit insister pour qu'Hélène évoque son engagement à l'association Enfance et partage et sa lutte acharnée pour secourir les enfants de Roumanie en organisant des convois humanitaires.

Parallèlement à une vie affective agitée, Hélène a cependant eu une vie professionnelle sans failles. Entrée aux concours à la Banque de France à l'âge de dix-huit ans, elle disposait de l'estime de ses chefs, qui l'ont couverte d'éloges. Au juge d'instruction, l'un de ses supérieurs avait dit : « Elle avait toujours un visage souriant, même quand elle avait des problèmes. » C'est toujours vrai.

Maurice Peyrot

LONDON

**Londres c'est plein de bonnes adresses à découvrir entre amis.**

1 PARIS GARE DU NORD 8 H 13 Breakfast à bord LONDRES

GARE DE WATERLOO 10 H 13 Métro se dit "tube" en anglais M° WATERLOO LES PUCES DE

CAMDEN LOCK Pour mémoire : Livre = 8 Francs M° CAMDEN TOWN

3 WORLD'S END PUB "The" Pub (incontournable) M° CAMDEN

TOWN 174 Camden High Street, NW1 LEONARD DE VINCI Coup

de foudre pour les Vinci de la Reine BUCKINGHAM PALACE : Galerie de la Reine

jusqu'au 12 Janvier 1997 M° VICTORIA Buckingham Palace Road, SW1 HYPE DE SHOPPING La mode

est toujours à la mode M° HIGH STREET KENSINGTON 26-40 Kensington High

Street, W8 DENLI BRASSERIE L'indien chic où il faut être vu

M° GLOUCESTER ROAD 134 Cromwell Road, SW7 SUBTERANIA

Nuit branchée en boîte M° WESTBOURNE PARK 12 Acklam Road, Portobello, W10

LIGNES DE METRO

Norfolk Line

Prosser Line

Diary Line

Circle Line

Hammersmith & City Line

M° WESTBOURNE PARK

M° HIGH STREET KENSINGTON

M° GLOUCESTER ROAD

LA FAVORITE

LES BONNES PISTES DES AMIS

eurostar

PROMOTION PARIS-LONDRES A/R

A PARTIR DE 490F EN 2<sup>ème</sup> CLASSE

En vente jusqu'au 19.12.96

Prix soumis à conditions :

Information et réservation dans les gares SNCF, les agences de voyages et au 08 00 00 00 00 (2.25F la mn)

LES BONNES PISTES DE LONDRES

SUR 36.15 LONDRES (2.25F la mn)



# Le projet de loi contre le racisme va punir la diffusion de messages racistes

Selon M. Toubon, des propos « anti-français » pourront être poursuivis

La garde des sceaux, Jacques Toubon, devait présenter, mercredi 16 octobre, au conseil des ministres, un projet de loi destiné à lutter

contre le racisme. Ce texte controversé sort les dispositions antiracistes de la loi sur la presse de 1881 et crée une nouvelle incrimination : le

fait de prôner publiquement ou de diffuser, par quelque moyen que ce soit, un message raciste.

UN MOIS ET DEMI après les propos de Jean-Marie Le Pen sur « l'inégalité des races », Jacques Toubon devait présenter, mercredi 16 octobre, au conseil des ministres, un projet de loi sur la lutte contre le racisme. « L'arsenal législatif, pour perfectionner qu'il soit, se révèle inadéquat », constate l'exposé des motifs. (...) Le présent projet de loi, tout en respectant la liberté de la presse, permet d'instituer un dispositif répressif plus simple, plus efficace et plus cohérent.

Rédigées en 1972, les dispositions actuelles sur le racisme sont insérées dans le cadre très strict de la loi de 1881 sur la presse. Afin de protéger la liberté de l'information, ce texte prévoit des délais de prescription très courts - trois mois au lieu de trois ans -, ce qui entrave considérablement la répression : si des tracts racistes sont diffusés confidentiellement pendant trois mois, il est très difficile de poursuivre leurs auteurs. La loi de 1881 empêche en outre aux magistrats de qualifier les faits : lorsqu'une injure a par erreur été qualifiée de diffamation, le juge est contraint de prononcer une relaxe.

Pour échapper aux rigueurs de la loi de 1881, Jacques Toubon propose donc de sortir les dispositions antiracistes du texte sur la presse.

« Le respect des procédures extrêmement complexes qui sont prévues par cette législation ont pour effet d'amoindrir grandement l'efficacité de la répression », constate l'exposé des motifs. Désormais, le racisme ne sera donc plus une expression réprimée dans le cadre de la loi sur la presse mais un délit de droit commun figurant dans le chapitre du code pénal sur les atteintes à la dignité humaine. Ce principe a été approuvé, le 26 septembre, par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui constatait que le dispositif actuel était « inefficace ».

« EXTENSIONS INCONTRÔLÉES » Les délais de prescription seront donc allongés - ils passeront de trois mois à un an - et la diffamation et l'injure raciales disparaîtront au profit d'un nouveau délit : le fait de prôner publiquement des propos ou de diffuser, par quelque moyen que ce soit, un message portant atteinte à la dignité, l'honneur ou la considération « d'une personne ou d'un ou plusieurs groupes de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion, qu'elle soit ou non déterminée ».

En 1986, la Cour de cassation a en effet estimé que les propos qui visaient de manière générale les « étrangers » ou les « immigrés » ne tombaient pas sous le coup de la loi car ils ne se référaient pas explicitement à une race, une religion, une origine, une ethnie ou une nation. En prononçant son discours sur « l'inégalité des

racés », Jean-Marie Le Pen, qui dispose de bons conseillers juridiques, s'était d'ailleurs bien gardé de préciser clairement le « groupe » visé par ses déclarations. « Les propos qui ont été tenus, constatent alors la chancellerie, ne paraissent pas constituer des infractions prévues par le code pénal et la loi sur la presse ».

La définition proposée par Jacques Toubon est cependant si large qu'elle a suscité de nombreuses critiques. Olivier Dubamel, professeur de droit public, estime que ce texte est « potentiellement dangereux pour le courant démocratique dans ce pays » tandis que le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) craint des « extensions incontrôlées » et la Ligue des droits de l'homme une arme « trop générale ». Jacques Toubon a d'ailleurs reconnu que la nouvelle rédaction ne visait pas seulement le racisme contre les étrangers. « La nouvelle loi permettra aussi de poursuivre les messages racistes dits "anti-français" ou "anti-européens" tels que ceux que diffusent les islamistes à travers les fatwas ou des appels au djihad », notait-il le 26 septembre dans un entretien accordé au Figaro.

Anne Chemin

## Le prix des logements a baissé de près de 10 %, en un an, à Paris

L'ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE repart en Ile-de-France mais les prix ont baissé, en un an, de plus de 9 %, selon un bilan de la Chambre des notaires de Paris, retrouvant leur niveau de 1988. Au deuxième trimestre 1996, les notaires ont enregistré une augmentation du volume des ventes dans l'ancien : + 27 % à Paris, + 35 % dans les Hauts-de-Seine, + 18 % en Seine-Saint-Denis, + 30 % dans le Val-de-Marne. La baisse conséquente des prix à Paris et dans les départements de la petite couronne explique en partie ce redémarrage. Sur la période avril-juin 1996, le prix moyen au mètre carré s'établit à 15 680 francs au lieu de 17 254 francs au deuxième trimestre 1995 (- 9,13 %). A Paris, il s'échelonne du dixième. En petite couronne, la baisse des prix est très importante dans certaines communes, dans le Val-de-Marne, à Vincennes (- 13,2 %) et à Saint-Maur-des-Fossés (- 12,8 %). En revanche, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Asnières (Hauts-de-Seine) ou encore Montreuil (Seine-Saint-Denis), la baisse est inférieure à 2 %.

■ EXCLUSION : les sept associations signataires de l'appel des sans (sans emploi, sans logis, sans papiers) lancé pendant le mouvement social de décembre 1995, ont tenu un rassemblement tumultueux, mardi 15 octobre à Paris. Ces organisations ont souhaité rapeler leur détermination à lutter pour les droits fondamentaux de la personne, avant la grève de la fonction publique du 17 octobre. Une délégation a ensuite été reçue au Conseil économique et social, où est actuellement examiné, pour avis, l'avant-projet de loi de cohésion sociale.

■ MISÈRE : la journée mondiale du refus de la misère, dont le principal organisateur est le mouvement ATD Quart-Monde et à laquelle se sont associées diverses associations de solidarité, a lieu jeudi 17 octobre. A Paris, ATD Quart-Monde invite le public à se rassembler sur le parvis du Trocadéro, de 15 heures à 20 heures. Des acteurs de la lutte contre la misère y rediront notamment leur souhait d'une grande loi d'orientation contre l'exclusion. A la suite du sommet mondial du développement social, à Copenhague en 1995, l'ONU a également décidé de faire de 1996 une « année internationale pour l'élimination de la pauvreté ».

■ JUSTICE : un collectif de syndicats de justice de la région Languedoc-Roussillon, regroupant notamment le syndicat de la magistrature, la CGT, la CFDT et le Syndicat des avocats, a écrit au procureur de la République de Montpellier pour lui demander d'engager une procédure de dissolution du Front national pénitentiaire, créé dans l'Hérault, le 5 septembre dernier. Déplorant l'inaction du garde des sceaux sur cette question, ils annoncent qu'ils mettront « tout en œuvre pour lutter contre l'implantation d'un parti raciste et xénophobe déguisé en organisation syndicale ».

### CARNET

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

Les partages se font avec des parents et grands-parents. Valérie Bertrand, Marie Renée et Jacky pour souhaiter la bienvenue à Hippolyte, né le 13 octobre 1996, à Nantes.

Véronique et Sylvain ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Hugo, le 25 septembre 1996.

Aime et Dominique BESSE, Colette et Bernard MENTZ, les heureux grands-parents, s'associent à leur bonheur.

Véronique Bonneau-Besse et Sylvain Mentz, 65, place de la Réunion, 75020 Paris.

Catherine MIGNÉ-MALIGEAY et Ludovic MIGNÉ, ont la joie d'annoncer la naissance de Valentin, le 8 octobre 1996, à Charenton-le-Pont.

##### Décès

Maurice, Françoise et Natacha Béhar, Henri Béhar, Béatrice Fuchs.

Leurs familles, leurs amis, ont la tristesse de faire part du décès de Claire BÉHAR, née COHEN,

survenue le 12 octobre 1996.

Selon sa volonté, elle a été inhumée au cimetière de son mari Charles, décédé en 1968.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de Londres, 75009 Paris.

#### CARNET DU MONDE

##### Renseignements :

42-17-29-94 ou 42-17-29-96

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 105 F

Abonnés et actionnaires ..... 95 F

Communications diverses ..... 110 F

Thèmes éducatifs ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Simone Bocognano, Marie-Olivier Bocognano, Paul Bocognano et Jacques Guimau, Henri et Françoise Bocognano, ses enfants.

Laurent et Catherine, Sylvie et Pierre, Anne, Gilles, Agnès et Frédéric, ses petits-enfants.

Aurélien, Florian, Karine, Armande, Alexandre, Amélie, Laurence et Vincent, ses arrière-petits-enfants.

Thérèse Arnaud, sa belle-sœur.

Les familles Arnaud et Berger, font part du décès de

M<sup>me</sup> Aristide BOCOIGNANO, née Marie-Thérèse ARMAND,

endormie dans la paix du Seigneur dans sa quatre-vingt-seizième année, le 14 octobre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans la chapelle de la résidence Jean-XCIII, à L'Hay-les-Roses, le jeudi 17 octobre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu à Nîmes, au cimetière Saint-Baudèle, le vendredi 18 octobre, à 17 heures.

21, rue Lalande, 75014 Paris. 34160 Saint-Denis.

Robert BOUCHERY, procureur général honoraire près de la cour d'appel de Paris, grand officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

croix de guerre 1939-1945, croix du combattant volontaire de la Résistance,

s'est éteint le 10 octobre 1996.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

De la part de : Françoise Bouchery, son épouse,

Marie-Christine et Jacques Ozanne, Claire, Luc, François,

Marie-Laure et Dominique Bouchery, Mathieu, Jérôme, Vincent, Olivier,

Aime et Jean-Luc Bouchery, Nicolas, Caroline, Guillaume,

37, rue du Maréchal-Joffre, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bruno Chemama, M<sup>me</sup> Marcelle Chemama,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Roland Chemama et leurs enfants,

Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Armand CHEMAMA,

survenue le 11 octobre 1996, à Paris, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 18 octobre, à 10 h 45, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinot, Paris.

6, rue Sévero, 75014 Paris.

La directrice de la SMCI, Et l'ensemble du personnel,

ont la tristesse de faire part du décès de

Thierry DEGARDINS, directeur central,

survenue à Paris, le 9 octobre 1996, à l'âge de trente-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

SMCI, 6, avenue de la Cristallerie, 92316 Stèvres.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Pissal, M<sup>me</sup> Isabelle Pissal Lignel et leurs enfants,

Et toute sa famille, ont la douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Colette DOUVIN, née LE TROQUER,

le 13 octobre 1996.

L'inhumation aura lieu le vendredi 18 octobre, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinot, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

Le président de l'Union internationale de psychologie scientifique,

Les membres du comité exécutif, ont le profond regret de faire part du décès de

professeur Paul FRAISSE, ancien président de l'U.P.S.,

le 12 octobre 1996.

(Le Monde du 16 octobre.)

Saint-Jean-de-l'Enfer (Var), Saint-Prix, Paris.

M<sup>me</sup> Georges Jolou, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Gérard Podelaborde,

leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Catherine Boulland Jolou,

M<sup>me</sup> Francis Eymard et M<sup>me</sup> née Marie-Josée Jolou,

leurs enfants Vanessa, Ronald, Jennifer et Benjamin,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Laurent Jolou et leurs enfants Edouard et Valentin,

M<sup>me</sup> Maxime Jolou. Tout le personnel du magazine

L'Officiel de la mode. Ainsi que toutes les familles parentes et alliées.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial du cimetière de Saint-Prix, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Michel Macheboul, sa mère,

Les familles Chauveinc, McKenzie, Tricot, Sefio et Loiseau,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur

Françoise MACHEBOL, née MALATERRE,

le 13 octobre 1996.

Les obsèques auront lieu le 18 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, Paris-7.

M<sup>me</sup> Michèle Meyers, sa fille,

Marie Hernandez, André Beaulieu, ses proches,

La famille de son frère Albert Etienne, résistant, décédé en 1958,

La famille de son mari, Alexandre Meyers, décédé en 1978,

vous informent du décès, le 11 octobre 1996, de

Fortunée MEYERS, née ESKENAZI,

le 27 août 1917, à Cuba, déportée à Auschwitz, n° A 7104.

Le convoi 75 du 30 mai 1944 emportait avec elle ses parents et ses sœurs. Seules, Fortunée et Suzanne sont revenues.

Rendez-vous le 21 octobre, à 14 h 30, au Père-Lachaise, où elle sera inhumée.

M<sup>me</sup> Michel Rocard, son fils,

Sylvie et ses enfants, Francis, Claude et leurs enfants, Olivier, Loïc,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> Georges Favre, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Robert Rocard,

Leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs.

Marcel Favre, Lucienne Favre, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Michel Rocard,

ses neveux et nièces,

Philippe et Céline, ses petits-neveux.

Et tous ses neveux et cousines, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Renée ROCARD-FAVRE, chevalier de la Légion d'honneur, directrice honoraire de Concordia,

survenue le 11 octobre 1996, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale le mercredi 16 octobre, au temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17.

L'inhumation a eu lieu au cimetière ancien de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), dans le caveau de famille.

« C'est vers Toi, Eternel, ô Seigneur, que se tournent mes regards. C'est auprès de Toi que je cherche un refuge. »

Ps. 141 V.8.

André et Janine Miquel, Claude, Christophe, Lucie et Elia Zelawski,

Marion et Janine Zelawski, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur

marie, grand-père, arrière-grand-père et ami.

Marcelle MIQUEL, née MALATERRE, institutrice honoraire,

survenue le 4 octobre 1996.

Les obsèques ont été célébrées à Montpellier le 8 octobre.

Avis de messe

Le 19 octobre 1996, est décédé

Philippe SCHNEIDER, journaliste-écrivain.

Une messe sera célébrée le 19 octobre 1996, à Saint-Pierre-du-Martroi, à Orléans (Loiret).

Anniversaires de décès

Il y a dix ans, le 17 octobre 1986,

Radia AGUIB

nous quitte.

Son mari, ses enfants, Et tous ceux qui l'ont connue et aimée évoquent son souvenir.

Il y a deux ans, le 16 octobre 1994,

Fabrice DUTOT

disparaissait.

Ses amis se souviennent.

Il y a vingt-quatre ans, le 16 octobre 1972,

A-Bernard LINDENBERG, directeur scientifique au CNRS

nous a quittés.

Sa femme Basma et ses enfants rappellent son souvenir.

Abraham SULHEFER

En notre cœur, le 17 octobre.

Sa famille. Ses amis.

Conférences

La citoyenneté militaire dans l'Ordre classique : l'Épistémologie par Pierre Ellinger, professeur à l'université de Reims, le lundi 21 octobre 1996, à 18 heures, palais abbatial, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6.

Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense, dans le cadre du cycle de conférences. Armées professionnelles et citoyennes : une perspective historique.

8 octobre 1996, 14 h 30, université Paris-XI-Orsay.

#### Séminaires

##### COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Séminaires

Hélène Cixous : « Poétique de la différence sexuelle : Essais de Zélie II - Zélie de famille ».

26 octobre, 9 h 30-15 h 30, salle de conférences, Ecole normale supérieure, 46, rue d'Ulm, Paris.

Denis Guenou : « Théâtres, philosophies, poétiques ».

21 octobre, 19 novembre, 20 heures-22 heures, salle RCI, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Olivier Lécuyer Grandjean : « Sur la langue : pouvoirs éthiques et politiques de la déstabilisation. Avec Splanca ».

31 octobre, 7 novembre, 18 h 30-20 h 30, salle RC2, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

François Sauty, René Guizot, René Lévy, Didier Vaucluse : « Psychanalyse et réforme de l'enseignement II. Qu'en disent les enseignants ? ».

22 octobre, 21 heures-23 heures, salle RCI, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Alain Badiou : « Théorie axiomatique du sujet ».

16 octobre, 20 heures-22 heures, Amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Journal d'études

Le Multiculturalisme, la démocratie libérale et le républicanisme

Sous la responsabilité de C. Andrad et J. Charvet

avec L. Jaume, P. Rosavallon, J.-F. Spitz, P. Mennet, Q. Skinner

25 octobre, 11 heures-18 heures, London School of Economics, Houghton Street, Londres.

Communications diverses

LES POMPES FUNÉRAIRES GÉNÉRALES

LA SOCIÉTÉ DE THANATOLOGIE

organisent

mercredi 23 octobre 1996 à 19 heures

une conférence sur le thème

La crémation en France, état des pratiques, ritualisation et souvenir.

A la Maison de la chimie, 28 bis, rue Saint-Denis, 75007 Paris.

Entrée libre.

Pour tout renseignement, tél. : 40-21-54-75.

Des cartons s'étant égarés, il est rappelé que

M. Jean-Pierre CALLU

reçoit son diplôme d'académicien le lundi 21 octobre, à 18 heures précises, en l'hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti, Paris-6.

Soutenances de thèse

Martin et Antonin ont la joie d'annoncer la soutenance de thèse de leur

marion, M<sup>me</sup> Bénédicte Buffa-Meyer : « Adaptation des E-ATPases rénales », sous la présidence de M. B. Rosignol, le 18 octobre 1996, 14 h 30, université Paris-XI-Orsay.



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 17 OCTOBRE 1996

11

**ENVIRONNEMENT** Le Rhin est désormais physiquement et chimiquement propre. Dix ans après la catastrophe de l'usine Sandoz, en Suisse, qui avait gravement pollué

le fleuve, celui-ci devient le premier grand cours d'eau européen à présenter un bilan aussi positif. ● **CE RÉSULTAT** a été atteint grâce à dix ans de travaux menés en coopéra-

tion par tous les pays riverains : 90 milliards de francs ont été investis pour interrompre les rejets d'effluents des nombreuses usines jalonnant le fleuve. ● **PREUVE**

VIVANTE de la qualité retrouvée du Rhin : le retour du saumon. Malgré les barrages, ce poisson, excellent bio-indicateur, refait son apparition pour se reproduire dans le fleuve.

● **LA SITUATION** reste cependant fragile. Les normes bactériologiques sont encore loin d'être parfaites et le cours d'eau est encore soumis à de multiples agressions.

# Le Rhin est devenu le fleuve le plus propre d'Europe

Il a fallu investir 90 milliards de francs pour parvenir à une situation satisfaisante sur le plan « physico-chimique ». Le retour du saumon en témoigne. Mais, du point de vue des normes bactériologiques, la situation reste fragile

**STRASBOURG** de notre correspondant régional. Groupe électrogène sur la berge, une dizaine de personnes en combinaison caoutchoutée de la tête aux pieds - les uns tenant à bout de bras une longue électrode, les autres une épaisse - l'équipe du conseil supérieur de pêche est prête à opérer. Ce jour-là, dans l'eau claire de la bruche, un des nombreux torrents vosgiens qui se jettent dans l'ill, le principal affluent alsacien du Rhin, la parade de « pêche à l'électricité » a été fructueuse. Sur une superficie de 200 m<sup>2</sup> et en l'espace d'un quart d'heure, une cinquantaine de jeunes saumons ont été pris pour être pesés et mesurés avant de retrouver le courant de la rivière. Pascal Roche, le responsable français de l'opération destinée à faire revenir le saumon dans le Rhin, est absorbé par le comptage

des truites et surtout des chabots, petits poissons à grosse tête. « Ça, c'est bon ; les chabots sont d'excellents indicateurs de la bonne qualité du milieu aquatique », affirme-t-il.

### PASSES À POISSONS

Aujourd'hui, les eaux du Rhin sont suffisamment propres pour que le saumon puisse grandir. Mais il faut à présent construire un réseau de passes à poissons sur les barrages (pas moins de dix entre Bâle et Strasbourg) pour qu'ils puissent venir se reproduire sur leur lieu de naissance ou d'alevinage. Jusqu'à une date récente, EDF et les propriétaires de micro-centrales faisaient de la résistance, notamment en raison du coût et de la complexité des ouvrages. Mais les mentalités ont sensiblement évolué, ces dernières années. Un réseau de passes commence à prendre forme. La partie sera défi-

nitivement jonable lorsque une passe à poissons digne de ce nom sera éditée sur le barrage installé en aval du confluent du Rhin et de l'ill. Évalué entre 20 et 30 millions de francs, cet ouvrage devrait voir le jour en 1999.

Il faudra néanmoins que les efforts de dépollution des eaux du Rhin se poursuivent au même rythme que ceux fournis depuis la catastrophe de Sandoz en 1986. Véritable électrochoc, cet accident industriel a conduit les pays riverains à faire un saut qualitatif dans la coopération internationale. En 1963 au titre des accords de Berne sur la protection du Rhin, celle-ci n'avait pas réellement freiné la pollution. Mais au cours de la dernière décennie, 90 milliards de francs ont été injectés.

En attendant la fermeture en 2004 des mines de potasse d'Al-

sace, un accord a été conclu pour réguler le versement des chlorures. Les usines se sont dotées de bassins de confinement pour éviter le rejet d'eaux toxiques, comme ce fut le cas dans l'accident de Sandoz. Elles sont, en outre, étroitement surveillées sur la destination finale de leurs déchets, notamment celle des métaux lourds (mercure, cadmium, plomb, cuivre, zinc).

### MANQUE D'ÉGOUTS

Mais si les facteurs de pollution industrielle sont facilement identifiables et, donc, susceptibles d'être combattus, il n'en va pas de même des effluents urbains et diffus. Selon Bruno Verlon, directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, près de la moitié des pollutions de ce type n'était pas traitée par une station d'épuration à la fin des années 80. Le manque d'égouts et,

surtout, la faible propension des usagers à se raccorder aux collecteurs expliquaient largement cette situation. L'objectif de l'agence, dont le budget opérationnel (1 milliard de francs) a triplé depuis 1989, est d'arriver à ce que l'épuration soit faite à hauteur de 70 % du total des effluents. Dix points ont été gagnés en six ou sept ans mais il reste à en engranger autant. Ce ne sera pas aisé, notamment en milieu rural où les sources de pollution sont par nature dispersées.

Peut-on dire aujourd'hui que le Rhin est propre ? M. Verlon est catégorique : « Il l'est d'un point de vue physico-chimique mais il ne l'est pas selon les normes bactériologiques ». Roland Carbiener, biologiste, président de l'association écologiste Alsace Nature, tire le même bilan de la politique suivie depuis 1986. Celui qui fut l'un des deux experts désignés par la

France pour évaluer les conséquences de la catastrophe de Sandoz considère qu'un « bon travail a été accompli en dix ans, à tel point que le Rhin est certainement devenu le fleuve le plus propre d'Europe ». Le professeur Carbiener rappelle que le Rhin était un fleuve « assésiné » en 1970, qu'on voyait à l'œil nu « les flocons bactériens en suspension au-dessus de l'eau » et que le Rhin allemand était « désaxonné ».

Le Rhin revient de loin. Il reste néanmoins un fleuve fragilisé par la trop forte canalisation qui a fait disparaître nombre de zones humides ; par les barrages qui accumulent les sédiments pollués ; par les centrales nucléaires qui réchauffent l'eau. Preuve supplémentaire que la nature n'est pas en mesure de tout digérer.

Marcel Scotto

## Les Nancéiens sont consultés sur le « projet de ville »

**LA MAIRIE** de Nancy a décidé de consulter la population directement sur son « projet de ville ». 50 000 questionnaires seront distribués dans les boîtes aux lettres. « Ce n'est pas un sondage mais un affichage de tendance », a expliqué André Rossinot, maire UDF-Rad. de Nancy. Les questions ont été élaborées avec l'aide de la Sofres. Elles portent sur le développement économique, la valorisation du patrimoine architectural, l'animation de quartiers, les déplacements dans l'agglomération ou le degré d'urgence du TGV. Les Nancéiens sont appelés à hiérarchiser leurs priorités et à se prononcer sur des grands choix d'avenir. On leur demande notamment s'il vaut mieux « stabiliser les impôts locaux et ne pas engager de projets de développement importants » ou, au contraire, « engager des projets d'investissement quitte à dilapider la fiscalité locale ». - (Corresp.)

## Le schéma d'aménagement du territoire soumis à la concertation

**PRÉVU PAR LA LOI** du 4 février 1995, le schéma national d'aménagement du territoire sera la « clef de voûte du dispositif » visant à ce que l'ensemble des politiques publiques ayant une incidence territoriale contribuent à l'aménagement et au développement du territoire. Tel est le sens de la communication que devait faire mercredi 16 octobre, au conseil des ministres, Jean-Claude Gaudin. Le ministre en charge de ce dossier a précisé qu'un avant-projet de schéma était actuellement en préparation par ses services. Il sera présenté au conseil national de l'aménagement du territoire avant la fin de l'année, puis soumis pour avis aux régions, départements et principales organisations représentatives des communes et des groupements, avant d'être présenté au Parlement.

### DÉPÊCHES

■ **MONTPELLIER** : l'extension et la rénovation de l'aéroport devaient coûter 70 millions de francs sur deux ans à la chambre de commerce et d'industrie qui en assure la gestion. Au premier semestre 1996, le trafic passager a augmenté de 25 %, en partie grâce à l'ouverture à la concurrence de la ligne Montpellier-Paris et au renforcement de la présence d'Air Littoral. - (Corresp.)

■ **PAYS DE LOIRE** : la régionalisation de la gestion des Trains express régionaux (TER), expérimentée à compter de l'an prochain dans plusieurs régions françaises, entrainera à elle seule une progression de 8 % du budget 1997 de la région des Pays de Loire. Les orientations présentées par Olivier Guichard, président (RPR) de la région, prévoient un budget de 3,6 milliards de francs. - (Corresp.)

■ **BOURGES** : les premières rencontres des « maisons d'écritains » se dérouleront à Bourges les 18 et 19 octobre. Les questions qui y seront abordées portent sur la définition de leur rôle pédagogique, les conditions de leur exploitation touristique et la clarification de leur situation juridique et administrative. - (Corresp.)

■ **MEUSE** : les deux premiers pylônes EDF Corole ont été implantés à Ancerville de part et d'autre de la route N 4. Pylône esthétique en pin traité, haut de 30 mètres, Corole est né d'un protocole d'accord signé entre l'Etat et EDF pour mieux insérer les réseaux électriques dans leur environnement. En 1997, une dizaine de pylônes devraient être implantés sur d'autres sites en France. - (Corresp.)

■ **SÈTE** : le conseil municipal de Sète vient de voter une modification de son règlement qui permettra à tout citoyen d'intervenir publiquement pendant les suspensions de séance. Pour le maire communiste, François Libert, cette mesure rendra plus vivante la démocratie locale, chacun pouvant s'exprimer sur ses problèmes quotidiens. L'opposition de droite y voit une parodie de démocratie. - (Corresp.)

■ **TOULOUSE** : la ville teste actuellement une formule de location de vélos. C'est une association locale, jusqu'alors spécialisée dans le tourisme, qui fournit les bicyclettes, pour 30 francs la demi-journée. La ville envisage d'étendre l'expérience en cas de succès et l'association espère ainsi consolider les emplois précaires (CES) qu'elle a réussi à créer. - (Corresp.)

■ **VAL-DE-MARNE** : les travaux de viabilité de la première des quatre tranches du parc d'activités Val de Seine viennent de commencer. Ce parc de 33 hectares, à cheval sur les communes d'Alfortville et Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), sera aménagé sur le site de Gaz de France. Les travaux doivent s'achever en 2007. C'est un enjeu majeur, sur les plans économique et urbanistique, de Seine amont.



## Et si une carte de paiement vous offrait des cadeaux et des voyages ?

La Carte Compliment, créée par Accor et American Express, est une carte de paiement qui vous permet, chaque fois que vous l'utilisez, de gagner des points convertibles en cadeaux. Des chocolats Lenôtre au séjour de remise en forme à l'hôtel Sofitel, en passant par le week-end à Venise, vous avez le choix parmi plus de 60 propositions de cadeaux offerts dans l'univers Accor.

Pour en bénéficier, il vous suffit de régler vos dépenses avec la Carte Compliment en France comme à l'étranger chez tous les commerçants affiliés à American Express. En particulier dans 23 marques Accor, soit 4 500 établissements (Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Formule 1, Etap Hotel, Courtepaille, Lenôtre, l'Arche, Europcar...), où vous multipliez vos points.

Pour recevoir la Carte Compliment gratuitement pendant 1 an

appelez au 01 41 86 28 63

ACCOR



# Clandestins dans les vignes

Source de travail au noir, les vendanges font l'objet de contrôles. Des opérations plus dissuasives que réellement efficaces. La fraude concerne le plus souvent des fonctionnaires, des salariés en congé, ou des chômeurs indemnisés



**L'**UNE après l'autre, les deux voitures se sont rangées sur le bas-côté. Sans hésiter, avec juste ce qu'il faut de précautions pour ne pas glisser les cinq occupants ont franchi le talus et fait quelques pas en direction des champs. A une vingtaine de mètres d'eux, une première capuche de ciré s'est relevée. Un porteur a posé sa hotte en criant quelques mots, vite emportés par le vent. Cinq, dix têtes ont alors émergé au-dessus des vignes. Les quatre hommes et la femme ont encore avancé quelques instants. Enfin, la voix enjouée de Michèle Descoubès a lancé, pour la troisième fois de la journée, le couplet introductif : « Bonjour, je suis contrôleur du travail, ces messieurs sont de la police et de la mutuelle sociale agricole. Nous allons juste vous poser quelques questions. Mais vous pouvez continuer de travailler. »

Il est 11 heures, ce vendredi 27 septembre. Depuis le matin, les différents services de contrôle du travail clandestin ont lancé une opération conjointe dans le vignoble de Saint-Emilion (Gironde). Avec le bâtiment, la restauration et la confection, l'agriculture est l'un des quatre secteurs les plus friands de travail au noir. Et les vendanges, la saison de toutes les tentations. Aussi, comme ils l'ont fait trois jours auparavant dans le Grave, comme ils s'approprient à le faire dans le Médoc ou le Blayais, trente agents parcourent, par groupe de cinq, les coteaux détrempés de Saint-Emilion. Au lever du jour, les différentes équipes se sont réparties le secteur. Philippe du Broca, directeur départemental du travail agricole, a donné les dernières consignes.

Les débuts se sont avérés difficiles. Dans la première propriété, la quarantaine de coupeurs, de porteurs et de chauffeurs, français ou marocains, étaient tous en règle. Tout juste Michèle Descoubès a-t-elle gagné quelques minutes de l'entrepreneur de travaux agricoles chargé par le propriétaire d'assurer les vendanges. « Vous êtes des emmerdeurs ! Vous nous empêchez de travailler et vous ne touchez pas à ceux qui trichent ! » Devant les policiers, l'homme a baissé de ton et donné le nom de trois collègues « qui ne déclarent rien ». Chou blanc encore dans le deuxième château, appartenant à une filiale de la Générale des eaux : il y a bien eu cet Ecosais au sourire édenté, « jardinier, bricoleur et artiste de mime », arrivé le matin même et pas encore enregistré. Mais, retenue par le marché, la secrétaire n'a eu aucun mal à convaincre la contrôleur que, « le vendredi, c'est comme ça », elle ne peut pas procéder aux déclarations avant midi.

Deux coups pour rien, donc. « Ou pour la prévention », a souri l'un des policiers en marchant vers la troisième propriété. Cette fois, il ne faut que quelques secondes aux fonctionnaires pour comprendre que la pêche sera meilleure. Une patronne un peu trop enjouée, un vendangeur particulièrement attentif à la couleur des raisins...

« Monsieur, votre nom ? », interroge Michèle Descoubès.

« Rien, je suis de la famille... Cousin germain... »

« Comment, rien ? Vous n'avez pas de nom ? »

« Non... enfin, si. Mais je suis expert-comptable. Je suis juste venu pour vingt-quatre heures. Je vais ouvrir un cabinet dans la région, et je vais avoir des clients vigneron. Alors, je voulais savoir comment ils travaillent. Vous savez, je suis cadre à la recherche d'emploi, j'ai d'autres préoccupations. »

La contrôleur enregistre le ton un rien méprisant de l'homme. Sourit. Puis appelle la propriétaire qui, avant la première question, jure déjà que « ce monsieur » est arrivé ce matin.

« Ce monsieur dit qu'il est de votre famille. »

« Euh... oui, c'est vrai. C'est le mari de la marraine de ma fille. Il n'est pas là pour travailler. »

« Alors, pourquoi il reste pas devant la télé ? Qu'est-ce qu'il fait avec un sécateur ? »

« Il donne un coup de main. Pour le plaisir. »

La contrôleur se retourne. Vêtements trempés, pieds enlignés dans la boue et lunettes couvertes de buée, l'homme tente de sourire. « Et ça vous plaît ? » Il n'a pas le temps de répondre. Michèle Descoubès poursuit. « Vous savez, je

n'aime pas qu'on me prenne pour une imbécille. Vous êtes son cousin et elle ne connaît pas l'orthographe de votre nom. Vous venez d'arriver mais vous avez déjà les mains noires. Je crois qu'on va s'arrêter là. » Avant de partir, les enquêteurs achèvent de relever les états civils. Des étudiants, un retraité, un chômeur non indemnisé et un autre qui ne touche « presque rien ». Une femme qui a travaillé toute sa vie « mais pas déclarée, alors aujourd'hui, elle n'a pas de retraite ». Et une autre, employée municipale en congés payés.

« Vous savez que c'est interdit, explique Michèle Descoubès. Quand on est salarié, on doit demander l'autorisation à son employeur pour exercer une seconde activité. Et quand on est fonctionnaire, ou apparenté, comme vous et moi, c'est totalement interdit. » La femme panique. Craint pour son emploi. « Et vous allez faire quoi ? » « Moi, rien, la rassure la contrôleur, mais vous, vous devriez arrêter. Si vous avez un accident, qui vous couvrira ? »

**D**ERRIÈRE elle, les policiers sourient. Trois jours plus tôt, ce sont des CRS, des pompiers, des gendarmes, qu'ils ont trouvés hotte sur le dos ou sécateur à la main. En congés payés ou en congés de maladie. « Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français. » Finie, en effet, l'époque pas si lointaine où chaque sortie dans les champs ou les vignes de la région pouvait ramener son lot de Marocains sans papiers. En 1992, l'inspection du travail a bien surpris un pépiniériste qui employait une vingtaine d'étrangers dépourvus de titre de séjour. L'année suivante, encore, cinquante Polonais en situation irrégulière ont coté 950 000 francs d'amende à un producteur de myrtilles. « Mais au

bois, il peut bien faire quelque chose en échange », soupire la propriétaire. C'est l'agent de la SNCF, qui arrondit ses fins de mois au noir et se sauve en courant à l'arrivée des contrôleurs : « Il passait voir sa femme qui travaille pour nous, il est resté quelques heures », assure le chef d'équipe.

Chaque fois, Michèle Descoubès se retire pour la palabre avec ses quatre collègues. Faut-il verbaliser ? Doit-on se satisfaire de la

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

« Les gens s'imaginent que le travail clandestin est accompli par des hordes d'étrangers en situation irrégulière. Mais l'écrasante majorité, ici, ce sont des Français »

grosse frayeur suscitée par le contrôle ? Et le patron était-il de bonne foi ? « En principe, la négligence suffit, soupire Michèle Descoubès. Si deux des trois conditions prévues par le code du travail manquent (déclaration préalable à l'embauche, registre du personnel, immatriculation à la mutuelle sociale agricole, NDLR), l'employeur est en infraction. Mais le parquet ne suit jamais. » Son supérieur hiérarchique, Philippe du Broca, est plus accusateur encore : « La justice, c'est le vrai maillon faible de la chaîne. On ne comprend pas les critères de poursuite du parquet. Les substituts chargés du travail changent tout le temps. Et ils sont tous débordés. Parfois, on a l'impression qu'un paquet entier de PV passe à la poubelle sans motif. »

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

ALORS, à tout hasard, les

vailler pendant ses vacances ! D'ailleurs, ça fait huit ans qu'il vient chaque année ! Le père, tête d'ours coiffée d'un chapeau militaire, refuse, lui, d'ouvrir la bouche. « Sa mère lui a dit de ne pas parler aux inconnus », lance une étudiante. L'homme s'approche de Michèle Descoubès en rouissant, hésite. « De la connérie ! », finit-il par lâcher.

« De la vraie connérie ! » Le propriétaire de l'exploitation déteste les fonctionnaires autant qu'il aime déguster son vin. Le teint pourpre, la voix pâteuse, il crache ses mots par saccades successives. Sa fille de six ans, qui entrain dans la pièce, un jeu vidéo dans les mains, en fait les frais. « Tu vois pas qu'on a assez d'en... de travail comme ça ! » Derrière lui, les policiers ne peuvent s'empêcher de rire. L'homme s'en prend à présent à Michèle Descoubès. « L'an prochain, quand j'aurai acheté une machine à vendanger, vous ne viendrez plus me faire... » Sa femme s'interpose. C'est elle qui tient les comptes, elle qui s'occupe de tout. « Très bien, madame. Vous avez la déclaration simplifiée ? », interroge la contrôleur.

« Nous avons gardé l'ancien système, s'excuse la petite femme. »

« Vous avez le droit. Le registre du personnel ? »

« Je ne l'ai pas encore rempli. »

« Les contrats de travail ? »

Le mari se jette sur le bureau, attrape une chemise cartonnée. « Ce sont ceux de l'an dernier. Regardez ! » Une fois encore, sa femme le repousse. « Ceux de cette année ne sont pas encore signés, confesse-t-elle. Mais vous pouvez regarder la déclaration préalable à l'embauche. »

Michèle Descoubès saisit les formulaires, vérifie qu'elle retrouve bien les noms relevés dans les vignes. « Il en manque deux, dit-elle tranquillement. Le père et le fils. » La femme rougit. « Le fils est arrivé il y a deux jours, on n'a pas eu le temps. Le père ne veut pas être déclaré, il est comme ça. » « Alors, vous ne le prenez pas », explique la fonctionnaire. « Mais c'est un bon vendangeur, ça fait des années que... » La femme s'arrête, prend conscience de son erreur, décomposée. Derrière elle, son mari a compris : « Faites votre travail ! » « Faites au mieux, soupire la femme. Femme d'agriculteur, ça n'est pas facile. »

Nathaniel Herzberg  
Dessin : Hélène Perdureau



# Mais qui a tué le plan Juppé ? Favoriser la fin des faims

par Richard Bouton

**L**a réforme présentée par le premier ministre le 15 novembre 1995 est sans doute le projet le plus ambitieux qui ait été élaboré au cours de ces trente dernières années pour réformer vraiment au fond notre Sécurité sociale et, par là même, notre système de santé.

Les deux péchés originels de notre système à la française, l'inadaptation de son financement et l'incohérence de son fonctionnement, allaient enfin être abordés de front. Et, puisque nous en étions à entreprendre des réformes dans un secteur resté anormalement figé depuis au moins deux décennies, rien ne nous interdisait d'être tout à coup intelligents et, pourquoi pas, modernes.

Furent donc rajoutés pêle-mêle : l'information à marche forcée des cabinets médicaux, la formation médicale continue obligatoire, le développement des médicaments génériques et la création d'agences régionales de l'hospitalisation censées réguler la pléthore et l'incohérence de notre parc hospitalier.

Compte tenu des aspects grandioses du projet, il n'était pas interdit non plus d'être gaullien et de l'accompagner de quelques vibrantes incantations pour un système d'assurance-maladie universel pour tous les Français.

Enfin, comme il fallait un mort, ce serait FO.

Succès garanti dès le lancement du film. Il est vrai que, de mémoire de parlementaire, on n'avait jamais vu un premier ministre ovationné sur le sujet de la Sécurité sociale. Tous ceux qui avaient pronostiqué l'annonce d'un 16<sup>e</sup> plan de « repli-trage » reconnaissaient volontiers leur erreur. Médias et spécialistes du secteur social étaient sous le charme. Même au sein de l'actuelle opposition, on percevait quelques murmures flatteurs.

Murmures flatteurs très vite réprimés cependant car la fureur du peuple français, qui, contrairement à son « être » médiatico-sociopolitique, n'appartient pas à la télévision.

## AU COURRIER DU MONDE

### « LIRE » GARDANNE

Comme il est instructif et surprenant, lorsque l'on est un des acteurs anonymes d'un événement – en l'occurrence un électeur dans une élection qui intéresse toute la France – de découvrir la « lecture » que font de cet événement ceux qui ont le pouvoir de paratexte comme des voix autorisées. Il est instructif de voir quels sont les mots employés par un certain nombre de témoins politiques et relayés par certains médias : on glisse de « duel entre le candidat communiste et le candidat du Front national » à « duel PC-FN », puis à « duel entre un candidat d'extrême droite et un candidat d'extrême gauche ». Le tour est joué en quelques mots apparemment objectifs, la situation est codifiée : il s'agit donc d'un duel entre deux extrémistes. Et l'on laisse entendre dans une moue entendue que notre démocratie est bien malade pour en arriver là. (...)

Duel entre deux extrémistes, dites-vous ? Façon habile de renvoyer dos à dos les candidats qui ont rassemblé le plus de suffrages. On connaît la chanson : les extrêmes se rejoignent. Donc, qu'on vote Roger Mei ou Damien Badier, le vote a même valeur morale... Voilà qui pourra lever les scrupules des électeurs qui, tentés par le vote Front national, auraient encore quelques hésitations. Après tout, puisque ça se vaut... Je pense qu'au FN on doit se régaler : engrangeons, engrangeons, ces braves gens, avec leurs mots, travaillent pour nous. (...)

Citoyen de Gardanne, et citoyen de la nation française (et je refuse qu'un parti raciste et que des nationalistes du fascisme s'approprient et dévoient le sens de ces termes), je ne veux à aucun prix être représenté à l'Assemblée nationale par un député d'extrême droite. J'ai voté et je voterai pour Roger Mei, non seulement parce qu'il n'y a pas d'autre choix pour un citoyen de la République, mais aussi parce que j'estime cet homme et que j'ai pu vérifier que ses actes sont conformes à ses engagements. Ah, au fait, faut-il le préciser : je ne suis pas au Parti communiste.

Daniel Beaume, Gardanne

ment pas du tout, cette réforme, grandissait. Que croyez-vous qu'Alain Juppé fit devant une telle pression populaire ? Il tint bon, et, là encore, les mêmes qui avaient pronostiqué cette fois une retraite en rase campagne furent les premiers à rendre hommage au premier ministre.

De l'imagination, de l'audace et, à présent, le courage d'affronter l'impopularité pour sauver la Sécurité sociale.

**Le principal adversaire d'une réforme de cette envergure, c'est le temps. Un an s'est déjà écoulé, et le plan Juppé est toujours à l'état de projet**

voilà des signes qui ne trompaient pas : Alain Juppé était bien l'homme d'une grande réforme.

Du côté des acteurs du système médico-social, les choses semblaient se présenter aussi sous les meilleurs auspices. Le patronat semblait décidé à reprendre toute sa place à la CNAM et à s'engager pleinement dans une politique de rationalisation du système de soins. Une nouvelle majorité de gestion se dessinait même avec la CFDT, la CGC et la Mutualité française.

Au niveau du syndicalisme médical, les médecins spécialistes de la vieille CSMF qui avaient géré le système depuis trente ans avec FO pour le meilleur et pour le pire tentaient bien dans un dernier sursaut corporatiste de voler au secours de leur allié et de préserver encore quelque temps les privilèges de certains d'entre eux, mais la très grande majorité des médecins libéraux restait sagement dans leur cabinet, sourds à ces appels.

Les médecins généralistes avaient bien perçu qu'un des axes principaux de cette réforme était justement de donner un peu plus de cohérence à ce système de santé et pour cela d'instaurer en France des filières de soins centrées sur le médecin généraliste. Rien de surprenant donc à ce que la Fédération française des médecins généralistes, MG France, leur principale organisation syndicale, se soit très tôt déclarée favorable à l'essentiel de ce projet dans lequel elle retrouvait bon nombre de ses propositions. Tout semblait donc prêt pour la mise en œuvre. Mais un an s'est déjà écoulé, et le plan Juppé est toujours à l'état de projet.

Il aura fallu dix ans à MG France pour patiemment convaincre un corps professionnel aux tendances naturellement conservatrices, et faire comprendre à une majorité de médecins libéraux que leurs intérêts professionnels n'étaient pas contradictoires – loin s'en faut – avec ceux d'un système de protection sociale solidaire ni avec ceux d'un système de santé moderne. Les médecins, au-delà de leur fonction sanitaire, ont un rôle social et politique, au sens le plus noble du terme, d'une importance capitale dans une société en crise. Il est responsable de les avoir abandonnés à de telles influences.

Il y a plus grave encore : cette réforme ne pourra pas rester inachevée sans risques graves pour la survie de la Sécurité sociale. Avec son plan de réforme, Alain Juppé a choisi la voie chirurgicale. L'indication opératoire était justifiée, après l'échec des traitements homéopathiques précédents. Ne pas terminer l'intervention reviendrait à condamner le patient. Mais n'est-ce pas finalement l'objectif recherché par certains ?

Certains l'ont bien compris, à commencer par les groupes de pression du secteur santé dont on avait, semble-t-il, sous-estimé l'influence et l'habileté. Le principal adversaire d'une réforme de cette envergure, c'est le temps. C'est justement ce que ces groupes de pression ont obtenu du gouvernement grâce à leurs relais parlementaires au sein de la majorité.

Le temps d'abord de marteler jour après jour leurs messages hos-

tilles, y compris celle d'un civil européen dont le cœur a « semble-t-il » cédé sous l'émotion.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux a renvoyé M. Papon devant la cour d'assises pour crimes contre l'humanité pour avoir participé à l'arrestation et au transfert vers le camp de Drancy de 1 690 juifs en 1942 et 1944. Il faut saluer cette récente décision.

Mais comment accepter, au nom de la mémoire de toutes les victimes, que ce fonctionnaire, promu ensuite à de hautes responsabilités publiques ne réponde jamais de ses méfaits d'octobre 1941 ?

Le devoir de mémoire n'a de sens que s'il s'inscrit dans une mémoire active et sert de support au combat actuel. Combattre l'oubli d'hier, c'est combattre le racisme d'aujourd'hui. Cette mémoire pétrifiée, mutilée, de la guerre d'Algérie, le non-dit et le refoulement autour de cette période révèlent une permanence des pulsions racistes de notre société. Cette amnésie collective est aussi un vecteur puissant du racisme anti-maghrébin, et plus particulièrement anti-algérien, actuel. Cette amnésie est venimeuse. Elle sert d'ingrédient à une extrême droite partisane et revancharde. Il suffit de voir comment le FN s'est servi de cette période pour récolter des voix dans le Midi. Elle donne aux nostalgiques du colonialisme des prétextes pour justifier ce qui s'est passé en Algérie. Elle blanchit et légitime les exactions des milices d'extrême droite de l'époque.

L'intégration suppose partage et compréhension. Partage de citoyenneté et partage de la mémoire. Compréhension mutuelle. Cela suppose, non l'occultation de la vérité, mais l'effort de tous, et de la société elle-même, vers la lucidité.

**Mouloud Aounit** est secrétaire général du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

taille à la réforme dans la presse médicale qu'ils financent largement et qui est adressée gratuitement aux médecins. Il leur fallait des mois pour préparer la révolte des médecins, et pour décourager les médecins généralistes. On les leur a donnés.

Des mois pour exalter et magnifier les syndicats médicaux les plus réactionnaires et pour les encourager au pire. Le temps ensuite de se rapprocher suffisamment des échéances électorales et pourquoi pas, d'attendre de prochains mouvements sociaux en espérant que ceux-ci soient cette fois les bons. Qu'il arrive, dans quel état va-t-on retrouver les médecins libéraux après une telle période de tergiversation du gouvernement et de désinformation de la presse médicale ?

Il aura fallu dix ans à MG France pour patiemment convaincre un corps professionnel aux tendances naturellement conservatrices, et faire comprendre à une majorité de médecins libéraux que leurs intérêts professionnels n'étaient pas contradictoires – loin s'en faut – avec ceux d'un système de protection sociale solidaire ni avec ceux d'un système de santé moderne. Les médecins, au-delà de leur fonction sanitaire, ont un rôle social et politique, au sens le plus noble du terme, d'une importance capitale dans une société en crise. Il est responsable de les avoir abandonnés à de telles influences.

Il y a plus grave encore : cette réforme ne pourra pas rester inachevée sans risques graves pour la survie de la Sécurité sociale. Avec son plan de réforme, Alain Juppé a choisi la voie chirurgicale. L'indication opératoire était justifiée, après l'échec des traitements homéopathiques précédents. Ne pas terminer l'intervention reviendrait à condamner le patient. Mais n'est-ce pas finalement l'objectif recherché par certains ?

**Le docteur Richard Bouton** est président de MG France.

par Philippe Vasseur

**A**u cours des dernières décennies, la sécurité alimentaire s'est améliorée. Depuis le début des années 80, la proportion des personnes souffrant de la faim a diminué : leur nombre est resté constant alors que, dans le même temps, la population de la planète est passée de 3,2 à 5,3 milliards d'habitants.

Les avancées considérables de la production mondiale ont donc permis une redistribution vers les consommateurs. Un exemple : les excédents des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de l'Union européenne ont permis aux pays en développement de multiplier par cinq en vingt ans les importations de céréales.

Mais, à l'évidence, la situation alimentaire du monde n'est ni satisfaisante ni rassurante. Elle n'est pas satisfaisante parce que la faim accable encore 800 millions d'êtres humains. Elle n'est pas rassurante parce que l'avenir risque d'être plus grave encore que le présent.

Au début de l'année 1996, les stocks mondiaux de céréales sont tombés aux niveaux les plus bas depuis la dernière guerre, largement au-dessous du seuil jugé indispensable par la FAO pour assurer la sécurité alimentaire du globe. Les prix ont alors battu tous les records sur le marché international et la facture a augmenté de façon vertigineuse pour les pays importateurs disposant de faibles revenus. Les accidents climatiques et les politiques restrictives menées par de grands pays producteurs au nom de la « maîtrise de l'offre » sont les causes principales de ce déséquilibre.

Mais le constat d'aujourd'hui conduit à poser bien plus de questions encore pour demain. La planète pourra-t-elle nourrir dans quinze ans une population qui passera de 5,3 à 7 milliards d'habitants ? Ce n'est pas seulement affaire de nombre, mais aussi de modification des habitudes de consommation. Dans les pays nouvellement industrialisés (ou dans ceux dits « en transition »), l'essor de l'élevage accroît les besoins en céréales ; au total, il en faudrait 2,4 milliards de tonnes en 2010, selon certains experts.

Les prévisions indiquent que l'hectare de terre arable qui alimentait deux personnes en 1950 en nourrit trois aujourd'hui et devra assurer la subsistance de cinq avant 2030. Or l'eau agricole se fait de plus en plus rare et 1 million d'hectares de terres cultivables disparaissent chaque année pour des causes naturelles ou humaines, telles l'érosion ou l'urbanisation incontrôlée.

Après une période de progrès relatif, la crainte d'une aggravation prochaine de la faim dans le monde n'est donc pas sans fondement. Il appartient à la communauté internationale de rassurer les peuples angoissés en affirmant sa volonté de garantir la sécurité alimentaire.

L'Europe, grande puissance agricole, peut-elle se désintéresser de ce formidable défi ? Peut-elle oublier que le droit fondamental de chaque être humain à bénéficier d'une alimentation saine et suffisante est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ?

Dans l'élaboration de sa politique agricole, l'Union européenne doit impérativement prendre en compte ses responsabilités à l'égard des pays en développement et de la sécurité alimentaire du monde. Le fait-elle vraiment à la hauteur de ses capacités ?

Si elle choisissait de se replier sur elle-même en ne se souciant que de l'équilibre du marché communautaire, l'Europe commettrait une quadruple erreur : morale, politique, économique et stratégique. Elle perdrait son âme en oubliant le devoir de solidarité qui est au cœur de notre culture. Elle se renierait en contribuant à accentuer les difficultés des pays en développement pour leur approvisionnement alimentaire.

L'Histoire nous enseigne que les déséquilibres économiques et la faim conduisent toujours à des crises compromettant la paix. Les pays en développement ne pourront couvrir leurs besoins par la seule croissance de leur production. Le marché mondial va

connaître une expansion à la mesure de la croissance démographique. Pour y tenir sa place, l'Europe dispose de terres arables qui sont parmi les plus fertiles, et même des meilleures terres à blé du globe. Enfin, la capacité de nourrir le monde conférerait un pouvoir d'influence exorbitant à celui qui l'exercerait sans partage.

L'intérêt et l'équilibre du monde impliquent une pluralité d'exportateurs parmi lesquels l'Europe doit figurer au premier rang. Cela ne signifie nullement que l'Europe doive se substituer aux gouvernements des pays en développement dans la recherche de leur sécurité alimentaire. Au contraire, notre premier devoir est de favoriser les productions locales, donc de faire profiter les régions du monde qui en ont besoin de notre expérience du développement.

**Pour être aux avant-postes de la sécurité alimentaire, l'Union européenne doit se donner les moyens de produire librement. Cela ne nécessite pas de s'appuyer sur des aides publiques massives**

L'Europe doit peser sur les négociations internationales pour que les intérêts des agriculteurs défavorisés soient mieux pris en compte. La libéralisation débridée du commerce mondial pourrait être ravageuse pour les producteurs des pays en développement. Ceux-ci ne peuvent pas être sacrifiés sur l'autel de la concurrence. Leur agriculture devra être protégée longtemps encore pour s'épanouir.

Hier, la mise en place de accords de Lomé répondait déjà à cette exigence : ouvrir nos marchés aux produits agricoles des pays en développement pour leur offrir des débouchés rémunérateurs, sans déstabiliser les marchés locaux. Aujourd'hui, l'Europe doit veiller à préserver cet acquis. Demain, en 1999, lorsque de nouvelles négociations s'engageront sur le commerce mondial des produits agricoles, ayons l'humilité et la générosité de ne pas oublier les pays les plus pauvres. Luttons, là aussi, contre l'exclusion. Tous ces efforts ne dispenseront pas les pays en développement d'avoir, plus encore, recours au marché mondial dans les années à venir, au cours desquelles la demande va exploser.

Les importations céréalières de ces pays devraient être multipliées par deux d'ici 2010 et par cinq d'ici 2025. Seules quelques régions pourront répondre à cet accroissement de la demande : l'Amérique du Nord, l'Australie, les pays de l'ex-bloc soviétique et l'Europe.

Pour contribuer à la régularité des approvisionnements mondiaux, pour être aux avant-postes de la sécurité alimentaire, l'Union européenne doit se donner les moyens de produire librement et cela ne nécessite pas obligatoirement de s'appuyer sur des aides publiques massives. L'Union européenne est-elle décidée à jouer ce rôle ?

Elle a tous les atouts pour être l'un des grands acteurs de l'alimentation mondiale. Elle doit en faire le choix en prenant en compte non seulement l'équilibre de son marché intérieur, mais encore l'urgence de combattre la faim partout sur la planète.

Il lui faut, pour cela, abandonner d'urgence la tentation européenne du repli sur soi que ne comprennent pas les peuples des pays en développement et que nous avons, nous-mêmes, de plus en plus de mal à comprendre.

**Philippe Vasseur** est ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

## 17 octobre 1961 par Mouloud Aounit

**I**l y a trente-cinq ans, le jeudi 17 octobre 1961, s'écrivait dans Paris l'une des pages les plus sombres de notre Histoire. Vers 20 heures, plusieurs cortèges de manifestants algériens, venant de la couronne parisienne, défilent pacifiquement dans Paris, bravant le couvre-feu discriminatoire que leur a imposé le préfet de police de l'époque, Maurice Papon. A 20 h 15, la police charge, tire sur la foule, embarque des manifestants.

Toute la nuit, la traque se poursuit, terrible, sanglante. Des Algériens seront ligotés, d'autres seront matraqués, humiliés dans les commissariats. Du pont Saint-Michel, des dizaines d'Algériens seront jetés dans les eaux glacées de la Seine. Dans la cour de la préfecture, on dénombrera plusieurs dizaines de victimes. Ce 17 octobre 1961, les Parisiens ont pu assister, dans une certaine indifférence, à ce qu'il faut bien appeler une « razzia ». Plus de 200 Algériens seront tués, des centaines blessés, 11 528 « rafés » et parqués pendant plusieurs jours à la porte de Versailles, ou au stade Pierre-de-Coubertin.

Bien que quelques ouvrages aient été écrits, trente-cinq ans après, cette journée demeure absente de notre mémoire nationale. Le traitement de ce sujet dans les manuels d'histoire est éclairant, pour qui veut se convaincre, s'il en est besoin, d'un véritable escamotage de notre conscience collective. Pour les collèges (programme de troisième), aucun ouvrage ne fait mention de ce massacre au sein des courtes pages consacrées à la décolonisation. Pour les lycées (programme de terminale), seuls les éditeurs Belin et Nathan signalent les manifestations des 17 et 18 octobre. Nulle part il n'est fait mention de la répression. Par contre, et heureusement, la manifestation du 8 février 1962 est souvent relatée avec les huit martyrs de Charonne.

Un autre élément concourt à cette amnésie collective : l'inaccessibilité des archives. Le service de

**Certes il y a eu amnistie, mais comment ne pas éprouver un fort sentiment d'injustice devant l'impunité dont jouit Maurice Papon ?**

Parce que, trente-cinq ans après, ces événements sont un enjeu de justice, de combat contre le racisme et d'intégration, une mobilisation s'impose. Certes, il y a eu amnistie. Comment ne pas éprouver légitimement un fort sentiment d'injustice devant l'impunité dont jouit Maurice Papon, au regard de la définition des crimes contre l'humanité dans le droit français ? L'ancien préfet de police assume, couvre et déforme. Son commentaire sur le bilan officiel des événements est éloquent : « Certes nous aurons souffert de mille manières durant ces quelques heures. On a frisé la submersion. On a évité le désastre. Force est restée à la loi au prix final de trois morts in-



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Allou, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Gérard Vial  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Porcino, Jean-Pierre Lhomme, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Gervais, Laurent Gervais, Michel Lhomme, Bernard Le Goff, Olivier Lhomme, Olivier Royer  
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier  
Directeur éditorial : Eric Fataut, directeur délégué : Anne Chassagnon  
Conseiller de la direction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Verret  
Médiateur : André Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Joffe, président ; Gérard Cornu, vice-président  
Anciens directeurs : Robert Bouteiller (1964-1969), Jacques Tassot (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »  
Associations : Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Mon Presse, Le Monde Prévoyance  
SIREN 520 001 27 44, RUE CLAUDE-BERNARD - 75001 PARIS CEDEX 01  
Tél. : (1) 42 72 30 30. Télécopieur : (1) 42 72 30 31. Telex : 300 626 F

## Les apprentis sorciers d'Afghanistan

Suite de la première page

Cette configuration n'a pas seulement facilité la résistance aux tentatives de mainmise étrangère. Elle a entraîné un morcellement ethnique et linguistique bien pire que celui de l'ex-Yougoslavie, les particularismes l'emportant largement, chez la plupart des habitants, sur la notion d'identité nationale.

Objet des sollicitudes appuyées de Lénine au moment où son régime prétendait suivre l'exemple d'Atatürk, l'Afghanistan bénéficiait au début de la guerre froide de l'aide tant des États-Unis que de l'URSS, entre lesquels il s'efforçait de tenir la balance égale. Il était dominé par l'ethnie pashtoune, bien que celle-ci soit loin d'être majoritaire, et plus spécifiquement par la tribu des Dourranis, à laquelle appartenait notamment le prince Daoud, premier ministre « moderniste » à partir de 1953. Les Pashtouns supportant difficilement d'être séparés de leurs frères, très nombreux dans le nord-ouest du Pakistan, c'est tout naturellement que l'entrée de ce dernier dans le système d'alliances des États-Unis conduisit Kaboul à se rapprocher de Moscou, qui déclara, par la bouche de Khrouchchev, « comprendre sa position » sur le problème pashtoun.

Une fois de plus, les Afghans auront montré, malgré les incessantes rivalités de leurs ethnies et de leurs chefs de guerre, leur refus de se soumettre

En 1963, le roi Zahir, inquiet du rôle grandissant de l'URSS dans ses affaires, sacrifie son premier ministre à une tentative, d'ailleurs vaine, de rapprochement avec Washington, qui a d'autres soucis en tête. Ainsi placé en position de recours, Daoud dépose le souverain, dix ans plus tard, au moment d'une terrible famine, et se proclame président de la République avec l'appui d'officiers formés en URSS et de la fraction électorale du Parti communiste, le Parcham (Drapeau), dirigée par un membre de sa propre tribu, Babrak Karmal, lui-même fils de général. Constatant en 1978 que les communistes étaient en train de noyauter l'administration et l'armée, il se tourne vers le Pakistan et l'Iran et limoge ses ministres du Parcham.

Ce faisant, il signe sa perte : le Parcham se réconcilie avec ses frères ennemis du Khalq, dont les dirigeants, Taraki et Hafizullah Amin, appartiennent à la tribu pashtoune des Chilizais, depuis toujours rivale malheureuse des Dourranis. Les bâtiments publics sont pris d'assaut, Daoud abattu, et une « République démocratique » proclamée, dont Taraki est le premier président. Ce scénario n'est pas sans rappeler celui du coup de Prague de 1948, qui a vu les communistes s'emparer du pouvoir, auquel ils n'étaient alors qu'associés, pour prévenir une défaite électorale jugée inévitable.

Ce n'est pas à ce précédent que se réfèrent les nouveaux maîtres de Kaboul : ils ne prétendent à

rien de moins que répéter, avec leur « révolution d'avril », la « révolution d'octobre » de 1917. Partage des terres, adoption du drapeau rouge et de l'internationalisme comme hymne... national, enseignement obligatoire, y compris pour les filles, lutte contre la religion, ils n'ont de cesse de boicoter à toute vapeur ce pays, sans prendre apparemment garde qu'il était musulman à 99 %. Résultat : une insurrection généralisée qui s'empare notamment de Herat, deuxième ville de la République. L'aviation soviétique a beau multiplier les raids, ce n'est pas assez pour écraser la rébellion, et Taraki, en mars 1979, sollicite de ses protecteurs une action au sol. « Nos ennemis n'attendent que cela », lui répond sèchement Kossyguine, alors chef du gouvernement, pour envoyer dans le pays des bandes armées. Par la suite, Taraki s'entendra conseiller par Moscou de mettre beaucoup d'eau dans son vin rouge et de se séparer d'Hafizullah Amin, « le Pol Pot afghan », artisan d'une répression particulièrement brutale.

Ce dernier, averti de la menace, averti par ses agents de Kaboul du risque d'une victoire des islamistes, le Kremlin décrète l'invasion, et Amin est abattu à son tour. Babrak Karmal, rappelé d'exil pour être installé au pouvoir, multiplie les gestes d'apaisement. Brejnev ne doute pas alors que la rébellion s'éteindra rapidement. En réalité, comme les Chinois le diront aussitôt, il s'est fourré dans un guépier : lorsque l'URSS s'en retire, dix ans plus tard, à l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev, elle est déjà blessée à mort. Une fois de plus, les Afghans auront montré, malgré les incessantes rivalités de leurs ethnies et de leurs chefs de guerre, leur refus de se soumettre.

Les États-Unis, Ronald Reagan en tête, le Pakistan, l'Arabie saoudite, l'Égypte les y auront beaucoup aidés, quitte à jouer eux aussi, en l'occurrence, les apprentis sorciers. Le leader fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, que les Américains ont copieusement armé et financé, est devenu l'un de leurs pires adversaires, et ils le soupçonnent d'avoir trempé dans le spectaculaire attentat de 1993 au World Trade Center de New York. Nombre d'« afghans » — entendez par là des Arabes qui ont fait le coup de feu aux côtés des « moudjahidins » contre les « Chouravi » (les Russes) — participent actuellement non seulement à la guerre qui ensangante la République ex-soviétique du Tadjikistan, mais aux actions terroristes en Algérie. On en a même vu apparemment en Bosnie, et certains ont tendance à leur imputer la responsabilité des attentats antiaméricains de la péninsule arabique. Moyennant quoi les États-Unis, tout à leur lutte contre l'islamisme chiite de Téhéran, ont cru un moment malin de soutenir ces talibans, fondamentalistes sunnites, Pashtouns dans leur grande majorité, dont l'obscurantisme a réussi à faire s'entendre contre eux ces ennemis acharnés qu'ont longtemps été l'ex-communiste ouzbek Rachid Dostom et le Tadjik Ahmed Shah Massoud, héros légendaire de la résistance à l'envahisseur soviétique.

Tout cela sans doute au nom de cette mission, dont beaucoup d'Américains se croient investis, de rendre le monde « sûr » comme le disait en 1917 leur président Wilson — pour la démocratie ». Les apprentis sorciers de l'Est et de l'Ouest auront évidemment bien travaillé, sur fond de trafic d'armes et de drogue, à boucler, du plus rouge au plus vert, la boucle, aussi absurde qu'inhumaine, de l'intégrisme.

André Fontaine

## Le Monde

EDITORIAL

## Une privatisation opaque

APRÈS avoir, il y a quelques mois, ordonné la fusion de l'Aérospatiale et de Dassault, Jacques Chirac a donc décidé d'attribuer le groupe public d'électronique Thomson au groupe privé Lagardère. Thomson bénéficiera auparavant d'une recapitalisation de 11 milliards de francs de la part de l'État. Le président de la République peut être crédité d'avoir ainsi, enfin, engagé l'indispensable restructuration des industries françaises de l'armement. La manière dont il a arrêté ce choix, seul depuis son bureau de l'Élysée, crée néanmoins un certain malaise. C'est la première fois qu'en France une privatisation aussi considérable se déroule dans de telles conditions d'opacité.

Depuis la fin des années 80, tous les grands pays développés ont été le théâtre d'une profonde restructuration de leurs industries militaires. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, la fin de la guerre froide, la réduction des crédits de l'armée et les progrès de la technologie ont conduit à une rationalisation des outils industriels et à des rapprochements d'entreprises. La France a pris dans ce domaine un grand retard. Après

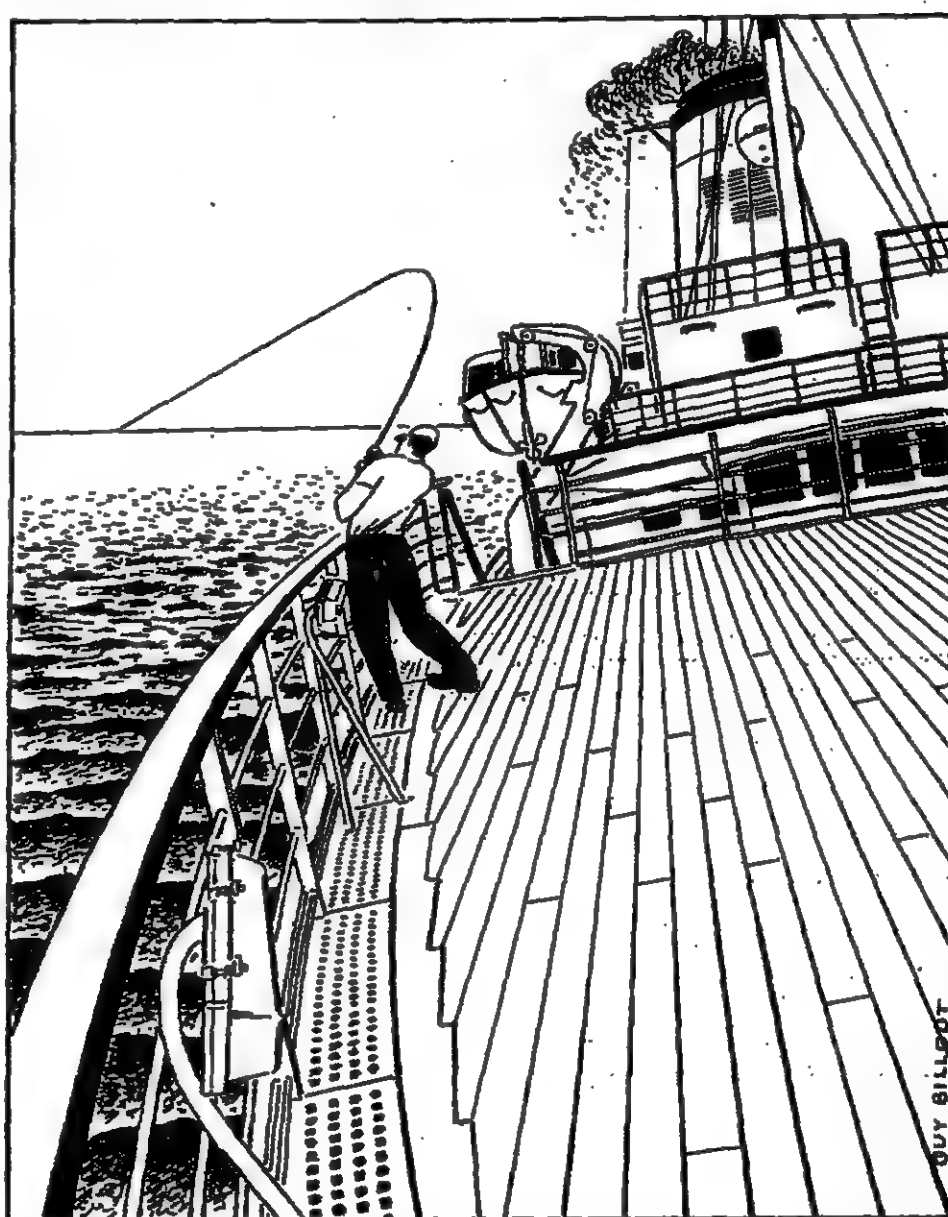
l'immobilisme des dernières années Mitterrand, la détermination constante de Jacques Chirac depuis son arrivée à l'Élysée s'inscrit dans ce cadre.

Avant décidé de privatiser Thomson, à un moment où le groupe reste dans une posture financière délicate, le président avait alors un choix pour le moins difficile. Les deux prétendants — Alcatel Alsthom et Lagardère — avaient certes chacun des atouts à faire prévaloir. Mais ils avaient aussi, l'un et l'autre, de lourds handicaps. Le premier sort à peine la tête de l'eau, après avoir accusé 25 milliards de francs de pertes l'an dernier. Le second est un groupe d'allure fortement patrimoniale, et a frôlé la faillite il y a cinq ans, après la déconfiture de La Cinq. Des deux offres finalement déposées,

il en avait-il une qui fût réellement satisfaisante ? La procédure de gré à gré utilisée pour la vente de cet actif d'État est, elle aussi, source d'interrogations. S'il y a bien eu appel d'offres et dépôt de candidatures, les administrations concernées — ministères de l'Industrie, de la Défense et de l'Économie — n'ont pas joué leur rôle habituel dans le traitement du dossier. Et il a été admis que le gouvernement rende d'abord publique sa « préférence » entre les deux candidats, avant même de transmettre les éléments à la commission de privatisation. Celle-ci aura un mois pour valider ou non le choix gouvernemental.

On voit mal que cette commission puisse aller à l'encontre d'une décision dont le président de la République a fait son affaire, même si la stratégie industrielle qui la sous-tend n'apparaît pas clairement. Et cela d'autant plus que les jours, voire les heures, précédant l'annonce de ce choix ont donné lieu à un conflit particulièrement vif. Dans ces conditions, il ne sera pas surprenant que la décision prise fasse naître, dans une partie de l'opinion, une certaine suspicion. Il faut espérer que jamais un juge d'instruction n'aura, dans l'avenir, à y revenir.

## Le passage de la ligne par Guy Billout



## Les élus locaux face à la « fracture civique »

DE DIMANCHE en dimanche, comme au premier tour de la législative de Gardanne, le 13 octobre, les élections partielles confirment l'ancrage du Front national dans le paysage électoral. Cet ancrage s'accompagne désormais, sur le « terrain », d'une progression diffuse, sinon du lénisme, au moins des comportements qui lui ouvrent la voie. C'est du moins ce qu'observent les élus locaux, les mieux placés pour observer l'évolution du « pays réel », qui font désormais les mêmes cauchemars que les parlementaires et les dirigeants des partis : les uns et les autres ont parfois la vision d'un Jean-Marie Le Pen qui n'en finit pas d'acquiescer son influence sur la vie politique, dans les communes aussi bien qu'à l'échelon national.

Est-ce la déception ressentie par l'électorat, un an et demi après l'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée, qui avait fait du rétablissement de ce lien l'un des pivots de sa campagne ? En tout cas, les élus locaux, notamment les maires, qui se définissent eux-mêmes comme les « derniers remparts » de la cohésion politique du pays, s'inquiètent aujourd'hui de la déliquescence de plus en plus prononcée de la relation entre les citoyens et l'ensemble de ceux qui

sont censés les représenter. Même dans les communes, élus et citoyens ont désormais tendance à vivre en circuit fermé, chacun de son côté. Autrement dit, la rupture du lien de confiance entre la sphère politique et l'électorat n'est plus seulement ressentie à l'échelon national : en caricaturant à peine, la vie politique locale commencerait à sembler au citoyen ordinaire aussi éloignée de ses préoccupations quotidiennes que nombre d'affrontements partisans au niveau national.

### EN D'ALAIN

À l'occasion des élections municipales de juin 1995, qui suivaient de quelques semaines l'échec présidentiel, Jean-Paul Delevoye, président (RPR) de la puissante Association des maires de France, proche de Jacques Chirac et ancien opposant au traité de Maastricht, avait lancé un premier cri d'alarme, en affirmant que la « fracture sociale » était sur le point de déboucher sur une « fracture civique ». Aujourd'hui, M. Delevoye, interlocuteur privilégié des édiles municipaux, confirme son diagnostic précoce, au point que le « ras-le-bol » de certains maires sortants, qui s'était manifesté dans les mois précédant les élections de 1995,

gagne déjà, à peine un peu plus d'un an après, des maires nouveaux ou réélus.

L'inquiétude du président de l'AMF est telle qu'il s'apprête à sonner le tocsin au congrès de son association, à Paris en novembre : il est urgent que les élus parviennent à recréer ce que Jean-Paul Delevoye appelle un « lien émotionnel », qui n'existe plus guère, avec leurs administrés. La nature ayant horreur du vide, et le peuple ayant besoin qu'un tel lien existe avec ses élites, ce manque pourrait être comblé — est déjà en passe de l'être localement — par le seul parti apte aujourd'hui à créer ou recréer un tel lien : le Front national et surtout son président Jean-Marie Le Pen.

Certes, les élus locaux, dont la formation est souvent insuffisante face aux pouvoirs, notamment financiers, que leur a donnés la décentralisation, portent une part de responsabilité dans le repliement des citoyens sur leur sphère privée : ceux-ci n'ont-ils pas sous les yeux des exemples d'esprit de clocher, d'incompétence ou de corruption, voire, tout simplement, de complaisance vis-à-vis du lénisme, notamment dans le sud du pays ? Malgré tout, l'inquiétude suscitée dans leurs rangs par la poussée léniste est d'autant

plus significative qu'ils sont souvent les premiers à percevoir des phénomènes, des évolutions de l'électorat qui se développent plus tard.

Les élus locaux les plus conscients du péril tentent aujourd'hui, à leur manière, de réinventer la démocratie, de renouer les fils du dialogue avec la population. Le constat tiré, par exemple, par le président du conseil général de la Nièvre, Bernard Bardin (PS), est lourd de signification : à écouter cet élu, également maire de Clamecy, un projet local ne peut désormais être lancé avec des chances de réussite que si les gens se sentent directement intéressés. Ironie de la politique, le socialiste nierrais constate que la vie locale dans la « France profonde » de la Nièvre est désormais soumise aux mêmes impératifs que la mise en œuvre de projets de développement dans les pays du tiers-monde : la condition de réussite d'une initiative économique, sociale ou culturelle est que la population joue un rôle central dans sa genèse et que l'initiative en question ne semble pas être la « propriété » des élus. Comme si l'humilité était devenue une condition de survie de la démocratie.

Jean-Louis Andreani



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 17 OCTOBRE 1995

**TRANSPORT AÉRIEN** La compagnie aérienne française Air France devait annoncer, mercredi 16 octobre, la signature d'un double accord stratégique avec les améri-

cains Delta Airlines et Continental Airlines. LES DEUX COMPAGNIES AMÉRICAINES s'installent au terminal 2 de l'aéroport Charles de Gaulle, plateforme de correspon-

dance du groupe Air France. Les deux alliances vont déboucher sur le partage des numéros de vol, la mise en commun et la réciproque des programmes de fidélisation, des opé-

tions commerciales et du marketing. AIR FRANCE, qui s'allie sur la stratégie d'alliance transatlantique adoptée par les principales compa-

gnies européennes, devrait être en mesure d'offrir à ses clients, dès l'été 1997, un accès considérablement amélioré sur l'ensemble du territoire américain en s'associant avec deux réseaux complémentaires.

# Air France s'allie avec Delta Airlines et Continental Airlines

La compagnie aérienne française devait annoncer, mercredi 16 octobre, la signature d'un double accord stratégique avec les numéros trois et numéro cinq américains. Les autorités des deux pays devront donner leur agrément

AIR FRANCE a enfin scellé l'alliance transatlantique qu'elle recherchait depuis plusieurs années. Selon nos informations, la compagnie aérienne nationale devait annoncer, dans la journée de mercredi 16 octobre, la signature de deux accords de partenariat avec Delta Airlines, numéro trois américain et Continental Airlines, numéro cinq.

Le champ d'application de ces deux alliances sera particulièrement étendu. Elles porteront sur le partage des numéros de vol (code sharing), la mise en commun des programmes de fidélisation,

des opérations commerciales et du marketing. Elles comprendront un accord réciproque de quote-part préférentiel sur les avions des partenaires. En outre, les deux compagnies américaines s'installent au terminal 2 de l'aéroport Charles-de-Gaulle, plateforme de correspondance (« hub ») du groupe Air France. Les partenaires vont se fournir une assistance aéroportuaire mutuelle.

Air France devrait être en mesure d'offrir à ses clients, dès l'été 1997, un accès considérablement amélioré sur l'ensemble du territoire américain en s'associant avec

deux réseaux complémentaires. Delta Airlines est particulièrement bien implanté entre New-York et Houston et sur la côte ouest des États-Unis, entre San Francisco et Los Angeles. Sur l'Atlantique nord, Delta Airlines a suppléant le numéro un américain American Airlines depuis le rachat, en 1992, des routes de PanAm.

**APPORT DE CLIENTÈLE** Le réseau de Continental Airlines est, lui, particulièrement dense entre New-York et Détroit et entre Houston et Phoenix. Contrairement à Delta, Continental est très présente au Mexique et sur toute l'Amérique latine, avec 29 points desservis et 280 fré-

quences hebdomadaires, et sur le Canada. Air France avait signé, début juin, un accord de coopération avec Japan Airlines portant sur la coordination des vols, l'association des programmes de fidélisation et l'assistance aéroportuaire.

De leur côté, les Américains disposent d'une porte d'accès améliorée en France, l'un des tout premiers marchés touristiques au monde et le premier marché domestique en Europe.

Les clients de Delta et de Continental profiteront du réseau international d'Air France, avec notamment de nombreuses dessertes vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Cet apport de clientèle devrait être



## Le poids des trois sociétés

Le groupe Air France dessert 196 escales dans le monde avec 1 000 vols par jour. En 1995, il a transporté plus de 31 millions de passagers et 700 000 tonnes de fret.

Le groupe Air France emploie 55 600 salariés et a réalisé environ 52,9 milliards de francs de chiffre d'affaires sur l'exercice 1995-1996, avec une flotte de 205 appareils.

Delta Airlines a transporté 91 millions de passagers en 1995. Le réseau de partenaires

de Delta (Swissair, Sabena, Austrian et Singapore Airlines) réalise 5 000 vols par jour vers 300 destinations dans 39 pays. Delta Airlines emploie 59 700 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 12,2 milliards de dollars (plus de 63 milliards de francs) avec 531 appareils.

Continental Airlines propose 2 000 vols par jour vers 136 destinations aux États-Unis et 56 destinations dans le monde.

Continental Airlines emploie 33 400 salariés et a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 5,8 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) avec 297 appareils.

## Regional Airlines fait son entrée au second marché

NANTES

Lois des tourbillons qui agitent le transport aérien français, la compagnie nantaise Regional Airlines affiche une étonnante sérénité et fait son entrée en Bourse.

Quand Air France, TAT, AOM ou Air Liberté se livrent une guerre de prix sans merci entre Paris et la province, Regional Airlines multiplie les liaisons directes entre les principaux aéroports régionaux français et les capitales européennes, et développe ses plates-formes de correspondances de Clermont-Ferrand ou du Havre pour offrir les mêmes services aux aéroports de moindre importance. « C'est l'Europe sans passer par Paris », résume son PDG, Jean-Paul Dubreuil.

Pas question non plus de s'éloigner du marché des hommes d'affaires, prêts à payer le prix fort pour peu qu'on leur propose des allers et retours dans la journée, à des heures adaptées. Grâce à quoi le prix moyen du billet de Regional Airlines (1 150 francs en 1995) échappe à la spirale qui lamène les comptes des autres compagnies. Quant à son point mort, il exige un coefficient de remplissage de

47 % seulement. Regional Airlines introduit, le 17 octobre, 11 % de son capital sur le second marché afin de lever au moins 30 millions de francs de fonds propres.

La petite compagnie espère aussi trouver dans cette opération une notoriété à la hauteur de sa progression : 451 millions de francs de chiffre d'affaires et 8 millions de bénéfices net l'an dernier, 569 millions de chiffre d'affaires et 20 millions de bénéfices net prévus en 1996.

« NOUS VENONS DE L'ÉPICERIE »

La reprise, en cours de négociation, de l'activité turbo-propulseurs de Deutsche BA, la filiale allemande de British Airways, tombe à pic. Avec des avions identiques aux siens (Saab 2000 et 340) et des coûts qui devraient être réduits par le rapatriement de la maintenance en France, Regional Airlines accèderait à 160 000 passagers supplémentaires, représentant 200 millions de francs d'activités nouvelles. Ce qui lui permettrait d'atteindre 900 millions de francs de chiffre d'affaires en 1997.

« Le prix de la transaction est très raisonnable », note Jean-Paul Dubreuil, qui s'y

connaît en additions. « Nous venons de l'épicerie, c'est un excellent métier pour apprendre à compter et apporter le service demandé », sourit-il.

Regional est une filiale du groupe familial Dubreuil, spécialisé dans la distribution, qui réalisera 1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires cette année. Sera-t-elle un jour, comme d'autres, le cheval de Troie d'une grande compagnie étrangère ? « On y perdrait la souplesse et l'économie de gestion qui font notre force. Chez nous, on se réunit une fois par semaine et l'on décide de tout », raconte son PDG.

Quand Air Inter a récemment annoncé son abandon de la liaison Nantes-Orly, Jean-Paul Dubreuil a refusé le dossier, se moquant bien de voir British Airways succéder, via TAT, à la compagnie française sur l'aéroport où il a ancré son siège social : « La guerre des prix, ce n'est pas notre métier. Nous avons bien fait de ne pas y aller. Depuis, nous avons trouvé une opportunité de développement en Allemagne correspondant exactement à notre stratégie. »

Adrien Favreau

national, Air Canada, SAS, Varig et South African Airways.

Un deuxième pôle s'est récemment constitué autour de l'américain Delta, avec les européens Swissair, Sabena et Austrian, et l'asiatique Singapore Airlines. Ce

réseau d'alliances devrait subsister après l'alliance entre Air France et Delta. Northwest et le néerlandais KLM forment la troisième alliance. Elle a été récemment fragilisée par des mésententes entre les deux partenaires.

L'alliance stratégique, annoncée le 11 juin, entre British Airways, le numéro un européen, déjà allié à USAir, et American Airlines va donner naissance à un géant des airs.

Ce rapprochement des deux numéros un européen et américain, qui disposent, pour faire prospérer leur alliance, du plus gros marché transatlantique (12 millions de passagers entre les États-Unis et la Grande-Bretagne), a suscité une levée de boucliers de part et d'autre de l'Atlantique. La compagnie britannique Virgin Atlantic et l'américaine USAir, pourtant détenue par British Airways à hauteur de 24,6 %, ont intenté des procès auprès de la justice américaine.

PARCOURS DU COMBATANT

L'accord entre British Airways et American doit encore recevoir l'agrément des autorités britanniques et américaines. Les Américains réclament, en échange d'une dérogation à la législation sur les ententes, un accord « ciel ouvert » entre le Royaume-Uni et les États-Unis, qui permettrait à l'ensemble des compagnies américaines d'at-

terrir sans restriction et de redécoller vers un pays tiers (Le Monde du 28 août).

L'accord entre Air France, Delta et Continental devra probablement suivre le même parcours du combattant. Aucun accord sérieux ne lie, depuis 1993, la France et les États-Unis. Les autorités réglementaires des deux pays donnent leur accord réciproque deux fois par an sur les programmes de vol des compagnies aériennes. Fin mars, ces négociations avaient donné lieu à des conversations houleuses entre les deux gouvernements.

Interrogé par Le Monde, le ministre des transports refusait de confirmer le projet d'alliances, mais se félicitait que « le groupe Air France soit susceptible d'intéresser deux des principales compagnies américaines, preuve du redressement du groupe ». Les autorités françaises devraient accepter de reconsidérer, pour les prochaines campagnes, les créneaux d'atterrissage de Delta et de Continental.

Les autorités américaines ne devaient pas manquer d'utiliser les demandes françaises pour exiger une libéralisation plus large, au nom du libre-échange et de la conquête du ciel européen. Le gouvernement français faisait valoir de son côté, mercredi matin, « le potentiel de développement du ciel français, avec le projet de troisième aéroport, contrairement à la saturation des aéroports londoniens », sans compter la possible construction de deux pistes nouvelles à Roissy.

Christophe Jakubyszyn

## La loi Robien sur la réduction du temps de travail entre en vigueur

LE MINISTÈRE du travail et des affaires sociales s'approprie à publier la circulaire d'application relative à la loi Robien sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Deux mois après la publication des décrets d'application (Journal officiel du 15 août), cette loi va donc entrer en vigueur.

Le premier chapitre porte sur le volet offensif de la loi. Celui-ci permet à une entreprise qui réduit de 10 % ou 15 % le temps de travail et augmente ses effectifs dans les mêmes proportions, pendant au moins trois ans, de bénéficier d'un allègement de charges sociales durant sept ans. L'accord que l'entreprise signe avec les syndicats doit

comporter quatre points : l'ampleur de la réduction du temps de travail, son périmètre d'application, sa date de mise en œuvre effective et les modalités d'aménagement du temps de travail.

La circulaire précise que « l'horaire de référence correspond à l'horaire collectif affiché dans l'entreprise », ce qui signifie qu'une réduction de l'horaire collectif de travail qui reposerait essentiellement sur la suppression des temps de pause ne pourrait ouvrir droit à l'allègement de cotisations sociales. Cela peut paraître évident, mais certaines entreprises s'approprient à réaliser ce tour de passe-passe.

Autre précision : en cas de pluralité d'horaires collectifs, chacun de ces horaires collectifs doit être réduit d'au moins 10 % et la réduction du temps de travail doit s'inscrire dans un cadre hebdomadaire, mensuel ou annuel. Le cadre pluri-annuel n'est donc pas autorisé.

L'accord pourra concerner une entreprise, un établissement, ou « par exception, une partie d'établissement si celle-ci constitue objectivement une unité de travail technique ou économique cohérente ». Mais quel que soit le périmètre, l'obligation de maintien des effectifs porte, au minimum, sur l'ensemble de l'établissement.

COMPENSATION SALARIALE ?

Si la compensation salariale ne figure pas obligatoirement dans l'accord, la circulaire précise que « les partenaires sociaux seront conduits à inclure d'autres types de clauses relatives en particulier à la rémunération et à l'organisation concrète du travail ».

Si la transformation de contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée ou la mutation de salariés ne sont pas comptabilisés au titre des embauches compensatoires, celles-ci sont cumulables avec d'autres

aides. L'ordre est le suivant : allègement des cotisations au titre de la réduction du temps de travail puis, le cas échéant, abatement du temps partiel, puis enfin ristourne dégressive pour le textile ou de droit commun pour les bas salaires des autres secteurs.

Le second chapitre porte sur l'aspect défensif de la réduction du temps de travail, créé pour éviter les suppressions d'emplois. Contrairement à ce que certains avaient cru comprendre des récentes déclarations gouvernementales, « l'aménagement et la réduction collective du temps de travail (ARTT) n'a pas vocation à devenir une obligation, dont l'absence serait systématiquement sanctionnée par un constat de carence. Mais les entreprises peuvent être utilement invitées à examiner sérieusement cette piste ».

Le rôle de l'administration est de « s'assurer que la mesure d'ARTT n'a pas une place marginale dans le plan social alors que d'autres conventions du Fonds national de l'emploi sont fortement mobilisées ou que les licenciements restent nombreux ».

Surtout, « la réduction du temps de travail ne doit pas porter exclusivement sur les salariés dont le poste est menacé ». Précision im-

portante : « l'accord ne doit pas être conclu avant l'ouverture de la procédure de consultation » du comité d'entreprise sur le plan social. Même si l'accord ne porte que sur ce point, cette loi va donc conduire les représentants des salariés à négocier les modalités du

terme d'emplois mais aussi sur la compensation salariale. « Une attention particulière doit être portée à la situation des salariés percevant des bas salaires. Par ailleurs, le niveau de la compensation salariale ne peut être prédéterminé par le montant de l'aide publique », pré-

## Edmond Maire conteste le coût de la mesure

Président de Villages Vacances Familiales (VVF), Edmond Maire conteste que le coût de la loi Robien soit élevé. Avec l'aide du BIPE, un bureau d'études de la Caisse des dépôts, l'ancien secrétaire général de la CFDT a fait ses calculs sur l'hypothèse suivante : dix millions de salariés, payés en moyenne 120 000 francs par an, réduisent leur temps de travail de 10 %. Cela entraîne la création d'un million d'emplois, payés 110 000 francs, et une diminution du nombre de chômeurs indemnisés de 650 000 personnes. L'exonération des charges de dix millions de personnes coûte 105,7 milliards de francs à la Sécurité sociale. Mais le million de nouveaux embauchés rapporte 37,4 milliards à la Sécurité sociale, 9,7 milliards à l'Unedic, 8,8 milliards aux régimes de retraite complémentaire, et l'allègement des cotisations d'indemnisation des chômeurs représente 39,6 milliards. Au total, le coût net pour les régimes sociaux se monte à 10,2 milliards de francs, soit 10 000 francs par emploi, et non 80 000 francs comme le chiffrent souvent les experts.

plan social et non plus seulement à donner leur avis - très souvent négatif - lors d'une consultation généralement de pure forme. L'accord doit porter sur le champ d'application de l'horaire collectif réduit, sur les engagements en

cise la circulaire. Comme le montrent les difficiles négociations dans les banques AFB ou à Giat Industries, ce point risque d'être le plus délicat à négocier.

Frédéric Lemaître

## Entreprises « offensives »

Selon le député Gilles de Robien (UDF, Somme), plusieurs entreprises se sont déjà déclarées intéressées par le volet « offensif » de la loi.

• Remafer (matériel ferroviaire, 230 salariés) a signé la première convention avec Alain Juppé le 10 octobre. 70 emplois vont être créés grâce à une réduction du temps de travail (RTT) de 10 %.

• Villages Vacances Familiales

(tourisme associatif, 1 700 salariés), RTT de 10 %, 170 emplois (équivalent temps plein) créés.

• Ballot-Schmitt (cabinet conseil en stratégie industrielle, 32 salariés) : RTT de 15 %, 5 emplois créés.

• Cartonneries du Valois (producteur papeterie, 32 salariés), RTT de 15 %, 10 emplois créés.

• Rabot-Durillon (BTZ, 420 salariés). Au moins 60 embauches (Le Monde du 17 septembre).



## Le groupe Lagardère est désigné comme repreneur de Thomson

Le gouvernement a écarté l'offre, pourtant donnée gagnante, présentée par Alcatel Alsthom. Le groupe d'électronique militaire et grand public sera préalablement recapitalisé par l'Etat, qui y injectera 11 milliards de francs

Mercredi 16 octobre, le gouvernement a indiqué qu'il souhaitait confier au groupe Lagardère l'avenir du groupe Thomson. Ce choix n'est formellement qu'une « préférence ». Il doit être validé d'ici deux mois,

au plus tard, par la Commission de privatisation, qui n'a pas encore été saisie du dossier. L'objectif du gouvernement est de financer la cession du groupe d'électronique public d'ici à la fin de l'année. Le groupe La-

gardère confiera la gestion de Thomson Multimedia (électronique grand public) au groupe sud-coréen Daewoo, comme il l'avait annoncé, mais il y conservera une participation de 15 %. Dans l'électronique

militaire, le repreneur entend regrouper ses propres activités et celles du groupe privé, au sein d'une même société baptisée Matra-Thomson. Le groupe Lagardère détient 60 % de ce nouvel ensemble, qui restera

coté en Bourse. L'Etat a décidé de s'arroger une « golden share » (action préférentielle) dans la future société Matra-Thomson, lui permettant de conserver un droit de regard sur les décisions stratégiques.

### « LE FAIT d'acquiescer Thomson

n'est pas pour nous une question de vie ou de mort, loin de là », déclarait Jean-Luc Lagardère, gérant commandité du groupe qui porte son nom et auquel appartient Matra Défense Espace, en juin aux actionnaires. « Si nous n'avons pas Thomson, nous continuerons à nous développer, notamment dans la défense et dans l'espace, où notre assise est solide », avait-il ajouté. Aujourd'hui, M. Lagardère est au pied du mur. Son offre de reprendre Thomson a été préférée à celle de son concurrent Alcatel Alsthom. Matra Défense Espace - avec ses 25,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 50 % à l'exportation, qui le placent au douzième rang mondial - n'a jamais fait mystère de son ambition d'être le « nouveau dur » d'une opération qui permettrait de consolider, autour de lui, la position de la France en matière d'électronique de défense, de satellites et de missiles sous la responsabilité d'un groupe dénommé Thomson-Matra et présidé par l'actuel PDG de

### Matra Défense Espace, Noël Forgeard.

Le projet présenté par le groupe Lagardère prévoit de séparer des activités de Thomson Multimedia (électronique de loisirs) qui ne relèvent pas de la vocation industrielle originelle de Matra Défense Espace pour se concentrer sur les activités de défense de Thomson CSF.

### SIX BRANCHES

Pour Thomson Multimedia (TMM), le projet consiste à créer une société à partenariat égal (50/50) entre Matra et TMM sous la responsabilité du management de Matra Défense Espace.

Cette société détiendrait 15 % d'une nouvelle entité spécialisée dans l'électronique grand public. Les 85 % restants seraient, comme annoncé cet été par M. Forgeard avant l'offre définitive présentée fin septembre, détenus par le groupe sud-coréen Daewoo qui s'est engagé à remettre à l'équilibre TMM (14 milliards de francs de dettes) et à créer en France 5 000 emplois,

### soit le double de ses effectifs actuels.

Pour Thomson CSF, le projet de Matra Défense Espace est de créer, par fusion, une société anonyme, cotée en Bourse, détenue en principe à 60 % par le groupe Lagardère, par les salariés de Thomson à hauteur de 5 à 10 % et par quelques grands investisseurs pour 10 % environ. Le solde serait dans le public.

Dans ce schéma et sous réserve des audits usuels et des accords gouvernementaux, l'un des partenaires de Matra, le groupe britannique British Aerospace (BAE) avec lequel il vient de former une société commune dans les missiles, se verrait offrir moins de 3 % de Thomson-Matra. Un autre partenaire britannique, le groupe GEC Marconi, qui possède 49 % de Matra Marconi Space dans les satellites et 2,4 % de Lagardère Groupe, pourrait être sollicité. L'entrée de BAE et celle de GEC Marconi ne devraient intervenir que dans deux ans.

Thomson-Matra serait organisé en six branches, dont cinq vien-

### draient de Thomson CSF : les équipements aéronautiques (radars et

optronique) ; les systèmes avioniques (par le biais d'une association avec Sextant, dont le groupe Aerospaciale détient la moitié des parts) ; les systèmes de communication et de commandement (avec l'entrée dans le dispositif de Matra Cap Système) ; les systèmes de détection et les missiles (c'est dans cette branche que serait intégrée l'alliance entre Matra et BAE) ; et les systèmes et informatiques (avec Matra Data Vision). Une sixième branche venant de Matra Défense Espace sera créée : les systèmes spatiaux (avec la participation de Matra Marconi Space).

### UN VERTIGE DE L'ÉTAT

Dans l'esprit des dirigeants du groupe Lagardère, cette organisation devrait éviter les « duplications » éventuelles. Mais, on souligne de même source que les activités de Thomson CSF et de Matra Défense Espace sont plus complémentaires que concurrentes.

### tielles, à l'exception sans doute

du seul secteur des missiles de défense anti-aérienne à moyenne portée.

La complémentarité entre Thomson et Matra tient, de longue date, à une politique imprimée par les états-majors, leurs clients, qui est d'avoir les instruments pour « voir » (avec des satellites d'observation), pour « décider » (avec des satellites de communication et avec des aides informatiques au commandement) et pour « agir » (avec des missiles). Autant d'équipements dont Matra Défense Espace et Thomson CSF possèdent la technologie et qui justifient que M. Lagardère ait dit : « nous sommes dans cette boucle, nous avons la chaîne complète, ce qui est unique ».

Selon certaines informations, l'offre du groupe Lagardère serait de 2 milliards de francs supérieure à celle du groupe Alcatel Alsthom.

Avec ses 53 milliards de francs de chiffre d'affaires, sans dettes et avec une trésorerie initiale po-

### sitive de 12 milliards de francs qui

n'hypothèque pas les autres activités (Communication Media, Hachette et l'autonomie), le groupe Lagardère se déclare en situation de racheter Thomson CSF dans son périmètre actuel et de le placer sous une direction unique, avec un management gestionnaire issu principalement de Thomson.

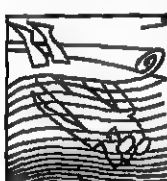
La nouvelle entité Thomson-Matra représenterait un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs (35 milliards de francs, dont 60 % à l'exportation, au compte de Thomson CSF et 25 milliards, dont 50 % à l'exportation, pour le compte de Matra Défense Espace).

L'Etat s'est réservé, dans la nouvelle entité, une golden share (action préférentielle), qui lui permettra de veiller à ce qu'un groupe aussi stratégiquement lié aux intérêts de la France ne puisse pas être la cible d'attaques extérieures ou d'une cession d'activités jugées sensibles.

Jacques Isnard

## Le choix du président annoncé par le premier ministre

L'ANNONCE OFFICIELLE du choix du groupe Lagardère pour reprendre le groupe Thomson a été faite par l'Hôtel Matignon. Pourtant c'est un homme de l'Elysée qui a joué un rôle-clé dans l'étude de cette affaire et dans la préparation de cette



décision qui, in fine, a été prise par Jacques Chirac. Secrétaire général adjoint de la présidence de la République, Jean-Pierre Denis a en charge tous les dossiers économiques et financiers, mais il est particulièrement à son aise dans le maniement des réseaux industriels.

Fidèle entre les fidèles du chef de l'Etat, cet inspecteur des finances, diplômé d'HEC, a fait une partie de sa carrière, encore courte, à la mairie de Paris. D'avoir été du tout petit nombre de ceux qui n'ont jamais douté de M. Chirac, même lorsque le balladurisme triomphait, lui a valu une autorité que certains lui contestaient. Son plaisir à voir défiler dans son bureau du palais présidentiel tout ce que la France compte de grands dirigeants d'entreprise, son attrait pour les déjeu-

ners et les dîners parisiens, où la manie française du « Meccano » industriel est loin d'avoir disparu, mettent de fort méchant humeur tous ceux qui, comme Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République, s'efforcent d'assurer que la présidence de la République se contente de fixer les grandes lignes sans entrer dans le détail des dossiers, laissant le premier ministre conduire à sa façon la mise en œuvre des choix présidentiels, ou qui font mine de ne pas vouloir se « salir les mains » dans les jeux d'entreprises.

C'est pourtant à M. Denis que M. Chirac a confié, l'hiver dernier, le soin de débrouiller l'imbricatio du rapprochement d'Aérospatiale et de Dassault et donc de la sauvegarde des intérêts financiers de cette famille amie du chef de l'Etat. Le « conseiller » en avait gardé une forte réticence devant ces dynasties qui survivent au talent de leur fondateur. De là à penser qu'il n'avait pas forcément une confiance inébranlable en Arnaud Lagardère, simple fils de son père...

Depuis la rentrée de septembre, il apparaît clairement que le secrétaire général adjoint n'était plus tout à fait en grâce. Chacun

lui prêtait tellement de pouvoir, que le discours officiel perdait de sa crédibilité. Il fallait, à tout prix, assurer que ce serait M. Juppé qui, au vu de tous les dossiers préparés par les administrations et les ministères concernés, prendrait une décision que M. Chirac ne ferait qu'avaliser.

C'est donc autour des collaborateurs du premier ministre - Maurice Gourdault-Montagne, son directeur de cabinet, Jean de Courcel, directeur adjoint, et François Soulmagnon, conseiller industriel - que les directeurs des cabinets des ministères de l'économie, de la défense et de l'industrie ont travaillé. C'est ainsi que M. Juppé qui a reçu, à plusieurs reprises, les patrons des deux groupes ambitionnant de reprendre Thomson. C'est le premier ministre qui, mardi au soir, a téléphoné au perdant et au gagnant pour leur annoncer la nouvelle.

Quelques instants auparavant, il avait réuni Jean Arthus, Charles Millon et Franck Borotra pour un ultime examen du dossier et la prise de décision. Les apparences étaient sauves : le choix donne l'impression d'être collectif et d'être celui du gouvernement.

Thierry Brézier

## Le communiqué de Matignon

1) LE PREMIER MINISTRE, sur le rapport du ministre de la défense, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications a décidé de transmettre les deux offres d'Alcatel Alsthom et de Lagardère à la Commission de la privatisation, en exprimant une préférence pour l'offre de Lagardère.

2) La décision définitive sera prise au vu des conclusions de la Commission de la privatisation. L'objectif est de conclure avant la fin de l'année la cession de Thomson SA. La situation financière de Thomson nécessitera une augmentation de capital soustraite par l'Etat de près de 11 milliards de francs.

3) S'agissant des intérêts de défense nationale de l'Etat, le gouvernement conservera au capital de Thomson SA une action spécifique lui permettant de les préserver.

4) Dans le domaine de l'industrie

de défense, l'offre de Lagardère permettra de faire du nouvel ensemble un des tout premiers industriels dans le monde. Ce rapprochement constitue une étape importante dans la voie du renforcement de l'industrie européenne.

5) Dans le domaine des semi-conducteurs, Lagardère a exprimé l'intention de faire jouer l'accord d'actionnaire permettant la sortie de Thomson-CSF du capital de SGS-Thomson. Les pouvoirs publics veilleront à la poursuite du développement équilibré de cette entreprise.

6) Dans le domaine de l'électronique grand public, l'offre de Lagardère prévoit la reprise de Thomson Multimedia par Daewoo Electronics. Cette opération fera du nouvel ensemble un acteur de premier plan. L'offre comporte des engagements de maintien des emplois en France et de création d'emplois supplémentaires sur le territoire national.

## Défense : quatre « pôles » industriels

EN FÉVRIER et en mai 1996, Jacques Chirac est intervenu à la télévision pour bouleverser de fond en comble un paysage industriel de l'armement qui, en France, dépend de décisions politiques de l'Etat.

Un Etat qui définit les besoins, oriente les recherches en amont, notifie les contrats de développement, supervise la production, contrôle les prix, négocie ses propres commandes, et qui favorise les exportations.

Désormais, ce même Etat ne peut plus tout faire, seul, dans un secteur qui s'est figé au fil des années. La compression des budgets militaires va s'accroître, au risque de ralentir l'exécution des grands programmes, de réduire les commandes et d'accroître leur coût. Avec des handicaps insurmontables pour les industriels maîtres d'œuvre et leurs sous-traitants - pas moins de 5 000 entreprises, au total - qui perdent des parts de marché et ordonnent finalement des licenciements.

Avant même les rationalisations mises en avant par M. Chirac, le monde de l'industrie de défense en France avait ceci de particulier que moins d'une dizaine de contractants représentaient 75 % du chiffre d'affaires de la branche, fonctionnant avec des capitaux publics et assurant la maîtrise d'ouvrage de 90 % des programmes d'armement.

Face à une telle situation et compte-tenu de la politique des Etats-Unis, qui a consisté à se lancer dans des regroupements de production destinés à garantir leur suprématie sur les marchés internationaux, le président de la République a voulu contraindre les en-

treprises publiques d'armement en France à s'unir davantage encore pour, ensuite, créer des alliances en Europe.

D'où la constitution, à terme, de quatre grands « pôles » sur une base nationale : dans l'aéronautique et le spatial (avec la fusion entre Dassault et Aerospaciale en 1997), dans l'électronique de défense (autour de la privatisation de Thomson), dans le nucléaire (avec le Commissariat à l'énergie atomique et ses participations industrielles dans la Cogema et Technicatome), et dans les constructions mécaniques (avec les armements terrestres, avec GIAT Industries, et la construction navale, au sein du service industriel de la direction des constructions navales).

### « CHAMPIONS » SANS MONOPOLÉ

Apparemment, certaines entreprises - et non des moindres - publiques ou privées, restent pour l'instant en marge de ce vaste mouvement de restructuration. Pour s'en tenir à quelques exemples, c'est le cas de la Snecma (privatisable à terme) et de Turbomeca, en matière de moteurs d'avion ou de turbines d'hélicoptère ; de Panhard et Renault Véhicules Industriels (RVI), dans le domaine des armements terrestres ; de chantiers privés (telles les Constructions mécaniques de Normandie ou la Société française de constructions navales), pour ce qui est de la construction navale militaire ; ou encore de la Sagem, de Dassault Electronique, de Sodelec, voire de Labinal, dans le secteur de l'électronique de défense.

Le gouvernement français prend bien soin d'affirmer que les quatre « pôles » déjà déterminés n'ont

pas vocation au repli sur soi et que leur création préfigure, en fait, un développement de « bases industrielles et technologiques » transnationales de la défense, comme il peut en exister déjà avec le consortium franco-allemand Eurocopter, le regroupement franco-britannique Matra Marconi Space dans les satellites, ou le récent rapprochement franco-britannique Thomson-Marconi Sonar pour les sonars.

C'est la constitution à terme de « champions européens », pour reprendre l'expression de Jean-Yves Heltzer, délégué général pour l'armement, avec le soul, cependant, de ne pas instituer de situations de monopole. Ce qui requiert de l'Etat français, principal actionnaire du secteur jusqu'à, qu'il privatise, au besoin, les entreprises concentrées à sa demande, pour les unir ensuite par branches de compétence européenne.

Du même coup, la France tourne le dos à deux tentations longtemps évoquées dans le passé, par ses partenaires ou par elle-même, dans le cadre des premières réflexions sur les conséquences du traité sur l'Union européenne (UE).

D'une part, elle refuse le choix d'une spécialisation géographique qui aurait consisté grosso modo à confier les bateaux aux Britanniques, les blindés aux Allemands et les avions aux Français.

De l'autre, elle s'interdit d'avoir recours au principe dit du « juste retour », lorsque chaque Etat réclame, sur son sol, le bénéfice d'un projet en termes de retombées économiques et de maintien de l'emploi.

J. L.

## La branche multimédia sera vendue à Daewoo

JEAN-LUC LAGARDÈRE avait annoncé d'emblée la couleur : hors de Thomson-CSF, la filiale d'électronique militaire et professionnelle de Thomson SA, point d'intérêt. Thomson Multimedia ? Pas question de s'encombrer d'un groupe, qui, tout numéro quatre mondial de l'électronique grand public (télévisions, magnétoscopes) qu'il soit, est financièrement mal-en-point. Il sera vendu au groupe sud-coréen Daewoo Electronics.

Sur les cinq derniers exercices, Thomson Multimedia a accumulé plus de 6,7 milliards de francs de pertes nettes. Les déficits sont largement inhérents à une dette dont l'origine se situe, pour une large part, dans le rachat de l'américain RCA en 1987 et qui, depuis lors, s'accroît (14 milliards de francs fin 1995).

Mais l'activité du groupe donne aussi des signes de faiblesse. Reflet de celle-ci, le résultat d'exploitation, qui était sorti du rouge en 1993 (bénéfice de 155 millions de francs), s'est tassé en 1995, avant de replonger au premier semestre 1996 : à fin juin, la perte opérationnelle atteignait 1 milliard de francs. Fin 1995, le chiffre d'affaires s'élevait à 36,5 milliards de francs, c'est-à-dire à peine plus qu'en 1988.

Le marché sur lequel évolue le constructeur français est caractérisé par un ralentissement de la demande - notamment aux Etats-Unis depuis l'an passé - et par des baisses de prix incessantes. Il n'est pas le seul à en pâtir : le néerlandais Philips a par exemple vu les comptes de son activité d'électronique de loisirs virer au rouge début 1996 et a dû annoncer de nouvelles suppressions d'emplois.

Dans ce contexte s'ajoutent,

pour Thomson Multimedia, des pertes de parts de marché, particulièrement en Europe, son deuxième débouché après les Etats-Unis. Son poids se tasse ainsi en Allemagne (21 % fin 1995, contre 13 % en 1992). Par ailleurs, le groupe dispose encore, selon les experts, de trop nombreuses marques par rapport à ses concurrents, ce qui a nécessairement un impact au niveau de ses coûts.

« Thomson Multimedia est, comme tous les grands du secteur, essentiellement présent sur les marchés des équipements de moyen et haut de gamme, où les volumes à fabriquer sont relativement faibles, ce qui conduit sans cesse à réduire les effectifs pour espérer être rentables », analyse Soon-Hoon Bae, le PDG de Daewoo Electronics, selon qui ce ne sont pas de nouvelles suppressions d'emplois qui amélioreront les choses.

### SÉRIEUX EFFET DE LEVIER

Alain Prestat, le PDG de Thomson Multimedia (49 500 personnes), a annoncé un plan de remise à plat des structures industrielles et commerciales, qui devrait se traduire par la fermeture de huit sites au niveau mondial et plus de 5 000 suppressions d'emplois (Le Monde du 15 septembre). Une usine a déjà été fermée en Malaisie (2 200 personnes).

Pour M. Bae, ce qu'il faut au constructeur français, c'est avant tout « étendre son marché » et avoir « des volumes additionnels » à produire. « Nous sommes présents sur le bas de gamme, marché de plus en plus déserté par les constructeurs japonais et européens, mais où il y a des volumes. Il y a des synergies à développer avec Thomson Multimedia,

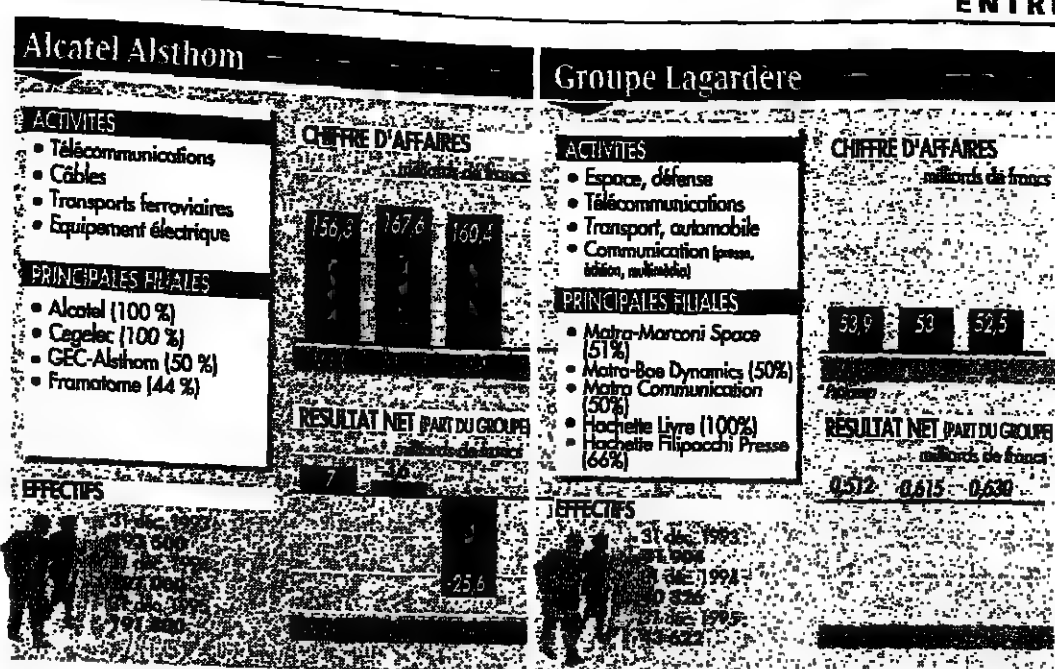
à qui nous pouvons apporter ces volumes, mais aussi notre savoir-faire dans les processus à bas coût. Des économies devraient être réalisées au niveau des approvisionnements en composants ».

Avec l'acquisition de Thomson Multimedia, Daewoo Electronics va en tout état de cause bénéficier d'un sérieux effet de levier. Poids moyen de l'électronique grand public (un peu plus de 19 milliards de francs de chiffre d'affaires, y compris ses activités dans les fours micro-ondes, les réfrigérateurs, les sèche-linge), l'industriel sud-coréen va venir tayloriser les leaders. Dans les téléviseurs, le cumul de ses ventes et de celles de Thomson Multimedia le place en position de potentiel numéro un mondial.

Daewoo Electronics va aussi et surtout gagner en visibilité. Le groupe reste peu connu du grand public. A cela rien d'étonnant, puisqu'il écoule ses productions pour une large part auprès d'autres constructeurs ou de marques distributeurs. Thomson Multimedia lui apporte une image et des positions commerciales : numéro un des téléviseurs et des magnétoscopes et numéro deux des postes téléphoniques sur le marché américain ; numéro deux des téléviseurs et numéro trois des magnétoscopes en Europe. Enfin, Daewoo Electronics, qui prévoyait d'investir 13 milliards de francs d'ici à l'an 2 000 en Europe pour imposer ses produits, va également mettre la main sur les développements de Thomson Multimedia dans la numérisation (décodeurs pour la télévision, par exemple). Un domaine où il n'est pas crédité d'un grand savoir-faire.

Ph. L. C.





## Surpris, les analystes craignent une baisse des cours de Lagardère Groupe

« EN ÉTANT le repreneur de Thomson, le groupe Lagardère risque de voir ses résultats affectés et son cours de Bourse pourrait baisser fortement à moins qu'il y ait un soutien de l'Etat qui allège la charge du financement... » Mercredi 16 octobre en début de matinée, la cotation du titre Lagardère était suspendue à la Bourse de Paris.

Au-delà de la surprise de l'annonce - tous les analystes de la place de Paris avaient joué la victoire d'Alcatel -, les spécialistes jugent que la reprise de Thomson était devenue au fil du temps un enjeu majeur pour le groupe Lagardère, même s'il y a encore quelques semaines, il tentait de minimiser les conséquences d'un échec. La reprise de Thomson était considérée comme la seule possibilité pour Lagardère d'élargir ses activités et d'acquiescer une taille significative dans la défense et le spatial, qui sont ses seuls points forts.

Face à un groupe comme Alcatel-Thomson, le groupe de Jean-Luc Lagardère aurait eu beaucoup de mal à exister dans ses activités spatiales et défense. Aujourd'hui, on sait que Lagardère ne gardera que la partie militaire de Thomson, c'est-à-dire la filiale CSF, la partie Thomson-Multimédia serait acquise par le coréen Daewoo. Les analystes jugent que l'Etat a tranché en faveur d'une concentration militaire (Ri-

lish Aerospace, Lagardère, Thomson CSF). Si stratégiquement, relèvent les analystes, c'est une bonne opération pour Lagardère, des questions subsistent, notamment sur l'effet diluit de l'opération.

Les opérateurs jouaient la victoire d'Alcatel et pensaient que le groupe de Jean-Luc Lagardère allait se recentrer sur les médias

d'un fourchette (de l'ordre de 160 à 200 francs par titre). La reprise par Alcatel se serait traduite par un échange d'actions alors que la reprise par Lagardère prévoyait une valorisation proche du cours de Bourse. En ce sens, la récente reprise du cours de Bourse d'Alcatel démontre que l'accueil concernant l'opération était plutôt bon.

Les analystes estiment que la reprise de Thomson n'aurait pas pesé sur Alcatel, car le groupe avait « les moyens de reprendre Thomson SA sans détérioration de son ratio de retour sur fonds propres pour l'actionnaire, ni augmentation significative de son ratio d'endettement ». C'était l'avis de Guillaume Augé, de la société de Bourse EIFB, pour qui l'opération représentait « un élargissement du portefeuille d'actifs sans préjudice pour l'actionnaire d'Alcatel ».

Depuis le début de l'année, le titre du groupe Lagardère affiche une progression de 47,9 % et de plus de 60 % sur un an. Le cours devrait logiquement baisser dès sa reprise de cotation. Lagardère a terminé la séance de mardi sur une hausse de 2,9 % à 133 francs. Les opérateurs jouaient, à l'image des analystes, la victoire d'Alcatel et pensaient que le groupe de Jean-Luc Lagardère allait se recentrer sur les médias.

F. Bn

## Alcatel Alsthom va se concentrer sur son activité télécommunications

« CE SERAIT mentir que de dire que Thomson est vital pour nous ». Même s'il s'est attaché, tout au long de ces dernières semaines, à prouver que le rachat du groupe Thomson S. A. pouvait faire sens et constituer une occasion unique pour son groupe de procéder à un recentrage sur les métiers liés aux technologies de l'électronique, Serge Tchuruk, le PDG d'Alcatel Alsthom, s'est malgré tout montré très prudent.

« J'aurai bien sûr quelques regrets », avoue-t-il, soulignant aussitôt que, même sans Thomson, Alcatel Alsthom restait « quand même le numéro un mondial des équipements de télécommunications ». Il affirmait également que, rachat de Thomson ou pas, son « ambition » restait avant tout de « gérer au mieux cette activité, qui est le cœur du groupe ».

Thomson lui ayant échappé, le PDG d'Alcatel Alsthom va pouvoir s'y employer à plein temps. Le travail, engagé dès son arrivée à la tête du groupe à la mi-1995, ne manque pas. L'entreprise, qui l'année passée a affiché des comptes lourdement déficitaires (3,3 milliards de francs de pertes d'exploitation pour 70 milliards de chiffre d'affaires), est à un tournant. Alcatel Télécom doit notamment modifier son organisation commerciale et industrielle. Cette dernière était, jusqu'à la fin, articulée autour des grands opérateurs téléphoniques nationaux en Europe (France Télécom dans l'Hexagone, Deutsche Telekom en Allemagne). Or, ces derniers, sous le double effet de la libéralisation totale du secteur des services de télécommunications (début 1998) et de leurs privatisations partielles, réduisent leurs investissements. Une diversification du portefeuille de clients s'impose donc.

L'industriel est également confronté à une pression à la baisse des prix de vente des équipements. Il doit par ailleurs composer avec les gains de productivité inhérents aux évolutions techniques. Pour réaliser un central téléphonique par exemple, il fallait 1 200 hommes-an il y a dix ans. Il n'en faut plus que 200 actuellement.

Alcatel Télécom doit enfin adapter son offre de produits à l'évolution de la demande. Dans les matériels de télécommunications, la croissance n'est plus tirée par les centraux télé-

phoniques, son cœur de métier. Ce sont aujourd'hui les équipements de transmission pour les réseaux publics et privés, ou encore les équipements pour les réseaux de téléphonie mobile qui sont les segments porteurs.

Pour faire face à toutes ces mutations, Alcatel Alsthom a provisionné 24 milliards de francs sur ses comptes 1995, moitié pour des suppressions d'emplois et des fermetures de sites, moitié pour des réajustements d'actifs. Nombre d'actions ont déjà été engagées, l'équivalent de 3,5 milliards de francs de provisions ayant été consommées à fin juin 1996. Mais, à cette même date, le bulletin de santé de l'entreprise n'était encore guère brillant. Alcatel Télécom affichait à fin juin un résultat d'exploitation défectueux de 1,1 milliard de francs, contre une perte de 500 millions de francs sur la même période un an plus tôt.

### CONTRÔLE DE FRAMATOME

Le groupe assure cependant que la marge opérationnelle, qui s'est améliorée par rapport au second semestre 1995, devrait rebondir au second semestre, pour redevenir positive. Alcatel Télécom fait notamment valoir qu'à la fin du premier semestre 1996, « pour la première fois depuis longtemps », ses commandes et son chiffre d'affaires étaient en hausse : les premières de 21 % à 34,5 milliards de francs, le second de 5 % à 30,5 milliards de francs.

L'industriel souligne également qu'il a déjà amorcé le repositionnement de son portefeuille de produits. Les ventes de centraux téléphoniques ne devraient plus représenter que 30 % du chiffre d'affaires total à la fin de l'exercice 1996, contre 40 % à la fin de l'année 1995. La direction du groupe met aussi en exergue les fortes progressions des activités équipements de transmission (notamment aux États-Unis) et équipements d'infrastructures pour les réseaux mobiles : les croissances attendues cette année sont, dans ces deux domaines, de 40 %, à la fois au niveau chiffre d'affaires et commandes.

Sur le marché des réseaux mobiles, où il avait été sérieusement distancé ces dernières années, Alcatel Télécom indique notamment

qu'il a déjà regagné trois points de parts de marché. Fin 1996, le groupe table sur 12,5 % des ventes mondiales et estime qu'il doit pouvoir tenir son objectif de 20 % à l'horizon de l'an 2000.

A défaut de l'acquisition de Thomson, M. Tchuruk pourra toutefois se consoler d'avoir réussi à engager l'autre projet qui lui tenait à cœur depuis son arrivée à la tête d'Alcatel Alsthom et que ses prédécesseurs n'avaient pas réussi à boucler : la prise de contrôle du fabricant de chaudières nucléaires Framatome, dont il ne désistait pour l'instant que 44 % du capital. Fin août, les pouvoirs publics lui ont donné leur feu vert pour engager cette opération, qui débouchera sur une fusion entre Framatome et Gec-Alsthom, spécialiste du ferroviaire et de la production d'électricité dont Alcatel Alsthom détient 50 % du capital.

L'ambition de Serge Tchuruk dans ce domaine est de construire un groupe offrant une large gamme d'équipements électriques, allant des centrales conventionnelles aux réacteurs nucléaires. Le nouvel ensemble se placerait au deuxième rang mondial de la construction électrique derrière le groupe helvético-suédois ABB. Le rapprochement se justifie à un moment où les deux industriels s'apprêtent à traverser une période difficile : Framatome, parce que le domaine de l'énergie nucléaire risque de connaître une bonne dizaine d'années de vaches maigres, avant une éventuelle reprise des commandes. Gec-Alsthom, parce que l'abandon récent du tout-TGV par le gouvernement va fortement perturber sa division ferroviaire.

La fusion des deux entreprises, dont les modalités sont en cours de négociation, a également un intérêt financier. Framatome comme Gec-Alsthom disposant d'une trésorerie abondante qui pourrait en partie « remonter » vers la maison-mère. Cette manne ne servira donc pas à financer la reprise de Thomson, dont Serge Tchuruk mesurait d'ailleurs tout à fait les risques. Les petits actionnaires d'Alcatel Alsthom, qui faisaient grise mine en observant l'évolution du cours de l'action, ne pourront que s'en réjouir.

Philippe Le Cœur

## Serge Weinberg complète son équipe à la tête de Pinault-Printemps-Redoute

MERCREDI 16 OCTOBRE, Per Kaufmann est devenu directeur général de France-Printemps, filiale du groupe Pinault-Printemps-Redoute (PPR) présidée par Philippe Vindry. Ce Suédois de quarante ans, PDG d'Ikea France depuis 1992, est le dernier d'une série de dirigeants recrutés par Serge Weinberg, président du distributeur de PPR depuis juillet 1995. Le 1<sup>er</sup> octobre, Alain Redheuil, quarante-huit ans, un ancien de Michelin et du groupe belge Lhoist, a pris la présidence de Rezel, la filiale de distribution électrique de PPR. Le 14 octobre, Marc Valentini, trente-deux ans, est devenu directeur du plan et de la stratégie. Venu du cabinet McKinsey, il complète la garde rapprochée de M. Weinberg aux côtés de Patricia Marteau, secrétaire générale de PPR et de François Potier, le directeur des ressources humaines débauché chez Bouygues en mars. En mars égale-

ment, Joël Saveuse avait quitté le distributeur allemand Metro pour la présidence de La Redoute.

Il reste deux présidences à pourvoir au sein de PPR : celle du pôle financier Finaref, qui assure la distribution de produits d'épargne et la gestion des cartes de crédit privées des enseignes du groupe, actuellement présidée par le secrétaire général Patrick Marteau, et celle de la FNAC. Cette dernière « n'est pas à pourvoir pour le moment », affirme-t-on chez PPR. Serge Weinberg continuera donc à presider la turbulente filiale. Plus de deux ans après son rachat par François Pinault, et malgré la mise aux normes de gestion de la grande distribution menée par Jean-Paul Giraud, le directeur général recruté chez Cora en 1995, la FNAC reste le dossier le plus délicat de PPR.

Pascal Galtier

## La livre sterling passe la barre des 8,25 francs

LES MILIEUX industriels d'Allemagne et de France ont de moins en moins de raisons de se plaindre de la concurrence déloyale que leur font les entreprises des pays européens à monnaie faible. Alors que la lire italienne s'est vivement redressée face au mark et au franc, la livre sterling s'est envolée, mardi 15 octobre, gagnant plus de huit centimes.

Mercrèdi, dans la matinée, la monnaie britannique continuait sa lancée. Elle s'élevait à 2,4475 marks, son cours le plus élevé depuis vingt et un mois face à la monnaie allemande, et elle cotait 8,27 francs. La devise britannique gagnait également du terrain face au dollar, alors que le billet vert progressait pourtant vivement face à la plupart des monnaies (5,430 mark, 5,235 francs et 112,35 yens).

Depuis le début de l'année, la livre a gagné 9,81 % face au mark et 8,71 % face au franc. Elle bénéficie d'un environnement économique favorable. Alors que l'activité stagne sur le continent, le Royaume-Uni continue à connaître une croissance soutenue (la progression du PIB approchera 2,5 % en 1996). Depuis 1992, le PIB a connu outre-Manche une hausse annuelle moyenne de 2,75 % (contre 1,2 % en France). Ce surplus de croissance a contribué au recul du taux de chômage (7,5 % au mois d'août) sans pour autant provoquer de tensions sur les prix (2,9 % sur un an au mois de septembre).

L'accélération de la croissance prévue l'année prochaine (le PIB augmentera de 3 %, selon l'OCDE) devrait également se traduire par un resserrement de la politique monétaire britannique. Selon les spécialistes de l'Union des banques suisses, les rendements à trois mois se situent à 7,10 % à la fin de l'année 1997 contre 5,80 % actuellement. Cette remontée devrait profiter à la livre alors que dans le même temps les taux d'intérêt à court terme en France et en Allemagne resteront à

### Envolée de la monnaie britannique



La livre s'est envolée de plus de huit centimes mardi 15 octobre.

un niveau très bas. La livre n'est pas affectée par le climat électoral qui règne au Royaume-Uni (les élections générales se tiendront avant le mois de mai 1997).

La perspective d'une victoire des travaillistes n'inquiète guère la City, le parti de Tony Blair ayant adopté un programme économique d'une grande orthodoxie, favorable aux mécanismes de marché et de surcroît plus européen que son rival conservateur. Au point que certains experts prédisent déjà un accueil des marchés financiers internationaux aussi enthousiaste à une arrivée au pouvoir du parti travailliste que celui qu'ils ont réservé à la victoire de la coalition de centre-gauche dirigée par Romano Prodi en Italie. D'autres analystes estiment au contraire que la livre gagnerait à ce que le Royaume-Uni reste à l'écart de l'Union monétaire européenne, estimant que son adhésion à l'euro aurait pour effet d'éroder la compétitivité de l'économie et de faire remonter le taux de chômage.

Pierre-Antoine Delhommais

## Texas Instruments va réduire ses effectifs

LE GROUPE d'électronique américain Texas Instruments a annoncé mardi 15 octobre la suppression, d'ici à la fin de l'année, de cinq mille trois cents postes, principalement aux États-Unis, au travers de départs anticipés à la retraite. Cette décision fait suite à la chute des résultats de l'entreprise au troisième trimestre 1996. Le chiffre d'affaires est en baisse à 2,84 milliards de dollars (3,42 milliards de francs), contre 3,43 milliards de dollars un an plus tôt. Le résultat net est négatif de 148 millions de dollars (y compris une provision exceptionnelle de 192 millions de dollars), contre un bénéfice de 289 millions de dollars sur la même période de 1995. Texas Instruments accuse la baisse des prix de certaines catégories de composants électroniques : les mémoires DRAM. Leur prix moyen de vente au troisième trimestre 1996 était de 80 % inférieur à celui du troisième trimestre 1995.

■ DAEWOO SECURITIES : le courtier sud-coréen a annoncé mercredi 16 octobre à Séoul qu'il était en négociation pour reprendre une banque publique française, dont il n'a pas dit le nom, pour 1 franc symbolique. En cas de succès de son offre, Daewoo se propose d'investir 50 millions de dollars dans la banque française pour faciliter sa restructuration, et de réduire de 20 % les effectifs.

■ FRET AMÉRICAIN : deux des plus grosses sociétés de transport ferroviaire des États-Unis, CSX et Conrail, ont annoncé leur prochaine fusion, le premier rachetant le second pour un montant de 8 milliards de dollars (environ 40 milliards de francs). L'ensemble créera la plus importante compagnie de fret du monde.

■ RENAULT : le constructeur automobile envisage la cession progressive de sa division câblage à Sylea, filiale de Labinal. Cette opération concernerait trois sites industriels de Renault, qui emploient chacun environ quatre cent cinquante personnes. Le projet prévoit tout d'abord la filialisation de Dreux Câblage, qui permettra la création d'une holding regroupant les trois usines, puis l'entrée de Sylea à hauteur de 49 % dans le capital de cette holding, avec une option d'achat d'ici fin 1998 des 51 % restants.

■ SUEZ : la compagnie a enregistré un bénéfice net part du groupe de 772 millions de francs au premier semestre 1996 contre une perte de 3,976 milliards de francs au premier semestre 1995. Le résultat courant a progressé de 30,3 % à 1,186 milliard de francs contre 910 millions de francs un an plus tôt.

■ PEPSICO : le groupe agroalimentaire américain a annoncé pour le troisième trimestre un résultat net de 144 millions de dollars, en baisse de 77 % par rapport au troisième trimestre 1995. Coca-Cola a de son côté enregistré un bénéfice net de 2,73 milliards de dollars, en hausse de 22 %.

■ GEHE : le premier répartiteur européens de médicaments, l'allemand Gehe, a confirmé le 15 octobre la vente de ses sociétés de fabrication de médicaments génériques, pour 1,2 milliard de deutschemarks (4 milliards de francs). Azupharma va au suisse Sandoz qui finclurera dans Novartis, ce dernier devenant ainsi le premier fabricant mondial de génériques. L'allemand BASF reprend la filiale française GNR Pharma.

■ UNITED NEWS & MEDIA : le groupe de presse britannique, qui publie notamment le Daily Express et le Daily Star, va acquérir le groupe Blenheim, spécialisé dans l'organisation de salons, pour 592 millions de livres (4,884 milliards de francs).

RENAULT et la société SYLEA, filiale du Groupe LABINAL, étudient les modalités d'un partenariat qui pourrait se traduire par la cession progressive de la Division Câblage de RENAULT à SYLEA. Trois sites industriels de RENAULT sont concernés par ce projet : DREUX CÂBLAGE, RENAULT INDUSTRIE MAROC (RIM est filiale à 100 % de RENAULT) et RENAULT INDUSTRIE TUNISIE (RIT est filiale à 66,2 % de RENAULT) qui emploient chacun environ 450 personnes. Le calendrier du projet prévoit la filialisation mi-1997 de DREUX CÂBLAGE, afin de permettre la création d'un holding regroupant les trois usines. SYLEA entrerait au plus tard fin juin 1997 à hauteur de 49 % dans le capital de ce holding. Cette prise de participation minoritaire s'accompagnerait d'une option d'achat jusqu'à fin 1998 des 51 % restants. Les instances représentatives du personnel des deux entreprises seront consultées le 29 octobre 1996.

GROUPE LABINAL



■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 16 octobre, à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 381,05-381,35 dollars contre 381,10-381,40 dollars la veille en clôture.

■ L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a terminé, mardi 15 octobre, en hausse de 0,30 %, à 4 050,8 points, inscrivant un nouveau record de clôture.

■ DANS LE SILLAGE de plusieurs places financières, la Bourse de Paris a progressé mardi avec une hausse de 1,15 % de l'indice CAC 40, à 2 168,28 points.

■ LE MATIF a terminé en forte hausse mardi. Le contrat notional échéance décembre s'est apprécié de 50 centimes, à 126,44. Le Pibor a gagné 6 centimes, à 96,30.

■ LES COURS DU PÉTROLE ont atteint mardi leur meilleur niveau depuis près de six ans. Le contrat novembre sur le baril de Brent a clôturé à 24,65 dollars.

## LES PLACES BOURSIÈRES

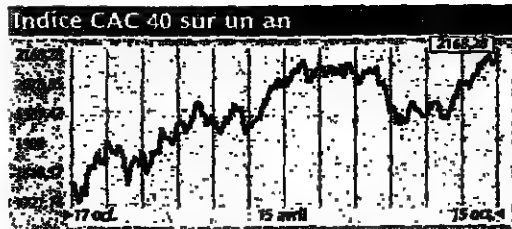
## Repli modéré Paris

LA BOURSE DE PARIS était orientée à la baisse, mercredi 16 octobre, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 cédait 0,25 % à 2 162,84 points.

Le franc cédait un peu de terrain face au deutschemark, cotant 3,3850 francs pour 1 mark. Le contrat notional du Matif perdait 14 centimes, à 126,28 points.

La veille, prise dans le tourbillon des records affichés par plusieurs places financières, la Bourse de Paris avait vivement progressé, atteignant son plus haut niveau de l'année.

En hausse de 0,37 % dès l'ouverture, l'indice CAC 40 avait terminé la séance à 2 168,28 points, soit un gain de 1,15 %. Dans le courant de la journée, cet indice avait même atteint 2 176,45 points, soit une progression de 1,55 %. Le volume des échanges avait été important, s'élevant à 5,9 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor à dix ans avait gagné 50 centimes à 126,44 points.



Les investisseurs étrangers ne faisaient pas montre d'inquiétude particulière, à l'approche de la grève des fonctionnaires, jeudi 17 octobre. En raison d'un pro-



blème technique, la page de cotations n'a pas pu être publiée ce jour. Nous présentons nos excuses aux lecteurs pour le désagrément ainsi causé.

## Général des eaux, valeur du jour

BONNE SÉANCE, mardi 15 octobre, à la Bourse de Paris pour la Générale des eaux. Le titre de cette dernière a terminé la journée à son plus haut niveau de l'année en gagnant 5,1 %, à 620 francs. Les transactions ont été effrénées, portant sur 1,3 million de titres. Les boursiers ont été favorablement impressionnés par les résultats semestriels du groupe, qui ont d'ores et déjà plus que triplé par rapport au premier semestre 1995. Pour l'année, Jean-Marie Messier, président

du groupe, table sur un résultat net proche de 1,8 milliard de francs, après une perte historique de 3,7 milliards de francs en 1995.



## La Bourse de Tokyo marque le pas

APRÈS sa vive progression de la veille, la Bourse de Tokyo a marqué le pas, mercredi 16 octobre. L'indice Nikkei des 225 valeurs vendait à terme sur un modeste repli de 0,15 % abandonnant 32.744 points, à 21.977,19 points.

La veille, quelques prises de bénéfice ont pesé sur Wall Street, mais l'indice Dow Jones a réussi à se maintenir au-dessus des 6 000 points et l'indice du Nasdaq a établi un nouveau record grâce aux bons résultats trimestriels d'Intel. L'indice Dow Jones a terminé pratiquement inchangé par rapport à la veille à 6 004,78 points, soit un repli de 0,09 %. Selon Alfred Goldman de A. G. Edwards, une pause éventuelle de Wall Street n'est pas à exclure après avoir gagné 450 points en cinq semaines et 850 points depuis le 16 juillet.

En Europe, l'indice Footsie des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a terminé en hausse de 12,1 points, soit 0,30 %, par rapport à la veille, à 4 050,8 points, chiffre définitif et nouveau record en clôture. Le précédent record datait de lundi. A la Bourse de Francfort, l'indice DAX a fini sur un gain de 1,28 % à 2 728,45 points.

INDICES MONDIAUX	Cours au 15/10	Cours au 16/10	Var. %
Paris CAC 40	2168,28	2162,84	-0,25
New York DJ	6004,78	6004,78	0,00
London FT 100	4050,8	4050,8	0,30
Frankfurt DAX	2728,45	2728,45	1,28
Tokyo Nikkei	21977,19	21977,19	-0,15
Hong Kong Hang Seng	12644	12644	0,50
Amsterdam AEX	375,84	375,84	0,06
Madrid IBEX 35	375,84	375,84	0,06
Stockholm OMX	1673,13	1673,13	0,00
Lisbonne PSI 20	12644	12644	0,50
Hong Kong Hang Seng	12644	12644	0,50
Singapore Straits	2040,48	2040,48	0,72

NEW YORK	15/10	16/10
Alcoa	58,63	58,37
American Express	47,11	47,37
Allied Signal	64,63	64,63
AT & T	34,42	34,75
Banque	7,87	8
Boeing Co	98,37	98,12
Caterpillar Inc.	75,50	74,12
Chevron Corp.	66,62	66,87
Coca-Cola Co	48,50	48,14
Disney Corp.	65,17	65,25
Du Pont Nemours & Co	95,48	95
Eastman Kodak Co	79,25	77,87
Exxon Corp.	68	67,62
Gen. Motors Corp.	32,75	31,87
Gen. Electric Co	55,12	55,12
Goodyear Tire & Rubber	45,75	45,75
IBM	130,12	129,62
Intl Paper	42	42,37
J.P. Morgan Co	63	63,62
Mc Don Douglas	53	53,50
Merck & Co Inc.	71,75	71,82
Minnesota Mining & Mfg	70,42	71,37
Philips Morris	64,25	64,50
Procter & Gamble Co	95,87	95,50
Sears Roebuck & Co	49,25	49,37
Texaco	101,87	101,75
Unit Carb.	43,25	43,50
Univ. Tech.	123,87	123,87
Westinghouse Electric	16,50	16,75
Woolworth	21,12	21

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 15/10	Var. %	Var. %
Alcoa	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75
Alcan (CMC) Ly	45	+0,44	+0,75

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 15/10	Var. %	Var. %
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	Cours au 15/10	Var. %	Var. %
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 15/10	Var. %	Var. %
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 15/10	Var. %	Var. %
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75
Alcan	58,63	+0,44	+0,75

## Indice SBF 250 sur 3 mois



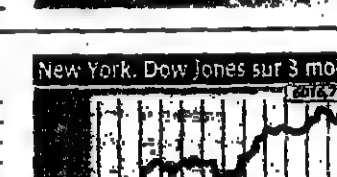
## Indice second marché sur 3 mois



## Indice MidCac sur 1 mois



## New York, Dow Jones sur 3 mois



## Londres, FT100 sur 3 mois



## Francfort, Dax 30 sur 3 mois



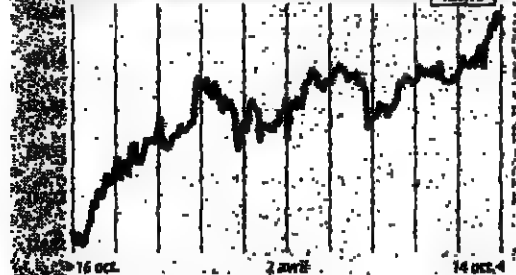
## LES TAUX

## Hausse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif - qui mesure la performance des emprunts d'Etat français - a ouvert en légère hausse, mercredi matin 16 octobre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait huit centimes, à 126,44 points. La veille, elle avait terminé en très forte hausse (+50 centimes). Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait mercredi matin à 5,92 %, soit 0,06 % au-dessus du rende-

ment de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. Mardi, le marché obligataire américain avait terminé la séance sur une note stable, le taux du titre à 30 ans s'inscrivant à 6,84 % en clôture. Les opérateurs étaient restés prudents, dans l'attente de la publication de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis. La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,39 %, le taux de l'argent au jour le jour.

## Notionnel 10 % première échéance, 1 an



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 1990	Taux au 15/10	Taux au 16/10	Indice des prix
France	3,37	3,39	2,30
Allemagne	3	3,02	1,80
Grande-Bretagne	5,75	5,75	2,70
Italie	8,31	8,28	4,30
Japon	0,47	0,47	0,20
Etats-Unis	5,22	5,22	6,85

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 15/10	Taux au 16/10	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,61	4,57	102,68
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,32	5,34	104,82
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,75	5,66	105,79
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,07	5,99	106,22
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,69	6,62	106,62
Obligations françaises	6,10	6,03	105,96
Fonds d'Etat à TME	2,14	2,19	101,61
Fonds d'Etat à TME	1,78	1,78	101,97
Obligat. franc. à TME	1,89	1,85	101,42
Obligat. franc. à TME	0,12	0,10	100,44

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Actif	Vente	Achat	Vente
10/10	3,3750	3,3750	3,3750
1 mois	3,3750	3,3750	3,3750
3 mois	3,3750	3,3750	3,3750
6 mois	3,3750	3,3750	3,3750
1 an	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR FRANCS	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Francs 1 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Francs 3 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Francs 6 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Francs 12 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR ECU	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Ecu 3 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Ecu 6 mois	3,3750	3,3750	3,3750
PIBOR Ecu 12 mois	3,3750	3,3750	3,3750

## MATIF

Échéances 1990	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
15/10	153894	126,44	126,44	126,44	126,44
16/10	361	126,44	126,44	126,44	126,44
17/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
18/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
19/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
20/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
21/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
22/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
23/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44
24/10	79	126,44	126,44	126,44	126,44

## CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

Échéances 1990	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
15/10	1384	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
16/10	213	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
17/10	166	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
18/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
19/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
20/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
21/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
22/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
23/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28
24/10	155	2168,28	2168,28	2168,28	2168,28

## LES MONNAIES

## Progression du dollar et de la livre

LE DOLLAR était orienté à la hausse, mercredi matin 16 octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5430 mark, 112,25 francs et 3,2135 francs. La livre sterling s'inscrivait en forte progression. Elle cotait 2,4465 francs et 8,2675 francs. La monnaie britannique est soutenue par le dynamisme de l'économie du Royaume-Uni. La croissance du produit intérieur

brut devrait dépasser 3 % en 1997, après s'être établie à 2,5 % environ cette année. Une telle accélération pourrait se traduire par un resserrement de la politique monétaire britannique et par une hausse des rendements des dépôts libellés en livres. A la veille de la grève dans la fonction publique, le franc gagnait du terrain face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,38 francs pour un mark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Allemagne (100 dm)	338,4700	-0,00
Ecu	6,4980	-0,00
Etats-Unis (1 usd)	5,2090	-0,00
Belgique (100 F)	16,4270	-0,00
Pays-Bas (100 f)	301,6600	-0,00
Italie (1000 lir.)	3,4060	-0,00
Danemark (100 kro)	88,3100	-0,00
Irlande (1 lesp)	8,3760	-0,00
Grande-Bretagne (1 L)	8,2485	-0,00
Grèce (100 drach.)	21,645	-0,00
Suède (100 krs)	74,6920	-0,00
Suisse (100 F)	411,7500	-0,00
Norvège (100 ki)	79,6000	-0,00
Autriche (100 sch)	48,1070	-0,00
Espagne (100 pes.)	4,0253	-0,00
Portugal (100 esc.)	3,3500	-0,00
Canada 1 dollar ca	3,8526	-0,00
Japon (100 yens)	4,6414	-0,00
Finlande (mark)	113,3600	-0,00



# AUJOURD'HUI

SPORTS

**COUPE DE L'UEFA** En match aller du deuxième tour en Coupe de l'UEFA, Monaco est allé s'imposer (4-2) mardi 15 octobre à Cologne face au Borussia Moenchenglad-

bach. ● L'ANCIEN défenseur de Guingamp, Hubert Fournier, a pris des initiatives offensives qui ont permis la nouvelle étoile monégasque, Thierry Henry, faire la dif-

férence. ● METZ, au stade Saint-Symphorien, a pris le meilleur sur les Portugais du Sporting de Lisbonne en marquant par Amara Traoré et Didier Lang, dans le premier

quart d'heure. ● A L'EXCEPTION du Slavia de Prague, battu par les Espagnols de Valence (1-0), toutes les autres équipes qui recevaient ont gagné à domicile ces matches aller.

● ADVERSAIRE du PSG, jeudi 17 octobre, en Coupe des vainqueurs de Coupe, Galatasaray, le club d'Istanbul, est en train de se doter de structures financières modernes.

## Monaco impose à Moenchengladbach un football « à l'allemande »

Vainqueurs à Cologne (4-2), les Monégasques ont su exploiter les faiblesses défensives de leurs redoutables adversaires. Parmi eux, Hubert Fournier, l'ancien arrière de Guingamp, bien intégré mais mal inspiré d'avoir pris des libertés avec la traditionnelle rigueur d'outre-Rhin

C'EST UN RÔLE qu'il connaît par cœur : « le même qu'à Guingamp, un poste d'arrière central avec un système de couverture alterné ». Depuis qu'il a rejoint, cet été, la Bundesliga, Hubert Fournier, recrue française du Borussia Moenchengladbach, a pratiquement renoncé à toute forme de jeu offensif pour tenir la place qu'il a gagnée dans sa nouvelle équipe, celle de dernier défenseur, à qui on ne demande de franchir la ligne médiane que pour faire briller son jeu de tête sur les cornes. « A cette place, il pourrait jouer en équipe de France », assure son nouvel entraîneur, Bernd Krauss, apparemment sûr de sa trouvaille.

Mardi 15 octobre, contre l'AS Monaco en seizième de finale aller de la Coupe de l'UEFA, l'ancien Guingampais s'est accroché, pendant plus d'une heure, à l'aire de jeu qui lui est normalement dévolue, tentant tant bien que mal de contenir les vives contre-attaques des Monégasques,

relançant le jeu par de longues passes latérales. Jusque-là, la rencontre avait ressemblé à ce qui fait l'ordinaire et le succès populaire du championnat allemand : un jeu rapide, engagé, voisin du kick and rush britannique, le jeu par les ailes en moins. Le ballon avait volé d'un bout à l'autre du terrain, et, à quatre reprises, dans les filets des deux gardiens de buts. Christian Hochstätter et Patrick Andersson avaient répliqué à deux fois victorieux des Monégasques John Collins et Victor Ikpeba. A deux buts partout, le moment semblait venu, pour les Allemands, d'embeller ce match encore inédit.

On vit alors Hubert Fournier prendre plusieurs fois l'initiative, sorti de ses bases. Peut-être la fraîcheur du football monégasque avait-elle réveillé en lui cette envie de jouer qu'il avait failli perdre quelques années plus tôt, lorsque l'entraîneur suisse de Caen, Daniel Jeandupeux, lui réservait plus souvent qu'à son tour un strapontin chez les remplaçants. « J'étais écorché par le copinage, se rappelle-t-il. Moi, j'ai du mal à être le copain de mon patron. Je n'ai pas envie de le trahir, ce mec-là. » Il

envisage alors de renoncer à la carrière, de prendre la succession de l'affaire familiale, un hôtel de Clermont-Ferrand. Mais le football a vite rattrapé l'ancien apprenti de l'INF Vichy. Par le bas : en 1993, il se « remet d'aplomb » en signant un contrat avec l'En-Avant Guingamp, qui venait de descendre en National 1. Trois ans plus tard, le club breton a assuré sa place en élite, et Hubert Fournier, vingt-neuf ans, s'est découvert de nouvelles ambitions grâce à l'« arrêt Bosman ». « Je n'ai jamais eu de prétentions au-

dessus de ma valeur, mais je ne me suis jamais sous-estimé non plus », dit-il. Son agent prend finalement langue avec les Allemands du Borussia Moenchengladbach, dans la Ruhr. « Ce n'est pas la Côte d'Azur, mais ce n'est pas la terre Adèle non plus », sourit-il. En France, les dirigeants de « Gladbach », troisième de la Bundesliga en 1996, avaient supervisé les attaquants Sonny Anderson et Dely Valdes pour compléter leur cohorte d'étrangers (au nombre de huit cette année) et rejoindre le joueur le mieux payé du foot alle-

mand, Stefan Effenberg. Mais ils optèrent pour un défenseur : Hubert Fournier, « parce que c'est un joueur rapide, solide », explique Bernd Krauss, qui l'a titularisé dès le premier match de championnat. Sur le terrain, Hubert Fournier, avec son allure faussement nonchalante, toujours très correcte, sa tenue très droite et sa chevelure brune, fait parfois songer à Manuel Amoros. « Il démontre que l'on peut être un excellent défenseur sans prendre beaucoup de cartons », dit de lui Stéphane Carnot, son ancien coéquipier de Guingamp.

En Allemagne, le deuxième Français de la Bundesliga (avec Marc Keller, attaquant de Karlsruhe) a toutefois dû se plier à de nouvelles règles, à « un arbitrage plus strict ». Cela lui a valu deux cartons jaunes dans le même match, suite à des tacles par derrière. « En France, tu as d'abord droit à une réprimande ! », et puis plus rien.

Etait-ce le fait de retrouver une équipe française sur son chemin ? Ou s'agissait-il, au contraire, de nouvelles consignes de Bernd Krauss, destinées à éviter la troisième défaite consécutive de son

équipe en trois compétitions différentes, en Coupe d'Allemagne, en Bundesliga et en Coupe de l'UEFA ? Après une heure de jeu contre l'AS Monaco, Hubert Fournier a donc tenté de s'extraitre de ses figures imposées pour s'aventurer plus haut dans le camp adverse.

Trop loin, malheureusement pour lui : sur une de ses montées, le Français de Moenchengladbach sera débordé d'une aile de pigeon réalisée au milieu du terrain par la nouvelle étoile de Monaco, Thierry Henry, le jeune homme (dix-neuf ans) réputé le plus rapide du championnat de France. Cinquante mètres plus loin, après avoir écorché Stefan Effenberg de sa pointe de vitesse époustouflante, le Monégasque, tout juste rentré en jeu à la place de Sonny Anderson, redonnera l'avantage à son équipe. Vingt minutes plus tard, dans les arrêts de jeu, son coéquipier Victor Ikpeba achèvera de démontrer les belles capacités d'adaptation de joueurs de l'AS Monaco, vainqueurs sur un score « à l'allemande » (4-2) d'un match disputé sur un rythme « à l'allemande ».

Eric Collier

## Galatasaray veut transformer ses supporters en actionnaires

Club d'étudiants francophiles à l'origine, le rival turc du Paris-SG modernise son financement

**ISTANBUL** de notre correspondant L'équipe de football qu'affrontera Paris-Saint-Germain jeudi 17 octobre en Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de Coupe, ne devrait pas avoir à priori de points communs avec le célèbre lycée Galatasaray (du nom d'un quartier du centre d'Istanbul), qui avait été fondé en 1868 par les sultans ottomans pour former les hauts fonctionnaires de l'empire. Pourtant, au travers des décennies, les deux sont liés par un fil historique et un esprit d'équipe tenace.

A l'origine, l'enseignement à Galatasaray était résolument d'avant-garde, puisque, pour ouvrir vers l'Occident l'empire déclinant, le sultan avait décrété que l'enseignement se ferait en majeure partie en français. De cette école, qui fait aujourd'hui face à la concurrence des écoles privées, était issue jusqu'à récemment l'élite intellectuelle de Turquie. La diplomatie, les grands ministères, l'administration turcs sont encore truffés de francophones et francophiles qui ont fait leur apprentissage de notre langue sur les bancs du lycée.

Le sport, par contre, ne figurait pas parmi les préoccupations majeures. Initialement, les joueurs de l'équipe de football, fondée en 1905, étaient tous des élèves, qui combinaient leurs

études avec des séances d'entraînement moins exigeantes que celles des footballeurs d'aujourd'hui. Mais le sport professionnel a fini par prendre le dessus et, vers les années 50, le club sportif a bifurqué dans une nouvelle direction, sans pour autant rompre tout à fait ses attaches avec l'« alma mater », dont il porte toujours les couleurs. Les anciens élèves de Galata sont d'ailleurs pour la plupart de fervents supporters de l'équipe de football.

### IMAGE DE MARQUE

Les sentiments des fans et la générosité du comité directeur - composé presque exclusivement d'hommes d'affaires et d'industriels prospères - ne suffisent cependant pas à couvrir les frais du club. Galatasaray espère récolter près de 1 million de francs de la vente des billets pour le match de jeudi, se prépare à franchir une nouvelle étape vers la commercialisation.

Pour affronter l'avenir, et se battre à armes égales avec les grands clubs d'Europe, Galatasaray prévoit à moyen terme de former trois compagnies pour élargir et approfondir la commercialisation d'une image de marque sans égale en Turquie et exploiter un marché potentiellement énorme, a expliqué son secrétaire général, Sinan Kalpakçioğlu, lors d'une interview

accordée au quotidien Yeni Yüzyıl. Les supporters devraient pouvoir, dans le futur, devenir actionnaires de leur club favori. Il est également question de démolir en 1997 le stade Ali Sami Yen, qui est situé au cœur du district des affaires, pour le rebâtir plus beau qu'avant, avec l'addition d'un centre commercial et d'un parking de huit étages. A plus brève échéance, Galatasaray devrait lancer un fan-club ainsi qu'un magazine.

Si, au niveau des clubs, le football semble parfois n'être plus qu'une affaire de gros sous, dans les tribunes, sur les gradins, ce sport déchaîne des passions qui ne se taisent pas. Le soutien accordé à une équipe se transmet souvent de génération en sein d'une famille, et les supporters sont généralement loyaux à leur club. Galatasaray, bien qu'en tête des 18 clubs de la ligue turque après neuf journées cette saison, a été critiqué pour un jeu jugé plutôt médiocre. Mais, jeudi, les fans arrivèrent par milliers, avec leurs écharpes jaunes et rouges, leurs drapeaux et leurs slogans, pour défendre leurs héros - Hakan, Hayrettin, Tugay et les autres - face au tenant de la Coupe des coupes, le Paris-Saint-Germain.

Nicole Pope

## Dernier pari à New York pour Wayne Gretzky, la star du hockey sur glace

### ATLANTA

correspondance Sa fuite vaine et inutile du temps l'a conduit vers New York. Mais elle aurait tout aussi bien pu l'amener ailleurs, dans une autre patrie, en Floride, au Texas ou en Arizona. Wayne Gretzky, bientôt trente-six ans, est à peu près certain de découvrir partout où il se trouvera, en observant la glace, un même reflet usé de lui-même. Il a choisi New York et le club des Rangers pour reformer avec Mark Messier, un complice de plus de vingt ans, le tandem de choc qui avait permis aux Oilers d'Edmonton de remporter cinq titres consécutifs de la National Hockey League (NHL), au cœur des années 80. Mais il a aussi, dit-on, choisi New York parce que les dirigeants des Saint Louis Blues, son précédent club, ne voulaient plus de lui. Et il a choisi New York, enfin, le jour où il a compris que les équipes prêtes à lui offrir un maillot, un casque et un salaire décent se comptaient sur les doigts d'une seule main.

Triste fin de carrière ? Peut-être. Mais Wayne Gretzky, certifié par les experts plus grand joueur de hockey sur glace de tous les temps, n'en est plus à se torturer l'esprit avec une telle question. A

trente-cinq ans, il se sent encore capable de diriger le palet et de le conduire vers le but adverse, même s'il n'a plus la vitesse de ses vingt ans.

La saison passée, son score personnel lui a attribué une modeste douzième place au classement des meilleurs buteurs de la NHL. Et son regard se perd en rêveries lorsque les journalistes lui présentent comme un joyau le long chapiteau de ses exploits passés : dix-huit saisons professionnelles, plus de huit cents buts, près de mille huit cents passes décisives et la récompense de neuf trophées du meilleur joueur de l'année.

### SOLAMITE ET UN RECORDS

A lui seul, le Canadien possède soixante et un records de la NHL. Et certains d'entre eux, promettent déjà les spécialistes, ne seront certainement jamais approchés. Il pourrait en rester là et quitter ainsi la glace. Mais son appétit est intact. « Je veux encore connaître l'euphorie de la victoire, répète-t-il comme un refrain depuis son arrivée à New York. J'attaque cette nouvelle saison avec la ferme intention de la terminer par un succès dans la Stanley Cup (la finale du championnat de NHL). Et si nous l'emportons en juin 1997 je

prolongerais ma carrière d'une année supplémentaire pour essayer de l'emporter encore une nouvelle fois. »

La victoire, Wayne Gretzky n'a plus que ce mot à la bouche. Il en ponctue chacune de ses phrases, s'en nourrit jusqu'à l'écoeurement dans toutes ses interviews et le rappelle quotidiennement à ses nouveaux partenaires, comme s'il craignait de les voir oublier que c'est pour la victoire, seulement la victoire, qu'il a choisi de les rejoindre.

Un pari impossible ? Aux Etats-Unis, ils sont nombreux à le croire. A l'ouverture de la saison, vendredi 4 octobre, les pronostics ne donnaient guère de chances aux Rangers de rester jusqu'au bout dans la course au titre NHL. « Messier et Gretzky auront tous les deux trente-six ans en janvier 1996, expliquait un commentateur de la chaîne sportive ESPN. Ils sont encore sûrement capables de réguler le public new-yorkais. Et ils savent à coup sûr jouer ensemble. Mais leur temps est passé. Et personne n'y peut plus rien. »

La victoire, ce besoin presque physique de rester maître du palet, Wayne Gretzky n'en a pas perdu l'envie, mais il a fini par en oublier le goût. Son dernier succès

en finale de la Stanley Cup remonte à 1988, l'année de son transfert d'Edmonton vers Los Angeles. Depuis, il lui a fallu découvrir la signification du mot défaite, puis apprendre à en faire son quotidien.

En plus de sept ans passés sous le maillot des Los Angeles Kings, le Canadien a élevé trois enfants, perfectionné son golf, investi dans l'immobilier et décoré avec goût sa propriété du nord de la ville. Mais il n'a plus jamais porté à bout de bras le moindre trophée.

En février, sa fuite comme un voleur de Los Angeles vers Saint Louis n'avait pas d'autre raison que l'envie de se mêler à une équipe a priori taillée pour le succès. Son nouveau démenagement, de Saint Louis vers New York, ressemble à un chant du cygne. « Rien ne sera facile avec les Rangers, expliquait-il au soir de sa première rencontre au Madison Square Garden. Le public m'a réservé une ovation à mon entrée sur la glace. Je sais qu'il attend beaucoup de moi. Et je sais également que le plus difficile, désormais, sera d'être perpétuellement comparé à moi-même. Mais je veux tenter ce pari jusqu'au bout. »

Alain Mercier

## L'escrime française se retrouve orpheline de la BNP

POUR L'ESCRIME française, l'aterrissage est un peu rude. Quelques semaines après son triomphe d'Atlanta (7 médailles et un effet médiatique sans précédent), elle vient de perdre son principal partenaire. La BNP a en effet décidé de ne pas renouveler l'accord de partenariat qu'il avait avec la Fédération française d'escrime (FFE) depuis sept ans.

« Cela va nous poser des problèmes économiques alors qu'en ce début d'olympiade il nous faudrait plutôt mobiliser des moyens financiers pour assurer la relève, déplore Pierre Abrie, le président de la FFE. Nous espérons que nos résultats d'Atlanta aient poussé la BNP à nous renouveler son soutien. Mais rien ne s'est concrétisé. Aujourd'hui, il y a urgence et nous lançons un appel à partenaires. »

### RECITATRE

Pierre Abrie paraît amer. Sa demande de rendez-vous auprès de Michel Pébereau, PDG de la BNP, n'a jamais reçu de réponse. Et la banque invoque notamment, pour expliquer son retrait, le peu de « visibilité » pendant les Jeux d'Atlanta de son soutien à l'escrime française, alors que les partenaires du Comité national olympique et sportif français (Cnosf) - et notamment le Crédit lyonnais - bénéficiaient pendant cette période d'une belle publicité. Un argument soulevé à plusieurs reprises ces derniers mois par des

partenaires de fédérations sportives et sur lequel médite aujourd'hui Pierre Abrie, par ailleurs vice-président du Cnosf.

Au-delà de ce point, on assiste tout simplement aujourd'hui au recentrage complet de la politique de parrainage sportif de la BNP autour du tennis.

« Notre soutien à l'athlétisme avait pris fin progressivement entre 1993 et 1995, rappelle Jean Petit, responsable des relations publiques et du parrainage à la BNP. Il restait l'escrime et le tennis, mais nous n'avons pas souhaité répartir pour un engagement de quatre années - c'est-à-dire d'une olympiade - avec la première. Notre stratégie est de concentrer nos moyens sur un axe de sponsoring qui est le tennis, à travers des événements comme le tournoi de Roland-Garros ou l'Open de Paris-Bercy, mais aussi toute une série de déclinaisons au niveau des tournois locaux et des épreuves de jeunes. Les résultats des escrimeurs français ne sont évidemment pas en cause. Mais nous souhaitons trouver un équilibre entre les différentes formes de mécénat, qu'il soit sportif, culturel ou médical. »

Le soutien financier de la BNP à l'escrime s'élevait à environ 1 million de francs par an contre 35 à 40 millions de francs annuels alloués au tennis. C'était sans doute le million de trop.

Gilles Van Kote

### RÉSULTATS

#### BASKET-BALL

Eurocoupe	
CSKA Moscou (RUS) - Hapo Tel-Aviv (ISR)	97-81
Amica (FRA) - KK Zagreb (CRO)	87-82
Coupe Korac	
Troisième journée	
Odesa (UKR) - Hapo Tel-Aviv (ISR)	71-84

#### FOOTBALL

Coupe de l'UEFA	
Sixième de finale aller	
Bor. Moenchengladbach (ALL) - AS Monaco (FRA)	2-4
Metz (FRA) - Sporting de Portugal (POR)	2-0
Dynamo Tbilissi (GEO) - Borussia Dortmund (GER)	1-0
Schalke 04 (ALL) - Trabzonspor (TUR)	1-0
Legia Varsovie (POL) - Besiktas (TUR)	1-1
Koln (ALL) - AS Roma (ITA)	2-0
Slavia Prague (TCH) - Valencia (ESP)	0-1
FC Bruges (BEL) - Nacional Buzarens (ROU)	2-0
Helsingborg (SWE) - Neuchâtel Xamax (SUI)	2-0
Inter Milan (ITA) - Casino Graz (AUT)	1-0
Lazio Rome (ITA) - Tenerife (ESP)	1-0
Aberdeen (ECOSSE) - Brondby (DEN)	0-2
Ferencváros Budapest (HON) - Newcastle (ANG)	2-2
Exp. Barcelona (ESP) - Feyenoord Rotterdam (P-B)	0-3
Gimnastic (POR) - Anderlecht (BEL)	1-1



## Ces anomalies qui aident à comprendre les séismes

Les sismographes s'intéressent de près à des signaux inhabituels détectés avant le déclenchement des tremblements de terre

LES SÉISMES meurtriers jettent l'histoire. De Kôbé, au Japon, en 1995, à Northridge, près de Los Angeles, en 1994, en passant par l'Iran en 1990, ou encore l'Arménie soviétique en 1988, pour ne citer que les plus récents. Ils montrent que les colères de la Terre sont fréquentes. Et imprévisibles.

Bien que des phénomènes précurseurs aux tremblements de terre soient observés depuis les années 1960, tels qu'une activité du gaz radon dans le sol, une variation du niveau d'eau dans les puits, ou une micro-sismicité élevée, il n'existe pas à ce jour de méthode de prédiction sûre. On peut prévoir qu'il y aura un tremblement de terre à tel endroit, mais on est encore incapable de dire quand.

Cela n'empêche pas les géophysiciens de se mobiliser pour étudier systématiquement tous les précurseurs, afin d'arriver à élaborer à terme des modèles prédictifs fiables. L'analyse de ces événements permet aussi de mieux comprendre les mécanismes de déclenchement des séismes. L'étude de certains séismes lents, qui durent plus de cent secondes – au lieu de vingt secondes en moyenne pour un séisme de magnitude 7 par exemple – apporte des éléments de réponse.

### CENT SECONDES

Tout récemment, en analysant après coup les nombreux sismogrammes enregistrés à l'occasion d'un séisme sous-marin lent qui a eu lieu le 14 mars 1994 sur la faille décrochante de Romanche au centre de l'Atlantique, deux chercheurs américains du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Jeffrey McGuire et Thomas Jordan, et un sismologue français, Pierre Ihmlé de l'Institut de physique du globe (IPG) de Paris, ont mis en évidence un signal inhabituel dans les vibrations de la Terre. Ils ont constaté que le séisme avait été précédé, immédiatement avant son déclenchement, d'une « anomalie spectrale à basse fréquence, entre 2 et 10 millihertz » qui a duré environ cent secondes. Les trois chercheurs ont publié leurs travaux dans la revue américaine « Science » le 4 octobre.

C'est la première fois qu'une anomalie de ce genre a été détectée de manière aussi claire sur un sismogramme. Pour la faire apparaître, les scientifiques ont appliqué des techniques de traitement du signal aux ondes P – les premières à être détectées par les observatoires lors d'un tremblement de terre. Le signal « lisse et long » qui a précédé le séisme de Romanche est la signature de cette « cassure lente qui charge la faille et déclenche un séisme rigide cassant », explique Pierre Ihmlé.

Dans la partie supérieure de la croûte terrestre, les failles peuvent en effet rester bloquées pendant longtemps en raison de frictions, alors que le mouvement des plaques tectoniques se poursuit de part et d'autre. Jusqu'au moment où la tension que subit la roche est telle que la faille se décharge comme un ressort comprimé qu'on libère soudainement, et provoque la rupture sismique.

Postulés à l'occasion du « séisme de la faille », de magnitude 9, qui a fait 50 000 morts au Chili le 22 mai 1960, les précurseurs lents ont été, jusqu'à présent, détectés sur les séismes sous-marins liés aux failles décrochantes. Ce qui est le cas de la faille de Romanche, longue de 900 kilomètres, lieu de coulissage entre les plaques Afrique et Amérique du Sud. Mais on n'en a pas encore trouvé – faute d'étude systématique – sur les séismes continents, qui sont pourtant les plus catastrophiques. Sauf au Chili, en 1960, où le précurseur, qui a duré dix minutes, a libéré autant d'énergie que le séisme lui-même.

Les anomalies spectrales, trop proches du déclenchement de la catastrophe, peuvent certes difficilement servir d'alerte. Elles ouvrent néanmoins une piste intéressante pour la compréhension des mécanismes qui contrôlent la rupture des failles, et qui prennent naissance dans la croûte terrestre, à 10 ou 20 kilomètres de profondeur. Malgré les simulations en laboratoire, les scientifiques n'ont ainsi pas encore trouvé d'explication à la faible vitesse de rupture observée chez les séismes lents : 1 kilomètre par seconde, au lieu de 3 kilomètres pour les séismes ordinaires.

Outre les informations apportées par les observatoires sismiques mondiaux qui sont maintenant « arrivés à maturité et offrent une excellente résolution à basses et hautes fréquences », ajoute Pierre Ihmlé, les scientifiques peuvent aussi compter sur les sites pilotes. Boursés de centaines de capteurs, ces sites d'observation ont pour but d'enregistrer en continu la quasi totalité des précurseurs sismiques. Ils sont placés dans les zones sismiques du globe : au Japon, en Chine, dans la vallée de Muduru (Turquie), en Californie, dans le nord du Chili. Un autre est en cours d'installation dans le golfe de Corinthe, dans le cadre du projet européen GAIA (Geotectonic Activity Instrumentation and Analysis) (Le Monde du 12 octobre 1995). Lorsque quelques séismes « viendront se piéger dans un de ces sites, nous apprendrons certainement beaucoup », explique Pascal Bernard (IPG Paris), coordinateur du projet GAIA.

Christiane Galus

## Le système Carmen modifie à la demande l'acoustique des salles de concert

Des chercheurs ont mis au point un dispositif actif pour adapter l'environnement sonore d'un lieu

Les caractéristiques acoustiques des salles modernes, souvent polyvalentes, ne sont jamais favorables à tous les usages. Elles peuvent être quel-

que peu adaptées à l'aide de panneaux mobiles et de matériaux absorbants. Un système électronique bien plus efficace, baptisé Carmen, vient d'être

testé dans l'auditorium Rainier-III de Monaco. Les musiciens de l'Orchestre philharmonique de la principauté ont été enthousiasmés du résultat.

L'ACOUSTIQUE des salles de concert est une science qui implique la propagation du son dans l'air, la nature physique des matériaux qui le renvoient vers les musiciens qui le produisent, et le public qui l'écoute.

De façon intuitive, les anciens ont bâti des lieux idéalement adaptés à leur utilisation. Certains théâtres antiques sont parfaits pour la voix parlée. Le froissement d'une allumette sur un grattoir peut porter jusqu'au dernier rang. Certaines églises présentent, au Moyen Âge, les mêmes caractéristiques. Les prédicateurs s'y faisaient entendre de tous, malgré le caractère trop réfléchissant des pierres et des enduits de parement. Lors de restaurations récentes, les architectes ont découvert que les bâtisseurs avaient installé des amfibores dans l'épaisseur même des murs. Leur embouchure affleurant les parois, ces cavités agissaient comme autant de résonateurs.

Le problème se complique quand on sait qu'il n'existe pas une acoustique de salle idéale. Chaque genre de musique nécessite un environnement sonore spécifique caracté-

risé par le temps de réverbération, qui s'exprime en secondes et correspond au temps mis par un son pour ne plus être audible. Pour la musique populaire et le jazz, on estime qu'il doit être de 0,8 à 1,2 seconde ; de 0,8 à 1,2 seconde pour une conférence ; de 1 à 1,5 seconde pour la musique de chambre ; de 1 à 1,6 seconde pour l'opéra, et de 1,7 à 2 seconde pour la musique symphonique.

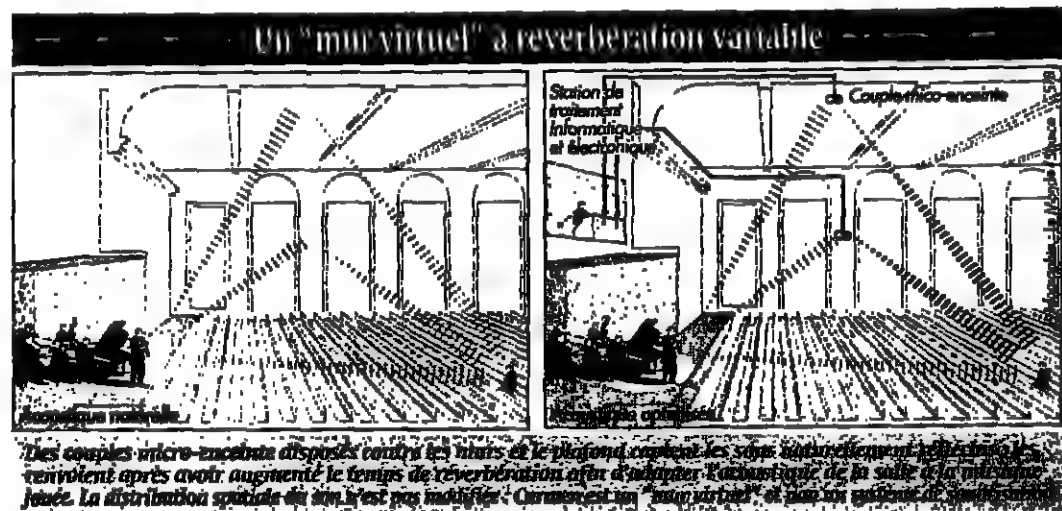
Certains lieux sont parfaitement adaptés à l'utilisation pour laquelle ils ont été conçus. Ce n'est pas le cas de quantité de salles polyvalentes. Jusqu'à présent, les acousticiens s'efforçaient d'assurer leur adaptation de façon passive à l'aide de panneaux mobiles plaqués contre les murs et suspendus au plafond. En faisant varier leur inclinaison, on jouait sur la capacité des matériaux à réfléchir ou à absorber le son, il était possible de rendre la salle plus ou moins réverbérante.

Mais il est rare que ces corrections soient suffisantes. Dans certains cas limites, il n'y a rien à faire. C'est ainsi que le Philharmonie Hall de New York doit être démolé en

1976, quatorze ans après son inauguration et quelques millions de dollars dépensés en pure perte pour améliorer ce qui ne l'était pas de façon classique.

Jean-Paul Vian et son équipe du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) de Grenoble ont imaginé un dispositif « actif » pour résoudre le problème. Leur système baptisé Carmen (Contrôle actif de la réverbération par mur virtuel à effet naturel) se propose de faire varier le temps de réverbération des salles afin de les rendre réellement polyvalentes.

Constitué d'un ensemble de cellules associant un microphone et une enceinte acoustique réparties autour de la salle et au plafond, Carmen n'est pas assimilable à une sonorisation. Chaque couple micro-enceinte est plaqué contre les parois, captant et amplifiant dans le même temps les sons naturellement réfléchis après les avoir fait transiter à travers un filtre numérique et un amplificateur de puissance, de façon à augmenter à la demande le temps de réverbération sur une gamme étendue de fréquences.



## Quand l'instrument de mesure s'efface devant l'oreille

LES LIMITES ACTUELLES de l'acoustique tiennent au protocole de mesures retenu pour analyser les caractéristiques d'une salle. Il y a quelques années, le prestigieux Carnegie Hall de New York a été restauré à l'identique. Les mesures avant et après travaux ne montraient aucune différence notable. Mais le pianiste Vladimir Horowitz affirma que la salle sonnait beaucoup moins bien qu'avant. Les scientifiques mirent en cause les oreilles de l'artiste âgé de quatre-vingt ans... Jusqu'au jour où l'on a découvert qu'un entrepreneur chargé de la réfection avait entassé les gravats sous la scène.

Si l'on avait réalisé un audiogramme d'Horowitz, on se serait effectivement aperçu qu'il n'entendait plus très bien, notamment les fréquences aiguës – comme toute personne de son âge. Mais ce que cet examen médical objectif ne dit pas, c'est qu'une oreille exercée écoute, certes, ce qu'elle entend, mais aussi ce

qu'elle sait qu'elle doit entendre. Chaque note de musique correspond à une fondamentale et à une série d'harmoniques aigus qui signent l'instrument qui l'a produite. Horowitz connaissait mieux l'acoustique et la nature même du son du piano que les instruments ne permettent de les analyser.

### « PSYCHO-ACOUSTIQUE » ?

Michèle Castellengo, responsable du laboratoire d'acoustique de l'université Paris-Jussieu, illustre cette notion en faisant passer un petit examen à ses étudiants en début de cursus. Elle leur demande de transcrire phonétiquement le langage des Bochmans d'Afrique du Sud. Ignorant que cette ethnie associe langage articulé et bruits de langue, la plupart de ses élèves ne transcrivent pas ce qu'ils identifient comme des parasites dus à l'enregistrement.

Il serait presque possible de parler de « psycho-acoustique », puisqu'il est entendu qu'un

médomane focalise son attention sur tel ou tel détail en fonction de sa capacité à discriminer la hiérarchie des événements sonores organisés par le compositeur. On pourrait d'ailleurs presque affirmer que la langue parlée des enfants modélise un référent acoustique variable selon les populations : les pianos produits au Japon ont une sonorité plus claire que ceux produits en Allemagne.

La complémentarité de l'écoute objective et de l'écoute subjective n'a pas échappé aux chercheurs en acoustique. Ils ont accumulé des mesures réalisées dans des salles de concert, d'opéra, des théâtres et des salles de conférences, modélisant ainsi des caractéristiques acoustiques adaptées à chaque utilisation. Mais lorsqu'ils interviennent sur une salle existante ou en cours de finition, ils adaptent à l'oreille ce qu'ils ont conçu sur leurs ordinateurs.

A. Lo.

## En Californie, Internet met le plan des rues dans l'annuaire

SAN FRANCISCO correspondance Qui a besoin d'un numéro de téléphone a plus vite fait de consulter l'annuaire ou les renseignements que de s'aventurer sur Internet. Un tel raisonnement s'appuie sur une pratique rarement démentie, mais semble ignorer qu'on peut offrir dans le cyber-espace des services dont les autres médias n'ont pas les moyens.

At Hand, par exemple, ne se contente pas de mettre sur la Toile les 1,2 million de commerces californiens ayant le téléphone. Elle transforme les traditionnelles pages jaunes du Bottin local en liant chaque adresse à une carte électronique et en ajoutant des articles de revues spécialisées, et de guides type Michelin ou Gault et Millau.

L'utilisateur branché accède à la page d'accueil de At Hand qui lui demande de s'enregistrer (le service est gratuit) et lui conseille de faire figurer certaines de ses coordonnées (adresse, code postal ou indicatif téléphonique). Il pose ensuite ses questions en ligne en tapant sur un formulaire banal qui lui permet de chercher par nom ou par type de commerce. D'un clic, une liste s'affiche sur l'écran avec noms, adresses, numéros de téléphone, cartes de crédit acceptées, jours et heures d'ouverture. Dans le cas où un article leur a été consacré par l'un des 45 guides et revues avec lesquels At Hand a un accord, il est accessible instantanément.

Un autre clic suffit pour faire apparaître une carte sur laquelle figurent les commerces retenus. Il y a dix échelles possibles, depuis une vue d'ensemble de la région jusqu'à un plan détaillé des quelques rues adjacentes. Chacune peut être imprimée.

Plus surprenant, At Hand permet en outre de chercher les commerces autour de chez soi ou de son bureau. Une fois donnée l'adresse de référence, il suffit de préciser à quelle distance on est prêt à se rendre pour voir apparaître tous les dentistes, ou toutes les librairies dans un rayon de 1, 2, 3 ou 5 miles. Les commerces répondant aux caractéristiques recherchées apparaissent alors sur une carte.

At Hand est une création de Pacific Bell, la compagnie téléphonique californienne qui a regroupé dans une seule banque de données les adresses figurant sur les pages jaunes de tous les annuaires de l'état. Le programme permettant de lier chaque nom à plusieurs cartes est écrit avec Java, le nouveau langage mis au point par Sun Microsystems. Utile pour les usagers, At Hand pourrait devenir un instrument privilégié pour les annonceurs qui peuvent faire de la publicité sur mesure. L'étape suivante consiste à permettre le commerce en ligne.

Quarante pour cent du trafic sur la Toile part de la Californie où y aboutit. Pacific Bell était dans une position privilégiée pour tenter l'expérience. Mais ce site surprenant invite à une réflexion plus générale sur l'utilisation de la Toile. Trop

d'entreprises dépendent des fortunes pour y faire figurer leurs produits traditionnels sans la moindre modification, c'est-à-dire en ignorant ses spécificités.

Or, dans la mesure où le commun des mortels est plus à l'aise avec un journal ou un annuaire que devant un écran d'ordinateur hérissé de liens hypertextuels conduisant à un monde chaotique, le choix est vite fait. Sauf, éventuellement, si le nouveau médium offre des services qu'il est le seul à pouvoir fournir.

Francis Pisani  
fpisani@best.com

\* At Hand : (<http://www.athand.com>). Pour faire l'expérience depuis l'étranger on peut, par exemple, donner comme adresse le 540 Bush Street (Consulat général de France) ; code postal : 94108 ; indicatif téléphonique : 475.

\* Yahoo (<http://www.yahoo.com>) offre un service de renseignements avec des cartes dans certaines villes pour lesquelles il dispose d'un service local.

**Le Monde** propose

UNE MALETTE PÉDAGOGIQUE pour mieux connaître la presse

- Un jeu de 5 transparents La course contre la montre pour réaliser un journal La diffusion et l'audience Le coût d'un exemplaire Les métiers de la presse Le multimédia
- Deux dossiers de référence Un lexique des termes utilisés dans la presse, des tableaux, des chiffres et un jeu... L'histoire du journal, sa structure, sa nouvelle formule...
- Un numéro hors série du Monde Dossiers et Documents « Les médias en question »

Bon de commande

☐ Je souhaite recevoir la mallette pédagogique(s) au prix de 125 F TTC x ..... F

Adresse de livraison : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

☐ Je joins un chèque de ..... F à l'ordre du Monde

☐ Je règle dès réception de la facture

Bon de commande à faire parvenir à :

Le Monde • Mallette pédagogique • B.P. 214

76410 SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF ou par télécopie : 16 (1) 32-96-44-85



# Marches écossaises

A la frontière anglaise, balade dans les collines vertes en compagnie de Walter Scott

KELSO

de notre envoyé spécial  
Ici, l'Ecosse ne ressemble pas à l'Ecosse. Celle, du moins, des Gramplains et des Highlands, dont les châteaux austères, les lochs lugubres, les montagnes bleues, les landes violettes, les moutons blancs à museau noir, les cornemuseurs en kilt, les clans bigarrés et les whiskies parfumés baignent la vision de cette terre peuplée de fantômes. Ici, au sud d'Edimbourg, dans les Lowlands, l'Ecosse est bucolique. Plantée d'arbres magnifiques et semée de fermes tristes, telles des bouées, sur les vagues vertes de collines rondes.

Une antichambre d'Ecosse, aussi pastorale que l'Angleterre toute proche, où les fameux rivières (voleurs de bestiaux) allaient jadis nuitamment s'approvisionner en viande fraîche. Quand les épouses jugeaient le moment venu de remplir le garde-manger, elles déposaient dans l'assiette une paire d'éperons... Nous sommes au cœur des Borders, ces Marches écossaises, bande de terre qui, pendant longtemps, sépara les « barbares » du Nord des « civilisés » du Sud, contrée soumise, des siècles durant, aux assauts des Anglais. Jusqu'à ce que l'union des couronnes d'Ecosse et d'Angleterre scelle, en 1603, les destins de ces frères ennemis.

Ici, s'étend une Ecosse pure laine ou, plus exactement, pure tweed. C'est là, sur les rives de la rivière du même nom, que se fient, se tissent et se peignent cette étoffe de laine prise des vagues qui fouillent respectueusement les pelouses où se dressent les élégantes squelettes roses des abbayes de Melrose, Dryburgh, Kelso et Jedburgh. Fondées au douzième siècle, elles ont été assaillies, détruites, reconstruites et redétruites avant de se figer dans le silence de ruines pathétiques.

Lieux où les pierres parlent et racontent l'épopée de l'Ecosse. Telle cette maison de Jedburgh où Mary Stuart, queen of Scots, malade, fit étape avant de rejoindre, en une folle chevauchée, son amant blessé. Ou la grille d'honneur de Traquair House, que son propriétaire ferma, en 1745, en jurant qu'il ne la rouvrirait que lorsque les Stuarts remonteraient sur le trône (elle est toujours fermée). Ou, encore, cette tombe de Dryburgh Abbey où repose Walter Scott (1771-1832), fils d'un avocat de Kelso et sheriff de Selkirk.

Walter Scott, homme des Borders et compagnon obligé du visiteur invité à découvrir la région avec les yeux de l'écrivain. De Scott's View, par exemple, un beau point de vue situé entre Dryburgh et Melrose, et où, dit-on, les chevaux qui le conduisaient à sa dernière demeure firent halte à l'endroit même où leur maître aimait à s'arrêter. Ici, l'Ecosse et son charme inspiré ne font qu'un. Une Ecosse romantique et idéalisée au fil de poèmes et de romans pétris des légendes et des ballades dont son enfance fut bercée.

GALERIE DE PORTRAITS

Walter Scott ou l'Ecosse incarnée. A l'image d'Abbotsford House, née de l'imagination du père d'Ivanhoe et de Rob Roy. D'une simple ferme, il fit un château néogothique, où il résida plus de vingt ans, jusqu'à sa mort. Grandeur et décadence d'un auteur célèbre, prospère puis ruiné, condamné aux travaux forcés littéraires pour sauver son royaume. Lieu magique où, parmi souvenirs et armures, deux descendants aux cheveux blancs veillent sur le cabinet de travail et l'imposante bibliothèque.

Walter Scott, vedette incontestée



tée d'une galerie de portraits où se côtoient le pire et le meilleur. Des goudats comme ce Darnley, époux de Marie Stuart qui, furieux que cette dernière ait un jour décliné une partie de chasse (elle se pensait enceinte), se serait exclamé : « Et quoi, faudrait-il arrêter de faire travailler une juente parce qu'elle est pleine ? » Ce qui lui valut les réprimandes de son hôte, Sir John Stuart, le Laird de Traquair.

Ce dernier pouvait-il imaginer qu'un jour, les châtelines actuelles - Flora et sa fille Catherine Maxwell Stuart - poseraient dans le Daily Telegraph, avec Louise (la chanteuse), Ella et Clementina (les deux épagnoles) et Monty (le cheval), une légende précisant que, pour l'occasion, Catherine portait des pantalons de tweed (120 livres, environ 980 francs) et un pull en alpaga (75 livres, environ 610 francs) en vente à Scotch House, sur Regent Street, à Londres.



Difficile d'assumer son rang quand on est châteline écossaise. A moins, comme le duc de Roxburgh, propriétaire de Floors Castle (un château baroque au cœur d'un domaine ceint d'un mur de 10 kilomètres), d'épouser une riche Américaine. A chacun sa solution. Prenez, par exemple, lord Palmer, actuel propriétaire de Manderston, qui, en contrepartie de substantielles exonérations fiscales, ouvre au public, vingt-cinq jours par an, les portes d'une demeure où, pour quelques centaines de livres, il accueille également de riches chasseurs routiers.

Insuffisant, apparemment, pour entretenir les cent neuf pièces du palais. Ainsi ce membre de la Chambre des lords a-t-il accepté que l'on tourne chez lui quelques scènes d'une série télévisée américaine inspirée des amours de la princesse Diana et du major Hewitt. Ce qui lui a valu d'être expulsé de la Compagnie des archers de la reine, chargée, chaque année, d'escorter la souveraine à son arrivée dans sa résidence d'Edimbourg.

Patrick Francis

## Carnet de route

● Y aller. En avion, British Midland (tél. : 48-62-55-65) dessert quotidiennement Edimbourg de Paris-CDG via Londres. A partir de 1 450 francs A/R. Avec Air France (tél. : 44-06-24-24), de Paris-CDG, vol quotidien direct, à partir de 1 380 F (tarif Kiosque soumis à certaines conditions).

● Circuler. En boucle d'Edimbourg, via Peebles, Traquair, Selkirk, Abbotsford (de mars à octobre), Melrose, Dryburgh, Jedburgh, Manderston (mai-septembre), Floors Castle (de Pâques à octobre) et Kelso.

● Etrapes. Près de Kelso, Sunnyside House (tél. : 19-44-1573-450391, de 140 à 160 livres, soit de 1 140 à 1 460 francs environ, la chambre double avec breakfast, un manoir dans un parc avec golf. Duns Castle (tél. : 1361-883211 ou 883033, 215 livres, environ 1 740 francs, la chambre double avec breakfast et dîner), un château gothique propriété de la famille Hay depuis trois siècles.

● Renseignements. Maison de la Grande-Bretagne, 19, rue des Mathurins, 75009 Paris, tél. : 46-51-56-20, Minitel 3615 Ecosse.

## Retour en Afrique occidentale

L'Afrique de l'Ouest, demandée à l'écart des circuits touristiques pendant presque dix ans, à l'exception du Sénégal, revient tout juste sur le devant de la scène avec une desserte aérienne renforcée. Aux rébellions - notamment celles des Touaregs et des ethnies sédentaires, au nord du Niger et du Mali - s'ajoutaient les politiques instables et les écosystèmes à l'ouest. Rabrous suffisantes pour dissuader le voyageur, d'autant que les tarifs aériens exorbitants surprenaient toute velléité. Un séjour en Afrique revenait deux fois plus cher que l'équivalent en Asie avec un standing très supérieur. L'hôtellerie demeure le point faible de l'Afrique occidentale. De fait, des familles de la région, les signes de reprise sont là. « Le trafic aérien explose », commente-t-on chez Air France. La compagnie nationale a augmenté ses

fréquences sur Lomé, Bamako, Ouagadougou, Abidjan (vol quotidien), et commercialise des tarifs « Le Kiosque » autour de 3 500 F, l'aller-retour de Paris, en hausse de 50 % sur les prix d'avril 1995. Idem pour les tarifs « Sabal » appliqués par Air Afrique.

Le monopole aérien a cédé, voilà deux ans, avec la mise en service, par Jacques Maillot, des premiers charters vers la Côte-d'Ivoire. Aujourd'hui, le PDG de Nouvelles Frontières assure des liaisons hebdomadaires vers le Niger, le Togo, le Bénin, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, et annonce, en décembre, des vols pour le Burkina Faso et le Mali, avec des tarifs inférieurs, en moyenne, de 1 000 F à ceux des vols réguliers. Nouvelles Frontières programme toutes sortes de circuits « brousse » (de 2 500 à 5 000 F, pour une à deux semaines, vol en sus, 3615 NF ou tél. :

36-33-33-33) ou de séjours, à choisir à la carte.

La contre-offensive d'Air Afrique va de pair avec le retour d'un passionné du continent noir. Maurice Freund, ancien PDG du Point Moulhouse, arrive tout au long de l'hiver des vols directs aux couleurs d'Air Afrique Vacances, pour accéder aux portes du désert : Gao, au nord du Mali (13 vols spéciaux, en Boeing-737, à partir de 1 660 F ; premier départ à la Toussaint : 2 780 F ; et 2 vols sur Mopti, en pays dogon) ; Agadez, au Niger (11 vols de Noël à mars) ; et Atar, en Mauritanie (3 vols à la fin de l'année, réservations Le Point Afrique, tél. : 47-73-62-64). D'abord, Maurice Freund, en « baroudeur des causes tiers-mondistes », vise à désenclaver une région située à 1 250 km de Bamako, la capitale malienne, et dont 60 campements et villages sont jumelés à

des villes françaises. Sept vols tests (Le Monde du 8 février) ont été effectués avec succès, l'an passé, au départ de Lyon. A Gao, Le Point Afrique dispose d'une équipe dotée de 9 véhicules tout-terrain et de 2 pinasses aménagées pour le fleuve Niger, et propose : virées dans le désert et navigation, randonnées en pays dogon, raids en 4x4 ou motorisés dans l'admirable l'ouagha, « la montagne des seigneurs », fermé pendant trente ans (de 1 840 F à 3 400 F, vol en sus). On peut quitter le pays par Tombouctou, Ouagadougou, au Burkina Faso, ou Niamey, au Niger, avec les vols réguliers d'Air Afrique, pour ne pas revenir sur ses pas. Route d'entretien, les « grands » hôtels des villes demeurent en piteux état, tandis que les étapes de brousse offrent un minimum de confort restant à créer. Bienvenus sont les bivouacs sous les étoiles et la cuisine saharienne ultonnée sur la braise.

Florence Evén

**EVASION**

**ANYWAY VOYAGES**  
PRIMES SEJOURS  
GUADELOUPE : 9 jours  
Vol + hôtel 2\*\*\* : 3 690 F\*  
CUBA : 15 jours  
Vol + hôtel 2\*\*\* : 4 980 F\*  
KENYA : 9 jours  
Vol + hôtel 3\*\*\* : 4 190 F\*  
BALI : 9 jours  
Vol + hôtel 3\*\*\* : 6 990 F\*  
Réso : 46-28-00-74 - 3615 ANYWAY  
46 rue des Lombards - 75001 PARIS

**Directours**  
DÉPENSEZ MOINS, VOYAGEZ PLUS !  
DISPOS TOUSSAINT  
ANTIGUA 27/10 - 31/11  
CLUB "all inclusive"  
9J : 6 200 F  
vol AF + pension complète + boissons et sports à volonté. Séjour enfants gratuits.  
TOZEUR  
Sahara Tunisie  
Week-end 25/10 : 2 140 F  
Week-end 1/11 : 1 990 F  
Semaine : 2 770 F  
vol + hôtel\*\*\* 1/2 pension dispos en 4\* et 5\*

**DÉGRIFTOUR**  
AD-LES-BAINS  
8 Nuits Hôtel 3\*\*\*  
Petits déjeuners + Forfait en forme : 2 680 F / 4-780 F  
WEEK-END A VIENNE  
2 Nuits Hôtel 3\*\*\* Petits déj. Vol rég. A/R  
Départ Paris : 1 540 F / 2 420 F  
PARIS - ISTANBUL Vol rég. A/R  
Départ Paris : 1 180 F / 1 650 F  
3615 DT - (de 101 à 243 F/mn)  
Audiotel : 16 55 28 27 (23 F/mn)

**3615 VOYAG AIR**  
150 000 tarifs discount sur vols réguliers  
La garantie d'un meilleur matériel  
Cathay Pacific MANCHESTER 790 F  
British Airways NEW YORK 1 980 F  
JAL JAL TEL AVIV 2 150 F  
British Airways LOS ANGELES 2 750 F  
British Airways SEYCHELLES 4 180 F

**DEMARCO VOYAGES**  
SPECIAL VACANCES TOUSSAINT  
Catalogue DEMARCO  
• ZIERRE 8/7h Vol AIR + Hôtel 3\* + D.P. 3295 F 2790 F  
• ATHÈNES 8/7h Vol AIR + Hôtel 3\* + Excursions 3690 F 2790 F  
NOMMÉS WEEK-ENDS : ISTANBUL, PALERME, PRAGUE, COPENHAGUE, STOCKHOLM, MONTREAL, SEOUL.

**Hôtel BEAUREGARD\*\***  
Logis de France  
05350 Saint-Véran-en-Queyras  
2 040 m. - Site classé de la Vallée  
Ski et randonnées tarif tout compris  
1/2 pens. 218 à 315 F (P.C. + 81 F)  
Tél. : 92.45.82.62 - Fax : 92.45.80.10

**SORBONNE HÔTEL DIANA\*\***  
73, rue Saint-Jacques, Paris 5e  
Chambre avec bains - W.C.  
T.V. couleur - Tél. direct.  
De 300 à 395 F  
Tél. : 43.54.52.55 - Fax : 46.34.24.30

**NOUVELLES VAGUES**  
groupement hôtelier  
réservation de dernière minute  
PARIS centre ville - hôtel de qualité  
confortable à partir de 350 F  
soutise à partir de 250 F  
01.47.07.26.26  
réception direct à l'hôtel

**EST - HÔTEL\*\***  
49, Boulevard de Magenta - 75010 PARIS  
86 chambres. Douche/Bain - TV  
couleur - Tél. direct + Bar dans hall  
Chambre simple : 210 F / 280 F  
Chambre double : 300 F / 350 F  
Chambre triple : 400 F / 450 F  
En chambre double 1 700 F/Semaine  
Spécial tarif groupe à partir de 10 pers.  
125 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)  
Tarif promotion Hiver 96/97  
du 01/11/96 au 01/03/97  
115 F par pers. (2 ou 3 pers/chambre)  
Pour toute information et réservation  
Tél. : 01.42.40.1539 - Fax : 01.42.40.52.40

**SPECIAL TOUSSAINT**  
SICILE Palermo du 31/10 au 03/11/96 2 740 F\* (4 jours/3 nuits)  
Prix par personne comprenant : le transport en avion spécial au départ de Paris + les transferts A/R aéroport/hôtel + logement en chambre double hôtel Ponte \*\*\* demi-pension. Taxes aériennes en sus.  
FLORENCE du 31/10 au 03/11/96 1 700 F\* (3 jours/2 nuits)  
Prix à partir de 2 personnes comprenant : le transport par train de nuit en couchette 2e cl. Au départ de Paris ou Dijon + les transferts A/R aéroport/hôtel + le logement en chambre double hôtel\*\*\* petit déjeuner.  
Tél : 01.44.51.39.27  
MINITEL 3615 (1,29 F/mn)  
Cit Evasion

PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages : RUBRIQUE "EVASION" ☎ 44.43.77.36 - (Fax : 44.43.77.30)



# M M O B E R

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

**LE MARCHE DES CONSEILS DE LA FNPC**

**FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS**

**VOTRE ACQUISITION DANS LE NEUF :**  
**PROFITEZ DE DEUX MESURES ENCORE EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1996**  
**SI, AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1996 :**

- vous vendez des parts de Sicaev de capitalisation pour acheter ou faire construire votre résidence principale ou secondaire, vos plus-values seront exonérées, quel que soit le montant des parts de Sicaev, à condition qu'elles soient totalement réinvesties dans l'immobilier avant le 28 février 1997 ;
- vous effectuez une demande de prêt au titre du PEL (Plan d'Épargne Logement) vous pouvez bénéficier d'une majoration de 20 % des droits à prêt qui peut s'appliquer soit sur le montant du droit à prêt, plafonné à 600.000 francs, soit sur l'allongement de la durée de remboursement.

**ET N'OUBLIEZ PAS LA NOUVELLE MESURE D'AMORTISSEMENT FISCAL D'UN BIEN IMMOBILIER LOCATIF NEUF AUJOURD'HUI EN VIGUEUR.**

**RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRENT A LA FNPC, FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS.**

### PARIS RIVE DROITE

**Vivienne Opéra**  
 49/51, rue Vivienne.

Réalisation : **FONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

Du studio au 4 pièces.  
 Prix : 25.300 F le m<sup>2</sup> moyen.

Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vivienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, du studio pied-à-carré à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accueillis par un hall particulièrement raffiné. Bureau de vente sur place 49 rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>.  
 Tél. : 45.49.52.52.

**Résidence Saint-Martin**  
 61, rue Richer.  
 Nouveaux programmes.

Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**  
 Tél. : 46.83.32.06.  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Triples tous de suite et 46.83.32.06 pour les parts de privilège ! Profitez des nouvelles mesures Pétisat.  
 18.900 F le m<sup>2</sup> moyen, hors parking.

Des espaces résidentiels de 22 appartements seulement, du studio au 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Étoile du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au cadastre ancien, avec de nombreux balcons ou terrasses extérieurs et des prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Confiance Plus. Bureau de vente : angle rue Richer et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

**Résidence Voltaire**  
 Rue des Volontaires / rue Condorcet.

Réalisation et Commercialisation : **STIM BATIR**  
 Ile-de-France Résidentiel  
 Bouygues Immobilier  
 150, rue de la Seine  
 92513 Boulogne-Billancourt  
 Renseignements et ventes : 47.12.54.44.

Idéal investissement/Rentabilité élevée garantie : du studio au 5 pièces.  
 Studio à partir de 370.000 F et 2 pièces à partir de 690.000 F.

Au cœur du 11<sup>e</sup> arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée. Conseils sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Pétisat".  
 Tél. : 47.12.54.44.

**62, rue Saint-Didier**

Réalisation : **SEPTIMA**  
 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
 N° Vert : 05.33.59.08.

33 appartements. Du studio au 5 pièces. 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen. Ex. : 5 pièces 138.80 m<sup>2</sup>, 2 étages 3.990.000 F hors parking.

Entre Vaugoussier et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers de 16<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking au sous-sol. Renseignements et ventes : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 05.33.59.08.

**L'Orée du Parc**  
 69, rue Compans, rue Rodier.  
 À toute proximité des Buttes-Chaumont et du Parc Monceau !

Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**  
 Tél. : 46.83.32.06.  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Profitez des nouvelles mesures Pétisat.  
 Du studio au 5 pièces avec parking en sous-sol, 18.800 F le m<sup>2</sup> moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le calme d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur un beau jardin intérieur. Bureau de vente : 3, rue du Général Brunet, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

**Villa Gambetta**  
 Appartement témoin

Réalisation : **FONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

Du studio au 4 pièces.  
 28.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Située à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasses, balcons ou jardins. Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h et le samedi et le dimanche.  
 Tél. : 45.49.52.52.

### PARIS RIVE GAUCHE

**Proche Alsia**  
 Avenue du Général Leclerc.

Réalisation : **FONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

Du 2 pièces au 4 pièces duplex.  
 21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Dans le quartier animé et agréable d'Alsia, 4 appartements neufs en étages élevés bénéficient d'une vue dégagée. Livrables : immédiats. Renseignements et ventes : tél. 45.49.52.52.

**Closerie-Montparnasse**  
 Rue Froidevaux.

Réalisation : **FONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

Du studio au 3 pièces.  
 25.800 F le m<sup>2</sup> moyen.

Entre Montparnasse et Daumesnil-Roches dans l'une des rues les plus calmes de Montparnasse. Livrables : 1<sup>er</sup> trimestre 1997. Renseignements et ventes : tél. 45.49.52.52.

### 15<sup>e</sup> arrondissement

**14, rue de l'Abbé Groult**

Réalisation et Commercialisation : **STIM BATIR**  
 Ile-de-France Résidentiel  
 Bouygues Immobilier  
 150, rue de la Seine  
 92513 Boulogne-Billancourt  
 Renseignements et ventes : 47.12.54.44.

17 logements du studio au 5 pièces.

À l'entrée de 15<sup>e</sup> arrondissement, dans une rue calme et sans passage de la Place du Commerce, cette résidence de standing propose chaque chambre, confort et sécurité. Conçue sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Pétisat".  
 Tél. : 47.12.54.44.

### RÉGION PARISIENNE

#### 78 Maisons-Laffitte

**Les Villas Longueuil**  
 Avenue de Longueuil.

Réalisation : **FONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

Du studio au 5 pièces.  
 17.900 F le m<sup>2</sup> moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur une zone contrôlée bordée d'arbres ou sur jardin. Une des plus belles avenues de Maisons-Laffitte à 150 m du RER, du Parc et à quelques pas de la façade de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 20, avenue de Longueuil, 78000 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h, sauf le mardi et mercredi.  
 Tél. : 45.49.52.52.

#### 94 Vincennes

**Privilege**  
 Angle rue des Vigoroux et rue de Li Riez, Vincennes

Réalisation : **SEPTIMA**  
 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
 N° Vert : 05.33.59.08.

Studio au 3 pièces avec balcon, jardin ou terrasse. Prix à partir de 19.900 F le m<sup>2</sup>. Livrables : octobre-novembre 1996. Profitez des avantages fiscaux des zones ciblées.

A quelques pas du bois, dans le quartier de Vincennes, à 100 m du métro Bénot, un petit immeuble de standing de 4 étages en pierre avec de belles prestations : hall d'entrée en marbre, vitrines, vitres écaillées... Bureau de vente et sur place : 4/11, rue des Vigoroux. Ouvert lundi de 14 h à 19 h et de jeudi au dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél. : 47.46.61.61.

### PARIS

#### 2<sup>e</sup> arrondissement

**6, rue de la Paix :**  
 Un investissement sûr, la qualité de l'exceptionnel

À 60 mètres de la Place Vendôme, un immeuble prestigieux aux façades de 1825...  
 Le charme d'un jardin intérieur privé.

Des appartements à votre mesure de 40 m<sup>2</sup> au 4<sup>e</sup> étage jusqu'à 290 m<sup>2</sup>.

Ce programme peut vous permettre de bénéficier de différents avantages fiscaux.

VOTRE ADRESSE À PARIS

**GEORGE V**  
 Promoteur

**N° Vert 0.800.006.002**

arrondit

arrondit

arrondit

arrondit

arrondit

arrondit

FÉDÉRATION NATIONALE DES IMMOBILIERS PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

MENTION D'UNE OBLIGATION

3615



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 17 OCTOBRE 1996 / 23

# M M O B R

## VENTES

### APPARTEMENTS

**1<sup>er</sup> arrondissement**  
PONT-NEUF récé. stég. s'éc. et jard. rare 3/4 p. à ref. 81 m². Paris. 43-35-18-36  
MARCHÉ ST-HONORE 5 P. 105 m² + service 2 500 000 F. IP 48-05-13-33

**2<sup>e</sup> arrondissement**  
**OPERA - 130 M²**  
4 PCEB - CARACTÈRE à rénover, 2<sup>e</sup> étg. asc. 2 450 000 F - 42-66-36-53  
MONTROUGE 3 p. de caractère, poutres, 66 m² 1 700 000 F à débiter IP. 48-05-13-33

**3<sup>e</sup> arrondissement**  
RUE DE MONTMORENCY studio de caractère, 47 m² + mezzanine, 800 000 F IP. 48-05-13-33

**4<sup>e</sup> arrondissement**  
SAINT-MERCI HOTEL PARTIC-XXIV 7 P. EN DUPLEX rénové confort, balcon, soleil. 98-80-08-28 - 02-49-19-02  
RUE JACQUES-CŒUR 4 p., 90 m², asc., bel imm. pierre de t., 1 800 000 F AIM. 01-53-01-99-01

**ARSENAL 2/3 P.**  
JOLIE VUE 1 040 000 F AIM. 01-53-01-99-01  
ILE SAINT-LOUIS Gd 2 p. d'exception, 75 m², planches décorées Louis-XV 2<sup>e</sup> ét., soleil, jardin HSP 3-50-43-25-57-57

**ILE SAINT-LOUIS**  
Quai Bourbon stoué, duplex de 71 m² + studio 18 m², 34<sup>e</sup> ét., asc. 2 470 000 F - 40-51-06-07  
Révisant 2 p. en duplex de l'hab. particulier Tél. : 01-42-79-64-33

**5<sup>e</sup> arrondissement**  
PANTHÉON pot. ét. élevé 6 p. 155 m², balc. chd indh. charges min. 43-35-18-36  
SAINT-MICHEL 5 P. 140 m², soleil, asc., balcon travaux 43-54-05

**RUE PASCAL**  
2 p. à rénover, chd, 36 m² 980 000 F - 40-51-06-07  
CLAUDE-BERNARD Bon imm. rénové, 2 p., vue dégag. bon état, calme, chd 840 000 F - 43-25-97-16

**LUXEMBOURG** Beau stud. av. mezzanine, stoué, tr. clair bon ét., calme, parquet 645 000 F - 43-25-97-16

**GAY-LUSSAC** Imm. P. de Paris, 2/3 p., à rénover, vue dégagée, soleil, 4<sup>e</sup> ét., asc. 950 000 F - 43-25-97-16

**6<sup>e</sup> arrondissement**  
VAVIN beau pierre de t. 5<sup>e</sup> asc., 3/4 p., balc., terrasse. 2 580 000 F MEL. 43-25-32-58

**ASSAS-MONTAGNE** 2 p. 50 m² 3<sup>e</sup> ét., imm. ancien, volume 1 080 000 F 40-47-67-62

**DUROC** 3 p. 67 m², 3<sup>e</sup> ét. dernier ét., bon état soleil. PARIS SEINE 45-44-68-00

**CERCHE-MIDI** 30 m² 3<sup>e</sup> asc., bon plan, bon état. PARIS SEINE 45-44-68-00

**CERCHE-MIDI** 2 p. 50 m², soleil, calme, asc., balc. PARIS SEINE 45-44-68-00

Vavin anc., à ref., 4<sup>e</sup> ét. pl. sud calme, 2 p., 30 m², kl. ét. ou invest. 01-43-35-18-36

**ST-ANDRÉ-DES-ARTS** Imm. XVIII<sup>e</sup> rénové, duplex av. terr., 4<sup>e</sup> ét., 1 chbre part. état, calme, charme 1 480 000 F - 43-25-97-16

**THÉÂTRE DE L'ODÉON** Imm. caractère, 3 p., 113 m² charme, calme, chd, 3<sup>e</sup> ét. Bel emplacement, parfait état 47-42-04-01

**Cherche-Midi**, beau 2 p., 48 m² en ég. charme, pch, cheminée Prix : 1 100 000 F Tél. : 42-84-28-28

**VARENNE** Triple réception, 4 chbres, veranda, calme, 5 800 000 F 45-67-02-08

**VANEAU** Très beau 100 m² em. gd sol., 2 chbres, soleil, calme. PARIS SEINE 45-44-68-00

**VANEAU** 2 p. 42 m², 2<sup>e</sup> ét. Bon état, chd, calme. PARIS SEINE 45-44-68-00

**CHAMPS-DE-MARS** 140 m² chd rénové, 3 ch., ét. élevé, asc., vue. 43-53-14-05

**ROUSSELET** 4 P. 100 m², ét. élevé, asc., sur jardin. 43-53-14-05

**VARENNE** très spacieux 190 m², grand salon, s-b-m., 4 chbres 45-22-08-53 - 53-77-67-08

**SOLFÉRINO** 165 m² grand salon, s-b-m., 2 chbres 46-22-03-80 - 53-77-67-08

**UNIVERSITÉ** 310 m² grand salon, s-b-m., 6 chbres 46-22-03-80 - 53-77-67-08

**BD ST-GERMAIN-ST-PERES** idéal prof. 16., 100 m² env. 1<sup>er</sup> ét., 2 400 000 F 46-33-40-99

**8<sup>e</sup> arrondissement**  
RUE DU ROCHER, 90 m² 3 p., cont. pierre de t., 1 500 000 F  
**NOTAIRE** 44-86-45-54

**9<sup>e</sup> arrondissement**  
**SAGGEL VENDÔME**

**M<sup>e</sup> TRINITÉ**  
34/36, RUE DE CUCHY  
Résidence de standing magnétique jard. intérieur. Studio 45 m². park. 938 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP  
M<sup>e</sup> ST-GEORGES, 3 P. 85 m², 790 000 F. Bon plan Tél. : 43-58-14-05

**2/3 P. 57 M²**  
Dans bel imm. ancien, calme, charme, 940 000 F. Tél. : 01-42-80-55-28

**10<sup>e</sup> arrondissement**  
Atelier artiste, 120 m² 4/5 p., HSP, 1 800 000 F. Tél. : 07-56-20-44

Gare du Nord, 5/6 p. 140 m², tr. chd, 2 350 000 F Immo Marcadet 42-61-51-51

**12<sup>e</sup> arrondissement**  
DAUMESNIL 6 P. d'exception, 2 terrasses + loggia, box, cave, imm. stand. 1980, s'éc. et rue piétonne GERIER 47-33-58-28 42-65-03-03

**7 P. TERRASSES**  
entre BASTILLE et VIADUC calme, sol., penthouse, 6 ch. 2 600 000 F. Part. 43-44-01-90

**LIMITÉ PARIS 12<sup>e</sup>**  
67 p., 185 m², 2 500 000 F 5/6 p. stand., 145 m² + terras. 2 800 000 F. IP 48-05-13-33

**13<sup>e</sup> arrondissement**  
Pr Parc Montsouris, 51 m² magnif. 2 p., part. étal, cuis. équip., park. 43-35-18-36

**BUTTE-AUX-CAILLES** Imm. récent, appts rénovés, 2 p. balc. ouest, 770 000 F 3 p. balc. ouest, 960 000 F 4 p. balc. sud, 1 320 000 F cave et parking inclus, visites mardi, jeudi, samedi 14 heures - 18 heures 208, rue de Tolbiac. Métro Conflans. SEFIMA 45-80-02-07

**BUTTE-AUX-CAILLES** Stud. kitchen, s.-d'eau, s'éc., calme clair, 340 000 F 43-25-97-16

**14<sup>e</sup> arrondissement**  
3 p. DENFERT-ROCHEREAU 3<sup>e</sup> ét., confort, petites charges, 850 000 F. Syndic 40-47-67-62

**DIDOT** 2 p., s'éc. verdure balc., chd, calme, soleil 630 000 F. MEL. 43-25-32-58

**Alésia**, p. de t., 3 p. 53 m² à ref., bon plan, calme, tables charges 43-35-18-36

**Edgar-Quinet Raspail**, 2 p. vue, asc., confort raffiné, 1 040 000 F - 40-47-67-62

3 p. à DENFERT, 3<sup>e</sup> ét., confort, tr. calme, petites charges, 850 000 F. Syndic 40-47-67-62

Dentier, atg. stud., 33 m², 590 000.

Dentier, anc. 2 p., 40 m², 800 000.

Montparnasse, stud., park., 692 000.

Montparnasse, 3 p., parking 1 680 000 F 01-43-35-18-36

Pr Montsouris, atg 4/5 p. sans vis-à-vis, 110 m² à ref. FNR. 01-43-35-18-36

**MONTMARTRE** Réc. stand. gd studio, av. balc., s'éc. calme, chd, soleil, ét. élevé, asc., 590 000 F 43-25-97-16

**PARC MONTMARTRE** 4<sup>e</sup> ét. stand. app. 80 m² + balc. 21 m², 3 chbres sur jard., box, 1 980 000 F - 45-88-48-34

**15<sup>e</sup> arrondissement**  
Très gd studio, à Vaugrard-Abel-Groult, 3<sup>e</sup> ét. asc., poss. park. 880 000 F - 40-47-67-62

**CHARLES-MICHEL** Part. vend. beau 2 p., 50 m², cuis., s-b-m., wc, cave, digicode, 6<sup>e</sup> étg. soleil, 900 000 F. Tél. : 40-59-48-25

**PRÉS M<sup>e</sup> 4 P., 93 M²**  
Duplex + terrasse part. sud, park. Part. 45-00-35-28

M<sup>e</sup> DUPLEX, studio sur verd. de bel imm. ancien, ensoleillé, calme, 350 000 F. Syndic 40-47-67-62

**16<sup>e</sup> arrondissement**  
**FOCH PLEIN SUD**  
SPLENDIDE 300 M² triple récept., 3 chbres, 3 balcs, studio et terr., garage, 10 800 000 F 09-82-48-81 - 01-47-17-00-00

V-Hugo Ette, studio 34 m² 5<sup>e</sup> asc., soleil, calme, rénové, 750 000 F 01-46-87-44-44

**SAGGEL VENDÔME**

**PROCHE MAISON RADIO RER**  
Bel immeuble récent. Tous commerces.

2 P., 65 m², 1 394 000 F 4 P., 109 m², 2 393 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP

1<sup>er</sup> BD MARBEAU, 4/5 p. + park. en s-sol, cont. pierre de t., vue dégagée sur bois de Boulogne 4 200 000 F

**NOTAIRE** 44-86-45-54

**ETOILE - 200 M²**  
1<sup>er</sup> étg. asc., 6 pos en angle, SUPERBE PIERRE DE T. HABITAT ou PROFESS. 4 500 000 F - 48-68-38-53

**17<sup>e</sup> arrondissement**  
**SAGGEL VENDÔME**

**87, AVENUE NIEL**  
PROCHE ÉTOILE Imm. de grand standing.

3 P., 89 m², 2 133 000 F.

**53-30-15-40**  
GROUPE UAP

Impasse Mabeoul 2/3 p., chd, 730 000 F, habitable de suite. Tél. : 07-56-20-44

**18<sup>e</sup> arrondissement**  
18<sup>e</sup> quart. St-Bernard, 1<sup>er</sup> 5 p., 85 m², soleil, calme, dégagé, 1 000 000 F. XTMO 40-25-07-05

Loft atelier artiste, 80 m² + mezzanine + 60 m², aboi, HSP 5 m 1 380 000 F - 07-56-20-44

M<sup>e</sup> LAMARCK-GAULAINCOURT Rdc. imm. bourgeoise, chd sur cour. Tél. : 07-56-20-44

Marcadet, 110 000 F. 1 p., 6<sup>e</sup> étg. plein sud. Marc-Dormoy, 130 000 F, studio 20 m², tr. confort. Immo Marcadet 42-61-51-51

**19<sup>e</sup> arrondissement**  
**BUTTES-CHAUMONT**  
BEAU 2 PCEB 48 M² 6<sup>e</sup> étg. asc., sup. pierre de t., soleil, vue dégagée, 750 000 F - 42-66-36-53

**HAUTS-DE-SEINE 92**  
MONTROUGE 2 p. 47 m², rd jardin, sud, soleil, rue Barbès, très agréab., 650 000 F. 40-47-67-62

**NEUILLY CHÂTEAU** 8<sup>e</sup> asc., chd sol., 2 chb., tr. chd. 2 200 000 F 42-64-18-26

**SEINE-SAINT-DENIS 93**  
(83) VILLEPINTE 10<sup>e</sup> de Roissy.

F2, 51 m² au 4<sup>e</sup> étage dans petite résidence calme de 5 ét. Expo. sud-ouest, sol. 26 m², cuisine neuve donnant sur loggia 8 m², cave, ascenseur, interphone, park. privé souterrain. Prix : 440 000 F. Tél. : 43-63-71-25

**VAL-D'OISE 95**  
Villiers-le-Bel, F3, sol., 2 ch., asc. gds rang., cuis. équipée avec électro, cave, park. Prix : 370 000 F. Tél. 39-58-56-15.

**PROVINCE**  
(58) 100 m plage GUIDEL (7 km Lorient). Pl. studio meublé, poss. louer à la semaine. 100 000 F à débiter. Tél. : 03-44-61-93-44

**MAISONS**  
SEDAN (Ardennes) BELLE MAISON BOURGEOISE Prox. centre - Type F3 CC Goul - Caves voûtées, garage 4 V. Grande cour privative + maison annexe louée à usage de bureaux 850 000 F à débiter. Plans. 24-29-04-16 après 18 h

93 PAVILLONS-SOUS-BOIS Maison d'arch. 280 m² hab. + jardin. 2 500 000 F IP 48-65-13-33

Proche DEAUVILLE (3 km) maison face mer 4/5 P. cuis. équipée. Sur jardin 300 m². Crédit total. 850 000 F. 07-56-20-44

Saint-Germain-en-Laye (78). Maison de ville, 80 m², orientation sud, rez-de-chaussée : salon, séjour, cuisine équipée. 1<sup>er</sup> étage : 2 chambres, salle de bains, placards de rangement, w.c. séparé, sous-sol aménagé. Prix : 1 150 000 F. Tél. : 39-73-68-98 après 20 h.

**PROPRIETES**  
A 1 h de PARIS 27 FOURGES Part. vd maison de maître (2 nk. + combles). Dépendances sans vis-à-vis 250 m², jardin + cour 3 000 m². Site classé. 950 000 F. Poss. meublé. Tél. : 39-65-97-23 (rép.) ou 42-42-36-89 (lux.)

Dans la SARTHE, ferme sur 4 500 m² terrain en Isère de forêt 170 000 F. 07-56-20-44

**A SAISIR ANCIEN PRESBYTÈRE**  
80 MN PARIS SUD COURTENAY DIRECT A8 terrain 1 000 m², clos mur bordé rivière, sol., salon, cuis., bibliothèque, 4 chbres, bains, wc, chd cont., cave, gar., 590 000 F 16-38-65-22-82 - 42 h/24 h.

**FONDS DE COMMERCE**  
Paris 8<sup>e</sup>, presse, lot papeterie. CA : 2 650 000. Px : 900 000. Tél. : 43-59-14-05

**ACHATS**  
Propriétaire Parisien **VENDEZ VITE !** au prix du marché grâce au nouveau concept **EXCLUSIFIMMO** rend-vs pr évaluation au **40-40-70-25** pour une documentation laissez vos coordonnées sur fax ou répondeur au 40-40-70-33, durée moyenne constatée, au 11/09/96 entre 1<sup>re</sup> visite et disposition des fonds 109 jours : Exclusifimmo. **Votre solution**

PARIS SEINE Immobilier spécialiste du 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrd rech. pour sa client. apparts bas surfaces - 45-44-66-00

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS paiement comptant chez notaire 48-73-48-07

INTER PROJETS rech. sur Paris et est Parisien VOLUMES ATYPQUES A LOUER OU A VENDRE 42-63-46-46

AIM 23, bd Henri-IV, 75004 Paris **01-53-01-99-01** rech. beaux appartements AU COEUR DE PARIS

**Chaque semaine retrouvez notre rubrique**

**IMMOBILIER**

**PROFESSIONNELS : 130 F HT la ligne**

**PARTICULIERS : LOCATION 603 F TTC 5 lignes 2 parutions**

**VENTE 904 F TTC 5 lignes 3 parutions**

**Pour vos annonces contactez le : 01 44 43 77 40**

**Paiement possible par carte bleue**

**Dernier délai : mardi, 12 heures**

**VIAGERS**

Libre St-Mandé, près métro Imm. gd standing, 5 P. 5<sup>e</sup> ét., soleil, hme 68 ans 1 350 000 F + 7 000 F/mois Viagers CRUZ 42-66-19-00

Boulogne, occupé 79 ans, 3/4 p. + loggia, 84 m², neuf, 600 000 F + 4 858 F/mois 42-65-07-57

**FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ÎLE-DE-FRANCE**



### MENTION DE LA SURFACE : UNE OBLIGATION NOUVELLE

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, une obligation nouvelle pourrait bien faire son apparition dans les opérations de vente d'appartement : la surface devrait être mentionnée.

Les agents immobiliers auront la possibilité d'effectuer le mètre sous leur responsabilité ; c'est un engagement qui améliore le service rendu à la clientèle.

L'acquéreur disposera d'une information nettement plus complète : il pourra dès lors prendre sa décision en toute connaissance de cause.

La FNAIM demandait depuis longtemps pareille mesure qui évite de succomber aux déclarations parfois très approximatives du vendeur. On ne peut faire grief au propriétaire de regarder son appartement avec les yeux de Chimène, mais on se doit désormais de lui opposer des arguments objectifs, au nombre desquels figure bien sûr la surface.

**Patrick SICARD,**  
Président de la Chambre FNAIM Paris-Île-de-France

**LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER**  
**3615 FNAIM (2,23 F/mn.)**

**PARIS VI<sup>ème</sup>**

**6, rue du Pont de Lodi**

Entre la rue Dauphine et la rue des Grands Augustins

**Meunier Promotion**

va mettre en vente quelques appartements dans 2 immeubles d'exception.

Vous pouvez nous appeler au 01 49 10 39 00 ou nous adresser votre carte de visite à :

**PM Patrice Musy**  
249, av. le Jour se Lève  
92100 Boulogne

**MEUNIER GROUPE BNP**



# IMMOBILIER

## VENTES

## IMMOBILIER INTERNATIONAL

A vendre au Luxembourg  
Immeuble de rapport,  
quartier résidentiel  
près du Kirchberg  
(Communauté européenne)  
- 650 m<sup>2</sup> sur 4 niveaux  
(2 entrées),  
- 2 terrasses 80 m<sup>2</sup> et 42 m<sup>2</sup>,  
- ascenseur privé,  
- 4 caves,  
- 8 parkings + 3 garages fermés,  
- terrain ± 13 A (pos. d'élargir).  
Prix : 46,5 Mio Fux (à débattre).  
Convient à une professionnelle.  
Ecrire à : PERRY LUX  
INFORMATIE,  
57, rue de Kirchberg,  
L-1658 Luxembourg.

## OFFRES

## PARIS

## MÉTRO SÉCUR

Chambre meublée,  
équipée et meublée  
7<sup>e</sup> étage, ascenseur  
luminette, douche, v.c.  
Branchement téléph., câble  
2 800 F TTC.

Particulier à particulier  
Tél. : 45-67-02-51

LUXEMBOURG. Studio 30 m<sup>2</sup>,  
meublé, 4<sup>e</sup> ét., asc. 4 km.  
4 300 F cc. 45-61-07-24.  
Visitez ce jour et demain, 13 h  
15 h, 18 h, rue Henri-Barbusse

XIV<sup>e</sup> PROCHE  
MONTMARTRE,  
100 m<sup>2</sup> au double et demi  
ét., 2 grande bds, grande  
luminette, pas de vis-à-vis, un  
double living, deux chambres  
au calme sur jardin privé, une  
s. de b.,  
une salle d'eau, toilettes  
séparées, nomb. placards, une  
cave, un box fermé.  
11 000 F, charges comprises.  
45-69-66-66, Paris à part.

GAY-LUSSAG Immo Pdt  
2 P. net, nt, bon pla, 1c. ch.  
parquet mod. chaudière  
4500 F CC. 45-25-97-18

EXEMANS Pdt 2/3 P  
calme, soif, 4<sup>e</sup> ét., asc.  
Part. état. 4 500 F CC.  
43-25-97-18

A louer par propriétaire  
actuellement occupant, dans  
immeuble XVIII<sup>e</sup>, caractère,  
rue de l'Odéon, 5 pièces,  
125 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> étage sans  
ascenseur, bien exposé,  
cave, 14 000 F mensuels.  
Vidéo ce mercredi de 17 h  
à 20 h ou sur rendez-vous  
au 43-26-30-10

11<sup>e</sup> VOLTAIRE loft atelier  
180 m<sup>2</sup>, 3 Chbres, usage  
mille poss.

18 500 F IP. 45-25-13-33

12<sup>e</sup> PRÉS BOIS 3 P, 68 m<sup>2</sup>  
+ batic. Nécessite  
stand, bon état, Box  
6 280 + ch. 43-61-99-35

DENFERT-ROCHEREAU  
Imm. anc. 3 P. net, nt, bon  
plan, très clair. 4 500 F CC.  
43-25-97-18

16<sup>e</sup> PRÉSIDENT-WILSON  
SUPERBE 6 P Grande  
 indép.

175 m<sup>2</sup>, GD STANDING  
22 000 F + ch. 43-66-35-53

7<sup>e</sup> SOLFERINO, Superbe  
5 P, 130 m<sup>2</sup>, Pdt, stand,  
14 000 + ch. 43-66-35-53

15<sup>e</sup> M<sup>e</sup> VOLONTAIRES  
Beau studio 1<sup>er</sup> ét. Sud sur  
jardin. 3 000 F CC.

Parking possible.  
O.N.M. 44-07-32-05

Comme un relais de  
campagne au cœur du Vieux  
Paris, duplex d'exception.  
30 000 F net.

Serge Keyser 43-29-80-80

VILLA SEURAT (14<sup>e</sup>)  
(clé d'architecte peintre)

MAISON LOFT  
calme, verdure, 18 000 F net

Serge Keyser 43-29-80-80

Pour vos  
annonces  
contactez le  
☎ 01 44 43 77 40  
Fax 01 44 43 77 27

## LOCATIONS

REGION  
PARISIENNE

94 FRESNES F5 71 m<sup>2</sup>  
900 m RER accès direct City  
et Rostky, 4 000 F + ch.  
Libre le 01-11-95.  
Tél. (16) 46-66-70-64.

CACHAN Mairie  
Dans hôtel part., App. 128 m<sup>2</sup>  
SEJOUR 80 m<sup>2</sup> avec  
VERANDA. 2 ch., S. d'eau,  
S.-B., Cuis. aménagée.  
LOYER 10 000 F.

CSM. 43-66-04-10

SAINT-MAUR 5<sup>e</sup> RER  
STUDIO 20 m<sup>2</sup>. Cuis. cuis.  
équipée, S. bain, V.C.,  
parking. LOYER 2400 F.

CSM. 43-66-04-10

MEUDON bas route GARDES  
Duplex 130 m<sup>2</sup> dam. ét.  
Vue imprenable, calme,  
soif, Séjour 45 m<sup>2</sup>  
dble expo, 2 SdB

12 000 F CC. 01-49-07-70-16

Le Blanc-Mesnil centre (93),  
place du Maréchal, magasin  
50 m<sup>2</sup> et appartement  
au-dessus 50 m<sup>2</sup>, parfait état,  
idéal profession libérale.

49-30-15-40 (en soirée)

SAINT-CLOUD (92)  
résidence d'exception 1800  
AVEC PARC INTERIEUR.

Appartements de caractère  
REFRITS A NEUF

- 2 p., 70 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> ét. 7 632 F cc.  
- 3 p., 142 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> ét., 14 500 F cc.

AGIFRANCE 49-08-49-02

LOCAUX  
COMMERCIAUX

AUTELIL 1970, 250 m<sup>2</sup>,  
12 locaux

5 pgs, Rd, 1<sup>er</sup> ét., entr. part.,  
salle d'archives, il contient,  
1 200 F/m<sup>2</sup> + 600 F/m<sup>2</sup> pgs.

Tél. : 46-51-21-69

## DEMANDES

DE CIRCOURT  
ASSOCIÉS

Recherchons appartements  
meublés de qualité,  
Paris et région parisienne  
pour clientèle internationale

01-47-53-86-38

MASTER GROUP

47, rue Vaneau, 75007 Paris  
rech. appts vides ou meublés  
Tous surfaces pour CADRES  
BANQUES ET GRANDES  
SOCIÉTÉS

43-22-98-70

EMBASSY SERVICE

43, avenue Marceau, 75116.

Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPTS  
HAUT DE GAMME

HÔTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLÉS  
GESTION POSSIBLE

(1) 47-20-30-05

SAINT-MAUR 5<sup>e</sup> RER

STUDIO 20 m<sup>2</sup>. Cuis. cuis.  
équipée, S. bain, V.C.,  
parking. LOYER 2400 F.

CSM. 43-66-04-10

SAINT-MAUR 5<sup>e</sup> RER

STUDIO 20 m<sup>2</sup>. Cuis. cuis.  
équipée, S. bain, V.C.,  
parking. LOYER 2400 F.

CSM. 43-66-04-10

SAINT-MAUR 5<sup>e</sup> RER

STUDIO 20 m<sup>2</sup>. Cuis. cuis.  
équipée, S. bain, V.C.,  
parking. LOYER 2400 F.

CSM. 43-66-04-10

SAINT-MAUR 5<sup>e</sup> RER

STUDIO 20 m<sup>2</sup>. Cuis. cuis.  
équipée, S. bain, V.C.,  
parking. LOYER 2400 F.

CSM. 43-66-04-10

## IMMOBILIER ENTREPRISE

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services. 43-65-17-50

18<sup>e</sup> CHAMPIONNET  
local 77 m<sup>2</sup> au jardin  
Imm. neuve. 42-71-23-30

9<sup>e</sup> REFAIT NEUF  
M<sup>e</sup> Cadet 280 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> ét.  
Bel Imm. ancien, 11 bureaux.  
Direct pnaire 42-71-23-30.

MAIRIE 18<sup>e</sup>

Boul. 225 m<sup>2</sup> avec réserve  
Direct pnaire 42-71-23-30.

20<sup>e</sup> M<sup>e</sup> TÉLÉGRAPHE  
1 000 m<sup>2</sup> divisibles de 100 à  
250 m<sup>2</sup>. Parc. poss.

Direct pnaire 42-71-23-30.

Votre siège social  
domiciliations et  
tous services. 43-65-17-50

Chaque semaine retrouvez  
notre rubrique

## IMMOBILIER

PROFESSIONNELS :

130 F HT la ligne

PARTICULIERS :

LOCATION

603 F TTC 5 lignes

2 parutions

VENTE

904 F TTC 5 lignes

3 parutions

Pour vos annonces

contactez le :

☎ 01 44 43 77 40

Paiement possible

par carte bleue

Dernier délai : mardi, 12 heures

## PRESTIGE ET CARACTÈRE



## FAUBOURG SAINT-HONORÉ

5 pièces, 5<sup>e</sup> étage, balcon, soleil, grand living, 3/4 chambres.  
Etat neuf. 3.950.000 F.

Société COMADIM  
235, av. Le Jour se Lève  
92651 Boulogne-Billancourt Cedex  
Tél. 49.10.24.59 - 07.40.83.26

AVENDRE PARIS 4<sup>e</sup>

Sur les Quais, avec vue sur la Seine et l'Île-Saint-Louis.  
Appartement 7 pièces principales + chambre de service  
(sdb: 200 m<sup>2</sup>), dans un bel immeuble Haussmannien en  
pierre de taille, ascenseur, gardiens. Possibilité de parking  
à proximité.

A.L.M. Immobilier  
23, bd Henri IV - 75004 Paris  
Tél. (1) 53.01.99.01 - Fax (1) 53.01.99.00

AUX ENVIRONS  
DE PARIS

A 140 km de Paris, beau château datant du début du  
XVIII<sup>e</sup> siècle en pierres et briques, avec dépendances  
dans parc d'environ 2,58 hectares.

SES GÉNÉRAL  
Tél. 45.72.95.21



## LE VÉSINET

Par sa situation sur la plus belle avenue du Vésinet, par l'élegance  
de son architecture et la qualité de sa construction cette  
propriété s'impose sur le marché comme un investissement de  
première qualité. D'une superficie habitable de 330 m<sup>2</sup>, dont  
50 m<sup>2</sup> de réception, elle se présente de plus dans un état irré-  
prochable et profite d'un très beau jardin de 3.500 m<sup>2</sup>. Voici  
donc une affaire exceptionnelle. R.E. D.1624

AGENCE DE LA TERRASSE  
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet  
Tél. 01.30.15.57.00 - 01.34.00.19.59



## EN PROVENCE

Très belle propriété, comprenant Mas restauré 240 m<sup>2</sup> +  
Maison d'amis 160 m<sup>2</sup>, 7 chambres, mezzanines, 3 sdb,  
2 sde, sur 2,5 ha de beau terrain arboré, piscine 15 x 6,  
terrasse, serre, puits, source. VUE PANORAMIQUE.  
Très bel environnement. Nombreuses possibilités.

Réf. 960 - Prix : Nous consulter.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER  
12, cours Taulignac - 84110 Valençay-le-Roussin  
Tél. 90.28.82.83 - Fax 90.36.23.62



## EN PROVENCE "EXCLUSIVITÉ"

Très bel environnement, beau mas en pierres en partie  
restauré, SH 250 m<sup>2</sup> + Maison d'amis restaurée 80 m<sup>2</sup>, cave,  
abri, patio, cuisine d'été, terrasse, piscine, terrain 1 ha, source.  
Très belle vue panoramique. Beaucoup de caractère.

Réf. 1099 - Prix : 3.100.000 francs.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER  
12, cours Taulignac - 84110 Valençay-le-Roussin  
Tél. 90.28.82.83 - Fax 90.36.23.62



## EN PROVENCE "EXCLUSIVITÉ"

Ferme de caractère en pierres, à restaurer. SH 100 m<sup>2</sup>, dépen-  
dances 150 m<sup>2</sup>, soit 4 pièces, écurie, cave, hangar, greniers,  
cour intérieure, bassin, fontaine, terrain 2.700 m<sup>2</sup>, source.  
Vue dégagée. Beaucoup de charme.

Réf. 1080 - Prix : 670.000 francs.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

SARRO IMMOBILIER  
12, cours Taulignac - 84110 Valençay-le-Roussin  
Tél. 90.28.82.83 - Fax 90.36.23.62

A 5 km de BORDEAUX,  
en direction d'Arcachon

Domaine de 169 hectares, comprenant :  
- Maison de maître en pierre de Léognan (toute),  
cellier et orangerie attenants,  
- 2 courts de tennis - 145 hectares de bois.

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit

Sylvie Querles - Tél. (1) 41.46.05.27

Pour autres massifs forestiers nous consulter

"PRESTIGE ET CARACTÈRE", C'EST CHAQUE MERCREDI DATÉ JEUDI  
POUR PASSER VOS ANNONCES : TÉL. 44.43.77.40







**CINÉMA** Deux films dominent les sorties de la semaine : la fresque historique *Capitaine Conan*, et le virulent conte moral *La Promesse*. ● BERTRAND TAVERNIER, dans le



premier, adopte une forme ample inspirée du film de guerre hollywoodien pour évoquer la nostalgie d'un monde qui s'éteint, son thème de prédilection. ● LES FRÈRES

DARDENNE, réalisateurs belges jusqu'alors inconnus, mais au parcours riche, inscrivent dans un contexte très actuel, le conflit entre un père et son fils.

## Les grandes manœuvres du mélancolique général Tavernier

Capitaine Conan. Un épisode méconnu de la fin de la guerre de 1914-1918 sert de toile de fond à une réflexion sur la figure du héros au cinéma, et permet au réalisateur de poursuivre son obsession sur la fin des mondes

Film français de Bertrand Tavernier. Avec Philippe Torreton, Samuel Le Bihan, Bernard Lecoq, Claude Rich, Catherine Rich, François Berléand. (2 h 10.)

« Moi, c'est taper fort, vite, et tout le temps ! » Conan est un baronnet, un guerrier – et non un soldat (Conan lui-même fait cette distinction) –, un guerrier d'élite. Conan est un héros. Au cœur du théâtre des opérations, celui de la guerre de 1914-1918 dans les Balkans, à la veille de l'armistice, il joue sa partie en franc-tireur, de manière brutale, efficace et spectaculaire, flanqué de sa troupe de hardis nettoyeurs de tranchées, des Bretons pour la plupart, comme lui.

Inspiré par un épisode méconnu de la première guerre mondiale et par le roman que lui a consacré Roger Verceel, le dix-huitième film de Bertrand Tavernier s'attache d'abord à établir un contraste. Celui qui oppose les grandes offensives, décidées bureaucratiquement par l'état-major et menées avec d'énormes moyens en hommes et en matériel, et les coups de main audacieux de la bande à Conan. Sang et mort dans les deux cas, mais ce n'est pas la même sang, pas la même mort, suggère la construction du récit : ici, un massacre injuste, absurde, au nom d'un intérêt collectif obscur ou de la gloire de ceux qui donnent des ordres et n'en subissent pas les conséquences ; là, des actions qui trouvent dans le courage, l'adresse et la volonté d'agir de ceux qui les pratiquent leur propre justification. Tout est affaire de forme, de style.

Conan est donc un héros : celui qui, par la personnalisation de son geste, donne un sens à une petite tuerie dans une anfractuosité boueuse, et ainsi s'inscrit dans une histoire plus grande que lui, plus grande que l'événement auquel il participe, celui qui s'inscrit dans une lignée. Tavernier s'intéresse peu à ce que signifie un héros réel, en temps de guerre, son originalité, son utilité réelle et symbolique pour ses supérieurs, les sombres contreparties qui accompagnent souvent ceux qui se distinguent dans des situations exceptionnelles et se retranchent ainsi du commun des mortels. Le cinéaste recourt, volontairement, à une série de clichés (empruntés surtout aux représentations guerrières sur grand écran) : son enjeu n'est pas la vérité de l'authenticité Conan, mais la possibilité d'un héros de cinéma.

### UN HÉROS

Le héros est une importante question de cinéma. Une de celles auxquelles est particulièrement confronté un réalisateur comme Bertrand Tavernier, porteur d'une tradition du cinéma « classique », celle où, précisément, il allait de soi d'avoir des héros à l'écran. Ce « fil rouge » court tout au long du film – sans que celui-ci s'y réduise. Il court avec d'autant plus de vivacité que Philippe Torreton donne au rôle-titre une densité et une énergie qui consacrent sans ambiguïté son talent. Mais *Capitaine Conan* ne conte pas la seule histoire du capitaine Conan.

Face à lui, Tavernier met en place un deuxième personnage positif, de nature fort différente, un jeune officier intellectuel, démocrate,



DESIGN JACQUES VALLOT

Norbert, initié à la dure par Conan aux réalités du combat et de l'armée, au sein d'une armée d'Orient toujours pas démobilisée, et qui erre de convois ferroviaires en caserne

regiment les comptes de la biélorussie, une fois la guerre terminée, au sein d'une armée d'Orient toujours pas démobilisée, et qui erre de convois ferroviaires en caserne

ments dans les villes de la région. Cette pieuse aventure se termine dans les sanglants et obscurs combats contre les révolutionnaires russes et hongrois, tandis que Conan et Norbert s'opposent sur leurs conceptions de l'honneur sans cesser de s'estimer, avant que la fureur des affrontements les réconcilie.

Le principal ressort dramatique du film fonctionne sur la rencontre des deux hommes : Conan l'archaïque, le « médiéval » – dont la figure est redoublée, version chevalerie, par celle de l'aristocrate De Sève (Bernard Lecoq) –, face à Norbert, moderne et républicain. La mise en images de Tavernier se réfère explicitement, et parfois complaisamment aux grands films de guerre américains. Mais le modèle le plus direct dont s'inspire cet érudite des productions hollywoodiennes est davantage celui d'un grand western, *L'Homme qui tua Liberty Valance* de John Ford : on retrouve l'alliance entre un homme du passé, porteur des antiques vertus (que jouait John Wayne chez Ford) et qui résoudra l'intrigue mais qui est historiquement promis à la disparition, et celui (c'était James Stewart en homme de loi – lui aussi – dans le western) qui représente les valeurs nouvelles, collectives et non plus individuelles, sous le signe de la raison et du droit.

Le cinéaste a souhaité intégrer cette trame à une fresque historique, avec mouvement de foules, débauche de moyens et d'explosions, nombreux récits secondaires se faufilant entre les principaux protagonistes. C'est ici que *Capitaine Conan* trouve sa limite. La

composition générale de l'œuvre apparaît singulièrement déséquilibrée, le prologue où Tavernier fait manœuvrer ses troupes est trop long, on perd étrangement en chemin le personnage central durant une partie du film, le réalisateur sacrifie à l'un de ses péchés mignons depuis son premier film d'époque (*Que la fête commence*, 1975), le goût de l'anecdote authentique dont la saveur séduit son palais de gourmet, mais embarrasse ses films.

### UNIFORME TROP GRAND

Il y a un général cynique et désinvolte, une grande bourgeoisie éplorée qui cherche son fils emprisonné, un hold-up, des amours passagères dans Bucarest occupée, l'éveil de la conscience révolutionnaire dans la troupe. Il y a les guérilleros de Bela Kun, de tricolores collets de peau folkloriques et des bidasses pittoresques... Il y a la gendarmerie – qui parfois devient bouillotte – du cinéaste, d'encore une scène « à faire », d'encore une notation. Malgré son enjeu passionnant et nombre de séquences réussies, *Capitaine Conan* donne alors le sentiment de flotter dans un uniforme trop grand. Jusqu'à l'épilogue, qui achève d'annuler le film au thème principal de Bertrand Tavernier, cinéaste nostalgique, sous la diversité des récits et des genres qu'il aborde depuis son premier film, *L'Horloger de Saint-Paul* (1974) : le thème d'un monde qui va disparaître sans retour, ce monde qui est à la fois un âge de l'humanité et une ère du cinéma.

Jean-Michel Frodon

## A l'école de guerre américaine

UNE SEULE INDICATION vient baliser *Capitaine Conan* : les Balkans, septembre 1918. Le film de Tavernier aurait pu en proposer beaucoup d'autres pour mieux restituer le sort de cette armée d'Orient, restée mobilisée sur le front de l'Est bien après la signature de l'armistice et trimbalée en Bulgarie, en Hongrie, et en Russie, pour se battre contre les alliés d'hier devenus les ennemis bolchéviques.

Les manœuvres de cette armée, maintenant après l'armistice dans un état de pourrissement, reflètent un état abstrait du combat, un « ni guerre ni paix » dont les soldats ont du mal à saisir la signification. Cette abstraction, inscrite dans le sujet même de *Capitaine Conan*, était déjà celle visée par un certain cinéma de guerre américain, de Samuel Fuller à Francis Ford Coppola, qui dépassait le cadre strictement historique d'un conflit, que ce soit la deuxième guerre mondiale, la Corée ou le Vietnam, pour s'inscrire dans une réflexion plus générale sur la guerre.

### LES VUES DE FULLER

Dans *Au-delà de la gloire* (1980), Samuel Fuller racontait le destin d'une unité d'élite pendant la seconde guerre mondiale, la Big Red One, où il avait servi, et qui avait combattu pendant deux ans en Europe et en Afrique. Fuller tenait, contre l'avis de ses producteurs, qui avaient fini par imposer leurs vues, à ce qu'aucun carton ne vienne s'insérer dans le film, de manière à ce que le spectateur ait du mal à distinguer le débarquement d'Afrique du Nord de celui de Normandie, l'année 1944 de l'année 1945. Dans *Au-delà de la gloire*, Fuller semblait se désintéresser du combat proprement dit pour se concentrer sur le sort du combattant. Très sobre, évitant le spectaculaire, son film consacrait beaucoup de moments à l'épuisement, aux temps morts, à tout ce qui pouvait se passer dans la tête d'un soldat entre deux assauts. Selon son auteur, le thème principal du film était la survie, lais-

sant au second plan des questions plus philosophiques pour privilégier une approche pragmatique du soldat. Il est facile de voir ce qui, dans son film, a pu retenir l'attention de Tavernier. Lui aussi se concentre sur le sort d'un homme, Conan, à la tête d'une cinquantaine de soldats, sortis pour la plupart des prisons militaires, et transformés en un commando d'élite chargé de nettoyer les tranchées au couteau. Plus concerné par les à-côtés de la guerre que par les scènes de bataille proprement dites, Tavernier s'intéresse surtout au sort d'une division maintenue en état de guerre, en partie désarmée, et conduite à des exactions la mettant en porte à faux par rapport au règlement militaire.

*Capitaine Conan* doit aussi beaucoup à *Cote 465* d'Anthony Mann. Ce chef-d'œuvre du film de guerre s'intéressait au sort d'une patrouille durant la guerre de Corée, devant atteindre coûte que coûte le point désigné par le titre. Le titre original du film de Mann, *Men in War* (« Hommes en guerre »), aurait aussi bien pu être

celui du film de Fuller que celui de Tavernier. S'échappant volontairement d'un contexte historique encore brillant – le film date de 1957 –, le réalisateur s'attachait à décrire une certaine idée de la guerre. C'est tout juste si l'on apercevait l'ennemi nord-coréen !

### LE VIETNAM DE KUBRICK

Dans la même lignée, *Full Metal Jacket* de Stanley Kubrick (1987) devait beaucoup à Anthony Mann. Visant comme ce dernier à l'abstraction, Kubrick recréait un Vietnam composé de ruines qui auraient pu être les débris de n'importe quelle ville sinistrée. Mann est arrivé avec *Cote 465* à imposer un traitement moderne de la guerre au cinéma, dont on perçoit les prolongements dans *Capitaine Conan* : un traitement plus abstrait, et paradoxalement plus réaliste que le film de guerre classique, car il s'attache à décrire un soldat en proie au doute, d'avantage motivé par un vouloir-survivre que par un patriotisme de façade.

Samuel Blumenfeld

## L'armée oubliée par l'armistice

DISTINGUÉ par le prix Goncourt l'année même de sa parution en 1934, *Capitaine Conan* (réédité chez Albin Michel en 1988) est moins un roman de Roger Verceel (1894-1957) qu'un récit autobiographique, hommage aux groupes francs composés de « préventivistes » et autres giliers de tribunal militaire, qui menèrent en commando une guérilla sauvage sur le front d'Orient, loin des images convenues de la Grande Guerre. Comme un tombeau littéraire pour ces « nettoyeurs de tranchées » qui, en repoussant les limites de la déshumanisation du combattant, signèrent les pages capitales mais occultées d'une guerre indécise. Ces « guerriers », au dire de leur chef Conan, gagnèrent seuls une guerre que les soldats « ordinaires » se contentèrent de faire.

Mobilisé en 1914, à vingt ans, le jeune Roger Verceel connaît les tranchées et combat en Champagne et sur la Somme, avant de partir en 1918 pour l'armée d'Orient. Il y sert lorsque le général Franchet d'Espèrey est envoyé sur ce terrain d'action éloigné,

comme abandonné du haut état-major. Les pièges spécifiques (maquis paludéens ou reliefs abrupts) tranchent sur le visage occidental de l'affrontement et ruinent tous les assauts entrepris. En un sur-saut héroïque, Français, Anglais et Serbes, en septembre 1918, interrompent la série des revers militaires inaugurée par l'échec des Dardanelles. La bataille du Dobro Poje et l'assaut du mont Sokol, dans les montagnes de Macédoine, conduisent à la conclusion du premier armistice victorieux, précipitant après la capitulation de la Bulgarie (à Thessalonique, le 29 septembre 1918) et de l'Empire ottoman (à Mudros, le 30) la décision de Ludendorff de négocier la fin des combats sur le front occidental. Mais cette phase décisive n'a pas intégré la légende nationale. Et l'ultime armistice conclu entre Franchet d'Espèrey et Karáhyi, au nom du gouvernement de Budapest, le 13 novembre à Belgrade, ne résiste pas face à la gloire de Rethondes l'année suivante.

C'est que sur le front d'Orient, la guerre n'est pas suivie de la démobilisation. Pour s'assurer du contrôle tant de la Hongrie – vaincue et bientôt secourue par la coalition bolchévique – que de la région danubienne et de Constantinople, le corps français est, dit-on, et recomposé en armée d'occupation. Il attend la conclusion des traités qui doivent déterminer les nouvelles frontières, puis leur mise en œuvre pratique, ce qui prend, de fait, plus de deux ans. Casernée en Roumanie, l'armée française collabore, vigilante, avec cette puissance alliée depuis le « traité secret » d'août 1916, mais coupable d'avoir négocié, au pire moment des revers balkaniques, une paix séparée avec les Empires centraux.

Gendarme sur le qui-vive dans une zone encore sous pression – le cordon sanitaire contre la « contamination rouge » relate la phase de simple maintien de l'ordre –, l'armée oubliée sait ne devoir compter sur aucune sympathie en France. Verceel, à peine masqué sous le pseudonyme de Norbert, le dénoncera dans son livre : « On nous méprisera vigoureusement (...). Des insultes, des incapacités, des attitudes ! Nous rappelleront de si sales souvenirs... Et puis, rien qu'en existant, nous affirmerons qu'une guerre reste possible, et on nous accusera de la regretter, de la préparer en la souhaitant... »

Philippe-Jean Catigny

## Une goutte de désespoir dans l'apéro

Happy Hour. Le comédien des frères Coen et de Tarantino s'invente un personnage sans qualité

Film américain de Steve Buscemi avec Steve Buscemi, Chloe Sevigny, Elisabeth Bracco, Anthony Lapaglia (1 h 35.)

Chronique de gens ordinaires au fin fond de la province américaine, *Tree's Lounge* (en « français » *Happy Hour*) est un film modeste. Loin d'être un défaut, cette modestie témoigne d'une volonté de se situer en marge d'un cinéma américain à la mode, qui préfère les effets spectaculaires ou le recyclage narquois. L'acteur Steve Buscemi a incarné chez des cinéastes aussi divers que les frères Coen, Quentin Tarantino, John Carpenter ou Robert Altman

des silhouettes pittoresques ou inquiétantes (et souvent les deux), isées en droite ligne de ces seconds rôles du cinéma américain qui perpétuent à des comédiens comme Peter Lorre ou Elisha Cook Jr de composer des personnages originaux. Pour sa première réalisation, il a choisi de se donner, comme pour prendre un contre-pied, le rôle d'un individu sans qualité et sans histoires.

Il joue ici un sympathique et pathétique bon à rien, qui passe une bonne partie de ses journées au bar de son patelin en compagnie d'autres inamovibles épaues. Buscemi décrit, sans ostentation, un univers médiocre, hors de l'His-

toire, en pointant avec justesse les rites qui le caractérisent. Les blagues minables et les propos de bistrot qui forment les dialogues définissent ainsi un statut très particulier du langage : parler pour ne rien dire.

Mécanicien au chômage, un temps recylé dans la vente ambulante de crèmes glacées, le « héros » de *Happy Hour* hésite à s'engager dans un acte qui introduirait une dimension nouvelle à sa vie. L'idylle, menée en finesse, qui se noue entre lui et une adolescente, fille de son meilleur ami, pourrait ainsi enclencher un récit authentique qui sera pourtant immédiatement stoppé à coups de batte de

base-ball. La correction administrative par le père outragé remet le personnage central sur la voie d'une existence toute tracée. Ce coup d'arrêt symbolise la démarche d'un film qui affirme son indépendance d'esprit par un refus du romanesque et qui se couche par une touche discrètement désespérée. Lorsqu'il s'assoit sur le tabouret auparavant occupé par un pilier de bar qui vient de mourir, Tommy Basilio réintègre un destin circulaire et implacable, et le rangera inéluctablement, et avant l'heure, du côté des vieux alcooliques.

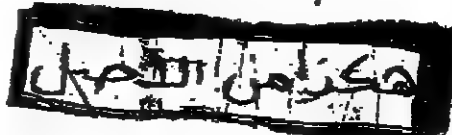
Jean-François Rouger

### LES PUBLICATIONS DU MONDE

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE





## Belgique, année zéro

La Promesse. Dans un pays confronté à la crise économique, un gamin mystérieux nommé Igor s'affranchit progressivement du joug de son père

Film belge de Jean-Pierre et Luc Dardenne. Avec Jérémie Rénier, Olivier Gourmet, Assita Ouedraogo. (1 h 33.)

Situé entre Coke en stock, d'Herge - le film aborde le problème du travail au noir et de l'esclavage moderne - et « le théâtre de la cruauté », *La Promesse*, se livre à un inventaire en règle des vicissitudes du comportement humain : sadisme, meurtre, arnaque, sévices -, qui, conforme au vœu d'Antonin Artaud, ne laisse intact ni l'acteur ni le spectateur. Dans *La Promesse*, les rapports entre Roger et son fils Igor ne relèvent pas seulement de l'amour filial ou du respect paternel, ils ressemblent à ceux qui lient l'esclave à son maître, ou l'inventeur à sa création. Tous les soirs, Roger sort de sa boîte un fusil et y dessine maladroitement sur l'épaule de son fils la même étoile qui lui a été aussi tatouée, comme s'il s'agissait d'y graver pour l'éternité une marque d'allégeance.

Igor est un numéro de série, destiné, alors qu'il n'a qu'une quin-

zaine d'années, à soutenir son père dans des travaux inavouables et illégaux. Cette tâche consiste à venir sans papiers d'Afrique ou d'ex-Yougoslavie et leur faire payer une fortune une chambre de quelques mètres carrés en échange d'un travail hypothétique. Impliqué dans ce trafic à petite échelle visant à amasser suffisamment d'argent pour acheter la maison où il habite avec son père, Igor n'a rien de ces petits hommes qu'affectionne tant le cinéma hollywoodien. Un de ces petits adolescents prodiges dont la démarche, exemplaire, est calquée sur celle des adultes. Le comportement d'Igor est opaque. Impossible de conclure à son indifférence lorsqu'il vole le portefeuille d'une vieille dame, ou prèle consciencieusement le linge de familles immigrées.

Impossible, non plus, de lire une quelconque haine du père lorsqu'il se fait battre jusqu'au sang par lui, ou se retrouve contraint, sur ses injonctions, de quitter le garage où il est apprenti. C'est tout juste si l'on aperçoit un froncement de

sourcil lorsque son père préfère laisser mourir l'un de ses ouvriers plutôt que de prendre le risque de l'amener à l'hôpital.

Cette opacité psychologique ne semble pas être l'affaire de Luc et Jean-Pierre Dardenne, mais d'Igor. C'est parce que les deux cinéastes portent sur leur personnage un regard exempt de toute sentimentalité que son comportement devient énigmatique, même lorsque ce dernier décide de partir, hors de toute logique apparente, avec la femme de l'ouvrier africain mort sur le chantier de son père. Igor est un mystère. Un mystère que souligne magnifiquement son sourire aux dents bisautées dont il masque le pourrissement avancé à l'aide de Tippex.

En apparence, *La Promesse* est un film réaliste, prenant pour cadre la partie de la Belgique située entre Liège et Sarcelles, ravagée par le chômage et victime de la dégradation du tissu industriel. Pourtant, les lieux visités par le film - un bar poisseux, un immeuble en ruine à la tuyauterie défectueuse, un restaurant où le père et le fils scellent l'union sacrée ac-

compagnés de deux prostituées - sont plus survolés que décrits. On traverse beaucoup d'endroits, mais ceux-ci traversent encore plus le personnage principal, comme si cet environnement, tendant vers l'anonymat le plus extrême, n'était que le reflet de la conscience d'Igor.

*La Promesse* est surtout un film d'une profonde étrangeté. Si l'innocence d'Igor, ou son éventuelle corruption morale, ne sont pas avérées, c'est parce qu'il évolue dans un monde où les notions de bien et de mal n'ont plus cours. C'est le règne du chacun pour soi et de la combine où triomphe Roger, son père. Celui-ci n'est plus tout à fait un homme, il est encore un prédateur, le roi d'une jungle où toute idée de solidarité a disparu. Belgique année zéro. Le sujet de *La Promesse* est celui de l'humiliation de l'homme, ou comment, derrière la démarche d'un gamin s'affranchissant progressivement du joug de son père, se dessine la promesse d'une humanité à venir.

Samuel Blumenfeld

## Le long chemin des frères Dardenne

A EUX DEUX, ils sont âgés de quatre-vingt-sept ans (Jean-Pierre est né en 1951, Luc en 1954, dans les environs de Liège). Ils semblent avoir toujours tout fait ensemble.

Dans le genre particulier des frères cinéastes, ils se différencient du modèle canonique constitué par les Traviata sur une encore plus grande symbiose : sur le plateau, ils n'ont pas besoin de cette alternance planifiée à laquelle recourent les auteurs de *La Nuit de San Lorenzo*, le témoins passe de l'un à l'autre naturellement. « Les choses se sont faites comme cela, on n'a jamais pensé autrement », est-ce Jean-Pierre ou Luc qui l'a dit ? Au sortir d'un entretien avec les frères Dardenne, rien ne donne envie d'attribuer à l'un ou l'autre des phrases qui leur sont communes.

Comme leur est commun un itinéraire professionnel de plus de vingt ans, porté par un engagement et une rencontre décisive. L'engagement, ce fut, au début des années 70, la participation à un militantisme de terrain pour lequel la vidéo leur a semblé un outil efficace : « Nous travaillions dans des cités ouvrières, en tournant des portraits de leurs habitants. En leur montrant, on espérait créer ainsi un lien entre les gens. Nous avons installé des maisons de jeunes et des maisons de quartier, qui ont fonctionné tant qu'on s'en occupait, mais sans parvenir à les faire durer. » Pour continuer, Jean-Pierre et Luc Dardenne fondent une société de production, Dérives, toujours active, et grâce à laquelle ils contribuent aujourd'hui à la naissance de documentaires tournés par d'autres.

La rencontre fut avec Armand Gatti, au théâtre d'abord, au ciné-

ma ensuite lorsqu'ils sont assistants - Jean-Pierre à la caméra, Luc au son - sur *Nous étions tous des noms d'arbres* réalisé en 1982 en Hollande. « Jusqu'alors, la vidéo était seulement un moyen. Avec Gatti, nous avons appris ce qu'était un travail sur un plateau, comment on faisait un film. Il a joué un rôle crucial pour nous. » Entre-temps, les frères ont bénéficié d'une petite subvention du ministère de la culture, et de l'intérêt d'une émission télévisée pour les productions vidéo. Prenant au pied de la lettre la phrase « au commencement est la résistance », ils réalisent le premier documentaire sur la lutte anti-nazie en Wallonie, *Le Chant du rossignol* (1978). Suivront, jusqu'en 1983, d'autres réalisations dans le même esprit, à propos de la grève générale de 1960, du mouvement des radicaux libres, de l'œuvre du dramaturge Jean Louvet.

Les Dardenne passent de la vidéo au cinéma pour la transposition de la pièce de René Kallisky *Falsch* (1986). « Le cinéma était un monde qui nous était étranger, les professionnels nous considéraient comme des amateurs. Pour nous, ils représentaient « le système ». Au moment de *Falsch*, notre chef opérateur nous a dit : « Les gens, faites un film. On s'est lancé ; à vrai dire, ça ne changeait pas grand-chose pour nous. Notre démarche était toujours influencée par Gatti, et proche du documentaire dans la mesure où il y avait également un matériau préexistant, cette fois le texte de la pièce, dont nous avons cherché à rendre compte plutôt qu'à en inventer une adaptation. »

Le véritable changement se produit lors de leur réalisation suivante, dont ils gardent un souvenir amer : un de leurs projets, sur l'histoire d'un chômeur, est retenu par une commission capable de le produire, mais qui les incite à travailler avec un scénariste chevronné (Jean Gruault) et des acteurs connus (Robin Renucci et Fabienne Babe). Mal à l'aise sur le plateau de *Je pense à vous* (1992), se sentant dépossédés par l'importance de l'équipe technique et les méthodes tradition-

nelles, Jean-Pierre et Luc Dardenne se promettent de réaliser leur film suivant à leur façon. Pour *La Promesse*, ils maîtriseront tous les aspects du film, en prenant soin de conserver la légèreté et la souplesse dont ils ont besoin.

Luc s'est occupé de la production, il a réuni les 50 millions de francs belges (environ 10 millions de francs) nécessaires et suffisants, grâce à l'avance sur recettes belges communautaires, à une subvention du fonds culturel de la Loterie nationale, à la RTB, l'avance sur recettes française, Canal Plus, Canal Horizon et le fond européen Eurimage. Loin de l'euro-pud-ling, *La Promesse* est aussi exemplaire d'une utilisation modeste et efficace, cohérente avec le projet, des mécanismes nationaux et européens d'aide au cinéma. « Nous avons aussi fait appel à des gens que nous connaissions, les figurants sont ceux que nous avions filmés dans nos documentaires, nous avons réemployés des lieux déjà repérés. Surtout, le financement et le plan de travail permettaient de refaire toute scène qui ne nous aurait pas satisfaits. »

« Avec Armand Gatti, nous avons appris ce qu'était un travail sur un plateau, comment on faisait un film »

Ce dispositif leur a permis d'éviter la contrainte du découpage : « On décide de la manière de tourner le film même. » Avec comme ligne directrice les rapports entre le père et le fils, et la « fable morale » sur la parole tenue. Les frères nient avoir voulu faire un document sur le trafic des ouvriers clandestins, même s'ils se sont documentés sur ce sujet, et s'ils ont rencontré de véritables trafiquants « et heureux de l'être ». A leurs yeux, cet arrière-

plan social permettait de donner au film un cadre plus vaste : « Le comportement de Roger est à peine caricatural des rapports « normaux » du capitalisme, mais nous avions surtout en tête l'idée que seul l'étranger permet de découvrir l'être humain, l'image de soi. Le garçon se rebelle contre ce qui est le proche, son père, au profit de celui qui lui ressemble le moins, Assita. »

Au sein de cette liberté organisée, les frères Dardenne se sont donnés des préceptes, qui font la force de *La Promesse*. Ainsi de conserver toujours un seul point de vue, celui du fils, ou de tout faire - à commencer par le choix de son interprète, Olivier Gourmet, habitué aux rôles sympathiques - pour ne pas caricaturer son père en « méchant », de « refuser de l'isoler en représentant du Mal contre qui tout le monde peut se dresser, sans se sentir concerné ».

Surtout, les réalisateurs ont cherché à rendre la mise en scène le moins visible possible : « Faire comme si la caméra était là par hasard, en refusant les cadres trop construits, en acceptant volontiers le flou, en demandant à l'opérateur de suivre les acteurs plutôt que ceux-ci jouent en fonction de la prise de vues. Il est parfois plus intéressant de voir une situation de dos, ou en semblant arriver après que l'action a eu lieu. »

Une liberté de ton particulièrement remarquable dans un film venu de Belgique, pays qui a surtout présenté des réalisations très concertées, démonstratives de la maîtrise des réalisateurs (récemment, c'est arrivé près de chez vous ou *Le Huitième Jour*). Luc et Jean-Pierre Dardenne reconnaissent que l'art en Belgique tourne volontiers le dos à la réalité. « Juste avant sa mort, René Kallisky a écrit un grand article pour dénoncer cette fuite du réel par les artistes de chez nous. La Belgique est un pays volontiers amnésique, ou qui s'aveugle. Ce n'est sans doute pas étranger à la violence des drames qui y éclatent quand ceux-ci arrivent tout de même au grand jour. »

Jean-Michel Prod'homme

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### LE JARDIN

Film slovaque de Martin Sulik. Avec Roman Luknar, Zuzana Sulajova, Marian Labuda, Jana Svandova. (1 h 40.)

Martin Sulik s'inspire à la fois du roman philosophique, du cinéma burlesque et d'une poésie insolite qui évoque les beaux jours de l'école de Prague. L'argument de son film est simple : Jacob vit en ville chez son père (excellent Marian Labuda), tailleur. Ce dernier, las des aventures de son gaillard de fils avec Hélène, cliente mariée et voluptueuse, le chasse à la campagne, dans la maison abandonnée du grand-père. Jacob y vivra toutes sortes d'aventures, depuis la découverte d'un mystérieux grimoire jusqu'à la rencontre avec Tereza, une « pucelle miraculeuse », en passant par l'édifiante leçon d'un Jean-Jacques Rousseau qui lui subtilise sa voiture. La fable est insoucieuse et charmante et l'on se sent dispensé de lui trouver une morale. Construit comme sa musique sur une succession de pizzicatos, zébré de tendres gags et de jolies trouvailles, ce film au budget modeste de 4 millions de francs a été rendu possible grâce à une coproduction de la France, de la République tchèque et de la Slovaquie où apparemment, malgré la situation sinistrée de l'industrie cinématographique, il se trouve encore des jeunes gens pour tenter l'impossible.

Jacques Mandelbaum

### BOGUS

Film américain de Norman Jewison. Avec Whoopi Goldberg, Gérard Depardieu, Haley Joel Osmont. (1 h 50.)

Un jeune garçon, dont la mère a été prématurément arrachée à son affection par un accident de voiture, s'invente un compagnon imaginaire, un grand gaillard d'origine française nommé Bogus. Il se heurte à l'incompréhension de sa mère adoptive, une femme d'affaires célibataire endurcie et rationaliste. Celle-ci apprendra au terme du récit à apprécier l'imagination et le rêve, et rencontrera l'ami invisible. Bogus constitue une variation sur un ancien succès de James Stewart, *Harvey*, de Henry Koster, où le personnage principal parait avec un lapin blanc géant. Cette référence est explicite à la vision d'un tuffeur extrait télévisé, il est d'usage aujourd'hui chez certains scénaristes américains d'avoir, sans doute pour se dédouaner, leurs pauvres sources d'inspiration. Si son scénario apparaît sans surprise, *Bogus* atteint, dans ses derniers moments, des hauteurs inégalées de kitsch. Gérard Depardieu, en roue libre du début à la fin, valant avec Whoopi Goldberg et chantant *Mon manège à moi* sera un spectacle recherché, dans quelques années, par les amateurs de monstruosité cinématographique.

J.-E. R.

### LES VOLEURS DE CINÉMA

Film italien de Piero Natoli. Avec Piero Natoli, Joanna Chatton, Carlotta Natoli. (1 h 35.)

Le titre laisse pressager un énigmatique essai nostalgico-poétique sur le septième art. Il n'en est rien. Ce film se veut au contraire une comédie sur l'état actuel du cinéma et sur la difficile condition de réalisateur indépendant en Italie. Piero Natoli, qui signe son cinquième long-métrage, y incarne sur le mode autobiographique Mercurio, courant en vain à la poursuite d'un gros distributeur vendu à Hollywood. La poursuite part de Rome, transite par le Festival de Cannes, et se termine pour le mieux à celui de Venise, grâce à un chantage en vertu duquel Mercurio, qui a volé le négatif d'un film américain dudit distributeur, contraint ce dernier à s'occuper de lui. Le vol est aussi au cœur de l'esthétique de Natoli, comme l'indique cette réplique qui vaut manifeste : « Je n'ai pas d'argent, alors je vole des images. » Pour un peu, on rangerait le cinéaste parmi les expérimentaux, et son film passerait pour un brûlot esthétique. Hélas, il s'en faut de beaucoup que Natoli applique cette saine révolte à son propre cinéma, qui satisfait aux pires conventions narratives, et administre la preuve que son auteur ne sait pas filmer.

J. M.

### LE LIVRE DE CRISTAL

Film suisse de Patricia Plattner. Avec Jean-François Balmer, Valeria Bruni-Tedeschi, Douglas Kanasinghe, Jean-Pierre Sentier. (1 h 50.)

Orientaliste et traducteur de renommée internationale, John Billeter accepte de partir dans la partie tamoul du Sri Lanka, en pleine guerre, à la demande de l'Unesco, pour déchiffrer *Le Livre de cristal*, un traité sur la mémoire dicté par Bouddha vers la fin de sa vie, et retrouvé dans une grotte dans un état miraculeusement intact. Encore marqué par le suicide de sa femme qu'il avait connue au Sri Lanka, John Billeter rencontre une jeune femme médecin. Reprenant un schéma déjà développé avec réussite dans le film *L'Année de tous les dangers*, de Peter Weir - l'Occidental désabusé débarquant dans un pays du tiers-monde en plein trouble et profitant de ce tumulte pour se ressourcer spirituellement et moralement -, *Le Livre de cristal*, de Patricia Plattner se situe lui aussi sur un terrain à la fois politique et spirituel, pour décrire à travers un itinéraire individuel le destin d'une nation.

Mais il y avait chez Peter Weir une dynamique et une énergie, absentes du film de Patricia Plattner. Parsemé de répliques sur le sens de la vie, la signification du texte bouddhique, la différence entre un étranger et un autochtone, *Le Livre de cristal* se déroule dans un univers abstrait rythmé par ces sentences assénées avec beaucoup d'aplomb. Perdus dans ce labyrinthe de devinettes, Jean-François Balmer et Valeria Bruni-Tedeschi semblent anesthésiés par un propos dont ils ont du mal à saisir la portée. Aussi perdus que le spectateur, leur ennui, presque palpable à l'écran, se révèle dangereusement contagieux.

S. BL

### LABYRINTHE

Film tchéco-franco-arménien de Mikael Dovlatian. Avec Serge Avédikian, Frouzê Dovlatian, Karen Djanibekian, Nora Armani. (1 h 30.)

Soit, d'une part, l'œuvre, et de l'autre cet instrument pervers qu'on nomme le dossier de presse. Celui de *Labyrinthe* évoque pêle-mêle la situation dramatique de l'Arménie depuis l'indépendance, le génocide de 1915, et l'état du cinéma dans le pays. Il est peu probable que le spectateur non arménophone reconnaisse le moindre de ces éléments dans ce film, où on voit des camions militaires dans la nuit, un sermon sur la montagne, un paralytique dans une cave, une incarnation de Lénine, des hélicoptères qui passent ou encore un chien noir qui aboie. Plus quelques personnages nommés par exemple Abel et Andras, quelques dialogues incompréhensibles et non synchrones, quelques propos fastidieux énoncés en voix off, le tout enrobé dans une structure non narrative et filmé de façon insignifiante. Grâce à quoi on comprendra éventuellement que le monde est un cauchemar, mais plus sûrement que ce film est un monument d'ennui.

J. M.

## REVUE

### CONTRE BANDE

N° 2 « L'auteur au risque du narcissisme ». 1996. 89 p., 60 F.  
Éditée par l'Institut d'esthétique et sciences de l'art de l'université Paris I-Panthéon Sorbonne, cette jeune revue de cinéma paraît deux fois l'an et se veut « un lieu de rencontre entre des universitaires et des professionnels ». « L'auteur au risque du narcissisme » occupe cette deuxième livraison, dont l'éditorial précise, d'une façon un peu retorse, l'enjeu : « Que le narcissisme tende à devenir l'un des traits dominants de la production artistique contemporaine, voilà bien le type de généralités que nous nous gardons d'avancer, quand bien même nous en puissions saisir les signes de sa pertinence, quoique de façon inégale selon les arts. » Perversion de la politique des auteurs, frilosité de la critique, repli autobiographique du jeune cinéma des années 90 : ce sont les thèmes récurrents de ce numéro dont on trouvera la synthèse dans l'article, discuté et stimulé, de Nathalie Neziak. A signaler aussi l'analyse par Michel Serceau de trois plans tirés de *La Cinquième Victime*, de Fritz Lang (1955) où l'art de la critique emprunte à celui du suspense. Et une rubrique originale - « Les incunables » - qui recense des travaux universitaires consacrés au cinéma.

J. M.

**mk2**  
**14 juillet**

entrez dans le club des abonnés

34 salles à Paris

Prochaines avant-premières réservées aux abonnés des cinémas 14 juillet :  
Méfie-toi de l'eau qui dort  
Réservation indispensable au :  
40 30 20 10  
dans le réseau des places éligibles.

### LES ENTRÉES À PARIS

■ Sortie réussie pour *Le Jaguar*, avec 125 000 entrées dans ses 50 salles. Loin de-vant, *Indépendance Day* s'adjuge 250 000 entrées en deuxième semaine avec seulement 4 écrans de plus, soit un total de 695 000 en quinze jours.  
■ Avec ces deux films, qui représentent 56 % du total des entrées dans 22 % des salles (mais commercialement les meilleures), la fréquentation est pourtant en léger recul par rapport à celle de la semaine correspondante de 1995 - c'était, il est vrai, celle de la sortie des *Anges gardiens*, qui attirait deux fois plus d'amateurs que *Le Jaguar*.  
■ Beau succès pour *Breaking the*

*Waves*, à 56 000 dans 22 salles. C'est ainsi le deuxième film mis en valeur par le palmarès de Cannes qui conquiert le public : la Palme d'Or *Secrets et mensonges*, soutenue par un excellent bouche-à-oreille, attire en troisième semaine 46 000 spectateurs devant ses 37 écrans.  
■ Les autres nouveautés font grise mine : ni *Comelone*, ni *Une vie normale*, ni *Walking and Talking* n'atteignent les 5 000 entrées en première semaine. A cette aune, *Ronde de fics à Pékin* avec ses 2 200 spectateurs bénéficie d'un honnête démarrage. Deux succès de l'automne parviennent à des scores significatifs, *Professeur Folingue* passant la barre des 400 000 et *Fargo* celle des 200 000, tous deux en six semaines.

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français.

MUSIQUES DU MONDE

THEATRE DE LA VILLE PARIS

INDE DU NORD

LUNDI 21 OCT. 20H30

**GUNDECHA BANDHU**

chant d'inspiration

un duo vocal à l'instar des célèbres frères Dagor

les meilleurs chanteurs actuels de la nouvelle génération

2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77



## Les Américaines plébiscitent la comédie « The First Wives Club », un succès en forme de vengeance sur les hommes

WASHINGTON  
de notre correspondante

Le soir du sommet organisé début octobre à Washington pour tenter de remettre le processus de paix au Proche-Orient sur les rails, le roi Hussein de Jordanie eut besoin de se changer les idées. Oubliant l'espace d'une soirée ses obligations royales, il alla au cinéma. Voir quoi ? *The First Wives Club*, de Hugh Wilson, le grand succès de l'automne, une comédie sur la revanche de trois femmes mûres abandonnées par leur mari pour de filiformes ingénues. Le thème n'est pas totalement étranger au « petit roi » qui, doté d'une ravissante épouse d'origine américaine beaucoup plus jeune que lui, n'en est pas à ses premières noces. Mais il a d'autant plus de mérite d'avoir choisi ce film que le public qui s'y précipite en masse est essentiellement féminin et n'y a certainement pas été attiré par la critique, d'une ingrate ténacité.

*The First Wives Club* (Le Club des premières femmes) est pourtant hilarant, les trois comédiennes (Bette Midler, Diane Keaton et Goldie Hawn) étourdissantes dans leur numéro de grandes bourgeoises quinquagénaires unies par la révolte. Depuis sa sortie le 20 septembre, le film est en tête du box-office. Il a fait près de 19 millions de dollars de recettes (environ 100 millions de francs) dès son premier week-end d'exploitation. Il s'agit du plus gros démarrage enregistré au box-office pour un film sorti en septembre. Le succès historique et instantané de ce film, après celui, au printemps, d'une autre comédie sur les femmes, noires celles-ci, *Waiting to Exhale*, plonge les analystes de tout poil dans une vaste introspection sur les femmes, l'adultère, le temps qui passe et Hollywood.

Première leçon : décidément, Hollywood ne comprend rien, qui continue de nous abreuver de testostérone, de batailles d'extrater-

restres et de beautés en pleine fraîcheur, naturelle ou chirurgicale. « L'énorme succès de *The First Wives Club* devrait prouver sans équivoque que le public aime les films de femmes, écrit le critique du magazine *New York*, William Goldman. Pourquoi les dirigeants des studios ne le comprennent-ils donc pas ? » Parce que, rétorque la revue *Entertainment Weekly*, ils sont obsédés par la jeunesse et la beauté : « les hommes peuvent vieillir tout en restant sexy et lucratifs : voir *Sean Connery*, *Harrison Ford*, *Paul Newman* ou *Clint Eastwood*. Mais pour une actrice, après 35-40 ans, c'est fini ».

Or, non seulement les spectatrices n'ont pas toutes moins de trente-cinq ans, mais l'Amérique vieillit, et la génération du baby-boom, Bill Clinton en tête, a cinquante ans révolus. Moins convoités par les producteurs de films et beaucoup moins bien payés que leurs collègues mâles, les actrices mûres comme Susan Sarandon, Meryl Streep ou Jessica Lange restent pourtant très populaires auprès d'un public qui a envie de se reconnaître en elles. Des femmes comme Diane Keaton, Cher, Michelle Pfeiffer ou Bette

Midler ont compris que si elles voulaient des films avec des rôles féconds, mieux valait prendre les choses en mains ; elles passent de l'autre côté de la caméra, comme productrices ou comme réalisatrices.

Plusieurs associations masculines manifestent pour protester contre le « sexisme anti-mâle » du film

Deuxième constatation : mûre ou pas, la femme est aux États-Unis une valeur en hausse. Pas la féministe de choc, pas la poupée Barbie, pas la ménagère hors pair : la femme, si possible mère de famille et salariée. En politique, on ne parle que d'elle, et le Parti républicain ne sait plus qu'inventer pour rattraper l'électorat féminin qui l'a massivement déserté pour soutenir Bill Clinton. Dans l'économie, elle occupe désormais fermement sa place sur le marché

### Dans le monde littéraire

Dans un livre publié en septembre aux États-Unis au moment où sortait *The First Wives Club*, la comédienne britannique Claire Bloom fait un récit dévastateur des dix-huit années passées avec le célèbre écrivain américain Philip Roth, qui n'a lui-même jamais été avare de détails autobiographiques dans ses propres romans, et le livre, *Leaving a Doll's House* (éd. Little Brown), est accueilli par la critique comme une autre de ces vengeances libératrices.

Dans une telle atmosphère, le succès d'un livre qui n'aurait pas renié nos grands-mères, *The Rules* (« Les règles du jeu »), guide pratique qui pourrait aussi s'intituler « Comment attraper un mari », ajoute à la confusion. Les auteurs, deux jeunes femmes mariées, Sherrie Schneider et Ellen Fein, y détaillent l'idée selon laquelle, pour garder un homme, il faut savoir entretenir la mystérieuse : professionnellement la femme d'aujourd'hui est de plus en plus incitée à prendre l'initiative, mais en amour, c'est l'échec garanti. Les règles du jeu, assurent-elles, n'ont pas changé.

## La nouvelle équipe de Sony à Hollywood

LOS ANGELES  
de notre correspondante

Est-ce l'équipe de la dernière chance qui vient d'être nommée pour piloter Sony Pictures Entertainment (SPE), le studio infesté de problèmes depuis son acquisition par le géant japonais de l'électronique en 1989, et dont le dernier film s'appelle tout simplement... *Extreme Measures* (avec Hugh Grant et Gene Hackman) ? Après avoir successivement licencié Michael Schulhof, directeur des opérations américaines de Sony Corporation, puis Mark Canton, numéro deux du studio, et enfin Alan Levine, son président, Sony Corporation a annoncé, mardi 8 octobre, la nomination d'un triumvirat à la tête du studio (qui est composé de Columbia Pictures, TriStar Pictures, Sony Pictures Classics, Triumph Pictures).

John Calley, transfuge de United Artists (MGM), âgé de soixante-six ans, est nommé président-directeur général de SPE, avec pour second Jeff Saganski, quarante-quatre ans, qui se concentrera sur la production télévisée et le marché international, tandis que Masayuki Nozoe, quarante-sept ans, traitera des développements technologiques et sera l'agent de liaison entre Los Angeles et Tokyo. C'est la première fois qu'un japonais est nommé à un poste de responsabilité aussi important depuis l'acquisition du studio.

Cette sélection indique un changement de stratégie radical de Sony dans la direction de leur propriété hollywoodienne. Au départ, Akio Morita et Norio Ohga avaient opté pour une politique de non-intervention à l'égard de leur studio qui laissait le contrôle du secteur « entertainment » à l'Américain Michael Schulhof et ses associés, avec les dégâts que l'on sait.

En 1994, Sony avait été contraint de déprécier de plus de la moitié la valeur de son investissement (soit près de 15 milliards de francs). Aujourd'hui le studio, qui en 1993 disputait à Warner la première place au box-office, a chuté à seulement 10,1 % de parts de marché derrière Buena Vista, Warner, Fox et Paramount. Récemment, Sony s'est fait remarquer avec l'échec de *Déjà vu* (sortie en France le 13 novembre), après avoir versé un cachet record, à l'époque, de 20 millions de dollars à la vedette du film, Jim Carrey.

Mais depuis son arrivée à la présidence de Sony Corporation en mars 1995, Nobuyuki Idei, âgé de cinquante-huit ans, a remis de l'ordre dans les affaires de Sony aux États-Unis, et entend exercer un contrôle plus direct. Saura-t-il gérer un studio à distance, alors que ses prédécesseurs ont échoué ? Peut-il restaurer la réputation de Sony, tenue par des années de gestion catastrophique ? On dit son style plus occidental que la plupart des grands patrons japonais, parlant couramment l'anglais comme le français (il a présidé au démarrage de Sony France), devant les romans de John Grisham, amateur de costumes italiens, conduisant une Jaguar... Hollywood a déjà approuvé le choix de ses coéquipiers américains : John Calley, qui fut responsable de la production à Warner Bros entre 1968 et 1981, puis collabora avec le réalisateur Mike Nichols, a une solide réputation dans la capitale du cinéma, d'autant qu'il vient de redresser United Artists, le studio moribond de la MGM, avec les succès du nouveau James Bond, *Golden Eye*, de *The Birdcage* (la nouvelle version de *La Cage aux folles*) et de *Leaving Las Vegas*, qui valut un Oscar à sa vedette principale, Nicolas Cage.

John Calley se concentrera sur la production cinéma et vidéo. « La récente instabilité à Sony a effrayé les artistes, mais le nom de John Calley va calmer tout le monde », espère un producteur hollywoodien. « Je suis excité par ce défi qui consiste à trouver ce qui ne va pas et à déterminer les remèdes appropriés », a déclaré John Calley, il y a déjà devant de contacts avec Tokyo. Je veux vraiment les intégrer dans le processus. Ils n'ont pas été très bien servis dans ce domaine. » Pour le très compétent Jeff Saganski, c'est un retour à TriStar, où il dirigea la production de 1985 à 1990, avant d'être l'artisan du redressement de CBS entre 1990 et 1994. En revanche, Masayuki Nozoe, qui était chargé du marketing du secteur électronique pour Sony USA, ne possède aucune expérience de la direction d'un studio de cinéma et de télévision. Sony a donc aligné ses vedettes mais n'a rien expliqué quant au scénario. Les japonais souhaitent conserver cet actif hollywoodien coûte que coûte, et prouver que leur investissement de 7 milliards de dollars (environ 35 milliards de francs) n'est pas une

simple erreur de jugement ? La mission de John Calley serait-elle de requinquer le studio pour le mettre en vente (comme ce fut le cas pour la MGM) ou de chercher des partenaires financiers ? « Nous devons parler de notre vision, de notre rêve et montrer les résultats », déclare Nobuyuki Idei au *Los Angeles Times*, « cela prendra quelques années. » Le mot-clé aujourd'hui est « bénéfices ». Ceux-ci sont encore loin, même si pour la première fois sur l'année 1995, le studio a pu annoncer des résultats positifs grâce au succès de *Sense and Sensibility* et de *Jumanji*. Et Sony a révisé à la baisse le budget de ses films.

Le départ de John Calley a coïncidé avec la signature officielle de la vente de la MGM à Kirk Kerkorian (avec participation minoritaire du réseau australien Seven) par le Crédit lyonnais. Frank Mancuso devrait annoncer très prochainement la nomination de son remplaçant.

Claudine Mulard

## EMPLOI AGENDA

### OFFRES

COMITÉ D'ENTREPRISE  
CONTAMINÉS-MONTJOIE (74)  
Maison familiale 85 lits  
recherche

### UN DIRECTEUR

diplômé requis ou équiv.  
gestion du patrimoine  
accueil clientèle  
relation sociale  
suivi budgétaire  
gestion du personnel

Salaires C.G.N.  
du tourisme social.  
Contrat saisonnier : 10 mois

Adresser dossier candidature à :  
Monsieur le secrétaire  
du Comité d'entreprise  
de la C.N.A.V.

1214, rue de Joinville, 75019 Paris

Administrateur de biens

Immobilier

JURISTE H/F

expérience gestion immobilière,  
avec ré. professionnelles  
pour poste à mi-temps.  
Envoyez cv et prétentions à  
SOGIF

141, rue Jules-Guesde,  
92300 Levallois

GRETA DU HAUT-JURA

cherche urgent

PROFESSEUR

Maîtrise ou licence  
d'OPTOMETRIE  
poste complet d'enseignement  
optométrique-physique  
et optique graphique.

Contacter : M. le Proviseur  
du lycée V.-Borand  
au : 84-35-01-55

DEMANDES

Enseignant, solide formation  
classique et expérience en  
édition, bilingue  
français-anglais, recherche  
travaux de lecteur-réviser.  
Paris ou province. Tél. (01)  
88-82-47-61

### BIJOUX

Le plus formidable choix.  
« Que des affaires exceptionnelles » Tous bijoux or,  
toutes pierres précieuses,  
alliances, bagues, argentées,  
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

### PERRONO OPÉRA

Argie boulevard des Italiens  
4, rue Chausée-d'Antin  
Magasin à l'étage  
37, avenue Victor-Hugo.  
Autre grand choix.

### LECTURE

Personne cultivée  
propose lecture à domicile.  
Pas sérieux, s'abstenir.  
Tél. : 46-39-47-41 (r.p.).

### LOISIRS

### BODY LINE

Pour votre forme  
votre ligne  
votre bien-être

venez profiter des cours  
slap, aérobic, stretching,  
aéro-fitness,  
culture physique,  
musculature,  
cardio training,  
batailles françaises,  
sams, hamam,  
U.V.

Ouvert tous les jours

25-27, rue de la Coûte-d'Est,  
94170 LE PERREUX  
Tél. : 48-72-10-40

Dans le cas d'une annonce  
domiciliée par « Monde Publicité »  
il est impératif de faire figurer  
la référence sur  
votre enveloppe afin que l'on  
puisse transmettre votre dossier  
dans les meilleurs délais.

Desseigneur proj.  
resp. proj. Automatismes  
MG itérie, b. contact comm.  
dynamique, adapte, rapide.  
Cours prof. diversité.  
01-60-79-02-19.

J.H. 32 ans, diplômé ISIT,  
quadrilingue angl./al./esp.,  
excellente culture générale,  
5 ans exp. direct. comm.  
groupe indust. + organ. à  
vocation econ. et financ.  
pour prom. monnaie  
unique, très bonnes réf.,  
cherche sur Paris/RP poste  
stable en traduct.  
document., communication,  
internat. relat. press.  
Tél. 01-43-08-64-46.

TRÈS URGENT  
DEMANDEUR D'EMPLOI  
cherche COMCO italie long.  
dur.

domaine exploitation  
informatique/niveau gd syst  
gestion confid. éco. utilisateurs  
et support tech. par Micr.

Micr. : DOS WINDOWS 3.1  
WINDOWS 95, OFFICE, Unit.  
acc. pour admin. opéat.

salarié TTX.

Etude des propos. sérieuses,  
tél. : 01-46-06-37-79.

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

25 ans, excel. présentation,  
bilingue, gd. exp. Bonne culture  
général. rech. post.

CHAUFFEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70

Couple sérieux 35-45 ans  
cherche garderie  
imm. et ét. S. réf.

M<sup>me</sup> Toulou, 46, rue Voltaire,  
92940 HAILLICOURT.

Tél. 03-21-82-85-08

CHASSEUR DE MÂTRE  
Tél. : 48-50-55-70











# La pauvreté, une fatalité ?

A l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, La Cinquième diffuse deux documentaires qui témoignent du quotidien de ceux qui cherchent à survivre

CETTE HISTOIRE-LÀ, au moins provisoirement, finit bien. Lumineuse dans sa robe blanche, Isabelle a enfin rassemblé dans ses mains les fils d'un destin jusqu'à obscur. Autour d'elle, le jour de son mariage, se pressent les êtres chers qu'une vie faite d'insécurité avaient éparpillés, s'ouvrent des visages jusqu'à fermés.

Isabelle est au centre d'une des deux familles que Françoise Davisse a filmées dans son documentaire. Il n'y a pas de loi contre ça, diffusé jeudi sur La Cinquième, avec Les Habitants du tunnel, de Philippe Baron, à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère.

Il n'y a pas de loi contre ça a été réalisé en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, qui l'a adressé aux enseignants pour aider les élèves à saisir le sens de cette journée. Il doit contribuer aussi à faire connaître l'approche de l'association française la plus active dans l'organisation de cette manifestation, ATD Quart-Monde. En essence, une citation du fondateur du mouvement, le Père Joseph Wlézinski : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés ».

De fait, le documentaire tient à distance l'attachement des causes économiques qui conduisent à l'exclusion, préférant scruter les conséquences sur la vie, les caractères, les personnes. « À partir du moment où l'on a la télé et le téléphone, vis-à-vis de l'état on n'est pas dans la misère, explique Isabelle. Mais la



pauvreté, ce n'est pas seulement une question d'argent. » A Vire, en Bretagne, la jeune femme en a vécu l'une de ses formes les plus douloureuses. Son fils, Kevin, a été « placé », selon le terme consacré des mesures d'aide sociale à l'enfance. Isabelle dit l'injustice de cette situation, légitime sur le moment par la violence d'un mal qui la battrait, elle qui fut « placée » aussi, de sa mère, « placée » également au début d'une vie de dénuement, et de son fils qu'elle vient juste de récupérer. Dans l'urgence, les représentants des pouvoirs publics

aujourd'hui combien le passé de sa mère le prive de ses droits et des moyens de se défendre.

Lorsqu'il l'accompagne au foyer où se trouve son petit frère, il prend parfois « la relève » pour donner aux responsables la répartition que sa mère n'est pas en mesure de fournir. « On accuse les familles d'être responsables des placements, dit-il, mais ce n'est pas à cause d'elles. C'est à cause d'un problème de société qui est très grave : le rejet de l'humain. »

REVOLTE Mickaël, aujourd'hui, veut devenir éducateur de rue pour aller à son tour vers les jeunes des quartiers défavorisés. Mais il pointe aussi les limites du documentaire. Dans le son d'accompagnement de la parole à ceux qui en sont privés, Françoise Davisse les isole trop du contexte qui a suscité le sentiment de révolte de Mickaël. Les assistantes sociales, envoyées seules au contact des plus démunis, ressemblent à des bonnes émissaires composites. Ceux qui pourraient se sentir coupables de l'insécurité qu'ils tolèrent sont en revanche absents. A regarder les plus démunis s'efforcer de reconstruire leurs droits, le reste de la société pourrait oublier que la construction d'un système plus équitable demande l'effort de tous.

Jérôme Fenoglio

« Il n'y a pas de loi contre ça », 11 heures ; « Les Habitants du tunnel », 15 heures, sur La Cinquième.

## Grève

par Agathe Logez

ROULOTTÉES semé, les banderoles n'ont plus longtemps à attendre d'être sortées des placards où elles ont été remises. L'encore des tracts a juste en le temps de sécher. On a préparé ses chaussettes de marche pour le défilé, et les meringues patientent au réfrigérateur. Ecoles fermées, trains au compte-goutte, métros s'arrêtent à l'appel pressant de marcheurs épuisés, guichets en berne : les usagers connaissent la chanson. Ils ont déjà donné l'an passé, au temps où, paraît-il, la grève était si jolies. Le grand jour - la grande grève - est pour demain, qui revient avec la régularité des vendanges, quand le raisin, mûr à point des colères conjuguées, ne demande plus qu'à être cueilli. Bon ou mauvais cru ? Un peu de patience, et nous le saurons bientôt.

En attendant, sur TF1, Paul Azar avait convié à son « Monde de Léa » une brochette de ces fonctionnaires qui s'apprêtent à la grève, policiers, enseignants, cheminots et médecins, libéraux et hospitaliers, qui n'entendent pas être en reste. L'idée était curieuse de choisir, comme grand témoin à cette soirée, le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Michel Péricard, quand on aurait attendu, par exemple, un ministre de la fonction publique ou un envoyé spécial de Bercy. Mais qu'importe, après tout, lorsqu'il s'agit de déployer la langue de bois, le nom du préposé. Ce furent les policiers qui ouvrirent le bal. Caillonnés dans les cités par ces hordes de gamins en colère à la vue du premier lépi, les des bo-

riens, des voitures pourries et des horaires infernaux qui vous cassent le moral et la famille, du manque d'écoute de leur hiérarchie, et de leurs déplorables conditions de travail, ils nous firent vite comprendre qu'il leur fallait bien de la vertu pour garder l'amour du métier. Pas étonnant, dans ces conditions, si certains, de plus en plus nombreux, ne résistent pas à une épidémie de suicides sans précédent dans la « grande maison ».

Classes surchargées, élèves déboussolés, formations inadéquates pour les postes les plus difficiles, confiés, malgré tous les engagements solennels, aux débutants à peine plus âgés que ceux à qui ils doivent faire classe : les enseignants ont à leur tour vu de leur caraballe. Médecins écumés d'être les victimes de la chasse au gâchis, au mépris de la qualité des soins, et cheminots dont, depuis un an, la détermination n'a pas faibli : ils étaient venus dire leur fait à celui qui, face à eux, était l'incarnation du politique. Mais, à l'évidence, M. Péricard ne vit pas sur la même planète qu'eux. Allons, allons, enfants gâtés, va ! Rejetons de l'Etat-providence, bourrés de mauvaise grasse, apprenez à être raisonnables, que diable ! Le ton est péternel, voire condescendant. Il s'en étouffe, le cheminot en queue de cheval et chemise à carreaux : « Cette espèce de bonne conscience ! Et si, en plus, vous êtes sincère, et vous en avez l'air, c'est terrible ! » L'éclat de rire général qui suivit dit assez à quel point ce sentiment, devant l'ignorance de ce dialogue de sourds, était partagé.

JEUDI 17 OCTOBRE

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.30 A vous d'être. Magazine. 13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Femmes de l'Amour. 14.35 Dailies. 14.40 L'été 1996. 15.30 Histoires. 16.25 Une famille en or. 16.35 Football. 17.00 L'Or à l'Appel, jeu. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Tierscé.	12.30 Pyramide, jeu. 12.35 et 13.40 Météo. 13.00 Journal, Loto. 13.35 Secret de chef. 13.50 D'écrit à écrit. 14.55 Le Remard, série. 15.35 D'écrit. 16.10 et 16.55 La Cinquième. 16.55 Des chiffres et des lettres, jeu. 17.25 Samedi pour le gong. 17.35 Les Jeux. 17.55 Hardley contre à vie. 18.45 Qui est qui ? jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. 19.24 et 21.15 Studio Gabriel. 19.59 Journal, A cheval, Météo, Point route.	12.19 et 12.58 Télévision régionale. 12.30 Journal, Keno. 13.35 Parole d'Expert I invité : Marie Laforêt. 14.30 Femmes en blanc. 14.40 L'été 1996. 16.10 Secrets de famille. 16.40 Les Médicaments. 17.45 Je presse à la télé. 18.30 Questions pour un champion, jeu. 18.40 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20. 19.05 L'été 1996. 19.05 Journal régional. 20.05 R si si la chanson, jeu. 20.35 Tout le sport.	12.00 About savoir. 12.30 Signes de vie. 12.35 Attention santé. Les anémies. 13.00 L'épave de « Peacock Throne ». 13.30 De l'entreprise. 14.00 Les Routes du ciel. 15.00 Les Habitants du tunnel. 16.00 Le Journal de la création. 16.30 Les Yeux. 17.30 Les Religions et des hommes. 18.15 Choc sur cinq investigations. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Lucky Lube. Dessin animé. 19.05 Le plus tendre (90 min). 19.30 7/2. Magazine présenté par Vivienne Rademacher (25 min). 19.35 Hermann Helms, ornithologue. 20.00 Architectures. Documentaire. 20.05 Pierrefonds, le château de l'architecte. 20.10 Richard Copan et Stan Neumann (30 min). 20.30 8 1/2 Journal.	12.25 Les Routes du paradis. Cindy, série. 13.25 Permission de minuit. 14.00 L'été 1996. 14.30 Les Routes du paradis. 14.35 Les Routes du paradis. 14.40 Les Routes du paradis. 14.45 Les Routes du paradis. 14.50 Les Routes du paradis. 14.55 Les Routes du paradis. 15.00 Les Routes du paradis. 15.05 Les Routes du paradis. 15.10 Les Routes du paradis. 15.15 Les Routes du paradis. 15.20 Les Routes du paradis. 15.25 Les Routes du paradis. 15.30 Les Routes du paradis. 15.35 Les Routes du paradis. 15.40 Les Routes du paradis. 15.45 Les Routes du paradis. 15.50 Les Routes du paradis. 15.55 Les Routes du paradis. 16.00 Les Routes du paradis. 16.05 Les Routes du paradis. 16.10 Les Routes du paradis. 16.15 Les Routes du paradis. 16.20 Les Routes du paradis. 16.25 Les Routes du paradis. 16.30 Les Routes du paradis. 16.35 Les Routes du paradis. 16.40 Les Routes du paradis. 16.45 Les Routes du paradis. 16.50 Les Routes du paradis. 16.55 Les Routes du paradis. 17.00 Les Routes du paradis. 17.05 Les Routes du paradis. 17.10 Les Routes du paradis. 17.15 Les Routes du paradis. 17.20 Les Routes du paradis. 17.25 Les Routes du paradis. 17.30 Les Routes du paradis. 17.35 Les Routes du paradis. 17.40 Les Routes du paradis. 17.45 Les Routes du paradis. 17.50 Les Routes du paradis. 17.55 Les Routes du paradis. 18.00 Les Routes du paradis. 18.05 Les Routes du paradis. 18.10 Les Routes du paradis. 18.15 Les Routes du paradis. 18.20 Les Routes du paradis. 18.25 Les Routes du paradis. 18.30 Les Routes du paradis. 18.35 Les Routes du paradis. 18.40 Les Routes du paradis. 18.45 Les Routes du paradis. 18.50 Les Routes du paradis. 18.55 Les Routes du paradis. 19.00 Les Routes du paradis. 19.05 Les Routes du paradis. 19.10 Les Routes du paradis. 19.15 Les Routes du paradis. 19.20 Les Routes du paradis. 19.25 Les Routes du paradis. 19.30 Les Routes du paradis. 19.35 Les Routes du paradis. 19.40 Les Routes du paradis. 19.45 Les Routes du paradis. 19.50 Les Routes du paradis. 19.55 Les Routes du paradis. 20.00 Les Routes du paradis. 20.05 Les Routes du paradis. 20.10 Les Routes du paradis. 20.15 Les Routes du paradis. 20.20 Les Routes du paradis. 20.25 Les Routes du paradis. 20.30 Les Routes du paradis. 20.35 Les Routes du paradis. 20.40 Les Routes du paradis. 20.45 Les Routes du paradis. 20.50 Les Routes du paradis. 20.55 Les Routes du paradis. 21.00 Les Routes du paradis. 21.05 Les Routes du paradis. 21.10 Les Routes du paradis. 21.15 Les Routes du paradis. 21.20 Les Routes du paradis. 21.25 Les Routes du paradis. 21.30 Les Routes du paradis. 21.35 Les Routes du paradis. 21.40 Les Routes du paradis. 21.45 Les Routes du paradis. 21.50 Les Routes du paradis. 21.55 Les Routes du paradis. 22.00 Les Routes du paradis. 22.05 Les Routes du paradis. 22.10 Les Routes du paradis. 22.15 Les Routes du paradis. 22.20 Les Routes du paradis. 22.25 Les Routes du paradis. 22.30 Les Routes du paradis. 22.35 Les Routes du paradis. 22.40 Les Routes du paradis. 22.45 Les Routes du paradis. 22.50 Les Routes du paradis. 22.55 Les Routes du paradis. 23.00 Les Routes du paradis. 23.05 Les Routes du paradis. 23.10 Les Routes du paradis. 23.15 Les Routes du paradis. 23.20 Les Routes du paradis. 23.25 Les Routes du paradis. 23.30 Les Routes du paradis. 23.35 Les Routes du paradis. 23.40 Les Routes du paradis. 23.45 Les Routes du paradis. 23.50 Les Routes du paradis. 23.55 Les Routes du paradis. 24.00 Les Routes du paradis.	12.26 Central Building. Court métrage. 12.30 En clair jusqu'à 13.35. 12.30 La Grande Famille. 13.35 Coups de feu. 14.00 Broadway. 14.05 Woody Allen, avec Diane Wiest et John Cusack. 14.10 L'été 1996. 14.15 L'été 1996. 14.20 L'été 1996. 14.25 L'été 1996. 14.30 L'été 1996. 14.35 L'été 1996. 14.40 L'été 1996. 14.45 L'été 1996. 14.50 L'été 1996. 14.55 L'été 1996. 15.00 L'été 1996. 15.05 L'été 1996. 15.10 L'été 1996. 15.15 L'été 1996. 15.20 L'été 1996. 15.25 L'été 1996. 15.30 L'été 1996. 15.35 L'été 1996. 15.40 L'été 1996. 15.45 L'été 1996. 15.50 L'été 1996. 15.55 L'été 1996. 16.00 L'été 1996. 16.05 L'été 1996. 16.10 L'été 1996. 16.15 L'été 1996. 16.20 L'été 1996. 16.25 L'été 1996. 16.30 L'été 1996. 16.35 L'été 1996. 16.40 L'été 1996. 16.45 L'été 1996. 16.50 L'été 1996. 16.55 L'été 1996. 17.00 L'été 1996. 17.05 L'été 1996. 17.10 L'été 1996. 17.15 L'été 1996. 17.20 L'été 1996. 17.25 L'été 1996. 17.30 L'été 1996. 17.35 L'été 1996. 17.40 L'été 1996. 17.45 L'été 1996. 17.50 L'été 1996. 17.55 L'été 1996. 18.00 L'été 1996. 18.05 L'été 1996. 18.10 L'été 1996. 18.15 L'été 1996. 18.20 L'été 1996. 18.25 L'été 1996. 18.30 L'été 1996. 18.35 L'été 1996. 18.40 L'été 1996. 18.45 L'été 1996. 18.50 L'été 1996. 18.55 L'été 1996. 19.00 L'été 1996. 19.05 L'été 1996. 19.10 L'été 1996. 19.15 L'été 1996. 19.20 L'été 1996. 19.25 L'été 1996. 19.30 L'été 1996. 19.35 L'été 1996. 19.40 L'été 1996. 19.45 L'été 1996. 19.50 L'été 1996. 19.55 L'été 1996. 20.00 L'été 1996. 20.05 L'été 1996. 20.10 L'été 1996. 20.15 L'été 1996. 20.20 L'été 1996. 20.25 L'été 1996. 20.30 L'été 1996. 20.35 L'été 1996. 20.40 L'été 1996. 20.45 L'été 1996. 20.50 L'été 1996. 20.55 L'été 1996. 21.00 L'été 1996. 21.05 L'été 1996. 21.10 L'été 1996. 21.15 L'été 1996. 21.20 L'été 1996. 21.25 L'été 1996. 21.30 L'été 1996. 21.35 L'été 1996. 21.40 L'été 1996. 21.45 L'été 1996. 21.50 L'été 1996. 21.55 L'été 1996. 22.00 L'été 1996. 22.05 L'été 1996. 22.10 L'été 1996. 22.15 L'été 1996. 22.20 L'été 1996. 22.25 L'été 1996. 22.30 L'été 1996. 22.35 L'été 1996. 22.40 L'été 1996. 22.45 L'été 1996. 22.50 L'été 1996. 22.55 L'été 1996. 23.00 L'été 1996. 23.05 L'été 1996. 23.10 L'été 1996. 23.15 L'été 1996. 23.20 L'été 1996. 23.25 L'été 1996. 23.30 L'été 1996. 23.35 L'été 1996. 23.40 L'été 1996. 23.45 L'été 1996. 23.50 L'été 1996. 23.55 L'été 1996. 24.00 L'été 1996.	19.33 Perspectives. 19.35 Perspectives. 19.37 Perspectives. 19.39 Perspectives. 19.41 Perspectives. 19.43 Perspectives. 19.45 Perspectives. 19.47 Perspectives. 19.49 Perspectives. 19.51 Perspectives. 19.53 Perspectives. 19.55 Perspectives. 19.57 Perspectives. 19.59 Perspectives. 20.01 Perspectives. 20.03 Perspectives. 20.05 Perspectives. 20.07 Perspectives. 20.09 Perspectives. 20.11 Perspectives. 20.13 Perspectives. 20.15 Perspectives. 20.17 Perspectives. 20.19 Perspectives. 20.21 Perspectives. 20.23 Perspectives. 20.25 Perspectives. 20.27 Perspectives. 20.29 Perspectives. 20.31 Perspectives. 20.33 Perspectives. 20.35 Perspectives. 20.37 Perspectives. 20.39 Perspectives. 20.41 Perspectives. 20.43 Perspectives. 20.45 Perspectives. 20.47 Perspectives. 20.49 Perspectives. 20.51 Perspectives. 20.53 Perspectives. 20.55 Perspectives. 20.57 Perspectives. 20.59 Perspectives. 21.01 Perspectives. 21.03 Perspectives. 21.05 Perspectives. 21.07 Perspectives. 21.09 Perspectives. 21.11 Perspectives. 21.13 Perspectives. 21.15 Perspectives. 21.17 Perspectives. 21.19 Perspectives. 21.21 Perspectives. 21.23 Perspectives. 21.25 Perspectives. 21.27 Perspectives. 21.29 Perspectives. 21.31 Perspectives. 21.33 Perspectives. 21.35 Perspectives. 21.37 Perspectives. 21.39 Perspectives. 21.41 Perspectives. 21.43 Perspectives. 21.45 Perspectives. 21.47 Perspectives. 21.49 Perspectives. 21.51 Perspectives. 21.53 Perspectives. 21.55 Perspectives. 21.57 Perspectives. 21.59 Perspectives. 22.01 Perspectives. 22.03 Perspectives. 22.05 Perspectives. 22.07 Perspectives. 22.09 Perspectives. 22.11 Perspectives. 22.13 Perspectives. 22.15 Perspectives. 22.17 Perspectives. 22.19 Perspectives. 22.21 Perspectives. 22.23 Perspectives. 22.25 Perspectives. 22.27 Perspectives. 22.29 Perspectives. 22.31 Perspectives. 22.33 Perspectives. 22.35 Perspectives. 22.37 Perspectives. 22.39 Perspectives. 22.41 Perspectives. 22.43 Perspectives. 22.45 Perspectives. 22.47 Perspectives. 22.49 Perspectives. 22.51 Perspectives. 22.53 Perspectives. 22.55 Perspectives. 22.57 Perspectives. 22.59 Perspectives. 23.01 Perspectives. 23.03 Perspectives. 23.05 Perspectives. 23.07 Perspectives. 23.09 Perspectives. 23.11 Perspectives. 23.13 Perspectives. 23.15 Perspectives. 23.17 Perspectives. 23.19 Perspectives. 23.21 Perspectives. 23.23 Perspectives. 23.25 Perspectives. 23.27 Perspectives. 23.29 Perspectives. 23.31 Perspectives. 23.33 Perspectives. 23.35 Perspectives. 23.37 Perspectives. 23.39 Perspectives. 23.41 Perspectives. 23.43 Perspectives. 23.45 Perspectives. 23.47 Perspectives. 23.49 Perspectives. 23.51 Perspectives. 23.53 Perspectives. 23.55 Perspectives. 23.57 Perspectives. 23.59 Perspectives. 24.01 Perspectives. 24.03 Perspectives. 24.05 Perspectives. 24.07 Perspectives. 24.09 Perspectives. 24.11 Perspectives. 24.13 Perspectives. 24.15 Perspectives. 24.17 Perspectives. 24.19 Perspectives. 24.21 Perspectives. 24.23 Perspectives. 24.25 Perspectives. 24.27 Perspectives. 24.29 Perspectives. 24.31 Perspectives. 24.33 Perspectives. 24.35 Perspectives. 24.37 Perspectives. 24.39 Perspectives. 24.41 Perspectives. 24.43 Perspectives. 24.45 Perspectives. 24.47 Perspectives. 24.49 Perspectives. 24.51 Perspectives. 24.53 Perspectives. 24.55 Perspectives. 24.57 Perspectives. 24.59 Perspectives. 25.01 Perspectives. 25.03 Perspectives. 25.05 Perspectives. 25.07 Perspectives. 25.09 Perspectives. 25.11 Perspectives. 25.13 Perspectives. 25.15 Perspectives. 25.17 Perspectives. 25.19 Perspectives. 25.21 Perspectives. 25.23 Perspectives. 25.25 Perspectives. 25.27 Perspectives. 25.29 Perspectives. 25.31 Perspectives. 25.33 Perspectives. 25.35 Perspectives. 25.37 Perspectives. 25.39 Perspectives. 25.41 Perspectives. 25.43 Perspectives. 25.45 Perspectives. 25.47 Perspectives. 25.49 Perspectives. 25.51 Perspectives. 25.53 Perspectives. 25.55 Perspectives. 25.57 Perspectives. 25.59 Perspectives. 26.01 Perspectives. 26.03 Perspectives. 26.05 Perspectives. 26.07 Perspectives. 26.09 Perspectives. 26.11 Perspectives. 26.13 Perspectives. 26.15 Perspectives. 26.17 Perspectives. 26.19 Perspectives. 26.21 Perspectives. 26.23 Perspectives. 26.25 Perspectives. 26.27 Perspectives. 26.29 Perspectives. 26.31 Perspectives. 26.33 Perspectives. 26.35 Perspectives. 26.37 Perspectives. 26.39 Perspectives. 26.41 Perspectives. 26.43 Perspectives. 26.45 Perspectives. 26.47 Perspectives. 26.49 Perspectives. 26.51 Perspectives. 26.53 Perspectives. 26.55 Perspectives. 26.57 Perspectives. 26.59 Perspectives. 27.01 Perspectives. 27.03 Perspectives. 27.05 Perspectives. 27.07 Perspectives. 27.09 Perspectives. 27.11 Perspectives. 27.13 Perspectives. 27.15 Perspectives. 27.17 Perspectives. 27.19 Perspectives. 27.21 Perspectives. 27.23 Perspectives. 27.25 Perspectives. 27.27 Perspectives. 27.29 Perspectives. 27.31 Perspectives. 27.33 Perspectives. 27.35 Perspectives. 27.37 Perspectives. 27.39 Perspectives. 27.41 Perspectives. 27.43 Perspectives. 27.45 Perspectives. 27.47 Perspectives. 27.49 Perspectives. 27.51 Perspectives. 27.53 Perspectives. 27.55 Perspectives. 27.57 Perspectives. 27.59 Perspectives. 28.01 Perspectives. 28.03 Perspectives. 28.05 Perspectives. 28.07 Perspectives. 28.09 Perspectives. 28.11 Perspectives. 28.13 Perspectives. 28.15 Perspectives. 28.17 Perspectives. 28.19 Perspectives. 28.21 Perspectives. 28.23 Perspectives. 28.25 Perspectives. 28.27 Perspectives. 28.29 Perspectives. 28.31 Perspectives. 28.33 Perspectives. 28.35 Perspectives. 28.37 Perspectives. 28.39 Perspectives. 28.41 Perspectives. 28.43 Perspectives. 28.45 Perspectives. 28.47 Perspectives. 28.49 Perspectives. 28.51 Perspectives. 28.53 Perspectives. 28.55 Perspectives. 28.57 Perspectives. 28.59 Perspectives. 29.01 Perspectives. 29.03 Perspectives. 29.05 Perspectives. 29.07 Perspectives. 29.09 Perspectives. 29.11 Perspectives. 29.13 Perspectives. 29.15 Perspectives. 29.17 Perspectives. 29.19 Perspectives. 29.21 Perspectives. 29.23 Perspectives. 29.25 Perspectives. 29.27 Perspectives. 29.29 Perspectives. 29.31 Perspectives. 29.33 Perspectives. 29.35 Perspectives. 29.37 Perspectives. 29.39 Perspectives. 29.41 Perspectives. 29.43 Perspectives. 29.45 Perspectives. 29.47 Perspectives. 29.49 Perspectives. 29.51 Perspectives. 29.53 Perspectives. 29.55 Perspectives. 29.57 Perspectives. 29.59 Perspectives. 30.01 Perspectives. 30.03 Perspectives. 30.05 Perspectives. 30.07 Perspectives. 30.09 Perspectives. 30.11 Perspectives. 30.13 Perspectives. 30.15 Perspectives. 30.17 Perspectives. 30.19 Perspectives. 30.21 Perspectives. 30.23 Perspectives. 30.25 Perspectives. 30.27 Perspectives. 30.29 Perspectives. 30.31 Perspectives. 30.33 Perspectives. 30.35 Perspectives. 30.37 Perspectives. 30.39 Perspectives. 30.41 Perspectives. 30.43 Perspectives. 30.45 Perspectives. 30.47 Perspectives. 30.49 Perspectives. 30.51 Perspectives. 30.53 Perspectives. 30.55 Perspectives. 30.57 Perspectives. 30.59 Perspectives. 31.01 Perspectives. 31.03 Perspectives. 31.05 Perspectives. 31.07 Perspectives. 31.09 Perspectives. 31.11 Perspectives. 31.13 Perspectives. 31.15 Perspectives. 31.17 Perspectives. 31.19 Perspectives. 31.21 Perspectives. 31.23 Perspectives. 31.25 Perspectives. 31.27 Perspectives. 31.29 Perspectives. 31.31 Perspectives. 31.33 Perspectives. 31.35 Perspectives. 31.37 Perspectives. 31.39 Perspectives. 31.41 Perspectives. 31.43 Perspectives. 31.45 Perspectives. 31.47 Perspectives. 31.49 Perspectives. 31.51 Perspectives. 31.53 Perspectives. 31.55 Perspectives. 31.57 Perspectives. 31.59 Perspectives. 32.01 Perspectives. 32.03 Perspectives. 32.05 Perspectives. 32.07 Perspectives. 32.09 Perspectives. 32.11 Perspectives. 32.13 Perspectives. 32.15 Perspectives. 32.17 Perspectives. 32.19 Perspectives. 32.21 Perspectives. 32.23 Perspectives. 32.25 Perspectives. 32.27 Perspectives. 32.29 Perspectives. 32.31 Perspectives. 32.33 Perspectives. 32.35 Perspectives. 32.37 Perspectives. 32.39 Perspectives. 32.41 Perspectives. 32.43 Perspectives. 32.45 Perspectives. 32.47 Perspectives. 32.49 Perspectives. 32.51 Perspectives. 32.53 Perspectives. 32.55 Perspectives. 32.57 Perspectives. 32.59 Perspectives. 33.01 Perspectives. 33.03 Perspectives. 33.05 Perspectives. 33.07 Perspectives. 33.09 Perspectives. 33.11 Perspectives. 33.13 Perspectives. 33.15 Perspectives. 33.17 Perspectives. 33.19 Perspectives. 33.21 Perspectives. 33.23 Perspectives. 33.25 Perspectives. 33.27 Perspectives. 33.29 Perspectives. 33.31 Perspectives. 33.33 Perspectives. 33.35 Perspectives. 33.37 Perspectives. 33.39 Perspectives. 33.41 Perspectives. 33.43 Perspectives. 33.45 Perspectives. 33.47 Perspectives. 33.49 Perspectives. 33.51 Perspectives. 33.53 Perspectives. 33.55 Perspectives. 33.57 Perspectives. 33.59 Perspectives. 34.01 Perspectives. 34.03 Perspectives. 34.05 Perspectives. 34.07 Perspectives. 34.09 Perspectives. 34.11 Perspectives. 34.13 Perspectives. 34.15 Perspectives. 34.17 Perspectives. 34.19 Perspectives. 34.21 Perspectives. 34.23 Perspectives. 34.25 Perspectives. 34.27 Perspectives. 34.29 Perspectives. 34.31 Perspectives. 34.33 Perspectives. 34.35 Perspectives. 34.37 Perspectives. 34.39 Perspectives. 34.41 Perspectives. 34.43 Perspectives. 34.45 Perspectives. 34.47 Perspectives. 34.49 Perspectives. 34.51 Perspectives. 34.53 Perspectives. 34.55 Perspectives. 34.57 Perspectives. 34.59 Perspectives. 35.01 Perspectives. 35.03 Perspectives. 35.05 Perspectives. 35.07 Perspectives. 35.09 Perspectives. 35.11 Perspectives. 35.13 Perspectives. 35.15 Perspectives. 35.17 Perspectives. 35.19 Perspectives. 35.21 Perspectives. 35.23 Perspectives. 35.25 Perspectives. 35.27 Perspectives. 35.29 Perspectives. 35.31 Perspectives. 35.33 Perspectives. 35.35 Perspectives. 35.37 Perspectives. 35.39 Perspectives. 35.41 Perspectives. 35.43 Perspectives. 35.45 Perspectives. 35.47 Perspectives. 35.49 Perspectives. 35.51 Perspectives. 35.53 Perspectives. 35.55 Perspectives. 35.57 Perspectives. 35.59 Perspectives. 36.01 Perspectives. 36.03 Perspectives. 36.05 Perspectives. 36.07 Perspectives. 36.09 Perspectives. 36.11 Perspectives. 36.13 Perspectives. 36.15 Perspectives. 36.17 Perspectives. 36.19 Perspectives. 36.21 Perspectives. 36.23 Perspectives. 36.25 Perspectives. 36.27 Perspectives. 36.29 Perspectives. 36.31 Perspectives. 36.33 Perspectives. 36.35 Perspectives. 36.37 Perspectives. 36.39 Perspectives. 36.41 Perspectives. 36.43 Perspectives. 36.45 Perspectives. 36.47 Perspectives. 36.49 Perspectives. 36.51 Perspectives. 36.53 Perspectives. 36.55 Perspectives. 36.57 Perspectives. 36.59 Perspectives. 37.01 Perspectives. 37.03 Perspectives. 37.05 Perspectives. 37.07 Perspectives. 37.09 Perspectives. 37.11 Perspectives. 37.13 Perspectives. 37.15 Perspectives. 37.17 Perspectives. 37.19 Perspectives. 37.21 Perspectives. 37.23 Perspectives. 37.25 Perspectives. 37.27 Perspectives. 37.29 Perspectives. 37.31 Perspectives. 37.33 Perspectives. 37.35 Perspectives. 37.37 Perspectives. 37.39 Perspectives. 37.41 Perspectives. 37.43 Perspectives. 37.45 Perspectives. 37.47 Perspectives. 37.49 Perspectives. 37.51 Perspectives. 37.53 Perspectives. 37.55 Perspectives. 37.57 Perspectives. 37.59 Perspectives. 38.01 Perspectives. 38.03 Perspectives. 38.05 Perspectives. 38.07 Perspectives. 38.09 Perspectives. 38.11 Perspectives. 38.13 Perspectives. 38.15 Perspectives. 38.17 Perspectives. 38.19 Perspectives. 38.21 Perspectives. 38.23 Perspectives. 38.25 Perspectives. 38.27 Perspectives. 38.29 Perspectives. 38.31 Perspectives. 38.33 Perspectives. 38.35 Perspectives. 38.37 Perspectives. 38.39 Perspectives. 38.41 Perspectives. 38.43 Perspectives. 38.45 Perspectives. 38.47 Perspectives. 38.49 Perspectives. 38.51 Perspectives. 38.53 Perspectives. 38.55 Perspectives. 38.57 Perspectives. 38.59 Perspectives. 39.01 Perspectives. 39.03 Perspectives. 39.05 Perspectives. 39.07 Perspectives. 39.09 Perspectives. 39.11 Perspectives. 39.13 Perspectives. 39.15 Perspectives. 39.17 Perspectives. 39.19 Perspectives. 39.21 Perspectives. 39.23 Perspectives. 39.25 Perspectives. 39.27 Perspectives. 39.29 Perspectives. 39.31 Perspectives. 39.33 Perspectives. 39.35 Perspectives. 39.37 Perspectives. 39.39 Perspectives. 39.41 Perspectives. 39.43 Perspectives. 39.45 Perspectives.<



## Sur un arbre perché

par Pierre Georges

**SUR SON ARBRE** perché, un insoumis parlait. Curieuse histoire. Depuis lundi matin à Toulouse, Thomas Santini, vingt-quatre ans, a élu domicile dans les platanes, face au palais de justice. Il s'y est installé, avec armes et bagages si l'on peut dire, dans l'attente d'une comparution, mercredi devant le tribunal correctionnel, pour « insoumission en temps de paix ».

Avec l'aide de son intendance, car l'intendance suivit, le jeune homme avait tout prévu, tout organisé. Un arbre pour bivouaquer, lire, faire la cuisine, regarder la télévision et, qui sait, s'y mirer. Un arbre pour les commodités, avec s'il vous plaît, une baignoire et des toilettes aériennes.

Sur son arbre perché, un insoumis parlait : « *Hola, Messieurs de l'armée. Le ridicule de ma situation est à la hauteur du ridicule de nos armées qui demandent ma condamnation (...)* alors que la conscription est vouée à une mort prochaine. » Avant d'ajouter : « *En fait, nos militaires qui viennent d'être politiquement dévoués dans leur essence même rêvent de faire un dernier carton sur mon cas.* »

L'insoumis, même perché, n'étant pas encore d'une espèce protégée, il est à craindre effectivement que son ramage ne vaille pas son plumage devant le tribunal. Mais si les magistrats avaient encore quelque humour, dans le sérieux extrême que nécessitent leur rang, leur devoir et l'honneur des armées, ils condamneraient le volatile par où il s'est perché : un mois de prison. Et n'y reviennent plus !

On peut douter néanmoins que l'issue soit celle-ci. Domage. Qui, dans sa vie, n'a eu, un jour ou l'autre, une envie de pla-

tane ? Moins celle d'ailleurs de grimper aux arbres que de s'y installer. Qui n'a rêvé de quitter un instant le plancher des hommes et par là-même, la tête dans les feuillages comme en tenue de camouflage, de signifier une rupture, une protestation, un désaccord ?

Une semaine en ballon. Ou, à défaut, une journée de platane. Par exemple jeudi. Il y aura grève. Grève partout. Transports, enseignements, poste, électricité et gaz de France, administrations. Et même grève ailleurs, médecins. Une vraie grève comme il y a un an. Avec convocation des réservistes et rappel des usagers. Une grève-galère, lever à l'aube, coucher aux chandelles, marathon et embouteillages garantis.

Bref inutile de faire un dessin : il vaudra mieux ce jeudi-là être patient marcheur et en bonne santé plutôt que ronchon, cul de jatte et grippé.

Un jeudi de grève. Comme une piqûre de rappel sociale, obligatoire et nationale. Une de ces journées dont l'agrément évident et les perspectives enchantées inciteraient volontiers, selon l'expression usuelle, à « rester couché ». Une journée qui va sans doute provoquer, conséquence effroyable, la réaction de M. Delarue père, berger des usagers en colère.

Donc un jeudi noir à défaut d'un octobre rouge. A rester couché en effet. Ou alors à rester perché. Ce serait nettement plus novateur. Tous dans les platanes, plutôt qu'aux abris. Tous dans les arbres, à supposer qu'il y en ait pour tous, au bivouac entre entreprise et domicile. Tous, installés comme insoumis de Toulouse. A réclamer justice et misericorde pour le pauvre usager !

## Gérard Paquet évincé du théâtre de Châteaullon

**LE TRIBUNAL** de grande instance de Toulon a nommé, mardi 15 octobre, un administrateur judiciaire provisoire pour trois mois, en remplacement de Gérard Paquet, directeur du Théâtre national de la danse et de l'image à Châteaullon. Cette décision a été saluée comme une victoire par les amis du maire Front national de Toulon, M. Le Chevallier, qui ont diffusé le texte du jugement à la sortie du tribunal, assorti du commentaire suivant : « *Par décision de justice, le rideau vient de tomber sur le théâtre des illusions juridiques de Châteaullon.* » De son côté, le ministère de la culture fait savoir : « *Le ministère a été, et est resté extrêmement vigilant, volontaire, à ce que la mission culturelle de Châteaullon continue. C'est un élément capital de la vie chorégraphique. Maintenant reste à savoir comment l'association va fonctionner avec l'administrateur provisoire.* »

La procédure avait été introduite, le 2 octobre, par Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon et membre de droit de l'association qui régit Châteaullon-TNDI, et par Didier Gestat de Garambé, également membre de l'association. Ils réclamaient qu'il soit mis fin à la mission de Gérard Paquet en raison du « caractère irrégulier » du fonctionnement de l'association. Celui-ci avait, au lendemain de l'élection du représentant léniniste à la mairie, refusé les subventions

de la ville. Le tribunal a jugé nécessaire la nomination d'un administrateur provisoire, Henri Nespolous, en raison d'une « *insécurité grave et des dissensions majeures et réitérées* [qui] se sont installées entre certains membres de droit représentant l'Etat et la Ville de Toulon [et] le directeur de l'association ».

Dans ses attendus, le tribunal de grande instance s'appuie également sur les menaces successives du représentant de l'Etat, le préfet Jean-Charles Marchiani, de priver Châteaullon des 6 783 000 francs de subventions accordés par le ministère de la culture et de la communication. L'audit commandité par la préfecture du Var en juin 1996, rendu public fin juillet 1996, n'avait cependant relevé aucune irrégularité dans le fonctionnement de l'association Châteaullon, à l'exception du non-paiement de certaines cotisations. « *Nous avons régularisé les cotisations lors du conseil d'administration qui s'est tenu le 5 octobre. Au cours de cette séance, le budget 1996 a été voté à l'unanimité*, a précisé Gérard Paquet au Monde. Nous faisons appel. Qu'une telle décision soit possible montre combien la gangrène est grande dans ce pays. C'est notre liberté d'expression, notre refus des idées d'extrême droite, qui est ici sanctionné. »

Dominique Frérot

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 16 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	21429,90 +1,90 +7,69	Paris CAC 40	2168,28 +1,15 +15,87
Hong Kong Index	12690,70 +1,30 +34,92	London FT 100	— +5,91
		Zurich	— +18,39
		Milan MIB 30	— +11,70
		Frankfurt Dax 30	2223,96 +1,12 +20,85
		Bruxelles	— +12,42
		Suisse SMI	— +1,65
		Madrid Ibex 35	— +16,44
		Amsterdam CBS	— +25,66

Tirage du Monde daté mercredi 16 octobre 1996 : 565 478 exemplaires.

## Une destruction massive de documents a eu lieu à la mairie de Paris

L'ordre aurait été donné après la perquisition, par le juge Halphen, chez M. Tiberi

**LES SERVICES** de l'Hôtel de ville de Paris ont-ils fait disparaître des documents intéressants l'enquête sur les HLM de la capitale ? Depuis des semaines, le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, est en mesure de le penser. Sur plusieurs points, les investigations commandées par le magistrat aux policiers du huitième cabinet de délégations judiciaires ont, en effet, permis de conforter les témoignages de trois agents de sécurité de la mairie de Paris. Le 25 juillet dernier, ces trois employés municipaux s'étaient spontanément présentés à un service de police, pour faire état de l'ordre donné par leur hiérarchie de faire « *enlever* » des « *sacs-pilons* » vers une déchetterie de la région parisienne. Les mêmes hommes semblaient s'être également confiés aux journalistes du *Canard enchaîné*, qui avaient relayé leurs confidences dans l'édition du 31 juillet de l'hebdomadaire (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> août).

À en croire ces trois « *inspecteurs de sécurité* », les consignes avaient été transmises au lendemain des perquisitions conduites par le juge Halphen au domicile de maître de Paris, Jean Tiberi, le 27 juin. « *Beaucoup de gens parlent, espionnent* », avait-il dit, « *ils ont vu des documents* ». À en croire ces trois « *inspecteurs de sécurité* », les consignes avaient été transmises au lendemain des perquisitions conduites par le juge Halphen au domicile de maître de Paris, Jean Tiberi, le 27 juin. « *Beaucoup de gens parlent, espionnent* », avait-il dit, « *ils ont vu des documents* ».

Interrogé, mercredi matin 16 octobre, le service de communication de l'Hôtel de ville de Paris a indiqué au Monde que l'explication des destructions massives d'archives durant le mois de juillet constatées par la police résulterait de la « *coïncidence de deux événements* ». Deux séances du conseil de Paris ont été tenues — au lieu d'une habituellement — au mois de mai, ce qui aurait entraîné la production « *d'un grand nombre de documents* » promus à une destruction rapide (avants-projets, notes internes, etc.). Ensuite, « *une quinzaine de bureaux et de secrétariats* » ont été transférés, en mai et en juin, de la mairie elle-même vers l'annexe située au 9, place de l'Hôtel de ville. « *Beaucoup de papiers* » auraient été jetés à cette occasion, nous a-t-on indiqué.

Interrogés au mois de septembre, les responsables cités ont contesté cette version des faits,

table de la fréquence des demandes d'enlèvement d'archives au cabinet du maire, après la perquisition à son domicile.

« **SACS-PILONS** »

Ainsi, alors qu'au mois de mai, le service HVS avait collecté six sacs de documents à détruire en provenance du cabinet de M. Tiberi, et quatre au mois de juin (tous collectés le jour-même de la perquisition

té 14-15 juillet). Les vérifications policières attestent également que la fréquence des transports de « *sacs-pilons* » vers la société chargée par la mairie de Paris de ces destructions connaît une semblable augmentation. Spécialisée dans la « *déstruction confidentielle d'archives* », le Centre régional de récupération (CRR), à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), a ainsi réceptionné près de neuf tonnes d'archives au mois de juillet — en deux transports, les 4 et 19 juillet —, alors que la moyenne mensuelle, relevée par les policiers, semble se situer autour de 2 000 kilos.

Le maire de Paris redoutait-il la venue du juge Halphen à l'Hôtel de ville ? Nombre de sources, politiques et judiciaires, assurent que le magistrat comptait initialement se rendre à la mairie au sortir du domicile de M. Tiberi, le 27 juin, et que seul le refus des policiers de l'assister l'en avait dissuadé. « *Quelques jours après votre perquisition* », M. Tiberi, a raconté au juge l'un des trois agents de sécurité, l'inspecteur-chef C. nous a donné l'explication de cette instruction de ne pas laisser entrer de venir. Un peu plus tard, dans la conversation, votre nom a été prononcé. La consigne était donc de vous empêcher d'entrer, évidemment pas par la force, en étant très poli, et de prévenir immédiatement la hiérarchie jusqu'à ce qu'un inspecteur-chef vienne vous chercher... »

Hervé Gattegno

## Il y a trente-cinq ans, le massacre des Algériens dans Paris

**MARDI 17 OCTOBRE 1961**, à l'appel du FLN, des travailleurs algériens de la région parisienne décident de manifester, avec leurs familles, contre le couvre-feu qui leur est imposé. Michel Debré est premier ministre, et Maurice Papon préfet de police. La nuit est noire, la pluie tombe. La police parisienne charge, tire, massacre à coups de crosse et jette des dizaines de corps à la Seine.

Depuis cinq ans, associations, organisations politiques et syndicats de gauche appellent à venir au pont Saint-Michel jeter des fleurs dans la Seine. Et à l'indigence que cet épisode tragique soit toujours — notamment dans la majorité des livres d'histoire — « *recouvert de l'année collective* ».

Pour le trente-cinquième anniversaire — que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) célèbre cette année ce mercredi 17 octobre à 18 h 30, en raison de la grève des fonctionnaires du lendemain, par un rassemblement à la mémoire des victimes, au pont Saint-Michel à Paris —, Béatrice Boumaza, membre du comité central du FLN et président de la fondation du 8-Mai 1945 (date du massacre de Sétif), créée en 1990 afin de « *dénoncer et combattre tous les crimes, assassinats et massacres collectifs perpétrés contre des populations sans dé-*

fense », a décidé de faire entendre la voix d'Algérie. Il vient de déposer une plainte pour crime contre l'humanité contre Maurice Papon. « *Nous ne voulons pas ouvrir les plaies, nous voulons simplement décoloniser l'histoire* », explique M. Boumaza. L'arrêt Papon, qui vient de renvoyer l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde devant la cour d'assises pour crimes contre l'humanité et accable les fonctionnaires de Vichy, n'a pas échappé à l'ancien ministre algérien. Il estime du même coup que « *l'occasion est bonne* » pour plaider la cause des victimes algériennes du même Papon. Il juge aussi qu'« *au moment où M. Le Pen remet sur la scène publique ses théories sur "l'inégalité des races"* », il convient de rappeler ce qui s'est passé.

« **TROIS CENTES MORTS** » La fondation, qui va se constituer partie civile, a publié une première liste « *non exhaustive* » des victimes du 17 octobre 1961 et appelle « *les familles de ceux qui n'y figurent pas à se faire connaître* ». Dans *La Bataille de Paris* (Seuil, 1991), l'historien Jean-Luc Einaudi évoque jusqu'à « *trois cents morts* ». Ancien conseiller technique de Michel Debré pour les questions de sécurité, Constantin Melnik qui, en 1988, attribuait ces « *trois cents ou quatre cents* » morts à « *la révo-*

lution qui, le plus souvent les amplifiait, aime à s'emparer des catastrophes et violences du passé », met désormais en avant une estimation de « *cent à trois cents morts* ».

Le MRAP milite depuis longtemps pour que M. Papon, « *chef d'orchestre de cette ratonade* », soit poursuivi pour les crimes qu'il a commis envers le peuple algérien. « *Nous en faisons une revendication politique et morale* », précise toutefois son secrétaire général, conscient de l'obstacle que constitue la prescription de dix ans pour les crimes. Grand militant de la cause palestinienne, mais aussi ami de François Cessou, l'ancien banquier suisse pro-nazi, M. Boumaza souhaite, lui, s'appuyer sur le titre traçant « *des crimes contre l'humanité* », introduit en 1994 dans le nouveau code pénal et excluant la prescription, et émettent l'hypothèse d'un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux » de l'Etat colonialiste. Pour la majorité des auteurs, l'entreprise, en l'état de la jurisprudence, semble vouée à l'échec.

Ariane Chemin

Lire aussi page 13 le point de vue de Mouloud Aourit

## Des chercheurs japonais affirment maîtriser la culture des truffes

**PROUESSE** agronomique, ou histoire gastronomique ? Des chercheurs japonais de l'université du Kinki (Nara) affirment avoir, pour la première fois au monde, maîtrisé la culture artificielle de la truffe. De la truffe blanche, précisons-le d'emblée. Pas de notre précieuse truffe

noire (*Tuber melanosporum*), dite du Périgord, qui est à sa compagnie ce que le civar est aux œufs de lump. Mais blanche ou noire, l'exploit serait le même : si les chercheurs japonais sont parvenus, comme l'affirme l'AFB à accélérer de dix fois le temps de maturation de la truffe grâce à des conditions de culture particulières, ils auront réussi les premiers ce que tentent tous les trufficulteurs.

L'enjeu est d'importance. Dans son milieu naturel, il faut en effet des années pour qu'un germe arrive à maturité — d'où le prix de la truffe du Périgord. Comme celle de tous les champignons, la culture de ces ascomycètes nécessite une connaissance approfondie de leur biologie, des populations microbiennes (amies ou ennemies) qui l'entourent dans leur milieu naturel. Les échecs sont multiples.

« *A ma connaissance, personne n'a pu à ce jour obtenir le début d'une fructification de la truffe en milieu artificiel* », précise Jean-Marc Olivier, directeur de la station de recherche sur les champignons de l'Institut national de recherche agronomique (INRA, Bordeaux). Pour maîtriser le germe doit impérativement être associé à un arbre (chêne ou noisetier en Europe). Il y a quelques années,

une équipe de l'INRA annonçait avoir mis au point une méthode de « *culture* » de la truffe noire en milieu naturel, permettant, non pas de la faire naître, mais de favoriser sa croissance à l'aide d'un subtil mélange d'engrais. Les agronomes n'en reconnaissent pas moins aujourd'hui qu'« *on ne peut pas considérer la culture de la truffe du Périgord comme parfaitement maîtrisée, puisqu'il est encore impossible d'en prévoir les rendements* ».

Les Japonais feront-ils mieux dans ce domaine ? Kazunori Inaba (département d'agriculture de l'université de Kinki) et Yoshinori Takano (firme Nottin Kinnu, spécialisée dans la culture des champignons) ont en tout cas déposé une demande d'enregistrement de brevet de fabrication. Et affirment que leurs truffes ont un goût, une odeur et une texture identiques à celles qui sont importées au Japon. Une assertion qui laisse de marbre M. Olivier. « *J'ai reçu récemment deux dossiers émanant de sociétés privées japonaises, qui annoncent toutes deux avoir obtenu des truffes par culture artificielle*, dit-il. Rien qu'à voir les photos, je peux affirmer qu'il ne s'agit pas de truffes, mais d'autres champignons ».

Catherine Vincent

## Dans les « Dossiers et documents » du Monde d'octobre

**DOSSIERS** et documents présente, avant l'élection présidentielle du 5 novembre, les Etats-Unis de Bill Clinton. Faisant preuve d'un redressement économique remarquable, les Etats-Unis reprennent leur place de principale puissance économique mondiale. Avec une volonté d'intervenir dans le monde plus forte. Mais la société américaine reste fragilisée par une grave crise intérieure.

Un deuxième dossier est consacré aux inégalités en France. Avec la « *galère* » des jeunes, la cohésion de la société française est menacée. La santé, le logement et l'école sont les trois secteurs où la fracture sociale va s'élargissant.

Dans les « *Clés de l'Info* », un dossier : qui était Clovis ? En une : les Kurdes entre l'Irak et les Etats-Unis et l'affaire des sans-papiers face à la loi Pasqua. \* En vente chez votre marchand de journaux. 18 francs.



# Le Monde

## É P A R G N E - P L A C E M E N T S

### Diversifier ses investissements, la meilleure des garanties

Pour faire fructifier son capital et l'adapter à ses besoins, la stratégie d'un épargnant doit tenir compte à la fois de sa situation professionnelle et familiale, des risques qu'il est prêt à assumer, de l'horizon de placement et de la fiscalité

**L**e moral des Français est au plus bas. L'économie ne sort pas de sa léthargie, la crise sociale semble sans issue, les marchés financiers se portent bien mais font toujours peur et l'immobilier ne se remet pas encore du choc du début des années 90. Si on ajoute à ce panorama la nouvelle donne fiscale et la remise en cause de placements passe-partout, comme le Livret A et les s-cav monétaires, l'épargnant a toutes les raisons de se sentir perdu.

Paradoxe apparent : l'épargne n'est jamais aussi abondante que dans les périodes difficiles. Quand la croissance ralentit, le chômage augmente et les retraites deviennent incertaines, le réflexe des ménages consiste à accroître leur épargne... de précaution. Les revenus extraits du bas de laine n'ont cessé d'augmenter au cours des dernières années. Ils représentent aujourd'hui, selon l'Insee, 13 % des ressources des ménages, contre 10 % il y a dix ans. Dans un environnement difficile, les Français préfèrent capitaliser plutôt que dépenser - les statistiques à ce sujet sont formelles - en dépit des discours récurrents les incitant à consommer.

Accumuler de l'épargne, c'est une chose, la faire fructifier en est une autre. Adopter des stratégies de placement n'est pas facile. L'équation s'avère complexe, et intègre à la fois la situation professionnelle et familiale de l'épargnant, le risque, le temps et la fiscalité. La concurrence s'aggrave : plus vive entre établissements financiers, qui multiplient l'offre de produits de plus en plus sophistiqués, loin d'éclairer les choix, les rend plus incertains. Lassé, l'épargnant finit par abandonner, et par s'en remettre plus ou moins aveuglément aux conseils de son banquier ou de son assureur. Les s-cav, plan d'épargne populaire (PEP) et autres contrats d'assurance-vie ainsi vendus ne seront sans doute pas mauvais, mais ont peu de chances de correspondre vraiment aux besoins de l'investisseur. Avant de plonger, il vaut mieux retenir quelques règles simples.

Le plus important pour l'épargnant consiste à savoir ce dont il a



besoin. Lui faut-il un placement liquide ou de long terme ? Veut-il rechercher la performance et prendre des risques ou préfère-t-il se contenter d'un rendement faible mais sûr ? La recherche d'avantages fiscaux ou de la facilité de transmission d'un patrimoine est-elle une fin en soi ? Une fois répondu à ces questions, il est avisé de diversifier les types de placements (actions, obligations, immobilier, assu-

rance-vie, livrets d'épargne, épargne-logement). Il s'agit de la seule garantie contre les risques et du meilleur moyen pour réaliser des performances honorables, même dans les périodes agitées. Règle de base : ne jamais oublier que la rentabilité est proportionnelle au risque. Des rendements élevés sans risques, cela n'existe pas. Enfin, les performances sont importantes, mais elles ne sont pas tout. Des études américaines

montrent que plus de 80 % de la performance d'un portefeuille sur dix ans dépend de la répartition des actifs (actions étrangères, actions locales, obligations, obligations convertibles) et 20 % seulement de la sélection des valeurs. En clair, le choix de la s-cav la plus performante dans une catégorie importe moins que la sélection de cette catégorie.

Eric Leser

#### ■ Places boursières

Les marchés boursiers, Wall Street en tête, ne cessent de battre des records. Même Paris s'est repris, avec la poursuite de la baisse des taux et après la publication, par les entreprises, de comptes semestriels plutôt meilleurs que prévu. p. II

#### ■ Marchés émergents

Sur les marchés émergents, la crise mexicaine est bel et bien oubliée. Les capitaux reviennent et les performances suivent. Renaud Saleur, gérant de l'américain Fidelity, fait valoir l'attrait des marchés d'actions de l'Europe du Nord. p. III

#### ■ Sicav

Les performances des s-cav monétaires sont de plus en plus médiocres et leurs avantages fiscaux ont fondu. En revanche, les s-cav obligataires et investies en actions se distinguent par des progressions sensibles. p. IV  
Un entretien avec Jean-Pierre Hellebuyck, le président d'AXA Asset Management Europe. p. V

#### ■ Assurance-vie et fonds de pension

L'assurance-vie reste le placement fétiche des Français. Mais les menaces qui planent sur leurs avantages fiscaux inquiètent les souscripteurs. p. VI  
La création de fonds de pension met en péril l'assurance-vie. Mais on ignore encore si leur sortie se fera sous forme de rente ou de capital. p. VII  
Gouvernement et parlementaires ne sont pas d'accord sur la nature des futurs fonds de pension à la française. Selon Jean-Pierre Thomas, député UDI, une sortie partielle en capital sera possible. p. VIII

#### ■ Livret A

Le Livret A ne se porte pas bien. La décollecte s'accroît. L'or se trouve dans une situation comparable : après la flambée du début de l'année, les cours du métal jaune baissent. p. IX

#### ■ Immobilier

La conjoncture immobilière reste morose. Ce qui ne doit pas empêcher le futur acheteur d'ouvrir un PEL et de se préoccuper d'urbanisme. p. X  
Un entretien avec Yves Boussard, président de la FNAIM. p. XI  
Prêts : les banques sont prêtes à offrir du sur-mesure. p. XII  
Acheter un logement, c'est aussi parier sur l'avenir d'une ville. p. XIII  
L'engouement des Français pour la maison individuelle persiste. p. XIV

#### ■ Marché de l'art

Le marché de l'art renaît de ses cendres. Après les années de spéculation et leurs lendemains difficiles, les connaisseurs reviennent dans les salles de vente. p. XV

#### ■ Fiscalité

La fiscalité est rébarbative, changeante et compliquée. Un petit guide rapide permet de se remémorer certaines règles simples. p. XVI

## FORUM DE L'INVESTISSEMENT



200 STANDS  
BANQUE  
BOURSE  
ASSURANCE  
IMMOBILIER  
RETRAITE  
FISCALITÉ

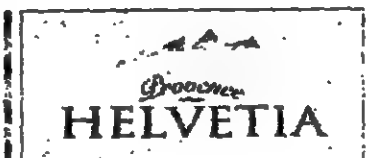
30 DEBATS PUBLICS  
ATELIERS  
ANIMATIONS  
SUCCESIONS  
CONSEILS GRATUITS

Voir programme page xv

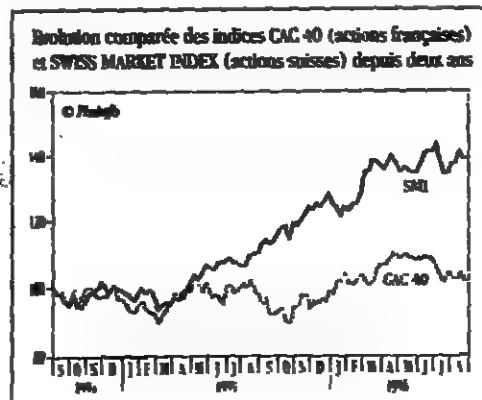
Organisateur : Agence WIN Tél : 01 42 96 64 50

18, 19, 20 OCTOBRE - PALAIS DES CONGRES Porte Maillot - 9 H 30 - 19 H

Pour diversifier vos placements avec une monnaie forte :



Le fonds commun de placement français investi exclusivement en actions et en francs suisses.



Ouvert au public le 24 mai 1996, PROVENCE HELVETIA est investi aujourd'hui à hauteur de 90 % en actions suisses.

Principales participations au 15 septembre 1996 : Sandoz, Nestlé, SBS, Electrowatt.

Pour de plus amples informations, nous vous remercions de contacter :

M. Frédéric MATTHE, Clientèle privée : 01 49 70 59 21

M. Jacques BELLAMY-BROWN, Clientèle institutionnelle : 01 53 20 11 20



BANQUE HOTTINGUER

38, rue de Provence - 75009 Paris - Tél. : 01 49 70 58 00



## Bilan en demi-teinte des valeurs moyennes

Si le second marché se reprend, le nouveau marché peine après des débuts prometteurs

LES VALEURS moyennes vont-elles de nouveau avoir les faveurs des investisseurs ? Alors que les grandes valeurs de la cote ne cessent de se reprendre depuis plus d'un mois, les autres marquent le pas. L'indice CAC 40 a renoué avec ses niveaux du mois de juin. En revanche, les valeurs moyennes qui avaient également atteint un plus haut niveau au mois de juin n'ont toujours pas retrouvé leur précédent sommet.

Cela étant, depuis le début de l'année, l'avantage reste encore aux capitalisations moyennes. L'ancien indice du second marché de la Bourse de Paris, calculé sur une base 100 au 31 décembre 1984, affiche une progression de 21 %. Mieux, en prenant en compte le nouvel indice du second marché - qui exclut, notamment, les valeurs dont la capitalisation bour-

Après avoir connu des débuts sur les chapeaux de roues, avec des taux de souscription dignes des premiers mois du second marché, le nouveau marché de la Bourse de Paris a connu un passage à vide qui a donné l'occasion aux autorités de tutelle de redresser la barre. Si le marché primaire (émissions de titres) avait donné entière satisfaction avec une levée de capitaux de 1,33 milliard de francs en six mois, le marché secondaire (négociations) ne faisait pas l'unanimité auprès des milieux financiers qui lui reprochent notamment son manque de liquidité, à l'origine d'écarts de cours brutaux. Après six mois d'existence, les griefs étaient nombreux : trop hétérogène, pas de véritable image high-tech. Nombre d'intervenants reprochaient aux autorités de tutelle d'être partis dans tous les sens et d'avoir voulu « privilégier la quantité à la qualité ».

En somme, il fallait en choisir moins, mais que les entreprises retenues soient une sorte de label de qualité, ce qui n'était pas le cas « au milieu de ce fourre-tout sans image ». Car, de l'avis même d'un grand nombre d'opérateurs, le nouveau marché souffrait d'un déficit d'image et son seul et véritable succès immédiat, c'est que « toutes les entreprises aient jusqu'à pu lever des capitaux ». Aujourd'hui, sur douze valeurs cotées, un tiers seulement affichent des cours supérieurs à leur prix d'introduction.

**JUGER SUR LE LONG TERME**  
Mais les promoteurs de ce Nasdaq à la française ne baissent pas le bras : ce marché est à juger sur le long terme et il faudra au moins trois ans. Afin de rassurer les investisseurs, les sociétés vont être tenues de publier au Bulletin des annonces légales officielles (BALO) des comptes trimestriels au lieu de comptes semestriels. Le comité du nouveau marché compte également aménager le fonctionnement du marché secondaire en repoussant notamment l'horaire du premier fixing (9 h 30) jugé « trop tôt ».

Si les sociétés candidates au nouveau marché ne sont pas tenues à présenter des exercices bénéficiaires, elles doivent présenter un projet de développement sur trois ans. Des accords dans ces projets traumatisent les investisseurs. Il est donc envisagé de ne plus rendre obligatoire la publication de ce projet, indique un spécialiste de ce marché. Mais, en contrepartie, les critères de sélection des entreprises candidates seraient renforcés.

R. Bn

## Après un été décevant, la Bourse de Paris retrouve un certain dynamisme

L'indice CAC 40 a gagné près de 15 % depuis le début de l'année

La rentrée sociale s'est plutôt déroulée dans le calme, les résultats semestriels des entreprises françaises ont dans l'ensemble agréablement sur-

pris les investisseurs, les taux d'intérêt ont continué à baisser, et la Réserve fédérale américaine a observé un statu quo - apprécié - en ne relevant

pas le foyer de l'argent outre-Atlantique. Autant de raisons qui expliquent le rebond assez sensible de la Bourse de Paris au cours des dernières semaines.

### Les doutes sont effacés



La Bourse de Paris a retrouvé un certain dynamisme. L'indice CAC 40 a gagné près de 15 % depuis le début de l'année.

La mesure au mois d'août - à l'essentiellement profité aux grandes valeurs de la cote. Le rebond de l'indice CAC 40 est sans comparaison avec la stabilité du MidCap, baro-

l'activité a fortement repris à la Bourse de Paris dès le mois de septembre, le nombre des négociations ayant augmenté de 56 %. La moyenne quotidienne s'est établie à 103 200 négociations, contre 66 083 en août. Sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre de négociations s'est élevé à 18,29 millions, soit une progression de 25,2 % par rapport à la même période de l'année précédente.

### LA DISTRIBUTION EN VEDETTE

Les volumes de transactions sur les actions françaises ont atteint 110,34 milliards de francs, soit une moyenne de 5,25 milliards de francs par séance. Pour mémoire, au mois d'août, la moyenne quotidienne était de 3,28 milliards de francs. La séance la plus active avait été celle du 9 septembre, avec des échanges portant sur 9,8 milliards de francs. En revanche, le 2 septembre, jour où les Américains chômaient en raison du Labor Day, les échanges ont porté sur 2,1 milliards de francs. Au 30 septembre, la capitalisation boursière (cote officielle et second marché) s'élevait à 2 853 milliards de francs.

Parmi tous les secteurs d'activité, l'été a vu guère bouleverser le classement du premier semestre. La distribution, dont la pondération est de 10,84 % de l'indice SBF 250, reste largement en tête, avec une progression de 46 % et toujours des valeurs vedettes comme Pinault-Prunault-Redoute, qui a gagné 97,7 % depuis le début de l'année, ou Renel, dont la progression avoisine 75 %. Vient ensuite le secteur des autres biens de consommation (12,20 % dans l'indice), avec SBF, dont les gains depuis le 1<sup>er</sup> janvier sont de 67 %. Les biens d'équipement arrivent en troisième position (+22 %), avec deux valeurs-phares aux premières places des quinze plus fortes hausses annuelles : Dassault Aviation, qui gagne 202 %, et Dassault Electronique, qui n'a gagné que... 125 %. Zodiac, qui fait également partie des biens d'équipement, progresse de 79 %. Le grand pendant de l'année reste le secteur des services financiers, seul

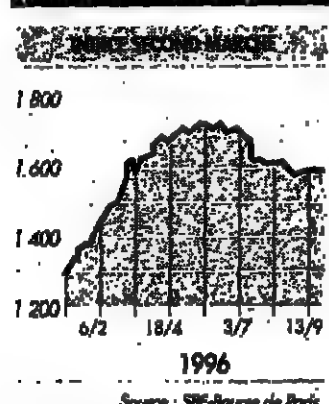
compartiment des valeurs françaises à demeurer dans le rouge, abandonnant 1,3 %, même si l'immobilier a repris un petit peu de terrain. Pas étonnant, dans ces conditions, que plus du tiers des quinze plus fortes baisses annuelles soient des valeurs financières (Crédit lyonnais, Crédit national, UIC, GAN, Selectibanque, Interball), dont les reculs s'échelonnent entre 40 % et 20 %. Les autres plus fortes baisses étant enregistrées par les valeurs du bâtiment, à l'image d'Elfige, Olipar ou Colas.

Dans sa dernière étude, la Banque du Louvre relève que les rapports cours/bénéfices moyens (PER) pour 1996 (19,4) et pour 1997 (16,5) sont justifiés si la croissance des profits attendue est au rendez-vous. Reste que cette progression future des résultats devrait, selon la banque, davantage reposer sur des gains de parts de marché et des restructurations internes que sur une amélioration sensible de la conjoncture. La croissance du PIB devrait rester modérée en 1997, tandis que la faiblesse des hausses salariales et le maintien d'un taux d'épargne élevé (estimé à 13,1 % en 1997) ne devraient pas permettre de redémarrer sensiblement la consommation.

Les rapports cours/bénéfices évoqués plus haut semblent toutefois attractifs. La croissance bénéficiaire attendue - qui n'a pas déçu, comme on a pu le voir avec les résultats semestriels - est de l'ordre de 12 % à 15 % pour les deux années à venir. Par ailleurs, le niveau des taux longs donne un PER normatif exactement en ligne avec le PER du marché, situation jugée par la Banque du Louvre peu fréquente sur le marché français. Le rendement des dividendes est proche des rendements monétaires, tandis que le ratio taux à 10 ans sur rendement des dividendes est de 1,79. Un niveau inférieur à 2 est interprété comme un signal d'achat. Ces critères, ainsi que les modèles d'évaluation instantanée taux/bénéfices, offrent au marché d'actions un potentiel d'appréciation attractif.

François Bostnavaron

### Difficultés de fin d'année pour les valeurs moyennes



Après un début d'année troublant, le second marché réalise depuis l'été des performances moindres que les grandes valeurs.

sière est supérieure à 3 % du compartiment - la progression est de plus de 23 %. Témoin de la bonne santé des valeurs moyennes, les introductions sont déjà plus nombreuses à la tricolore que sur l'ensemble de l'année 1995 : vingt valeurs ont déjà été admises, contre dix-huit l'année dernière (si l'on exclut trois caisses régionales du Crédit agricole). Le bilan annuel devrait être toutefois inférieur à 1994, où la cote s'était enrichie de trente-trois nouvelles valeurs. A la fin du mois de septembre, la capitalisation boursière du second marché représentait 190 milliards de francs, soit une progression de 25,7 % par rapport à la capitalisation affichée à la fin de 1995 et 6,7 % de la capitalisation totale de la Bourse de Paris (2 853 milliards de francs).

### Les frais de Bourse ont augmenté de 56 % en dix ans

Pour les petits épargnants, les frais de Bourse et courtage ont augmenté de 56 % en dix ans et les droits de garde des actions de 145 %, selon une enquête réalisée par l'Institut national de la consommation (INIC). Les frais de Bourse et courtage ont augmenté deux fois plus vite que l'inflation, indique l'INIC. Ils représentent aujourd'hui en moyenne 2,2 % d'un achat ou d'une vente de 5 000 francs et 1,4 % de 100 000 francs.

Les droits de garde représentent aujourd'hui, en moyenne, 1,4 % de la valeur d'un petit portefeuille de 10 000 francs contre 0,7 % en 1986, soit une hausse cinq fois supérieure à l'inflation en dix ans. L'INIC souhaite plus de transparence dans l'information tarifaire. Il propose que le détail des frais de négociation et de droits de garde figure sur les relevés de compte quand ils sont prélevés, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Pour les placements collectifs, notamment les SICAV investies en actions, les éléments chiffrés de la communication publicitaire devraient être standardisés pour faciliter les comparaisons sur les performances, suggère l'INIC. Ceci pourrait être fait à l'instar de l'obligation de publier un taux effectif global (TEG) en matière de crédit.

encore moins bien que le reste de la cote pulque, depuis le début de l'année, l'indice le plus connu gagne un peu moins de 15 % quand, dans le même temps, les indices SBF 120 et SBF 250 affichent des gains proches de 17 %.

R. Bn

mètre des valeurs moyennes, qui n'a pas pratiquement varié sur la période.

Cette reprise trouve aussi sa traduction dans les volumes de transactions. Après un été décevant,

## Records en série pour les places financières étrangères

**NE CHANGEZ-RIEN !** Les grandes places internationales vont plutôt bien. La grande majorité d'entre elles affichent des progressions supérieures à 10 % et quelques-unes plus de 20 % depuis le début de l'année. Les records historiques ont été battus : lundi 15 octobre, Wall Street et Londres inscrivait de nouveaux sommets en clôture, l'indice Dow Jones terminait la séance à 6 010 points et l'indice FT 100 à 4 047 points. Le lendemain, l'indice DAX de la Bourse de Francfort, des les premières transactions sur le système électronique Ibis, inscrivait lui aussi un plus haut niveau historique.

A cette progression quasi générale, un dénominateur commun : Wall Street. La Bourse de New York, dont la progression ininterrompue fait régulièrement crier « casse-cou » à nombre d'analystes. Wall Street, qui en 1995 a progressé de 33 % et inscrit la bagatelle de 69 records. Wall Street, qui, depuis six ans, progresse sans véritable correction majeure. Comme le relève, Hugues de Montvalon, de la société de Bourse Odoré, ce n'est pas pour cela que la probabilité d'une récession est plus grande l'année prochaine. La croissance ne meurt pas de vieillesse, elle s'éteint sous l'effet de déséquilibres ou de chocs divers. Force est de constater que l'économie américaine ne souffre pas de déséquilibres majeurs, hormis le déficit de la balance courante. Ce dernier ne posant pas de problème, compte tenu du rôle international du dollar.

Au cours de l'été, la Bourse new-yorkaise a connu un passage à vide : le 22 mai, quelques jours après son centenaire, l'indice phare du marché américain s'inscrivait à 5 778 points. Au cours des deux

mois qui suivirent, l'indice a subi une correction de plus de 7 % pour repartir de plus belle. Et les observateurs américains sont confiants, voyant dans l'origine de cette nouvelle vague de hausse, un fondement plus solide que celui qui avait piloté la progression du printemps.

**Les facteurs fondamentaux économiques sont favorables et les liquidités ne cessent d'affluer dans les fonds de placement américains**

Dans un premier temps, les résultats de sociétés devraient être bons jusqu'en 1997, par ailleurs, les facteurs fondamentaux économiques sont favorables et les liquidités ne cessent d'affluer dans les fonds de placement américains investissant en actions. A moins d'une mauvaise surprise sur les prix dans les mois à venir, qui provoquerait un relèvement des taux directeurs pour juguler la surchauffe, il n'y a pas de raison pour que cette tendance s'inverse à court terme.



Fortes du modèle américain, toutes les places ont suivi. En Europe, les plus fortes progressions sont affichées par Stockholm, Amsterdam, Francfort, Madrid, Paris et Londres. En Asie, la Bourse de Hongkong, caracole loin devant, avec une progression de plus de

23 %, alors que l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo ne gagne qu'un peu plus de 7 % à proximité des 21 500 points. Pour les six mois à venir, les experts de la Caisse des dépôts prévoient une quasi-stabilité des valeurs japonaises aux environs des 22 000 points. Pour appuyer leurs prévisions, ces derniers mettent en avant le ralentissement de l'activité, confirmé par les derniers chiffres.

En Europe, pour l'Allemagne, les experts de la Rue de Lille au vu des derniers chiffres publiés ont révisé à la hausse leurs prévisions de croissance pour 1997. Selon eux, le regain d'activité ne sera pas inflationniste grâce au resserrement budgétaire ainsi qu'à la maîtrise des coûts salariaux. Cet environnement d'ensemble conduit à un scénario favorable sur l'évolution des taux à court et long terme sur les six mois à venir qui devraient encore baisser. En outre, les meilleures perspectives bénéficiaires des entreprises vont profiter aux actions allemandes. L'indice DAX devrait atteindre le niveau des 2 850 points sur les six prochains mois. En revanche, la Bourse de Londres restera à ses niveaux actuels. Si l'activité outre-Manche est toujours soutenue et que de bonnes perspectives pour l'année prochaine restent probables avec une croissance du PIB aux alentours de 3 %, un point négatif subsiste. Ce dernier réside dans les risques inflationnistes et une hausse des taux d'intérêt.

Les entreprises britanniques devraient continuer à profiter des conséquences de leur restructuration et continuer d'afficher d'excellentes progressions des bénéfices.

R. Bn

### La Bourse efficace en toute sécurité

#### 3614 WARGNY et KIOSQUE MICRO

<p>① marché et cotations : en direct</p> <p>③ courtage <sup>TM</sup> : 0,50 % + 50 F</p> <p>⑤ consultation portefeuille (avec prix de revient) + liquidation + ordres en cours + passage d'ordres</p> <p>⑥ ordres et réponses (toutes valeurs + Monep) : quelques secondes</p> <p>⑦ compétence et disponibilité : ☎ 01.44.82.15.15</p>	<p>② conseils de notre Bureau d'Etudes</p> <p>④ connexion <sup>TM</sup> : 0,37 F/minute</p>
--	---

} = moins d'une minute

*Nous n'avons plus à choisir entre qualité et prix*

Je désire recevoir une documentation complète, gratuitement et sans engagement de ma part

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Téléphone : - bur. : \_\_\_\_\_ - dom. : \_\_\_\_\_

**A renvoyer à : WARGNY Société de Bourse - 24, rue des Jeuneurs - 75002 PARIS**

مكتبة



# Les marchés émergents attirent toujours plus de capitaux

Contrepartie des performances élevées, les fluctuations de cours sur les places financières des pays en voie de développement sont brutales. La diversification géographique reste le meilleur moyen de limiter les risques

Les flux de capitaux qui se dirigent vers les pays en développement rapide d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et du Proche-Orient atteignent des niveaux records. En 1995, selon le rapport du FMI, ils

ont atteint 228 milliards de dollars (160 milliards de francs) contre 165,2 milliards en 1994. Les performances suivent logiquement. Elles sont encore remarquables depuis le début de l'année : les Bourses de

Hongrie, du Venezuela, de Pologne, de Russie et du Brésil affichent ainsi, en dollars, des gains moyens compris entre plus de 100 % et 40 %. Les marchés émergents sont ainsi devenus, en dépit d'accidents

parfois sévères comme la crise mexicaine à la fin de 1994 et au début de 1995, les destinations de prédilection des investisseurs, car ils bénéficient d'une demande rare : la croissance. Selon une étude de la Banque

mondiale, le taux de croissance annuel dans les pays industrialisés riches atteindra 2,7 % au cours de la période 1994-2003, contre 4,8 % dans les pays en voie de développement.

LES GRANDS investisseurs institutionnels qui cherchaient à diversifier leurs portefeuilles se sont intéressés, à partir du milieu des années 80, aux pays en développement qui ont basculé résolument dans le capitalisme financier. Ces pays et leurs marchés boursiers ont été rapidement qualifiés d'émergents, c'est-à-dire en voie de développement rapide. Ils sont devenus, en dépit d'accidents parfois sévères comme la crise mexicaine à la fin de 1994 et au début de 1995, des destinations de prédilection des investisseurs. Ces pays enregistrent en effet des rythmes de croissance économique inconnus dans les pays développés, depuis des dizaines d'années. C'est vrai de l'Asie du Sud-Est, mais aussi de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de certains pays du Proche-Orient.

Un moment interrompus par la crise mexicaine, les flux de capitaux vers les marchés émergents ont repris de plus belle au cours des derniers mois. En 1995, selon le rapport du FMI, ils ont atteint le record de 228 milliards de dollars (160 milliards de francs) contre

## PERFORMANCES DES PRINCIPAUX MARCHÉS ÉMERGENTS (en dollars)

	Depuis le début de l'année	Après le 1 <sup>er</sup> juillet
Hongrie	+ 102,8 %	+ 10,2 %
Russie	+ 84,2 %	- 12,2 %
Venezuela	+ 78,9 %	+ 34,6 %
Pologne	+ 66,8 %	+ 7,5 %
Chine	+ 52,6 %	+ 11,8 %
Brésil	+ 44,2 %	+ 3,9 %
Philippines	+ 24,4 %	- 5,4 %
Taiwan	+ 24 %	+ 1,6 %
Malaisie	+ 15,3 %	+ 3,7 %
Hongkong	+ 15,2 %	+ 8 %
Argentine	+ 4,8 %	- 5,3 %
Singapour	- 4,2 %	- 4,8 %
Afrique du Sud	- 9,5 %	+ 1,2 %
Israël	- 11,6 %	- 7 %

165,2 milliards en 1994. L'Asie attire toujours une grande majorité de ces capitaux, plus de la moitié, avec 104 milliards de dollars.

Conséquence de l'intérêt des investisseurs : les performances sont souvent impressionnantes. Depuis le début de l'année, les Bourses de Hongrie, du Venezuela, de Pologne, de Russie et du Brésil affichent, en dollars, des gains moyens compris entre plus de 100 % et 40 %. Les places de Taiwan, des Philippines, du Mexique et de Tchèque gagnent, dans le même temps, plus de 20 %.

Les Bourses émergentes occupent désormais une place majeure dans le paysage financier international. Elles représentent environ le cinquième de la capitalisation boursière mondiale et constituent un outil incontournable pour les gérants de fonds qui cherchent à diversifier et dopper leurs portefeuilles. Le poids de la capitalisation boursière des pays émergents ne cesse de croître. Il est passé de 2,5 % de la capitalisation boursière mondiale à 8,7 % en 1992, 13 % en 1995 et devrait dépasser les 20 % en l'an

2000. La capitalisation de ces marchés s'est plus que décuplée au cours des dix dernières années pour passer de 171 milliards de dollars en 1985 à près de 2 000 milliards de dollars en 1995. A présent plus de 60 pays en développement ont un marché des valeurs mobilières alors que ce n'était le cas que pour la moitié d'entre eux en 1985.

### PERSPECTIVES OPTIMISTES

Sauf crise politique majeure, les performances devraient continuer à suivre compte tenu seulement des prévisions de croissance. Selon les experts, la progression du produit intérieur brut (PIB) de la Corée du Sud devrait atteindre 7,5 % en 1996, celui de la Thaïlande 8 %, de l'Inde 6,2 %. L'Asie n'a pas le monopole de la croissance élevée. L'Amérique du Sud n'est pas en reste (+9 % au Chili en rythme annuel, ni l'Europe de l'Est (+7 % en Pologne en 1995). Selon une étude de la Banque mondiale, le taux de croissance annuel dans les pays industrialisés riches atteindra 2,7 % au cours de la période 1994-2003 contre 4,8 %

dans les pays en voie de développement.

Toutefois, l'investisseur particulier doit suivre quelques règles simples pour ne pas avoir de mauvaises surprises. Contrepartie de gains souvent très importants, les marchés émergents présentent des risques élevés. Le caractère volatil et spéculatif des investissements a pour effet d'accentuer l'instabilité naturelle de ces marchés liée à des situations politiques ou sociales souvent confuses (menaces d'invasion de Taiwan, avenir incertain de Hongkong, révolte zapatiste au Mexique). Si elle apparaît comme la contrepartie logique d'importantes plus-values, cette instabilité des cours, accrue par le manque de liquidité des titres, doit inciter tout investisseur particulier à passer par l'intermédiaire de fonds et de sicav gérés par des professionnels et à éviter de concentrer ces investissements sur une seule région du monde. La diversification géographique est le meilleur moyen de limiter les risques.

E. L.

## Renaud Saleur, gérant de fonds de Fidelity « Les cours des actions européennes sont à des niveaux élevés »

Les performances des marchés européens d'actions et même d'obligations ont été dans l'ensemble appréciables depuis le début de l'année. Pensez-vous que cette situation puisse se prolonger ?

La persistance d'une croissance relativement faible et de taux réels (hors inflation) encore élevés pourrait se traduire par un climat encore favorable sur les marchés obligataires en Europe. Compte tenu d'une conjoncture plutôt déprimée, il existe encore un potentiel de baisse des taux à long terme. Si, en plus, une petite reprise de l'activité se fait jour, notamment à la suite d'un restockage sans doute nécessaire en 1997, les marchés d'actions pourraient aussi se porter relativement bien. Dans un tel environnement, les valeurs cycliques devraient continuer à s'apprécier un peu.

Le problème, c'est qu'elles sont déjà à des cours élevés et ont bénéficié, au cours des derniers mois, de modes d'investissement venus des États-Unis. Si les contextes économiques sont très différents des deux côtés de l'Atlantique, les gérants américains ont tendance à appliquer aux marchés européens les recettes qui fonctionnent à Wall Street. Ils ont ainsi joué, au cours des derniers mois, les valeurs les plus sensibles à la conjoncture (les cycliques), à mon avis de façon abusive. La croissance restera modeste en Europe l'an prochain, compte tenu de taux qui restent élevés et de politiques budgétaires restrictives. Maintenant, si ces prévisions s'appliquent à l'Europe en général, la France se trouve dans une situation un peu particulière et à mon sens moins favorable que celle de la plupart de ses voisins.

Quels sont les handicaps de Paris ?

Depuis plusieurs mois, le marché français se comporte de façon singulière. Il n'y a pas eu à Paris de rotation des thèmes d'investissement. L'essentiel des gains a été réalisé par les secteurs de la distribution, de la pharmacie, des cosmétiques et du luxe. Les grandes valeurs de ces secteurs ont gagné environ 40 % sur les douze derniers mois et le CAC 40, dans le même temps, s'est apprécié de 19 %. Une évolution qui reflète la faiblesse de l'économie française. Car les groupes qui réalisent la majeure partie de leur activité à l'étranger se portent plutôt bien et les entreprises dites « domestiques » ont de mauvaises performances. Cela explique que les valeurs moyennes affichent des évolutions médiocres depuis quelques mois, puisqu'elles sont, dans l'ensemble, moins orientées à

l'exportation que les plus grandes. Si on peut parler sur un restockage dans les prochains mois, les prévisions d'une reprise de l'investissement des entreprises s'apparentent à un vœu pieux. Depuis des années, l'investissement doit, selon les économistes, redémarrer incassablement en France, il ne l'a toujours pas fait. Enfin, les actions qui sont celles d'entreprises se trouvant dans les secteurs en vogue se trouvent aujourd'hui à des cours historiquement élevés.

Est-ce qu'il y a d'autres marchés en Europe qui vous semblent plus attractifs ?

Oui, l'Europe du Nord notamment qui s'est remarquablement comportée au cours des dernières années et devrait continuer dans cette voie. Les Bourses de Suède, de Norvège et de Finlande ont gagné plus de 60 % depuis trois ans dans une monnaie aussi forte que le deuschemark. Ces pays ont bénéficié notamment à l'exportation de la baisse de leurs monnaies au début des années 90 et ont acquis aujourd'hui un grand dynamisme. Il se traduit dans les cours, notamment ceux de valeurs de taille moyenne qui étaient délaissées et sont souvent très performantes et innovantes notamment dans la haute technologie. On peut presque considérer que les marchés nordiques s'apparentaient, il y a quelques années, à des marchés émergents.

L'union monétaire va-t-elle vous amener à modifier vos méthodes de gestion, notamment pour les fonds européens ?

Je ne crois pas. Je constate seulement que les pays qui ont les meilleures performances économiques sont ceux qui n'ont pas joué le jeu de l'Europe au cours des dernières années et ont laissé filer leur monnaie. Je crois aussi qu'il y aura une très grande phase de concentration et de regroupements qui risque d'être favorable aux marchés. Mais à plus long terme, je suis inquiet. Il y a une contradiction insurmontable dans le fait de créer un marché unique et une monnaie unique et de ne pas protéger ce marché tout en voulant que les habitants de cette zone conservent un haut niveau de vie. Les marchés comparables américains et japonais sont protégés d'une façon ou d'une autre par des barrières douanières, réglementaires et par les évolutions et japonaises ont de vrais bases domestiques. Il ne faudrait pas que les groupes européens perdent les leurs.

Propos recueillis par  
Eric Leser

Avec la Convention  
investissement locatif,  
investir dans  
l'immobilier devient un  
placement sans faute.

# Messieurs les investisseurs, respirez.

Nous vous guidons dans le choix de votre projet.

Avec ACHIL, logiciel d'Aide au Choix d'Investissement Locatif, nous étudions à partir de votre situation personnelle, la rentabilité comparée de chaque opération et ses avantages fiscaux.

Nous vous assistons dans la réalisation de votre projet.

En déterminant le prêt le mieux adapté à votre situation, pour optimiser votre placement immobilier. Nous vous proposons la gamme la plus complète de prêts et en particulier le Prêt Locatif Intermédiaire (PLI), cumulable avec les nouveaux avantages fiscaux.

Nous vous facilitons la gestion de votre bien.

En vous déchargeant des problèmes de location, et même en vous proposant une assurance "loyers impayés".

36 15 FONCIER (1,01 F la minute).

**CRÉDIT FONCIER**  
Votre allié dans le temps

L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours pour accepter l'offre de prêt; la vente est subordonnée à l'obtention du prêt et si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser à l'acheteur les sommes versées (art. L.312-5 Code de la consommation).



## Les performances des sicav monétaires ont été particulièrement décevantes

La baisse rapide des taux à court terme en France a rendu leur rémunération de plus en plus faible

Après avoir enregistré des gains supérieurs en moyenne à 6 % l'an dernier, les sicav monétaires devraient afficher, en 1996, des rendements de

l'ordre de 3,7 %, à peine supérieurs à celui du livret A. Les sicav monétaires ne défont plus, aujourd'hui, la logique financière qui veut que la ré-

munération de capitaux soit proportionnelle aux risques encourus. Elles restent le plus sûr des placements, mais sont désormais le moins rentable.

### PERFORMANCES DES SICAV (en %)

	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Sur 1 an	Sur 5 ans
Sicav monétaires	2,82	4,22	41,33
Sicav obligataires	6,12	10,86	46,24
Sicav actions	16,14	19,12	34,63
Sicav diversifiées	11,51	14,53	43,02

(Source : Fininfo)

gression de 6,54 % depuis le début de l'année. Si l'on y ajoute la catégorie des FCP (fonds commun de placement), il atteignait 12,70 milliards de francs, soit 45 % de l'ensemble des capitaux de la gestion collective.

Cette résistance cache toutefois une évolution contrastée. L'encours des sicav monétaires avait fortement progressé au cours du premier trimestre. Alors que les ménages français avaient réagi très rapidement à l'annonce, à la fin du mois de janvier, de la baisse du taux du livret A, ramené de 4,5 % à 3,5 %, en retirant leurs fonds par dizaines de milliards de francs, ils ont montré beaucoup plus d'inertie face à la baisse des rendements des sicav monétaires.

Elles ne défont plus, aujourd'hui, la logique financière qui veut que la rémunération de capitaux soit proportionnelle aux risques encourus

Il est vrai que la détente des taux d'intérêt à court terme du marché s'est effectuée de façon très progressive, la Banque de France étant adepte d'un assouplissement par petites touches de sa politique monétaire. La prise de conscience des ménages en a été retardée d'autant. Depuis le printemps, toutefois, cette tendance s'est inversée. D'importants retraitements ont été effectués. Au mois de septembre, par exemple, ils se sont élevés à 14,64 milliards de francs. Les mesures décidées par le gouvernement afin d'inciter les ménages à vendre leurs parts de sicav moné-

taires et à employer les fonds ainsi décaissés pour consommer ont, semble-t-il, fini par contraindre une certaine efficacité. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, il était ainsi possible de vendre des sicav ou des FCP monétaires de capitalisation en étant exonéré des plus-values à la condition que ces capitaux soient réinvestis pour l'achat d'une voiture neuve, pour le financement des travaux d'entretien ou d'amélioration d'une résidence principale ou secondaire, ou, encore, pour l'acquisition d'équipements ménagers. D'autres mesures restent en place jusqu'au 31 décembre, comme la possibilité d'exonération de plus-values à la condition que les fonds soient réemployés, dans les deux mois suivant la cession, à l'acquisition ou à la construction d'un immeuble résidentiel, au financement de travaux de reconstruction, d'agrandissement ou de grosses réparations, à l'achat d'un terrain à bâtir.

Les perspectives de resserrement fiscal - dès le 1<sup>er</sup> janvier 1997, les vendeurs des sicav et FCP monétaires de capitalisation seront imposés dès le premier franc au taux de 20,9 % (toutes cotisations confondues) - sont aussi de nature à inciter les épargnants à se tourner vers d'autres types de placements. D'autant que les performances des sicav monétaires, si l'on en croit les prévisions des économistes, ne sont pas promises à rebondir. La croissance de l'économie française devrait rester modérée l'année prochaine (autour de 2 %), tandis que les tensions inflationnistes resteraient inexistantes. Parallèlement, le franc devrait rester vigoureux face au deutschemark, selon les analystes, grâce aux progrès accomplis sur le dossier de l'union monétaire européenne, ce qui devrait permettre à la Banque de France de ne pas avoir à utiliser l'arme des taux d'intérêt pour défendre la parité de sa devise.

Enfin, la souplesse de la politique monétaire sera plus que jamais nécessaire pour compenser les effets

## Les sicav obligataires ont réalisé un parcours honorable

Mais elles pourraient s'éroder à l'avenir

LES SICAV OBLIGATAIRES n'ont pas démenti depuis le début de l'année. Elles affichaient, au 30 septembre, selon les statistiques diffusées par le cabinet d'informations financières Fininfo, une performance de 6,12 %, soit 7,98 % en équivalent annuel. Elles avaient, en comparaison, dégagé des gains supérieurs à 12 % en 1995, après des pertes de 7 % en 1994.

Les détenteurs de parts de sicav obligataires ont profité, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, de la poursuite du mouvement de détente des taux d'intérêt à long terme en France. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans est revenu de 6,65 % à 5,95 %, son plus bas niveau depuis deux ans et demi. Le krach dont avait été victime le marché obligataire français, en 1994, à la suite du resserrement de la politique monétaire américaine, est aujourd'hui entièrement effacé.

Les marchés obligataires français ont profité, depuis le début de l'année, d'un environnement économique et monétaire particulièrement favorable. La croissance est restée anémique, avec un produit intérieur brut (PIB) en recul de 0,4 % au deuxième trimestre. De leur côté, les prix à la consommation sont restés sages, progressant de 1,6 % en glissement annuel au mois de septembre. Les obligations françaises ont également bénéficié des efforts de rigueur budgétaire déployés par le gouvernement et destinés à ramener, en 1997, le déficit public à 3 % du PIB. La vigueur du franc face au deutschemark a, enfin, permis à la Banque de France de détendre progressivement sa politique monétaire. La baisse des taux d'intérêt à court terme s'est propagée aux échéances à long terme.

Les sicav investies en obligations françaises, qui représentent près de 80 % de cette catégorie, n'ont par ailleurs pas été pénalisées par l'évolution beugée et défavorable

ou marché américain des emprunts. Aux États-Unis, le rendement du titre de référence à trente ans est remonté de 6 % à 6,85 % après avoir atteint un pic de 7,25 % durant l'été, en raison des craintes de tensions inflationnistes qui sont apparues outre-Atlantique.

### PLUS BAS NIVEAU

De la même façon, les obligations françaises ont dégagé des performances nettement supérieures à leurs homologues allemandes. L'écart des rendements à long terme entre la France et l'Allemagne est ainsi passé de 0,60 % le 1<sup>er</sup> janvier à -0,10 % le 11 octobre.

Est-il encore temps d'investir via les sicav obligataires, sur le marché des emprunts français ? Les analystes estiment, en majorité, que les rendements à long terme en France ont atteint leur plus bas niveau et sont amenés à remonter au cours des prochains mois, en raison de la reprise attendue de l'activité économique, qui devrait s'accompagner d'un durcissement progressif de la politique monétaire.

Les spécialistes de l'Union des banques suisses prévoient que les taux français à dix ans s'inscriront à 6,60 % fin mars 1997 et à 7 % fin décembre 1997. Ceux de Paribas Capital Markets se montrent un peu plus optimistes (6,70 % fin 1997). La performance des sicav obligataires devrait, dans ce scénario, s'éroder, ne pouvant plus compter sur d'éventuelles plus-values en capital (les cours des obligations baissent quand les taux remontent). Les sicav obligataires, toutefois, conserveraient un certain attrait pour des ménages désireux de trouver un placement intermédiaire entre les fonds monétaires, caractérisés par leur sécurité, et les sicav actions, qui offrent les perspectives de gains les plus élevées.

P.-A. D.

## Le patrimoine de valeurs mobilières des Français a baissé de plus de 8 % en 1995

UNE ÉTUDE publiée par la Banque de France dans son bulletin mensuel du mois de septembre fait le point sur le patrimoine en valeurs mobilières des ménages français tel qu'il s'établissait à la fin de l'année 1995. Le portefeuille des personnes physiques a diminué, l'année dernière, de plus de 8 %, passant d'un encours de 2 028,45 milliards de francs fin 1994 à 1 857,48 milliards de francs fin 1995. Cette décade a été particulièrement sensible dans le compartiment des OPCVM monétaires, qui ont enregistré un recul de 24 %.

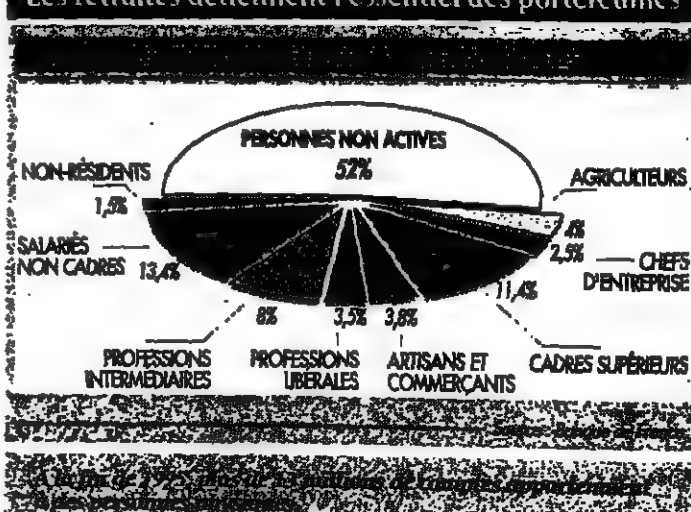
Fin 1995, on dénombrait par ailleurs 13,3 millions de comptes détenus par des personnes physiques, qui restaient à cette date les premiers détenteurs de valeurs mobilières. La valeur moyenne d'un compte s'élevait à 139 800 francs.

### FONCTION DU NIVEAU SOCIAL

En termes de répartition par catégories socio-professionnelles, l'année 1995 a été marquée par une diminution du nombre de comptes des ménages les plus défavorisés au profit des catégories les plus aisées et des personnes non actives. Ces dernières détenaient plus de la moitié des portefeuilles (52 %), devant les salariés non cadres (13,4 %) et les cadres supérieurs (11,4 %).

La valeur du portefeuille, ce n'est pas une surprise, était directement fonction du niveau social. Celle des chefs d'entreprise atteignait quatre fois et demie celle des salariés non cadres. L'encours moyen des portefeuilles des classes sociales les plus modestes (salariés non cadres, professions intermédiaires, agriculteurs, artisans et petits commerçants) était compris entre 87 000 et 129 000 francs, celui des montants inférieurs à celui des personnes non actives (148 000 francs). Pour les catégories les plus favorisées, la valeur moyenne des portefeuilles

### Les retraités détiennent l'essentiel des portefeuilles



s'élevait entre 217 000 et 390 000 francs.

Autre leçon de l'enquête menée par la Banque de France, la détention de valeurs mobilières augmente en fonction de l'âge. La somme des personnes âgées de 56 ans et plus, qui coïncide largement avec la catégorie des non-actifs, possédait, à la fin de l'année 1995, 70 % de la valeur des portefeuilles. A l'autre extrémité, les moins de 26 ans possédaient un montant de 1,5 % du patrimoine des valeurs mobilières des ménages français (et environ 6 % des comptes).

La composition des portefeuilles varie selon l'âge. Alors que ceux des personnes les plus jeunes (entre 18 ans et 25 ans) ont constitué à hauteur de deux tiers de titres d'OPCVM (pour 15 % d'actions et 20 % d'obligations), ceux des ménages les plus âgés voient la part des actions (18 %) et surtout des obligations (32 %) progresser sensiblement, et celle des parts

d'OPCVM diminuer (49,5 %). La structure d'un patrimoine de valeurs mobilières est également fonction de la taille. Les portefeuilles les plus modestes (d'une taille comprise entre 50 000 et 100 000 francs) possédaient, fin 1995, 10 % d'actions, 30 % d'obligations et 60 % sous forme de parts de Sicav, tandis que les plus étoffés (d'une valeur comprise entre 500 000 et 1 000 000 francs) comprenaient davantage de valeurs mobilières en direct (31 % d'actions et 23 % d'obligations) et moins de Sicav (49 % seulement).

Enfin, les personnes disposant d'un portefeuille important sont beaucoup plus nombreuses à en confier la gestion à des banques d'affaires qu'à d'autres établissements. A l'inverse, près de la moitié des patrimoines de valeurs mobilières gérés par les plus grandes banques avaient une valeur inférieure à 50 000 francs.

P.-A. D.

## Le grand retour des sicav actions

LES SICAV ACTIONS ont enfin retrouvé la place qui leur revient théoriquement dans la hiérarchie des placements. Elles ont dégagé, depuis le début de l'année, le meilleur rendement de toutes les catégories de sicav (16,14 %, soit 21,05 % en équivalent annuel), conforme à la nature de ce placement, qualifié de risqué, plus risqué, du moins, que les sicav de trésorerie.

Le compartiment le plus important, celui des sicav actions France, qui compte 94 fonds, a même enregistré, depuis le début de l'année, des gains supérieurs à la moyenne (17,26 %, après 1,05 % en 1995), grâce au net redressement de la Bourse de Paris. Les actions françaises, soutenues par la détente des taux d'intérêt à court et à long terme, ont enfin renoué avec la hausse, après plusieurs années de quasi-stagnation, et, surtout, ne sont pas restées à la traîne de leurs homologues étrangères. Elles ont en outre bénéficié des mouvements de restructuration industrielle, accueillis favorablement par les investisseurs, notamment étrangers.

A la date du 11 octobre, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris affichait une performance de 14,70 %, légèrement inférieure à celles de New York (+16,66 %) et de Francfort (+19,17 %) mais supérieure à celles de Londres (+9,18 %), de Milan (+4,80 %) et de Tokyo (+5,84 %).

Malgré la faiblesse de la croissance économique observée sur le Vieux Continent, les marchés d'ac-

tions européens, dans l'ensemble, se sont très bien comportés depuis le début de l'année, ce qui a permis à la catégorie sicav actions Europe d'afficher une performance proche de 20 % (19,69 %).

Les Bourses européennes devaient continuer à évoluer positivement au cours des prochains mois, selon les spécialistes de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui relèvent toutefois d'importantes disparités d'une place à une autre.

### LA VIGUEUR DU STOCK EXCHANGE

En Allemagne, « les meilleures perspectives bénéficiaires des entreprises (amélioration de la structure des coûts, restructurations) devraient bénéficier à la valorisation des actions allemandes. L'indice DAX atteindrait le niveau de 2 850 points sur six mois », soit une progression de 6 % par rapport à ses niveaux actuels. La Bourse de Milan, en revanche, pourrait être pénalisée par des perspectives de croissance médiocres et l'appréciation de la lire italienne qui représente un facteur négatif pour les entreprises transalpines.

La Bourse de Londres, de son côté, resterait très vigoureuse, selon les analystes de la CDC, grâce au caractère soutenu de la croissance et à la progression des profits des entreprises.

Paris serait moins bien orientée, selon la CDC, en raison des médiocres perspectives de croissance

pour le second semestre 1996 et le premier semestre 1997 et la révision à la baisse des résultats des entreprises. « Le seul point encourageant réside dans la détente des taux d'intérêt », qui permettrait à l'indice CAC 40 de se situer à 2 200 points d'ici six mois, soit une marge de hausse de 2,5 %.

Pour leur part, les sicav actions Amérique ont tenu leurs promesses depuis le début de l'année (+19,38 %), grâce à Wall Street, qui a continué sur sa lancée de 1995. Les investisseurs paient sur un ralentissement de la croissance aux États-Unis au cours des prochains mois, suffisant pour éloigner les risques de resserrement de la politique monétaire sans pour autant affecter les résultats des entreprises américaines.

De nombreux analystes se montrent toutefois assez inquiets de l'ascension de Wall Street, qui leur semble s'apparenter à la formation d'une bulle spéculative susceptible d'exploser à tout moment.

Mais la grande déception, du côté des actions, depuis le début de l'année, est venue du Japon. L'indice Nikkei des valeurs vedettes de la Bourse de Tokyo a enregistré une modeste progression (+5,54 %), freiné par les ratés de la reprise de l'économie nipponne. Résultat, la catégorie des sicav actions Asie/Pacifique affiche une performance relativement médiocre (+4,76 %).

P.-A. D.



Jean-Pierre Hellebuyck, président d'AXA Asset Management

## « Les places financières européennes sont aujourd'hui les plus attractives »

L'assouplissement de la politique monétaire en Allemagne et les signes de reprise créent des conditions favorables pour les investisseurs

La vive hausse des marchés d'actions et d'obligations observée en Europe n'est pas sans fondement, selon Jean-Pierre Hellebuyck, président d'AXA Asset Management. La volonté de la Bundesbank de voir le dollar

s'apprécier et la crédibilité accrue de l'euro, dans un environnement de reprise économique modérée et de politiques monétaires accommodantes, sont autant de facteurs positifs pour les marchés financiers européens.

M. Hellebuyck estime également que Wall Street n'est pas à un niveau injustifié, en raison de la santé économique des États-Unis et de la prépondérance industrielle américaine dans le monde. A ses yeux, en revanche, le

comportement décevant de la Bourse de Tokyo depuis le début de l'année, en dépit d'un contexte financier très favorable, doit inciter à la prudence. Concernant les marchés émergents, M. Hellebuyck prône égale-

ment une certaine prudence. En effet, certains pays, comme la Malaisie ou la Thaïlande, connaissent des problèmes de déficits des paiements courants et de croissance trop basée sur l'immobilier.

Les marchés européens d'actions et d'obligations ont enregistré au cours des dernières semaines une forte progression. Cette euphorie vous paraît-elle dangereuse ?

« Il est vrai que le mouvement de hausse est rapide mais il n'est pas sans fondement. Un événement a eu lieu, cet été, en Europe, qui nous a rendu positifs : c'est le changement d'attitude de la Bundesbank par rapport à la surévaluation de sa monnaie. Elle a dit publiquement que le dollar pouvait monter par rapport aux monnaies du bloc européen. Cela nous a semblé être un facteur de déblocage pour les marchés financiers européens dans la mesure où l'une des causes des difficultés économiques, sur le Vieux Continent, tient à l'existence d'un groupe de monnaies un peu trop chères. La position de la Bundesbank s'est traduite dans les faits par un assouplissement, au milieu du mois d'août, de sa politique monétaire, qui s'est propagée aux autres pays européens.

« L'autre élément positif réside dans les signes de redémarrage de

aux alentours de 5 %, ce qui situe la corde rappel des taux longs en France autour de 5 %. A 5,9 % aujourd'hui, on ne se trouve pas à un niveau aberrant. Le mouvement de détente des taux longs peut donc se poursuivre en France, même si des corrections ne peuvent pas être exclues.

« Quel jugement portez-vous sur le niveau atteint par Wall Street ? Certains évoquent la formation d'une bulle spéculative...

« L'appréciation actuelle que les marchés financiers se font des États-Unis me rappelle un peu celle qu'ils se faisaient du Japon des années 80. A l'époque, les gérants estimaient que le Japon était le pays qui avait tout réussi. Le MITI était une organisation admirée, la stratégie économique japonaise était la bonne. Ce jugement positif se retrouvait dans le niveau des cours. Le marché japonais était très cher. Il est resté pendant plusieurs années avant qu'un grain de sable ne produise la chute historique que l'on connaît. Aujourd'hui, les États-Unis apparaissent aux yeux des investisseurs comme le pays qui a « tout bon » : un parcours sans fautes de la réserve fédérale américaine, une politique budgétaire en phase avec la politique monétaire, une croissance soutenue depuis plusieurs années, pas d'inflation, pas de chômage, des finances publiques saines. Au niveau des industries, l'Amérique exerce une domination mondiale dans près des trois quarts des secteurs. Enfin, il est manifeste qu'elle est en train d'imposer au reste du monde ses conceptions de l'économie. Le capitalisme anglo-saxon est en train de s'imposer face au capitalisme rhénan. Le marché le reconnaît. Il existe une prime sur le marché américain, mais elle n'est pas injustifiée et elle pourrait perdurer.

« Deux éléments pourraient venir perturber les marchés américains. Le premier pourrait être une moins bonne coordination entre les politiques budgétaire et monétaire. L'idéal, pour les marchés financiers, serait l'élection d'un président démocrate, un peu caliné dans ses velléités de dépenses par un congrès à majorité républicaine. Un congrès à majorité démocrate, qui ne pourrait pas excéder de contre-pouvoir sur les initiatives de Bill Clinton constituerait un point négatif.

« Un autre facteur déstabilisateur serait une nouvelle accélération de la croissance et l'apparition d'une surchauffe économique. Les marchés financiers affichent une certaine nervosité à l'égard des États-Unis parce qu'ils savent que depuis 1994 l'économie américaine progresse à un rythme supérieur à son taux de croissance potentiel à long terme. Si la surchauffe, accompagnée d'inflation, devait l'emporter, les marchés financiers seraient considérablement pénalisés. Ce n'est pas l'hypothèse que je retiens. Mon sentiment est que l'économie américaine est engagée dans un ralentissement progressif, qu'elle est en train de réussir une sorte d'atterrissage en douceur. C'est un bon scénario pour les investisseurs : la banque centrale n'aura pas besoin de resserrer beaucoup sa politique et les marchés obligataires devraient rester bien orientés.

« Vous privilégiez toutefois plutôt l'Europe ?

« Oui. Quand on voit ce qui s'est passé aux États-Unis, qui ont réussi à adapter leur économie au monde moderne, on se dit que l'Europe a un potentiel de croissance énorme. Il y a des gains de productivité considérables à espérer, qui ne sont pas vraiment pris en compte par les marchés financiers. Pour un boursier, il est toujours préférable de s'intéresser à des évolutions qui ne sont pas entièrement anticipées qu'à des situations où toutes les bonnes nouvelles sont déjà présentes. J'ai le sentiment que l'Europe est en train de bouger. Les réformes s'accroissent en Allemagne. La France, avec un petit peu de retard, et même si elle ne veut pas trop favoriser, est aussi sur la même voie. Je ne porte pas de jugement en termes politiques, mais en termes purement financiers, cette évolution est plutôt favorable.

« En Europe, l'Italie est certaine-

ment un marché à suivre de très près. Le gouvernement italien a engagé de gros efforts pour essayer de respecter les critères de Maastricht. Le marché obligataire est en train de le reconnaître, comme en témoigne la convergence des rendements obligataires allemands et italiens. Si l'assainissement se poursuit, l'écart suivant concernera le marché italien des actions, qui a pris du retard par rapport à ses homologues européens.

« La Bourse de Tokyo a eu un comportement décevant depuis le début de l'année. Comment l'expliquez-vous ?

« Les Japonais se sont rendus compte, au début des années 1990, qu'ils avaient créé une bulle financière. Ils ont voulu la faire éclater. Ils ont tellement bien réussi qu'ils ont, en même temps cassé, leur économie. Aujourd'hui, l'économie est sortie de récession mais elle a du mal à se redresser. Selon les critères classiques de la Bourse - une économie où l'argent est gratuit et où les taux longs sont très bas -, la Bourse de Tokyo devrait s'envoler. Ce n'est pas le cas. Il y a quelque chose qui ne

fonctionne pas dans le mécanisme et qui nous incite à une certaine prudence.

**En France, une personne qui détient des actions plus de dix ans est pratiquement assurée de faire mieux que les obligations**

Je pense toutefois que le Japon est un pays en pleine mutation. Le capitalisme à la japonaise est mort. Le passage à un capitalisme à l'anglo-saxonne, avec toute la déréglementation et la redistribution des cartes que cela suppose, est nécessairement délicat.

« De nombreux investisseurs sont tentés par les marchés émergents qui affichent des performances impressionnantes. Quelles précautions prendre ?

« Un facteur d'optimisme, en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, c'est de voir que des pays importants sont en train d'accéder à l'ère du développement. Il y a des pays qu'on dit émergents mais qui ne le sont plus : Hongkong, Singapour, la Corée du Sud... Cela vaut aussi pour l'Amérique du Sud. Quant aux marchés d'Europe de l'Est, ils constituent le meilleur placement de l'année. Il faut toutefois rester prudent. La Malaisie ou la Thaïlande, par exemple, nous font un peu peur parce qu'ils connaissent des problèmes de gros déficits des paiements courants et de croissance trop basée sur l'immobilier. La Chine, en revanche, qui a assaini son économie, nous paraît très attractive.

« Quelles sont aujourd'hui vos recommandations de portefeuille ?

« Chacun a des besoins différents. Le pourcentage théorique d'actions dans un portefeuille, dit-on parfois,

doit ainsi être égal à 100 auquel on soustrait l'âge de l'épargnant. Les actions restent, c'est certain, le meilleur placement dans une perspective à long terme. En France, une personne qui détient des actions plus de dix ans est pratiquement assurée de faire mieux que les obligations. Dans les pays anglo-saxons, cette période est de l'ordre de 5-6 ans.

Notre allocation d'actifs théorique - qui ne tient pas compte des contraintes de gestion de passif - est la suivante : 65 % d'actions (35 % en Europe, 10 % aux États-Unis, 10 % au Japon, 10 % sur les places émergentes) et 35 % d'obligations (deux tiers en France et en Allemagne, le tiers restant sur les marchés européens périphériques pour jouer la convergence des rendements). Notre portefeuille ne comprend pas de liquidités, celles-ci étant devenues trop peu rémunérées. Le temps où l'on pouvait, en France, « dormir » sur ses sacs de trésorerie est révolu. L'heure est au développement de l'épargne longue.

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommas

### Un des principaux gestionnaires d'actifs

Le groupe d'assurances AXA a, depuis plusieurs années, décidé de prendre une part de marché significative à l'échelle mondiale dans la gestion d'actifs. Une activité dans laquelle la concurrence est de plus en plus vive et qui oppose les gestionnaires de fonds professionnels américains comme Fidelity ou Templeton, les grandes compagnies d'assurances et les banques spécialisées dans les marchés financiers comme Merrill Lynch, Morgan Stanley ou Goldman Sachs. AXA a réussi à prendre une place importante dans ce métier et gère à la fin de 1995 pour compte propre ou pour compte de tiers un total de 1 347 milliards de francs. AXA Asset Management dirigé par M. Hellebuyck gère plus de 196 milliards de francs à la fin de 1995. L'essentiel des actifs gérés par AXA se trouvent aux États-Unis via ses filiales la Compagnie d'assurances Equitable et la banque Donaldson, Lufkin and Jenrette (DLJ). Au total, les sommes gérées outre-Atlantique approchent à la fin de 1995 les 1 000 milliards de francs.

L'activité économique en Europe. Des frémissements sont perceptibles dans toute une série d'indicateurs. Il ne faut pas s'attendre à un rebond violent mais à des taux de croissance de l'ordre de 2 %. Cette situation de reprise économique modérée, qui s'accompagne de politiques monétaires accommodantes et d'une Bundesbank désireuse de voir le dollar s'apprécier, est favorable aux marchés financiers européens.

« Enfin, la création de l'euro apparaît également plus crédible, ce qui se traduit, sur le plan financier, par une convergence des rendements obligataires. Les pays européens font de grands efforts budgétaires pour pouvoir adhérer à la monnaie unique. Une autre bonne nouvelle, pour l'avenir de la monnaie unique, est que l'économie allemande évolue désormais, à un trimestre près, en phase avec celle de la France. Cela ajoute à la crédibilité de l'euro.

« Craignez-vous une répétition du krach obligataire de 1994 ?

« A la fin de l'année 1993, il régnait un sentiment de boom économique un peu partout dans le monde. Les marchés obligataires avaient pris peur. Ils s'étaient d'ailleurs trompés puisqu'il n'y a finalement pas eu d'inflation. Aujourd'hui, l'économie américaine s'orientait plutôt vers un ralentissement, ce qui va à l'encontre d'une répétition du scénario de 1994. Les grandes périodes d'inflation, en fin, ont toujours suivi des périodes d'arrêt, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

« Un système s'équilibre quand les taux longs sont égaux à la croissance nominale d'un pays. La croissance potentielle, en France, se situe

**ASSURANCE VIE**  
Afer offre 7,44 % pour 1995

L'occasion du vingtième anniversaire de son association, Gérard Afer a rendu public le taux de réévaluation 1995 du contrat Afer : 7,44 % net (contre 7,72 % en 1994). Un rendement qui s'inscrit dans le peloton de tête de l'assurance vie en France, même si de nombreux autres contrats, un montant proche de celui de 1994.

**RENDMENT DE 7,44% POUR L'AFER EN 1995**

Le compte à versements libérés de l'association d'assurance vie Afer affiche un rendement net de 7,44 % pour 1995. Un taux bien supérieur à la moyenne, sur l'année, l'Afer a collecté 12,3 milliards de francs sur ces contrats, un montant proche de celui de 1994.

**L'Afer offre encore un rendement élevé**

Le rendement net de 7,44 % est le résultat d'une gestion prudente et d'un portefeuille diversifié. L'Afer a collecté 12,3 milliards de francs sur ces contrats, un montant proche de celui de 1994.

**En 20 ans, spécialistes et épargnants ont fait de l'Afer la référence en placement d'épargne-retraite !**

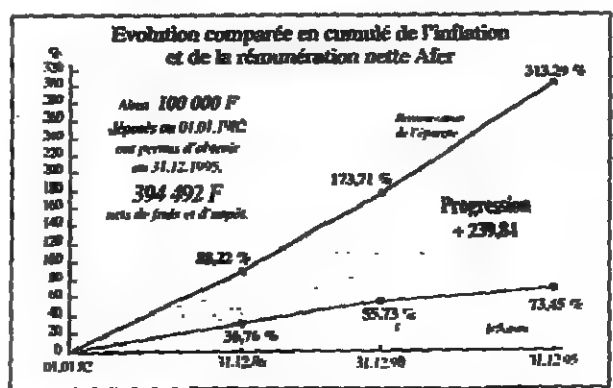
Une fois de plus, l'Afer, Association Française d'Épargne et de Retraite, a surpris les professionnels de l'assurance-vie. Ils devraient pourtant être habitués : chaque année, depuis sa création, le taux net du Compte à Versements et Retraits Libres Afer le place au tout premier rang des contrats d'épargne-retraite.

#### Des taux parfaitement sincères

Aujourd'hui, le taux distribué par l'Afer pour la rémunération des comptes de ses adhérents sert de référence. Annoncé parmi les tout premiers, il reflète un résultat sincère, représentant 100 % des bénéfices financiers réalisés par le fonds Afer. Une telle position exige une totale transparence. C'est pourquoi l'Afer publie chaque année l'ensemble de ses comptes et fait participer ses adhérents à la vie de l'Association : Assemblée Générale, Assemblées Régionales, La Lettre trimestrielle de l'Afer...

L'assurance-vie : plus que jamais, l'un des meilleurs placements actuels pour votre épargne-retraite

Le Compte Afer bénéficie des grands avantages, préservés, de l'assurance-vie : exonération des droits de succession et de l'imposition sur les plus-values, dans la plupart des cas.



**afer**  
DÉLÉGATION RÉGIONALE

#### Le secret du succès de l'Afer

Plus de 500 000 épargnants et bientôt 100 milliards de francs gérés : en 20 ans, le Compte Afer est devenu la référence incontournable dans le domaine de l'épargne-retraite.

Le secret ? Il réside dans sa formule même, celle d'une association d'épargnants, dont les représentants ont pour mission de défendre vos intérêts auprès des organismes financiers. En adhérant à l'Afer, vous bénéficiez aussitôt des atouts qui ont forgé sa popularité : liberté totale de retraits et de versements, distribution de 100 % des bénéfices financiers, sécurité d'un « effet de cliquer » qui fait que votre placement progresse toujours et ne redescend jamais.

Enfin, vous profitez de la sécurité apportée par la puissance des compagnies Abeille-Vie\* (Commercial Union) et Société d'Épargne Viagère\* (Suez), qui gèrent les fonds confiés, sous le contrôle des représentants de l'association.

Pour recevoir un Dossier d'Information gratuit sur le Compte Afer, renvoyez le Bon ci-dessous ou appelez le

**N° Vert 0 800 400 249**

**BON pour un DOSSIER D'INFORMATION GRATUIT**

à retourner à : SENAIFER - 87, rue Saint-Lazare, 75001 PARIS CEDEX 09

Veuillez m'adresser sans aucun engagement de ma part votre Dossier d'Information gratuit sur le Compte à Versements et Retraits Libres Afer

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : N° \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Tél. professionnel : \_\_\_\_\_ Tél. domicile : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Le présent bon est à retourner à SENAIFER - 87, rue Saint-Lazare, 75001 PARIS CEDEX 09



La progression des souscriptions tient plus à des transferts d'épargne qu'à l'ouverture de nouveaux contrats. La menace de suppression d'avantages fiscaux et la baisse des rendements diminuent le pouvoir d'attraction de ce placement

maintenant que l'assurance-vie semble dans la ligne de mire du gouvernement. Certes, les représailles fiscales se sont limitées à la suppression de l'avantage à l'entrée, mais rien ne permet d'affirmer qu'elles s'arrêteront là.

Reste à pouvoir vérifier la marge de la société où l'on a souscrit son contrat. Ce qui n'a rien d'évident. « Aujourd'hui, remarque un conseiller financier, non seulement il faut regarder le rendement annoncé, prendre en compte les différents

Depuis le 5 septembre, l'avantage fiscal à l'entrée (25 % des versements annuels dans la limite de 4 000 francs, plus 1 000 francs par enfant à charge), qui avait été maintenu pour les souscripteurs acquittant moins de 7 000 francs d'impôts, a été totalement supprimé. Seuls les contrats à primes périodiques souscrits avant le 20 septembre 1995 continuent de profiter de cette réduction. En revanche, les autres avantages fiscaux de l'assurance-vie ont été maintenus. L'épargne accumulée sur le contrat (capital et intérêts) est totalement exonérée d'impôts au bout de huit ans de détention (une sorte d'avant quatre ans se solde par une taxe de 39,9 % des intérêts, qui tombe à 19,9 % si le retrait a lieu entre quatre et huit ans).

En cas de décès du souscripteur, le bénéficiaire désigné, quels que soient ses liens de parenté avec l'assuré, touchera l'ensemble des fonds mobilisés sur le contrat hors droits de succession. Du moins si l'assuré avait moins de 70 ans au moment de la souscription. Dans le cas contraire, le capital sera assujéti aux droits de mutation s'il dépasse un seuil fixé à 200 000 francs.

contractants et ceux générés par les placements sur lesquels les contrats reposent.

La faillite, en juin, de la petite compagnie Prévoyance sociale-vie (filiale belge) n'a fait que confirmer ces craintes. Calculée à partir du ratio fonds propres sur engagements à l'égard des assurés, la marge de solvabilité des compagnies ne peut descendre en deçà d'un minimum réglementaire de 4 % (1 % pour les

**frais du contrat** - frais d'entrée, frais sur les versements (4-5 % en moyenne), frais de gestion annuels (de 0 % à 1 %) - et vérifier la concordance des taux servis sur le contrat depuis qu'il existe. Mais il faut, en plus, essayer de se renseigner sur la marge de solvabilité de la société qui vend le contrat. Cela finit par tenir du casse-tête chinois ! »

**Laurence Delain**

Les études régulièrement menées par le GAP (groupement des assurances de personnes) sur la clientèle de l'assurance-vie laissent apparaître que le marché demeure celui d'une épargne modeste. Agé, dans 55 % des cas, de plus de 50 ans, le souscripteur type est généralement retraité (44 % des souscripteurs), employé (19 %) ou cadre moyen (14 %), et beaucoup plus rarement cadre supérieur (3 %) ou membre d'une profession libérale (1 %). Il a souscrit, dans 55 % des cas, au guichet d'une banque, de La Poste ou d'une Caisse d'épargne. Son revenu brut annuel moyen est de 150 000 francs.

L'alimentation annuelle des contrats (23 100 francs en moyenne) dépend à la fois de la situation professionnelle (9 100 francs pour les ouvriers et 75 400 francs pour les chefs d'entreprise) et de l'âge du souscripteur (les montants annuels, qui sont de 8 700 francs chez les moins de 30 ans, passent à 32 000 francs pour les personnes de 70 ans et plus et à 39 000 francs pour les octogénaires).

tablent plutôt sur des rythmes de croissance annuelle de 5 % à 10 % pour les trois ou quatre ans à venir », ajoute-t-il. Une tendance qui reste d'ailleurs tout à fait favorable, mais marque néanmoins une rupture avec les années fastes du marché.

Incontestablement, l'assurance-vie a su se constituer de solides réserves de croissance depuis la fin des années 80. En onze ans, le

la récupération du capital et des intérêts en franchise d'impôts au bout de huit ans de détention, associée à l'exonération des droits de succession pour le bénéficiaire désigné en cas de décès du souscripteur, constituent un argument de poids en faveur de ce placement. Il a, par ailleurs, su satisfaire au let-

semble dans la ligne de notre politique de gouvernement. Certes, à l'heure actuelle, les représailles fiscales sont limitées à la suppression de l'avantage à l'entrée, mais rien ne permet d'affirmer qu'elles s'arrêteront là. Une modification de l'exonération des droits de mutation, un moment sérieusement envisagée, reste toujours possible. Quant au système des avances faites aux souscripteurs, dont nous espérons

**top souvent  
trats**

**PRINCIPAL ARGUMENT** commercial de l'assurance-vie, la possibilité de transmettre un capital en franchise de droits de succession à un bénéficiaire désigné (article L.132-12 du code des assurances) est paradoxalement souvent mal expliquée par les assureurs. Et donc souvent mal comprise par l'assuré.

« Le problème actuel est, hélas ! trop négligé au moment de la conclusion du contrat », déplore Arlette Darmon, responsable de la stratégie patrimoniale au sein d'une étude notariale parisienne. Et les notaires se retrouvent souvent face à des problèmes de clauses bénéficiaires mal rédigées qui ne correspondent pas aux volontés du défunt. Pressé de faire signer à son client un nouveau contrat, l'assureur soumet, dans la plupart des cas, au futur assuré un formulaire préimprimé où apparaît une clause bénéficiaire type qu'il lui fait signer sans prendre le temps de la lui expliquer.

Or, la formule la plus classique qui désigne généralement « mon

« Certains assurés pensent que cette clause permet à leurs enfants de récupérer le capital du contrat en franchise de droits si la mère venait à décéder à son tour », remarque un juriste du GAP (groupement des assurances de personnes).

est irrévocable (article L.132-9 du code des assurances). L'assuré ne peut plus revenir sur sa décision. Il ne peut même plus procéder à un rachat de son contrat sans l'autorisation du bénéficiaire. Or, comme le remarque Arlette Darmon, « rien ne permet d'affirmer que le bénéficiaire désigné au moment de la souscription sera toujours en bons termes avec l'assuré dix ou vingt ans plus tard ». Autant de problèmes que beaucoup d'intermédiaires négligent de signaler (si tant est qu'ils les connaissent).

Avant de cocher les yeux fermés une clause bénéficiaire standard, l'assuré, dans certains cas, a donc tout intérêt à consulter un notaire, voire à faire rédiger par celui-ci une clause sur mesure, en parfaite adéquation avec sa situation familiale, qui lui coûtera peut-être quelques centaines de francs (250 francs en moyenne pour un acte de ce type), mais lui économisera bien des problèmes à terme.

**L.D.**

## UN SPÉCIALISTE POUR FINANCER L'INVESTISSEMENT LOCATIF

**Success** Pour accompagner votre investissement dans la durée

- Un taux fixe attractif pendant les 5 premières années.
- La possibilité d'amortir plus rapidement votre prêt pendant la période de zone défiscalisation.
- La liberté de choisir ensuite tous les 5 ans, la formule de prêt, à taux fixe ou à taux variable, correspondant à votre situation personnelle.

**Transformable** Pour adapter votre prêt à l'évolution de votre patrimoine

- Des mensualités amortissables pendant la période de forte défiscalisation.
- La possibilité de passer en in fine (en totalité ou en partie) pour optimiser le montant des intérêts déductibles de vos revenus fonciers.

**Evolibree Plus** Pour bénéficier d'un taux de **5,20%**\* garanti la 1<sup>re</sup> année.

- Prêt à taux variable, convertible à tout moment en taux fixe
- Mensualités plafonnées à la hausse.

**Nos prêts à vous :** Le **PLI**, pour le Locatif Intermédiaire; le **PLI**, pour favoriser la transformation de Bureaux en Logements.

## Contactez-nous

**Directions régionales :**

**Bordeaux :** 05 57 81 48 84 • **Lyon :** 04 72 84 40 00  
**Marseille :** 04 91 16 07 07 • **Paris :** 01 40 20 35 54



\* L'entreprise de financement "Océaire Financ" Membre du pôle "400 000" Dirige : 15 ans. Appréciation personnelle de 20%. Taux d'intérêt : 2,20% pendant un an, puis taux libre indicatif majoré de 750P à 3 ans. Coût total : 290,07P (hors capital emprunté). Coût effectif global : 0,45 % (incluant l'incidence sur le taux de l'assurance décès, évolutif) (hors coût de travail, les taxes d'occupation du crédit et les taxes de constitution de garanties)

مكتبة المصطفى



minue

## Les fonds de pension pourraient détrôner l'assurance-vie

Les professionnels se veulent rassurants

L'ARRIVÉE en France des fonds de pension programmée pour 1997 pose la question de la concurrence avec l'assurance-vie. En empiétant directement sur le terrain de l'épargne retraite par capitalisation, jusqu'alors quasi-monopole de l'assurance-vie, la création de cette nouvelle forme de retraite complémentaire, ne risque-t-elle pas de faire de l'ombre au placement préféré des Français ?

La plupart des professionnels se veulent rassurants. Ils estiment que la fonction première des fonds de pension sera de pallier l'insuffisance à venir des régimes de retraite par répartition, en mettant en œuvre un système complémentaire d'épargne par capitalisation. Celui-ci existe déjà en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne ou aux États-Unis. « On cherche à créer un nouvel instrument d'épargne de long terme dont la finalité sera exclusivement celle de la retraite, ce qui n'est pas le cas des contrats d'assurance-vie souscrits le plus souvent dans une optique de transmission de patrimoine », explique Patrick Warin, membre du directoire de la CNP (Caisse nationale de prévoyance), leader français des assurances de personnes.

Certes, l'assurance-vie est souvent choisie pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la constitution d'un complément pour la retraite. Elle bénéficie d'avantages multiples (supplément des conditions d'épargne, taux de rémunération élevés, exonération des droits de succession, etc.), qui expliquent son succès (2 400 milliards de francs d'encours). Mais il s'agit tout de même aujourd'hui du principal moyen de constituer une retraite complémentaire par capitalisation.

Le problème, c'est que, comme le fait remarquer Patrick Warin, « la capacité d'épargne financière des Français n'est pas infiniment élastique ». Selon un récent sondage mené par le Ceneap (Centre national des études d'épargne), la majorité des épargnants jugent qu'il y a déjà « trop de choix en matière de placements ». Pour encourager la souscription de ces nouveaux fonds de pension, des arbitrages seront donc nécessaires. Rien ne permet d'affirmer que l'assurance-vie sortira indemne de l'opération. Le gouvernement a voulu rassurer en limitant les modifications fiscales de l'assurance-vie à la suppression de l'avantage à l'entrée. La durée minimum de fiscalité des avances sur contrat, allongement de la durée de souscription de huit à dix ans et

la création d'un seuil maximal d'exonération des droits de succession semblent momentanément écartés.

« Il semble difficile d'imaginer, remarque un professionnel, que le gouvernement prenne le risque de toucher au placement fétiche des Français (l'assurance-vie a absorbé plus de 60 % des nouveaux placements financiers des ménages en 1995) et ferme l'une des principales sources d'alimentation du marché obligataire. »

**CONFIANCE DES ASSUREURS**  
D'ailleurs, dans leur ensemble, les assureurs affichent une confiance sereine. Le projet des fonds de pension, soutenu depuis plusieurs années par la FPSA (Fédération française des sociétés d'assurances), représente pour la profession un véritable appel d'air dans un domaine de prédilection, celui de la gestion des ventes viagères.

Gérard Athias, le président de l'AFER, qui a construit son succès dans l'assurance-vie, se montre plus inquiet. « Pour faire passer ce projet et le rendre attractif, il va falloir écorner d'une façon ou d'une autre l'assurance-vie », affirme M. Athias. Et je vois déjà certains gros adhérents qui s'inquiètent et envisagent de sortir de leur contrat. »

Cette vision pessimiste n'est pas partagée. Au Gaipe, par exemple, autre association d'épargne-retraite, on préfère jouer la carte de la confiance en se préparant à « une diversification de l'offre et à une relance du marché de l'assurance-vie ». « La mise en place des fonds de pension servira de révélateur pour les Français quant à la préparation de leur retraite et cela risque de profiter en premier lieu à l'assurance-vie », souligne Marc Donville, directeur général du Gaipe.

Principaux distributeurs de produits d'assurance-vie par le biais de filiales spécialisées, les banques qui déclinent chaque année plus de 60 % de la collecte de nouveaux contrats, optent plutôt pour la prudence. « Dans la mesure où l'on ne connaît pas encore le projet définitif des fonds de pension, ni les modalités d'application auxquelles il sera soumis, nous ne pouvons rien dire », estime-on chez Fédica, la filiale agricole de Crédit agricole. Certains tentent de se rassurer. « Il y aura forcément des déplacements d'argent, reconnaît-on au Crédit mutuel, mais il est impossible de prévoir si l'assurance-vie sera la seule concernée. »

Laurence Delain

## Les critères à utiliser pour sélectionner son contrat

Les multisupports permettent en fait de gérer un portefeuille boursier sans payer d'impôt

La baisse des rendements obligataires et les inquiétudes, légitimes ou non, sur la pérennité des avantages fiscaux considérables de l'assurance-vie

amènent à considérer avec soin le choix d'un contrat. Une remise en cause, partielle ou complète, rétroactive ou non, des avantages de l'assurance-

vie est toujours possible. C'est donc l'investissement effectué par l'assureur pour le compte de son client qui doit faire l'objet des attentions de l'épargnant.

Plusieurs précautions doivent être prises. Le contrat doit ressembler à un contrat d'assurance-vie : l'épargnant prendra soin d'éviter de multiplier les mouvements au cours d'une seule année, achetant telle sica ou vendant telle autre, comme s'il gèrait son portefeuille boursier. L'autre solution est d'investir dans un fonds à pilotage automatique, un fonds de fonds. C'est l'assureur qui se charge d'arbitrer pour le compte de son client les investissements dans les différents véhicules d'épargne collective. Il peut à la souscription préciser s'il veut une gestion prudente, long terme, ou agressive.

### FRAIS D'ENTRÉE

Pour ne pas être requalifié par le fisc en contrat d'épargne - taxable sur les plus-values -, le contrat d'assurance-vie doit comporter un risque, notamment pour l'assureur. Le décès de l'assuré représente une première source d'incertitude. Les professionnels conseillent toutefois d'introduire un second aléa pour éviter que le contrat ne soit requalifié en contrat d'épargne : ils font souscrire à leurs clients un contrat dit « vie universelle ». Ce contrat stipule qu'en cas de décès l'assuré percevra au moins l'équivalent des sommes qu'il a versées. Autre précaution, le contrat devra être « vie entière ». Car si celui-ci est renouvelé au bout de huit ans, le fisc peut considérer qu'il y a un nouveau contrat et que c'est donc la fiscalité en vigueur ce jour-là qui s'applique, selon l'âge de l'épargnant.

Lors de son choix, l'épargnant doit veiller à ne pas payer trop de frais. Rien ne sert de bénéficier

d'un avantage fiscal si c'est pour le donner à sa compagnie d'assurances. Les frais d'entrée atteignent souvent 5 % de la somme placée. Pour une somme investie supérieure au million de francs, les droits ne doivent pas être supérieurs à 2 %. S'y ajoutent les frais de gestion, égaux à 1 % de l'actif géré par an, ainsi que des frais d'arbitrage lorsque l'épargnant décide de changer de sica. L'épargnant paie, en plus, les frais de gestion des sica ainsi que d'éventuels droits d'entrée.

Le coût du véhicule en annuité quasiment l'intérêt. Pour un investissement rapportant 8 % par an avec des droits d'entrée de 5 % et des frais de gestion de 1 % par an, l'épargnant possède au bout de huit ans, pour 100 francs investis, 161 francs, et vingt ans plus tard 356 francs. Le même épargnant qui a souscrit le même produit hors assurance-vie détiendrait au bout de huit ans 167 francs et 389 francs au bout de vingt ans, après avoir payé 20,9 % sur les plus-values. Pour être rentable, l'assurance-vie doit assurer un fort taux de retour sur investissement et ne pas durer trop longtemps. « Moralité : il faut souscrire et mourir rapidement après », explique un gestionnaire, pour qui l'avantage essentiel réside dans l'exemption de droits de succession.

Cette position doit être mesurée. Le contrat d'assurance-vie permet de faire des arbitrages en investissant dans un fonds puis dans un autre sans acquitter au passage les plus-values. Si l'on suppose qu'au bout de huit ans l'investisseur qui n'est pas dans un contrat d'assurance-vie cède sa sica et acquitte son impôt sur les

plus-values pour investir dans un nouveau fonds pour dix ans, il ne détiendrait au bout de vingt ans que 367 francs. Il n'empêche, l'assurance-vie, dans ces conditions, ne s'adresse pas à des particuliers de trente-cinq ans, son coût étant trop élevé. Mieux vaut gérer par exemple ses actions françaises dans le cadre d'un plan d'épargne en actions, exonéré de plus-values au bout de huit ans. Les versements dans un PEA sont cependant plafonnés à 600 000 francs et ne concernent que les titres français.

Dans son choix de contrat multisupport, le particulier doit veiller à investir dans les meilleurs fonds : les multisupports proposés par la BNP sont investis en fonds BNP, ceux de la Société générale en fonds Société générale, etc. Ces fonds maison ne sont pas nécessairement les meilleurs, mais permettent à leurs promoteurs d'encaisser de coquettes commissions... A noter un produit de Guardian baptisé Top Ten, qui sélectionne les fonds les plus performants de l'année précédente. Intéressant à condition que les gérants renouvellent leur exploit de l'année précédente, ce qui est loin d'être acquis. Attention aussi aux banquiers qui vous revendent les produits immobiliers qu'ils n'arrivent pas à placer auprès des épargnants ou font acheter discrètement des parts de SCPI. L'épargnant doit aussi veiller à ce que les titres investis en actions étrangères ne soient pas réduits à leur plus simple expression, les établissements français renâclant à investir en dehors de l'Hexagone.

Arnaud Leparmentier

repreneur

optimiser  
it - Périssol

## Le débat entre sortie en rente ou en capital pas encore tranché

LE DÉBAT n'est manifestement pas tranché au sein du gouvernement et agite beaucoup banquiers et assureurs : pour-t-on sortir exclusivement en rente ou aussi en capital les fonds d'épargne-retraite des salariés du secteur privé (fonds « pension ») ? Le premier ministre à l'inverse du ministre des finances, semble convaincu des avantages du libre choix entre les deux formules.

Selon François Charpentier, auteur de l'ouvrage *Retraites et fonds de pension*, la sortie en rente - qui était initialement choisie par le gouvernement - présente l'inconvénient d'« aliéner le capital » des souscripteurs. « En cas de décès prématuré, les héritiers n'ont droit à rien, les sommes épargnées, parfois depuis très longtemps, étant irrémédiablement perdues », souligne-t-il.

Selon les banques, les épargnants qui sous-estiment souvent leur espérance de vie, auraient tendance à préférer retirer leur capital dès leur départ à la retraite afin d'en profiter tant qu'ils sont en vie, puis à le transmettre à leurs héritiers après leur décès. La sortie en capital constitue « un argument de vente dont ne peuvent absolument pas se passer les fonds de pension dans leur phase de lancement », résume François Charpentier.

A l'inverse, « un versement en capital pourrait se révéler insuffisant si

le retraité vit très vieux et si le capital est entièrement consommé avant la fin de sa vie », ajoute-t-il. La rente permet, dans ce cas de figure, d'éviter que ne se retrouvent à la charge de la collectivité des personnes qui se seraient morales par trop imprévoyantes.

Conscient des avantages et des inconvénients des deux méthodes, le gouvernement pourrait choisir une formule de parachutage à l'anglaise : les retraités britanniques qui ont souscrit à un fonds de pension personnel peuvent, après leur départ à la retraite, retirer - dès qu'ils le veulent - jusqu'à 25 % des montants épargnés sous forme de capital non taxé, à condition qu'ils l'investissent, par exemple, dans l'immobilier. Le reste des sommes épargnées leur sera ensuite versé mensuellement ou annuellement sous forme de rente.

La sortie en rente est donc, en théorie, la forme la plus proche d'une pension de retraite, la sortie en capital s'apparentant plutôt à d'autres produits d'épargne tels que l'assurance-vie. Les compagnies d'assurances, favorables à la sortie en rente, en ligne avec leur métier, et les banques, partisans de la sortie en capital pour la raison exactement inverse, évitent de déterminer en public la hache de guerre avant de connaître les projets exacts du gouvernement.

## Des avantages fiscaux toujours conséquents

● En cas de décès de l'assuré, les sommes seront toujours transmises à la personne de son choix sans payer de droits de succession. Si le souscripteur a plus de 70 ans, il ne peut investir plus de 200 000 francs en franchise de droits.

● La sortie de contrat. Jusqu'à présent, au bout de huit ans, l'assuré pouvait récupérer tout ou partie de sa mise sans être imposé sur les plus-values. Il n'avait qu'à acquitter le remboursement de la dette sociale (0,5 %). Pour récupérer son investissement avant quatre ans, l'investisseur était taxé sur les plus-values au taux de 39,9 %. Entre quatre et huit ans, ce taux était réduit à 19,9 %. Le projet de loi de finance pour 1997 prévoit que les contrats d'assurance-vie seront désormais soumis à la CSG. Compte tenu du relèvement de cette dernière, le taux de taxation devrait passer de 39,9 % à 40,9 % pour un investissement d'une durée inférieure à quatre ans, de 19,9 % à 20,9 % entre quatre et huit ans, de 0,5 % à 3,9 % ensuite.

● L'avantage fiscal à l'entrée de ces contrats devrait être définitivement supprimé. Jusqu'à présent, les souscripteurs de contrats d'assurance-vie qui payaient moins de 7 000 francs d'impôt par an pouvaient déduire de leur impôt sur le revenu 25 % des sommes versées, dans la limite de 4 000 francs, plus 1 000 francs par enfant à charge.



La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque

## Meilleure banque pour la gestion de SICAV sur 1 an et sur 5 ans

"Mieux Vivre Votre Argent"

a récompensé nos performances en nous décernant deux Corbeilles :

Corbeille d'Or  
1996



Gestion sur 1 an

Corbeille Long Terme  
1996



Gestion sur 5 ans

1987 : classée 1<sup>re</sup>  
1990 : classée 3<sup>ème</sup>  
1992 : classée 2<sup>ème</sup>  
1994 : classée 1<sup>re</sup>

Vous pouvez envoyer votre carte de visite au :  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Fax 01 40 17 24 42

CONTINUITÉ DANS LA PERFORMANCE



## Le Parlement débattrà à l'automne des « fonds de pension à la française »

Les divergences sont nombreuses entre les élus et le ministère de l'économie et des finances

La création de fonds de pension en France s'annonce difficile. Le débat reprend de plus belle entre partisans de la sortie en rente et ceux de la sortie

en capital. Pour les assureurs, la rente est le mode de sortie le plus logique. Les banquiers plaident pour une sortie en capital avec un argument fort :

c'est le mode de sortie préféré des épargnants qui, souvent, y voient le meilleur moyen de transmettre un patrimoine à leurs héritiers.

**TOUT ARRIVE :** le Parlement débattrà, le 28 novembre, d'une proposition de loi du groupe UDF relative à l'épargne-retraite. Arièsienne de la politique française, les fonds de pension pourraient donc finalement voir le jour en 1997.

Pourtant, la majorité parlementaire était divisée sur ce sujet. C'est ainsi que le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a tenté de présenter, début septembre, son propre projet de loi malgré la proposition de l'UDF. Alain Juppé ayant finalement tranché en faveur du texte d'origine parlementaire, celui-ci servira de base de discussion, même si, à la suite de consultations des partenaires sociaux, Jean Arthuis devrait pouvoir l'amender. Cette proposition de loi, dont le rapporteur est Jean-Pierre Thomas (UDF, Vosges), a déjà subi le feu de la discussion générale fin mai. Le débat ne devrait donc porter que sur les amendements.

En l'état actuel, la « proposition de loi relative à l'épargne-retraite » comporte trente articles. Dès le deuxième, elle indique que le plan d'épargne-retraite « ouvre droit au paiement d'une rente viagère » mensuelle. Mais la sortie en capital est possible pour les rentes dont le montant mensuel est inférieur à 300 francs. Si Jean Arthuis est hostile à une sortie en capital, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a obtenu que cette possibilité soit laissée aux intéressés.

Entre les deux modes de sortie, le débat semble inévitable. Pour les assureurs, la rente est le mode de sortie le plus logique pour un produit de retraite qui doit assurer à l'individu une garantie de revenu. En revanche, les banquiers, peu habitués à ce mode de gestion, plaident pour une sortie en capital avec un argument fort : c'est le mode de sortie préféré des épargnants qui, souvent, y voient le meilleur moyen de transmettre un patrimoine à leurs héritiers.

Comme le précise Jean-Pierre Thomas, dans l'entretien qu'il nous a accordé, un amendement devrait permettre aux épargnants de toucher un capital représentant le quart ou le cinquième des mon-

nants épargnés. Si un plan d'épargne-retraite peut être souscrit par une personne physique pour une durée de dix ans renouvelable, la proposition de loi prévoit que l'adhésion « peut être décidée par voie d'accord collectif interprofessionnel, professionnel ou d'entreprise, ou à la suite de la ratification, à la majorité des intéressés... ».

La durée des plans d'épargne-retraite-entreprise est alors égale à la durée du contrat de travail, mais la participation à ce type d'épargne reste facultative. En cas de rupture du contrat, « les droits acquis par un affilié au titre d'un plan d'épargne-entreprise sont, sur sa demande, soit maintenus sur ce plan, soit transférés sur un autre plan avec les produits capitalisés correspondants ».

**Seulement 34% des cadres, 29% des employés et 18% des ouvriers sont prêts à confier leur épargne-retraite à leur employeur**

Pour gérer ces plans, des « fonds d'épargne-retraite » seront agréés par le ministère de l'économie. Si Jean Arthuis entendait soumettre ces organismes au code des assurances et donc exclure les mutuelles, la proposition de Jean-Pierre Thomas donne gain de cause à ces dernières. Pour obtenir l'aval de Bercy, ces organismes devront avoir créé une société anonyme avec un comité de surveillance, composé, pour au moins la moitié de ses membres, de représentants des affiliés. Ce comité sera habilité à saisir le procureur de la République ou le tribunal de commerce de toute anomalie constatée dans la gestion du fonds.

Le texte prévoit également que

« les cotisations versées sur un plan d'épargne-retraite par l'employeur peuvent être réinvesties sous forme de titres émis par l'entreprise. Les cotisations versées par les salariés d'une entreprise ne peuvent être réinvesties sous forme de titres émis par l'entreprise qu'à concurrence de 20 % de leur montant. Dans le cas d'entreprises dont les titres sont admis à la négociation sur le marché financier, le fond d'épargne-retraite investit au moins 10 % et au plus 30 % des sommes versées par l'employeur, sur sa demande, sous forme d'actions de l'entreprise ou de titres assimilables à des fonds propres dans son bilan. Un décret fixe la proportion et les modalités d'investissement dans les sociétés non cotées ».

Enfin, le dernier chapitre du texte qui sera soumis au Parlement est consacré à la question controversée des dispositions financières. Avec la rente, la décapitalisation se fera à l'entrée. La contribution d'un salarié sera donc déduite de son impôt sur le revenu et l'abondement d'un employeur sera déduit, au moins partiellement, de l'impôt sur les sociétés. Si les parlementaires prévoient d'exonérer les sommes versées sur un plan d'épargne-retraite dans la limite d'un plafond égal à 20 % du plafond annuel retenu pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale, Jean Arthuis refuse, pour le moment, de s'engager sur ce point essentiel.

Une autre question reste à régler : le sort des personnes non-imposables. La proposition de loi précise que les contribuables peuvent opter pour le versement d'une prime égale à 20 % des sommes investies dans des plans d'épargne-retraite dans la limite de 3 500 francs par an, mais ce point n'est pas non plus acquis.

Les divergences au sein de l'UDF ne se limitent pas au duo Arthuis-Thomas : Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a récemment rappelé qu'il entendait bien établir un lien entre les plans d'épargne-retraite et les plans d'épargne-entreprise. Alors que Jean-Pierre Thomas estime que les deux systèmes doivent rester distincts, Jacques

Barrot, qui préside le conseil supérieur de la participation, a rappelé la nécessité de constituer une épargne de long terme, distincte du plan d'épargne d'entreprise actuel mais « prolongement » en quelque sorte celui-ci, indépendamment de la forme du retour escompté par le salarié.

Chacun se demande aujourd'hui quelle épargne les « fonds de pension à la française » vont drainer. Dans un récent colloque, André Babeau, spécialiste de ces questions, a rappelé que seulement 34 % des cadres, 29 % des employés et 18 % des ouvriers se disent prêts à confier leur épargne-retraite à leur employeur. Le goût des Français pour le risque est actuellement limité : si 16 % des Français étaient prêts à acquiescer des titres d'une future entreprise privatisable en 1994, ils ne sont plus que 6 % dans ce cas en 1996.

De son côté, Patrick Artus, directeur des études économiques et financières à la Caisse des dépôts, fait remarquer que les ménages préfèrent actuellement les liquidités et l'assurance-vie aux actions. Non seulement les Français ne veulent pas ajouter un risque financier à un risque professionnel (perte de leur emploi) mais cette épargne correspond aux besoins du secteur public. « Les entreprises sont en excès de financement (...) Dès lors, nous ne souffrons pas d'une insuffisance en épargne longue ni même d'une insuffisance en épargne risquée, puisque les entreprises elles-mêmes sont préleveuses (70 milliards de francs en 1995, 110 milliards en 1996 et probablement 300 à la fin du siècle). À l'avenir, les enjeux pour l'épargne porteront donc essentiellement sur son internationalisation et non sur son orientation vers les entreprises ou vers l'épargne longue », analyse ce spécialiste, dont les propos sont rapportés par Protection sociale informations.

Autant dire que les inconnues qui planent sur les plans d'épargne-retraite seront loin d'être levées à la fin du marathon parlementaire.

R. Le

## L'épargne salariale est menacée à terme par les fonds de pension

Elle remporte pourtant un succès grandissant

L'ÉPARGNE salariale gagne du terrain dans les entreprises françaises. La réforme de l'intéressement en 1986, la mise en place des plans d'épargne d'entreprise (PEE) la même année et l'abaissement à 50 salariés du seuil à partir duquel la participation est obligatoire ont considérablement dopé ces mécanismes, qui représentaient, en 1995, près de 200 milliards de francs investis. A terme pourtant, l'épargne salariale pourrait être menacée par le lancement de fonds de pension à la française. Et cela même dans le cas où une fraction seulement de l'épargne salariale est investie dans des produits assurant un complément à la retraite par répartition.

En tout cas, les grands principes de fonctionnement de l'épargne salariale ne sont pas encore aussi connus que ceux du Livret A. Des caisses d'épargne, ou même d'un contrat d'assurance-vie. Pourtant, sur le seul plan de la performance du placement, ce type particulier d'épargne mérite l'attention.

Le PEE, qui est le réceptacle obligé de l'intéressement et d'une part non négligeable de la participation (le reste étant en comptes courants), présente de nombreux atouts. A commencer par le fait qu'après cinq ans de blocage des fonds capital et intérêts peuvent être retirés sans aucun prélèvement fiscal ou social. Et cela quelle que soient les sommes en jeu. Tout au plus le salarié peut-il être amené à payer des frais d'entrée dans le FCPE (fonds commun de placement d'entreprise), qui sont pratiquement toujours plus faibles que ceux des SICAV, pour des performances dans l'ensemble comparables. L'épargne salariale se décline avant tout entre participation et intéressement.

● La participation (aux bénéfices) est obligatoire lorsqu'une entreprise emploie plus de 50 salariés et dès que son troisième exercice d'exploitation est effectué. Une réserve spéciale de participation peut être constituée dans une entreprise, même si elle ne répond pas à ces deux critères. La participation se met en place après un accord signé par le comité d'entreprise ou les organisations syndicales. Il existe un minimum légal de participation, qui se calcule selon une formule compliquée prenant en compte les bénéfices de l'entreprise, ses capitaux propres, la masse des salaires versés et la valeur ajoutée. Les partenaires sociaux peuvent déterminer une formule de calcul dérogatoire, à condition qu'elle respecte la règle de l'équivalence des avantages. En cas de défaut d'accord, des dispositions contraignantes (blocage en compte courant pendant huit ans avec rémunération fixée par arrêté) sont appliquées.

Tous les salariés bénéficient de la répartition de la réserve spéciale de participation, à condition d'être au moins depuis six mois dans l'entreprise. Il existe deux modes de placement de la participation : sous forme de compte courant bloqué investi dans l'entreprise, qui sert en contrepartie un intérêt ; dans un fonds commun de placement investi sur les marchés financiers à l'extérieur de l'entreprise. Les revenus et plus-values sont réinvestis et capitalisés.

Les droits issus de la participation ne sont pas soumis aux charges sociales. Lorsque l'accord prévoit un blocage des fonds pendant cinq ans, la participation, les plus-values et les revenus réinvestis sont exonérés d'impôts. Si l'accord stipule que le blocage des fonds est de trois ans, participation et revenus réinvestis sont soumis à l'impôt à hauteur de 50 %, les plus-values bénéficiant toujours d'une exonération à 100 %.

Si l'entreprise a un plan d'épargne d'entreprise et si l'accord le prévoit, le salarié peut demander le versement de ses droits dans le plan. Dans ce cas, les sommes sont bloquées cinq ans. À l'échéance, le salarié peut maintenir ses avoirs dans le fonds commun de placement. Les avantages fiscaux liés à la durée du blocage sont maintenus. À l'échéance d'un compte courant

bloqué, le salarié peut demander le transfert de ses parts dans un plan d'épargne.

Il existe des cas de déblocage anticipé possibles à l'occasion du décès, du mariage, de la rupture du contrat de travail ou de mesures spécifiques comme celles annoncées par le gouvernement Juppé pour relancer la consommation.

● L'intéressement n'est pas obligatoire, comme l'est la participation. Il s'agit d'une formule facultative qui doit faire l'objet d'un accord entre les partenaires sociaux. Tout ou partie du personnel peut être concerné par cet accord. L'intéressement est lié soit aux résultats, soit aux performances de l'entreprise, notamment en matière de productivité. Le montant global de l'intéressement ne doit pas dépasser 20 % de la masse salariale brute, et un salarié ne peut recevoir plus de la moitié du plafond annuel moyen de la Sécurité sociale.

**Sur le seul plan de la performance du placement, ce type particulier d'épargne mérite l'attention**

Dans tous les cas, l'intéressement doit conserver un caractère collectif. Les sommes perçues au titre de l'intéressement ne sont pas soumises aux charges salariales. Si elles sont versées dans un plan d'épargne d'entreprise, elles ne sont pas soumises à l'impôt dans la limite de la moitié du plafond annuel moyen fixé par la Sécurité sociale. En contrepartie de ces avantages fiscaux, les sommes sont bloquées cinq ans, mais peuvent bénéficier des cas de déblocage anticipé prévus pour la participation.

L'intéressement présente aussi des avantages fiscaux importants pour les entreprises. Les sommes attribuées aux salariés sont déductibles du bénéfice imposable. Elles ne sont soumises ni à la taxe sur les salaires ni aux cotisations patronales. Elles n'entrent pas en compte pour les indemnités de rupture du contrat de travail.

● Le plan d'épargne d'entreprise (PEE) est le moyen privilégié pour investir les sommes provenant de la participation et de l'intéressement. Il s'agit d'un système d'épargne collectif et facultatif permettant aux salariés de constituer un portefeuille de valeurs mobilières en bénéficiant à la fois d'avantages fiscaux et d'une aide éventuelle de leur entreprise (abondement). Le plan d'épargne peut être mis en place à l'initiative de la direction d'entreprise ou par négociation avec les partenaires sociaux. Tout le personnel est concerné et, sous certaines conditions, les retraites y sont prélevées.

L'adhésion au plan d'épargne doit faire l'objet d'un engagement volontaire annuel du salarié. Il est alimenté par : des versements libres des salariés, les primes d'intéressement, qui échappent ainsi à l'impôt, l'aide de l'entreprise ou l'abondement aux versements libres ou à l'intéressement, la participation, qui ne peut être abotée, et les sommes issues de comptes courants bloqués arrivant à échéance.

L'abondement peut atteindre, au maximum, 15 000 francs par an et par salarié, voire 22 500 francs dans le cas d'investissements en valeurs de l'entreprise (actions ou certificats d'investissement). Il ne peut excéder plus de trois fois le versement du salarié.

L'abondement, qui n'est pas un salaire, n'est pas soumis aux charges salariales et à l'impôt. Les revenus et plus-values dégagés par le plan géré en fonds commun de placement sont exonérés d'impôt sur le revenu. La contrepartie des avantages fiscaux est un blocage des fonds pendant cinq ans.

R. L.

Jean-Pierre Thomas, député (UDF, Vosges), auteur de la proposition de loi sur l'épargne-retraite

### « Il y aura une possibilité de sortie en capital »

« Alors que votre proposition de loi sur l'épargne-retraite a déjà été discutée à l'Assemblée nationale fin mai, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a présenté son propre projet début septembre. Finalement ce sera votre texte qui sera examiné fin novembre. Pourquoi cette cacophonie ?

— Il est clair que c'est la première fois dans notre pays qu'un texte aussi important émane de l'Assemblée nationale. Donc cela dérange un certain nombre d'habititudes où le gouvernement et la technocratie émettent des propositions que le pouvoir législatif amende à la marge. Dans ce cas présent, la représentation nationale a fait un travail très sérieux. Avec, à l'époque, Jacques Barrot, président de la commission des affaires sociales, et Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, nous avions voulu montrer que l'objet de cette affaire est social : c'est la retraite.

— Pour différentes raisons que le Livre blanc de Michel Rocard a bien montrées, le système actuel va connaître des difficultés vers 2010-2015. Même les dirigeants des régimes complémentaires reconnaissent qu'on ne peut pas offrir, comme seule alternative aux Français, la baisse du taux de remplacement ou l'augmentation du taux ou de la durée de cotisation. Socialement ce n'est pas acceptable et économiquement c'est néfaste.

— Alors que l'espérance de vie augmente d'un trimestre par an, c'est une deuxième vie qui commence à soixante ans. La baisse du pouvoir d'achat de toute

cette population n'est pas envisageable. Il est donc nécessaire de créer, non pas un troisième pilier qui concurrencie les deux premiers, mais une troisième marche qui complète les deux précédentes, fondées sur la solidarité : le régime de base de la Sécurité sociale et les régimes de retraite par répartition. La troisième pérennise les deux autres. C'est un système d'épargne qui, à la différence des deux précédents, ne contribue pas au versement des retraites actuelles mais au versement des retraites de demain. Nous préparons l'avenir. Ce la fait partie de notre responsabilité d'élus.

— Chacun doit se sentir concerné par ce dossier. C'est le supplément-retraite pour tous les Français. Les fonctionnaires peuvent cotiser à la Préfon. Ceux qui exercent une profession libérale disposent de la loi Madelin, même s'il faudra sans doute la remettre au goût du jour. Bientôt, les salariés disposeront du plan d'épargne-retraite. Si leur patron accepte de l'abonder : tant mieux. S'il refuse, les salariés bénéficieront, malgré tout, de la déduction fiscale, des règles prudentielles et de l'accès direct. Tous les salariés sont concernés. Cette troisième marche est universelle bien que facultative.

— Alors que le premier ministre souhaite une possibilité de sortie en capital, votre texte prévoit, surtout, une sortie en rente. Qu'allez-vous décider ?

— Le texte que nous avons préparé n'est pas parfait. C'est pourquoi, en tant que rapporteur de la commission des finances, je renvoie l'ensemble des partenaires

sociaux, les assureurs, les praticiens, Bercy, et, le moment venu, je proposerai un certain nombre d'amendements. L'objectif reste de permettre les sorties en rente. Mais il y aura une possibilité de sortie en capital, vraisemblablement limitée à 20 % du plan d'épargne-retraite, pour laquelle l'épargnant pourra opter trois ou cinq ans avant la retraite avec une fiscalité appropriée. Cela donne une souplesse à la formule, et j'y suis favorable. Ce qui est important c'est qu'il y ait un consensus. C'est pourquoi je suis ouvert pour que les banques, les assureurs mais aussi les sociétés mutualistes, les sociétés de prévoyance, la Caisse des dépôts puissent figurer parmi les gestionnaires en créant des structures dédiées qui permettent la transparence.

— Avec le gouvernement, nous travaillons sur un autre thème : le coup de pouce fiscal à l'entrée. Pour ma part, je pense qu'un pourcentage du salaire avec un plafond serait la formule la plus simple, mais cela reste en discussion. Il faut que, pour les salariés, il y ait déduction fiscale et également exonération de charges sociales tant pour le salarié que pour l'employeur, mais ce point fait également l'objet de discussions.

— Quels sont les autres points en débat ?

— Il faut réorienter l'épargne, non seulement vers le financement de la puissance publique, mais aussi vers les fonds propres de nos entreprises. C'est assez facile pour les sociétés cotées, et nous sommes en train de réfléchir à un mécanisme pour le finance-

ment des PME qui abondent l'épargne-retraite de leurs salariés, tout en utilisant, je tiens à le préciser, un système de gestion externe. Je ne suis pas favorable à la gestion interne, à l'allemande. Il faut donc financer l'économie avec un système prudentiel très fort qui repose sur un contrôle paritaire et une grande transparence.

— Quelle sera l'importance de l'épargne drainée par ce mécanisme ?

— Il y aura un léger transfert de l'assurance-vie à cause des avantages à l'entrée. Je pense qu'il y aura une montée en charge assez rapide. Il y a actuellement 2 400 milliards de francs en assurance-vie. A terme, l'épargne-retraite pourrait drainer 500 à 600 milliards de francs. L'épargne liquide se caractérise par le prélevement libératoire, l'épargne contractuelle (PEA, assurance-vie) par des exonérations à la sortie et l'épargne-retraite, par une déduction fiscale à l'entrée. Ce sont trois systèmes complémentaires. Il est vrai que l'assurance-vie a servi de pis-aller pendant de longues années, mais c'est un produit trop compliqué.

— Vous ne parlez pas des plans d'épargne-entreprise (PEE). Y aura-t-il un système pour passer du PEE au plan d'épargne-retraite ?

— Il faut laisser fonctionner les plans d'épargne-entreprise, qui sont un système différent. A priori, les PEE sont des systèmes à part. Il ne faut pas tout mélanger.

Propos recueillis par Frédéric Lemaître



## La remontée de l'or est déjà de l'histoire ancienne

Le cours de l'once de métal jaune, après être brièvement passé au début de l'année au-dessus des 415 dollars, est revenu à 380 dollars. Le mouvement a été provoqué par une chute de la demande et a été amplifié par des craintes de gonflement de l'offre

L'effritement des cours de l'or qui se poursuit sans discontinuer depuis le mois de mars - mardi 8 octobre, l'once se négociait, à Londres, à 380,85 dollars - est la conséquence de la désaffection des finan-

ciers. Ils ont parié au début de l'année sur un redressement durable des prix du métal jaune, compte tenu d'une distorsion croissante entre l'offre et la demande. Cette dernière s'est finalement ralentie

dans le monde, principalement en Asie, où les particuliers japonais et chinois ont réduit leurs achats de lingots, de pièces et de bijoux. L'offre a également joué dans ce mouvement de baisse. La crainte de

voir le Fonds monétaire international (FMI) opérer des ventes massives de son stock a complètement changé la donne. D'autant plus que les experts pronostiquent maintenant, pour 1997, une aug-

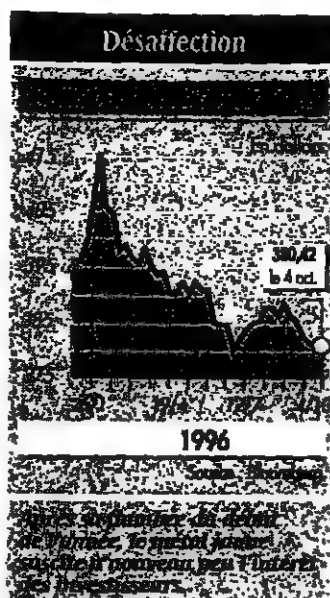
mentation de 3 % de la production de métal jaune. Du coup, la spéculation a brutalement reflui, et l'or est retombé dans un anonymat qu'il connaît depuis de longues années.

L'ATTRAIT pour l'or n'aura duré que le temps du premier trimestre. L'once (31,1 grammes) est tombée sous son niveau du début de l'année. Mardi 8 octobre, elle se négociait, à Londres, à 380,85 dollars, en retrait de 2 %, comparé aux 389,15 dollars enregistrés le 2 janvier 1996.

Le métal jaune a donc perdu tous ses gains après un début d'année mouvementé. Sortant de deux ans et demi de torpeur, il franchissait à la hausse la barre des 400 dollars le 22 janvier, une première depuis août 1993.

Pendant plus d'un mois, le cours restera au-dessus de ce niveau, et culminera le 2 février à 414,8 dollars le 5 février. Cependant, dès le mois de mars, il repassait sous la barre des 400 dollars, tombant à son plus bas de 380,42 le 10 avril.

Aux premiers jours d'octobre, le prix de l'or s'est un peu plus effaibli, déprimé par la possibilité étudiée par le FMI (Fonds monétaire international) de vendre une partie de ses réserves aurifères pour alléger la dette des pays les plus



peu. Les investisseurs redoutaient alors que ce projet conduise à vendre 5 millions d'onces, soit environ 160 tonnes de métal, ne crée un précédent et soit suivi

de cessions du même type par le FMI dans les années à venir. La Grande-Bretagne et les États-Unis y sont favorables, mais l'Allemagne bloque la situation.

Les spécialistes du marché de l'or observent, cependant, que la vente de 203 tonnes d'or en mars par la Banque de Belgique n'a pas eu d'effet important sur les cours. Une nouvelle fois, la question controversée a été repoussée à plus tard, le FMI a encore préféré différer sa décision.

Dans son rapport publié au début du mois de septembre, le groupe de recherche londonien Gold Fields Mineral Services (GFMS) estime que le mouvement de désaffection constaté depuis le mois de mars trouve ses racines en Asie. Ce recul s'explique en partie par « la chute de la fabrication de bijoux, pièces et lingots ».

Les Japonais sont de moins en moins nombreux à acheter de l'or en barres. En Chine, les achats d'or par les particuliers ont tendance à reculer, ralentis par la forte hausse des tarifs pratiqués par les bijoutiers. La poursuite du

programme d'austérité économique a pesé sur le pouvoir d'achat de la population. De plus, la stabilisation du yuan a rendu moins pressant pour les particuliers l'achat de métal précieux pour compenser la perte de valeur de la monnaie.

**Ce recul s'explique en partie par la chute de la fabrication de bijoux, pièces et lingots en Asie**

En Europe, les achats dans les bijouteries européennes ont diminué au premier semestre 1996, en raison du « déclin économique, du chômage et du climat social », explique le GFMS.

Sur les marchés des matières premières, l'once pâtit du désintérêt des grands investisseurs internationaux. « Ils paraissent aujourd'hui préférer les matières premières agricoles (café, cacao, sucre, etc.), qui sont beaucoup plus fluctuantes, et les marchés boursiers », explique Steward Murray l'un des auteurs de ce rapport.

Au début de l'année, les fonds d'investissement s'étaient vivement intéressés à ce marché. Leurs spéculations ont participé à l'amplification de la hausse.

Sur le plan de l'offre, pour la première fois depuis deux ans, la production mondiale remonte la pente grâce à une augmentation de l'extraction en Australie et au Canada qui compense le déclin de la production sud-africaine.

Evoquant les perspectives de 1997, le Bureau australien des ressources économiques et agricoles (Abare), estime que la production mondiale devrait progresser de 3 % en 1997, grâce aux exploitations en Chine, en Indonésie et au Brésil.

De son côté, l'Afrique du Sud

semble avoir mis un terme à la baisse de sa production, observée ces dernières années.

En Australie, la production a augmenté de 10 % entre juin 1995 et juin 1996, à 272 tonnes, et pourrait progresser de plus de 9 % au cours de la saison 1996-1997, à 297 tonnes. Cependant, selon l'Abare, cette reprise est absorbée par une rapide augmentation des réserves d'or, due aux meilleures performances de l'industrie aurifère australienne.

Pour 1997, « le prix de l'or devrait se stabiliser autour de 391 dollars. La forte hausse attendue de la production des mines d'or devrait en effet être compensée par une augmentation de la demande », indique le rapport.

Selon ces experts, au terme de cette année, les cours devraient connaître une modeste hausse par rapport à 1995, s'établissant autour d'un cours annuel moyen de 392 dollars l'once, soit un gain de 2,1 %. Mais il pourrait rester stable l'an prochain.

Dominique Gallot

## Le Livret A est victime d'une certaine désaffection

C'EST ENCORE l'un des produits d'épargne fétiches des Français puisque 48 millions de personnes en possèdent un. Mais peut-on encore dire longtemps qu'il est leur favori ? A fin septembre, la décollecte du Livret A a atteint 70 milliards de francs, selon des chiffres provisoires, dans les deux réseaux de La Poste et des Caisses d'épargne. On assiste donc à une décline régulière depuis février, date à laquelle le taux de rémunération du Livret A (et du Livret bleu du Crédit mutuel) est passé de 4,5 % à 3,5 %. La création du Livret Jeune, début avril, a aggravé cette tendance. Pour les cinq premiers mois de l'année, la décollecte atteignait 62 milliards de francs. Fin août, elle était de 69 milliards. Certes, les mois des vacances sont traditionnellement mauvais pour le Livret A.

**A la fin septembre, la décollecte a atteint 70 milliards de francs**

Les retraits effectués pour bouclier les fins de mois n'expliquent pas tout, loin de là. Le volume des transferts d'un produit d'épargne à un autre en atteste. Ainsi, la collecte du Livret d'épargne populaire (LEP), mieux rémunéré (4,75 %) et également en franchise d'impôt, est passée à 34 milliards de francs entre janvier et août, contre 800 millions de francs au cours de la même période de 1995. Le Plan d'épargne-logement (PEL) a recueilli 37 milliards de francs pendant les huit premiers mois de l'année, contre 10 milliards en 1995. L'assurance-vie, quant à elle, et ce malgré la modification de sa fiscalité à l'entrée, a connu une progression remarquable toujours sur cette même période : plus de 30 milliards de francs en 1996, contre 23,5 milliards en 1995.

Le plus étonnant, c'est que les retraits de Livret A se sont traduits par certains transferts vers des sicav monétaires, qui offrent aujourd'hui, dans leur grande majorité, des performances inférieures à celles du Livret A. Leur rendement atteint à peine 3,5 %, il ne bénéficie pas des avantages fiscaux du Livret A et se trouve parfois pénalisé par des frais de gestion.

Malgré la désaffection des épargnants à l'égard du Livret A, les banques réclament toujours la fin

du monopole de sa distribution par les Caisses d'épargne et par La Poste. C'est même un de leurs chevaux de bataille préférés, au nom d'une concurrence loyale et d'une meilleure valorisation de ce patrimoine. Le 22 septembre encore, Michel Pèbère, le président de la BNE, a réaffirmé qu'il avait proposé à l'Etat de distribuer le Livret A contre une rémunération égale à 1 % du produit de la collecte, contre 1,4 % pour La Poste et 1,2 % pour les Caisses d'épargne, sans obtenir de réponse. L'offensive avait été déclenchée en juillet par l'ensemble des banques, faisant violemment réagir les deux réseaux distributeurs. Premier à contre-attaquer, le Cencep, organisme central des Caisses d'épargne, avait qualifié d'« un peu grosse » la ficelle utilisée par les banques et s'était fait fort de démontrer qu'une telle proposition risquait en fait de rompre l'équilibre sur lequel sont assis le Livret A et, in fine, le financement du logement social.

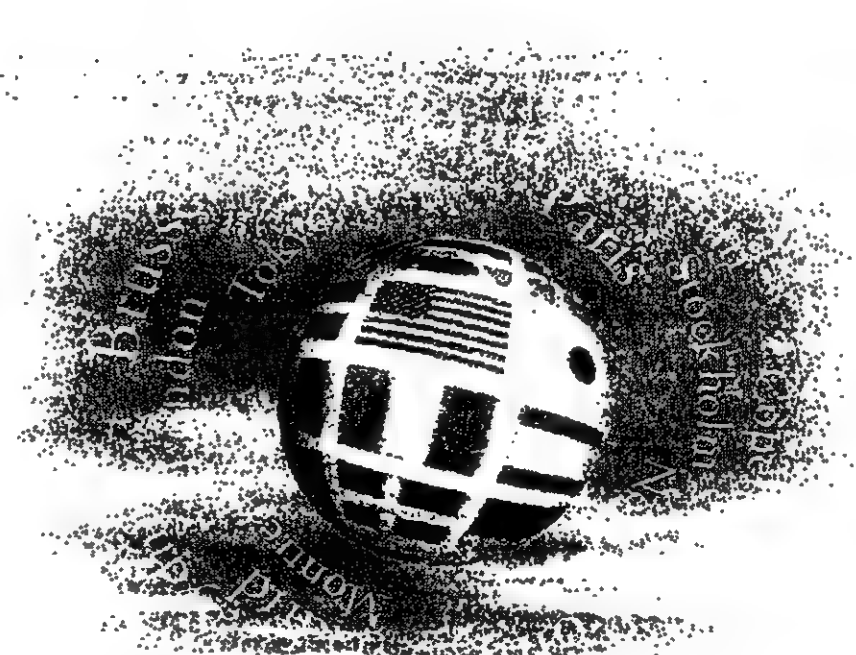
L'Eureuil, rejoint par La Poste, fait ainsi valoir que le dispositif du Livret A fonctionne de manière satisfaisante pour l'instant en ce qu'il repose sur une péréquation entre un nombre très restreint de livrets bien remplis (3,5 % seulement des livrets de l'Eureuil sont au plafond de 100 000 francs) et peu utilisés, donc rentables, et une masse de livrets à faible montant de dépôts (le montant moyen des fonds déposés sur le Livret A est de 11 000 francs) et fréquemment utilisés, donc, par définition, peu rentables.

La Poste estime, pour sa part, que la gestion des « petits livrets » au sein de son réseau ne lui rapporte que 30 millions de francs, soit 1,5 % de son activité de services financiers. En revanche, les mouvements fréquents réalisés par les clients sur les petits livrets représenteraient un coût supérieur à 3 milliards de francs par an. Dans ces conditions, affirment les Caisses d'épargne, « distribuer le Livret A avec une commission de 1 % n'est possible, et certainement rentable, que si l'on se limite aux seuls livrets largement approvisionnés ».

C'est une des raisons qui ont finalement convaincu les Caisses d'épargne de ne pas se porter candidates au rachat du CIC. La contrepartie aurait été l'abandon du monopole de distribution du Livret A. Marc Vienot, le président de la Société générale, l'a d'ailleurs dit assez crûment lorsqu'il a présenté ses résultats semestriels : « le rachat du CIC par les Caisses d'épargne serait la mort du CIC et la mort du Livret A ».

Babette Stern

## GÉOPTIM. Sicav Obligataire Internationale. La Caisse d'Epargne vous ouvre le Monde.



Pour optimiser ses performances, un portefeuille de valeurs mobilières doit s'ouvrir sur le monde.

Géoptim, nouvelle Sicav de la Caisse d'Epargne, vous permet de diversifier vos placements sur les marchés internationaux et de bénéficier ainsi d'opportunités de gains supplémentaires.

Son objectif : rechercher une performance supérieure à celle des obligations françaises pour une durée de placement de moyen - long terme (3 à 5 ans minimum).

Sa spécificité : vous offrir à la fois les avantages d'une gestion internationale dynamique et une maîtrise rigoureuse du risque. Pour cela, les spécialistes d'Eureuil Gestion, gestionnaire des Sicav de la Caisse d'Epargne, ont élaboré une méthode particulière, faisant appel aux techniques les plus sophistiquées.

Pour mieux découvrir Géoptim, nouvel atout de diversification de votre patrimoine, n'hésitez pas à rencontrer nos conseillers financiers.



**CAISSE D'EPARGNE**

Sicav gérée par Eureuil Gestion, filiale de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des dépôts.

RETROUVEZ LES VALEURS LIQUIDATIVES DES SICAV ECUREUIL 24H/24 SUR "SICAV EN LIGNE" AU 36 68 09 00 (2.23 F/mn).



# La conjoncture de l'immobilier reste, dans l'ensemble, très morose

Dans la capitale, et plus généralement en Ile-de-France, les prix poursuivent leur glissade à la fois dans l'ancien et le neuf. La province résiste mieux, à l'exception de la Côte d'Azur, qui continue à payer les excès du début des années 90

Le rebond de l'activité sur le marché immobilier au début de l'année semble avoir été plutôt un sursaut éphémère, à l'instar de celui déjà observé fin 1993-début 1994. Il s'expliquerait surtout par l'effet combiné

des mesures fiscales prises en faveur de l'immobilier depuis l'été 1993 et des grèves de fin d'année qui ont paralysé l'activité économique du pays. Si, à Paris et dans la couronne, les premières semaines de la

rentée ont été plutôt mauvaises, en province, le marché immobilier résiste un peu mieux, à l'exception toutefois de la Côte d'Azur. Ce malaise se traduit directement sur les prix de l'immobilier, qui s'effritent

ou, au mieux, stagnent dans quelques villes de province. Dans la capitale, et plus généralement en Ile-de-France, les prix poursuivent leur lente glissade. D'après la chambre des notaires, ils ont régressé à Pa-

ris intra-muros, dans l'ancien, de 8,8 % en 1995. Dans le neuf, les prix ont affiché en moyenne à Paris des réductions de 3 % à 4 % en 1995, d'après une étude du Crédit foncier de France.

DÉPRESSIF depuis cinq ans, le marché immobilier broie du noir. Il entame très frileusement la saison automnale, malgré un début d'année 1996 pourtant prometteur. Dès le mois de janvier, un vent de reprise a soufflé en France sur la pierre. De quoi redonner le sourire à la profession, qui a connu une année 1995 assez catastrophique. Mais « ce regain d'activité a commencé à s'estomper dès la fin du deuxième trimestre », précise Jean Solanet, expert immobilier. Encore un sursaut éphémère du marché, à l'instar de celui déjà observé fin 1993-début 1994, et qui s'expliquerait aujourd'hui par l'effet combiné des mesures fiscales prises en faveur de l'immobilier depuis l'été 1993 et des grèves de fin d'année qui ont paralysé l'activité économique du pays. Ainsi, la rentrée de septembre-octobre 1996 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices, particulièrement à Paris, où l'activité est plus déprimée qu'en province.

« A Paris, dans l'ancien (marché de la vente), le 3<sup>e</sup> trimestre 1996 devrait être aussi mauvais que celui de 1995 », pronostique Gilles Oury, notaire à Paris. « Certes, la période estivale, toujours très calme, est peu

vante : +14 % des ventes dans la capitale par rapport aux mois d'avril et mai 1995 (+16 % dans la grande couronne et +22 % dans la petite couronne). Toujours à Paris, le marché du neuf semble, en revanche, mieux aborder le cap de la rentrée, après une période estivale désastreuse. « Les programmes mis en vente dans la deuxième couronne se commercialisent encore relativement bien », observe Gilles Oury. Mais il est aussi vrai que la reprise observée en début d'année sur ce segment de marché a été plus spectaculaire que dans l'ancien. Les récentes mesures fiscales prises en faveur du neuf ont relancé ce marché. Les chiffres de la FNPC (Fédération nationale des promoteurs constructeurs) en témoignent : +44 % de ventes Ile-de-France au 1<sup>er</sup> semestre 1996 par rapport à celui de l'année passée.

En province, le marché immobilier accuse mieux le coup qu'à Paris. Il évolue dans son sillage, mais sans suivre ses excès. A l'exception toutefois de la Côte d'Azur, qui reste elle à l'image de la capitale. Ainsi « le regain d'activité du 1<sup>er</sup> semestre a été dans l'ensemble plus modéré qu'à Paris », précise Léon Goldberg, di-



DESIGN PATRICK LESTIENNE

si profité de cet appel d'air ainsi que Tours, qui a bénéficié en plus d'un changement d'équipe municipale. Nantes, Aix-en-Provence, se maintiennent aussi, ainsi que Montpellier, dont le marché du neuf est dopé par les résidences pour étudiants. En revanche, Strasbourg est nettement moins dynamique qu'avant : les transactions dans le neuf y sont aujourd'hui en net recul. A Nice, le marché de l'ancien redemande timidement alors que le neuf s'est bien commercialisé au 1<sup>er</sup> semestre (+29 % de ventes par rapport à celui de 1995). Marseille, pour sa part, commence à retrouver un certain équilibre dans le neuf ; l'activité dans l'ancien restant atone.

En revanche, les marchés d'autres métropoles régionales souffrent très nettement comme ceux de Bordeaux (neuf et ancien confondus) Orléans ou Grenoble. A Mulhouse, les transactions dans le neuf ont plongé au 1<sup>er</sup> semestre 1996, chutant de 20 % par rapport au premier semestre 1995. « Quant à Toulouse, le climat 1996 dans le neuf est tout aussi morose après une année 1995 désastreuse (-33 % de ventes) », précise Léon Goldberg. Enfin, Cannes n'est pas non plus épargnée par cette chute des volumes.

Inévitablement, ce malaise se traduit directement sur les prix de l'immobilier, qui s'effritent ou, au mieux, stagnent dans quelques villes de province. Dans la capitale, et plus généralement en Ile-de-France, les prix poursuivent leur lente glissade, malgré le rebond

d'activité du début d'année. D'après la chambre des notaires, ils ont régressé à Paris intra-muros dans l'ancien de 2,1 % (16 192 francs/m<sup>2</sup>) au premier trimestre 1996 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 1995, après avoir chuté de 8,8 % en 1995.

« L'immobilier parisien a perdu de 30 % à 35 % par rapport au plus haut », constate Gilles Oury. Aujourd'hui, la plupart des transactions à la vente s'échangent de 10 000 à 20 000 francs/m<sup>2</sup>. En petite couronne (uniquement pour les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne), les prix les plus fréquemment pratiqués dépassent rarement les 9 000 francs/m<sup>2</sup> pour des appartements courants, sauf à Vincennes (14 300 francs/m<sup>2</sup> en moyenne) ou Saint-Maur-des-Fossés (11 700 francs/m<sup>2</sup> en moyenne). Dans les Hauts-de-Seine, ils commencent à « généraliser » à 9 500 francs/m<sup>2</sup> (à Clichy ou à Colombes) et plafonnent à 22 300 francs/m<sup>2</sup> (à Neuilly).

En grande couronne (à l'exception des communes très prisées de l'Ouest de Paris), les tarifs les plus généralement rencontrés s'échelonnent de 6 500 francs à 8 000 francs/m<sup>2</sup> pour des logements courants, et de 7 000 francs à 10 000 francs de francs pour des maisons.

Le même scénario se déroule dans le neuf, où des corrections s'opèrent également. D'après une étude du Crédit foncier de France, les valeurs affichées en moyenne à Paris des réductions de 3 % à 4 % en 1995. Désormais, dans le 15<sup>e</sup> arron-

dissement, elles avoisinent plutôt les 25 000 francs/m<sup>2</sup> que les 30 000 francs/m<sup>2</sup> et en deçà des 20 000 francs/m<sup>2</sup> dans les quartiers populaires.

En petite couronne (sauf quelques secteurs très cotés), les prix dominants s'étagent aujourd'hui de 10 000 à 15 000 francs/m<sup>2</sup>, après avoir perdu de 5 % à 10 % en 1995. Enfin, ils avoisinent les 10 000 francs/m<sup>2</sup> (baisse de 0 % à 5 % en 1995) en grande couronne (sauf dans quelques communes très recherchées). Depuis le début de la crise, les prix des programmes neufs ont ainsi reculé de 30 % à 40 %. Une lourde correction qui sanctionne les années inflationnistes de la fin des années 80.

Plus sage pendant cette période, la province n'a pas eu, ensuite, à s'acquitter d'un aussi lourd tribut, sauf sur la Côte d'Azur. Aujourd'hui encore, celle-ci affiche les plus fortes baisses : à Cannes, Nice, Grasse, Antibes, les prix les plus fréquemment pratiqués dans le neuf ont encore perdu 15 % en 1995. Ainsi, à Antibes et à Nice, les acquéreurs boudent les programmes au-delà 14 000-15 000 francs/m<sup>2</sup>.

**Les prix pourraient s'effriter encore de 5 % en 1997, selon certains professionnels**

Quant aux autres métropoles régionales, les valeurs des appartements y sont restées relativement stables en 1995, sauf à Caen, Toulouse, Metz, Rouen, où ils ont légèrement régressé, d'après l'étude du Crédit foncier de France. Désormais, les prix moyens du neuf varient entre 8 000 et 12 000 francs/m<sup>2</sup>, sauf à Strasbourg (15 500 francs/m<sup>2</sup>). Pour les maisons (récentes ou anciennes), les cotes se maintiennent (sauf à Bordeaux, Limoges et Caen) de 7 000 000 à 1 000 000 de francs pour des produits en bon état et bien situés.

Dans un contexte aussi maussade, les prix peuvent-ils encore s'effriter ? « Je ne serais pas surpris qu'ils perdent encore 5 % en 1997 », pronostique Jean Solanet. Une baisse qu'anticipent d'ailleurs d'autres professionnels. Rien de surprenant à cela. Comme tout bien économique, l'immobilier su-

bit les influences des indicateurs économiques nationaux et internationaux. Or, aujourd'hui, les signaux sont presque au rouge : une évolution négative de 0,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre, des salaires stables voire en baisse, une inflation de 1 % sur les huit premiers mois de l'année et un débat de plus en plus important sur le risque déflationniste, un pouvoir d'achat des ménages de -0,4 % pour le 1<sup>er</sup> semestre, avec une prévision annuelle de 0,2 %, contre 2,7 % en 1995. Autant de chiffres décourageants qui contredisent tout espoir de reprise de l'immobilier. Pire peut-être. Comment être optimiste quand le chômage (12,5 % à la fin juillet) mine les perspectives professionnelles des Français. Frieux, ils hésitent d'autant plus à emprunter que l'immobilier se déprécie. Et le manque de pérennité des mesures fiscales n'est pas rassurant, déplorent de nombreux professionnels. La suppression de la réduction d'impôt pour intérêts d'emprunt pour les prêts conclus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 contenue dans le projet de loi de finances pour 1997 en est une illustration.

Pourtant, la pierre demeure attractive à bien des égards. Plusieurs arguments plaident ainsi en sa faveur. D'une part, l'immobilier redevient désormais accessible grâce à l'effet conjugué de la chute des prix et de la baisse des taux des crédits immobiliers (de 6,90 % à 8 % en taux fixe, d'après l'ANIL). D'autre part, la rentabilité locative s'est à nouveau améliorée grâce à l'effritement des prix. La valeur locative a parallèlement régressé, mais dans de moindres proportions (de 10 % à -15 % à Paris par rapport au plus haut). A Paris, les rendements (nets de charges locatives, hors taxes de 1994) étaient en moyenne les 6 % à 6,5 % contre 3 % à 3,5 % en 1991, et 7 % à 8 % en 1995, contre 5 % en 1991. Des performances qui ne sont plus atteintes désormais par les si-cas modérés (environ 3,5 %). Ensuite, un cortège de mesures fiscales est largement favorable à l'investissement locatif.

Enfin, le problème du financement des retraites qui se pose aujourd'hui relance les atouts du placement pierre : un investissement à long terme prendrait alors la forme d'un capital retraite. Autant de points positifs qui rendent l'immobilier attractif : un placement qui se valorise sur le long terme à condition d'être sélectionné sur la situation et la qualité du bien.

Sophie Balandreau

## La cote à Paris

Aucun arrondissement parisien n'a été épargné par le décrochage des prix. « Sur trois ou quatre ans, la baisse dans l'ancien est homogène dans tous les arrondissements, mais avec des disparités selon les quartiers année par année », remarque le notaire Gilles Oury. D'après la chambre des notaires, le 7<sup>e</sup> reste l'arrondissement le plus coté (23 960 francs/m<sup>2</sup> en moyenne), suivi de très près par le 6<sup>e</sup> (23 106 francs/m<sup>2</sup>). Quant aux prix les plus bas, ils se rencontrent dans le 10<sup>e</sup> (11 821 francs/m<sup>2</sup>).

Ailleurs, ils s'élèvent en moyenne à 22 551 francs/m<sup>2</sup> dans le 8<sup>e</sup>, à 15 177 francs/m<sup>2</sup> dans le 13<sup>e</sup>, à 13 199 francs/m<sup>2</sup> dans le 9<sup>e</sup> et à 11 967 francs/m<sup>2</sup> dans le 18<sup>e</sup>. Ces prix ne sont évidemment que des moyennes pour des appartements courants. Ainsi, ils peuvent descendre en deçà des 10 000 francs/m<sup>2</sup> pour des logements sans confort ou mal situés. A l'inverse, le seul des 30 000 francs/m<sup>2</sup> peut encore être franchi pour des biens d'exception.

propice aux affaires. Cela pèse inévitablement sur les chiffres du 3<sup>e</sup> trimestre, qui ne sont jamais les meilleurs de l'année », tempère-t-il. Mais tous les professionnels s'accordent pour dire que le mois de septembre 1996 a été tout aussi calme que l'été. Les acquéreurs ne sont pas au rendez-vous, contrairement au début d'année. Au premier trimestre 1996, la chambre des notaires a relevé une progression des transactions à Paris et sa petite couronne de 3,2 % par rapport au premier trimestre 1995. Une hausse qui s'est confirmée les deux mois sui-

recteur adjoint du service de l'inspection et des expertises foncières du Crédit foncier de France. A l'inverse, l'essorissement y est aujourd'hui plus progressif. Mais les évolutions sont contrastées selon les régions : les différents micro-marchés dépendent étroitement de l'environnement économique régional.

Certaines places se tiennent relativement bien, comme Lyon : « Les ventes dans le neuf ont augmenté, au 1<sup>er</sup> semestre 1996, de 43 % par rapport à celui de 1995 », souligne Jean-Paul Garcia, de la FNPC. Lille a aus-

## L'épargne-logement possède de nombreux avantages

C'EST LE MOMENT de se lancer dans une acquisition immobilière. Les logements sont revenus à des prix raisonnables, et les taux des crédits sont bas. Il est aussi possible de profiter des coups de pouce du gouvernement : droits de mutation réduits, débloqués d'épargne facilités et utilisation plus large de l'épargne-logement. Cette dernière constitue plus que jamais un formidable instrument pour accéder à la propriété et les mesures qui la concernent sont sans doute les plus intéressantes. Alors qu'il ne reste que quelques mois pour en profiter, rappel des principales dispositions à prendre avant le 31 décembre 1996.

Si vous envisagez d'acheter :

● Vous bénéficiez d'une majoration de 20 % des droits à prêt.

Exemple : vous avez acquis après quatre années d'épargne 10 000 francs de droits à prêt sur un PEL rémunéré à 6 %. Sans la majoration, vous pourriez obtenir un prêt sur sept ans de 148 000 francs. Avec la majoration, vous pouvez prétendre à un prêt de 178 000 francs.

● Vous disposez de deux ans pour utiliser vos droits à prêt.

Les droits à prêt doivent normalement être utilisés dans l'année qui suit le retrait des fonds. Ce délai a été porté à deux ans pour les droits provenant de plans d'épargne. La première opération a été réalisée par deux conjoints qui ont mis en

commun leurs droits à prêt, le reliquat peut être réutilisé.

Si vous n'envisagez pas d'acheter :

● Faites profiter un proche de vos droits à prêt.

Ces droits sont une dentée très recherchée au sein des familles. Ils sont en effet cessibles entre parents, et avant de se lancer dans un projet, il est toujours utile de vérifier si un frère ou un oncle n'a pas accumulé des droits sur un plan dont il ne compte pas se servir. Si vous clôturez votre plan en 1996, vos droits peuvent être cédés pendant les deux années qui suivent ; si vous n'utilisez qu'une partie de vos droits, vous pouvez céder le reliquat pendant les deux années qui suivent le retrait des fonds.

Fanny Guilbert

\* Les droits à prêt correspondent aux intérêts accumulés pendant la phase d'épargne (hors prime d'État). Ils servent de base pour calculer le montant du prêt.

\*\* Les droits à prêt peuvent être cédés par le conjoint, les ascendants, descendants, frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces du bénéficiaire ou de son conjoint, ainsi que par le conjoint d'un frère, d'une sœur, d'un ascendant ou d'un descendant du bénéficiaire ou de son conjoint. Il faut être soi-même titulaire d'un plan d'épargne logement pour pouvoir bénéficier d'une cession de droits provenant d'un autre plan.

## Il faut savoir prédire l'avenir de son habitation

LORSQU'ON ACHÈTE un bien immobilier, c'est pour longtemps. La maison ne sera-t-elle pas vite trop petite et pourrez-vous l'agrandir, relever le toit, transformer le garage en bureau, ajouter une véranda ? Le secteur deviendra-t-il un quartier d'affaires ou un lieu de passage saigné par une rocade ? L'avenir d'un bien immobilier et sa valeur dépendent de plus en plus des règles d'urbanisme local, dont l'examen s'impose avant l'achat.

Chaque bien immobilier est assujéti à un jeu complexe de règles. Si l'immobilier est en copropriété, son règlement peut figer la destination des lieux et vous interdire, par exemple, de transformer l'habitation ou le garage en bureau. Pour préserver la tranquillité des voisins, de nombreux règlements interdisent le changement d'une moquette en parquet ou carrelage, sauf au prix de précautions techniques acoustiques draconiennes et onéreuses. Le projet de création d'un duplex ou d'achat d'un bout des parties communes devra passer l'examen de l'assemblée générale des copropriétaires.

En lotissement, le cahier des charges prescrit souvent les matériaux, couleurs, types de clôtures autorisées. Le propriétaire n'est pas toujours libre d'adjointre une véranda ou creuser une piscine sans solliciter l'accord des voisins.

Aux règles internes s'ajoutent les contraintes du plan d'occupation des sols de la commune (POS). Ce

document épais, consultable gratuitement en mairie, n'est pas d'une lecture facile. Après un rapport de présentation indiquant sa philosophie, il fixe pour chaque zone sa vocation résidentielle, commerciale, d'activité ou mixte, et le coefficient d'occupation des sols (COS). Le COS permet de calculer la constructibilité de chaque parcelle : un coefficient, par exemple, de 1,5 autorise, sur une parcelle de 1 000 mètres carrés, la construction de 1 500 mètres carrés de surface habitable.

### RÈGLES ARCHITECTURALES

« Le COS ne dit pas tout : d'autres exigences, comme la hauteur de bâtiment, le recul par rapport à la voie publique, les distances minimales entre voisins, limitent le volume constructible et rendent tout aggrandissement futur impossible, même avec une réserve de COS », prévient M<sup>re</sup> Jean-Yves Lemétayer, notaire à Rennes. Une servitude d'alignement aura des conséquences très différentes selon qu'elle s'applique à un bout de terrain en limite de propriété ou au bâtiment lui-même : dans ce dernier cas, le propriétaire ne pourra pas se lancer dans des travaux d'agrandissement, qui ne seraient d'ailleurs pas indemnisés en cas d'expropriation. Un immeuble situé en Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), près d'un site protégé ou classé, doit être réhabilité selon

des règles architecturales imposées et soumis au contrôle de l'architecte des bâtiments de France.

« Il faut savoir lire entre les lignes : une zone NA, dite d'urbanisation future, ne restera pas aussi verdoyante qu'aujourd'hui. Un plan d'alignement vieux de vingt ans peut, du jour au lendemain, être révisé », conseille M<sup>re</sup> Lemétayer. Le POS édicte les règles applicables au présent, mais dit peu de choses sur le futur, se contentant d'indiquer des emplacements réservés pour des équipements à venir. Il ne dit rien sur les zones d'aménagement concerté (ZAC), qui lui échappent, et son contenu évolue sans cesse : 40 % des POS, en France, seraient en cours de modification ou de révision.

Le notaire a, bien sûr, un devoir de conseil avant l'achat, notamment au stade de la promesse de vente. Il doit fournir une note de renseignements ou, mieux, un certificat d'urbanisme au candidat acquéreur. Le certificat d'urbanisme est délivré par la municipalité. Il résume l'ensemble des contraintes du POS en vigueur sur le bien visé. Vous pouvez, en même temps, demander que soit examinée la faisabilité de votre projet d'aménagement. L'avis positif du service d'urbanisme ne vous dispense pas d'un permis de construire, mais vous assure l'intangibilité des règles pendant un an.

Agnès Clément





## Yves Boussard, président de la Fédération nationale de l'immobilier « Les mesures d'incitations fiscales commencent à porter leurs fruits »

Pour le président de la FNAIM, la situation du marché de l'immobilier reste fragile, mais s'améliore. Si le chômage continue à peser sur les dépenses des ménages,

le niveau des taux d'intérêt, les encourage à acheter, ainsi que les prix pratiqués. Les incitations fiscales, enfin, commencent à être efficaces.

« Quel jugement portez-vous sur le marché immobilier français depuis le début de l'année ?  
- L'état du marché est en amélioration. Le regain d'intérêt des Français pour l'immobilier, annoncé par les professionnels au début de l'année, semble se confirmer, à Paris comme en province. Après un premier semestre assez morose dans l'ensemble, avec une baisse des transactions de 4,1 %, l'activité du secteur immobilier s'est redressée au troisième trimestre : elle s'est engagée sur un rythme de croissance semestrielle de 1,5 %. Le marché des appartements se redresse plus vite que celui des maisons : il affiche un accroissement de volume de 3,8 %. A l'exception des marchés de l'ouest qui se sont singulièrement par une stabilité de leur activité, tous les marchés se sont redressés. Le marché de l'ancien a, dans ce contexte, été le grand bénéficiaire de ce regain d'activité.

« Dans ces conditions, le mouvement de dégradation des prix s'est interrompu. Alors qu'ils avaient baissé de 1,2 % au premier semestre 1996, ils sont sur une tendance de stabilisation sur la seconde partie de l'année.

« Les évolutions observées expriment certes le redressement saisonnier de l'activité qui intervient durant les mois d'été. Elles paraissent néanmoins aussi constituer les premiers signes du rétablissement du marché de l'ancien. Si ce rétablissement se confirme, les tendances haussières qui commencent parfois à s'observer sur les prix devraient progressivement se généraliser, sans toutefois laisser réapparaitre des rythmes de croissance soutenus avant encore plusieurs mois. L'indicateur de solvabilité de la demande se situe toujours à un niveau exceptionnellement élevé.

« Comment expliquez-vous cette reprise ?

« Certes, la situation du marché du travail continue à peser lourdement sur le moral des ménages, et donc sur leur décision d'achat. Mais le niveau des taux d'intérêt, d'abord, est bas, ce qui incite les gens à s'endetter pour acheter. Les prix, ensuite, ont beaucoup baissé et semblent aujourd'hui se stabiliser. Enfin, les diverses mesures d'incitations fiscales adoptées par les gouvernements Balladur et Juppé commencent à porter leurs fruits. La baisse de 35 % des droits de mutation payés sur l'ancien, actuellement de 7 %, était indispensable. Nous sommes à un des niveaux les plus élevés en Europe : les droits de mutation sont de 2,5 % en Allemagne et de 1 % en Grande-Bretagne. Je regrette qu'ils soient appelés à remonter à plus de 9 % après le 31 décembre 1996. Le prêt à taux zéro, initialement réservé aux acquéreurs d'un logement neuf, est aujourd'hui accessible aux acquéreurs d'un logement ancien, dès lors que les travaux qui y sont réalisés représentent au moins 20 % du coût total de l'opération (acquisition et travaux inclus). Là aussi, je regrette que cet avantage donné à l'ancien ne soit pas maintenu après le 31 décembre. L'amortissement Pécissol est la mesure la plus révolutionnaire qui ait été prise. Les contribuables qui ont acquis ou acquerront un logement neuf entre le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et le 31 décembre 1998 et le mettent en location pendant au moins neuf ans peuvent, pendant les quatre premières années, déduire de leurs revenus fonciers 10 % du montant de leur achat. Le déficit foncier ainsi créé pourra être déduit de leur revenu imposable, dans la limite de 100 000 francs par an. L'amortissement se poursuivra ensuite au rythme de 2 % par an pendant vingt ans. L'amortissement Pécissol permet donc, à terme, d'amortir ainsi 80 % de la valeur de l'investissement initial. Il reconnaît le rôle d'entrepreneur de l'investisseur, qui peut désormais amortir son investissement comme un fonds de commerce. Il est dommage qu'il ne concerne que le neuf et pas l'ancien.

**Le niveau des taux d'intérêt, d'abord, est bas, ce qui incite les gens à s'endetter pour acheter. Les prix, ensuite, ont beaucoup baissé et semblent aujourd'hui se stabiliser**

« Ces mesures sont autant de signes forts donnés par le gouvernement aux Français. Malheureusement, au moment où les Français comprennent que le contexte est redevenu favorable à l'investissement immobilier, ils entendent parler de la loi de finances 1997, qui va nettement restreindre le traitement fiscal de faveur des investisseurs immobiliers dans l'ancien. Ces décisions pourraient bouleverser les conditions de rétablissement du marché et conduire les consommateurs à anticiper leurs achats sur 1996. Il n'est donc pas à exclure, dans ces conditions, que l'année 1996 soit bien meilleure que ce que l'on prévoyait au début de l'été. En revanche, l'année 1997 pourrait n'être que médiocre, et même enregistrer un blocage de la reprise.

« Quelles vont être les principales modifications apportées par la loi de finance 1997 ?

« Dès l'an prochain, tout emprunt contracté pour acheter une résidence principale ne donnera plus lieu à la déduction fiscale de ses intérêts. Cette mesure est nuisible aussi bien pour l'immobilier neuf que pour l'ancien. Les autres éléments de la loi de finances 1997 concernant la fiscalité de l'immobilier porteront surtout préjudice aux transactions dans l'ancien. La baisse des droits de mutation sur l'ancien est également remise en cause : ceux-ci devraient remonter à 10 % après le 1<sup>er</sup> janvier. Quant au prêt à taux zéro, ses conditions d'accès doivent également être modifiées : il sera utilisable pour financer un appartement ancien dès lors que les travaux représenteront 54 % du montant total de l'opération. J'espère que des amendements seront pris par le Parlement pour modérer les effets de la loi de finances 1997.

« Ces nouvelles mesures risquent-elles de faire replonger le marché de l'immobilier ?

« Oui, et ce serait dramatique. L'immobilier existant est primordial. Un tiers des prêts à taux zéro servent à financer des appartements anciens. 54 % du chiffre d'affaires des entreprises du bâtiment provient de la rénovation et de la réhabilitation. Enfin, les investisseurs dans le neuf et dans l'ancien sont très liés. Dans la plupart des cas, les acquéreurs de neuf possèdent déjà de l'ancien et cherchent à le vendre avant d'acheter autre chose. S'ils n'arrivent plus à vendre, ils n'achèteront pas.

« Assistez-vous à une redistribution des cartes dans l'immobilier ?

« Il y a eu, l'an dernier, des retraits importants des institutions. Les AGF et Barclays ont vendu une bonne partie de leur patrimoine foncier pour un montant plutôt bas. Je pense qu'aujourd'hui le plus gros de ces retraits est passé et que, dès que les banques auront assaini leurs comptes, ils reviendront. Les investisseurs étrangers, quant à eux, préfèrent aujourd'hui Londres ou Francfort à Paris. La fiscalité française est beaucoup trop élevée par rapport à la moyenne européenne.

« On est en-dehors de la loi Carrez, qui doit obliger les professionnels de l'immobilier à signaler la superficie de tout appartement vendu ?

« Elle devrait être votée avant la fin de l'année. Je pense que c'est une bonne chose. Les consommateurs sont habitués à connaître la contenance de ce qu'ils achètent. Il n'y a aucune raison que ce ne soit pas le cas pour l'immobilier. Je pense qu'une telle loi valorisera les professionnels de l'immobilier. Cela permettra de sécuriser les transactions. »

Propos recueillis par Virginie Mallin

## Le foncier, un investissement à redécouvrir

COMPOSANTE traditionnelle des patrimoines familiaux, le placement foncier (agricole, viticole et forestier) a beaucoup perdu de son attrait. Pourtant, après plusieurs années de crise, de nouvelles opportunités semblent se dessiner dans un domaine qui reste réservé aux connaisseurs.

« Incontestablement, la conjoncture change », affirme, à propos des terres agricoles, Patrick Ribouton, directeur du département foncier de l'UFG (Union française de gestion), filiale du Crédit mutuel. Il est vrai que, depuis quelques années, les revenus agricoles ne cessent d'augmenter. Résultat, la rentabilité moyenne des investissements fonciers agricoles avoisine aujourd'hui les 4 %.

Pourtant, si l'on regarde l'évolution du prix des terres, l'optimisme ne semble guère de mise. En s'établissant à 18 900 francs l'hectare en moyenne, le cours de la terre a accusé en 1995 une nouvelle baisse de 0,7 % par rapport à 1994. « Mais, pour la première fois depuis longtemps, nous entrons, pour les terres

de belle qualité bien sûr, dans une période de stabilité », explique Olivier de la Selle, responsable d'Agri France, filiale de Paribas. Encore faut-il ne pas se tromper.

Avec sa fiscalité particulièrement attrayante en matière de transmission (les droits de mutation des terres acquises depuis plus de deux ans et louées pour une durée minimale de dix-huit ans sont calculés sur le quart de la valeur du capital tant qu'il est inférieur à 500 000 francs et sur la moitié au-delà), le foncier peut se transformer en piège. On ne s'improvise pas gérant de fermages.

### VÉRITÉ ÉCONOMIQUE

Le forestier, qui bénéficie depuis quelque temps de la remontée du cours des bois, peut aussi se révéler tentant. « La forêt française dispose d'un beau potentiel de bois de qualité », explique M. de la Selle. Mais là encore les amateurs doivent s'abstenir. Contrairement aux terres ou aux vignes, la forêt ne peut être qu'exploitée directement par le propriétaire.

Reste le viticole. Après la très forte spéculation sur les vins, et donc les vignobles, que connaît la France à la fin des années 80, et l'effondrement (relatif) qui s'en est suivi en 1993, les prix semblent retrouver une certaine vérité économique. En hausse de 3,5 % par rapport à 1994, le prix moyen à l'hectare de vignes s'établissait à 268 000 francs en 1995 et devrait encore remonter.

A l'instar de l'agriculture, ou du forestier, la vigne demeure un domaine de spécialistes. D'où l'intérêt des groupements fonciers viticoles (GFV), qui constituent un bon moyen d'accès à ce marché. Distribués confidentiellement par quelques rares établissements (le Crédit agricole et le Crédit mutuel, notamment), les GFV, constitués au maximum de 300 associés, sont investis sur un seul domaine. Le souscripteur achète une ou plusieurs parts de GFV. Il touche ensuite chaque année les revenus correspondant au loyer de la vigne.

Laurence Delain

## La caution supplante peu à peu l'hypothèque comme garantie

Les banquiers offrent de nouvelles formules à leur clientèle pour garantir leurs emprunts, dont les frais sont éventuellement agrémentés de remboursements différés partiels

LORSQUE le banquier consent un crédit immobilier, il exige de l'emprunteur des garanties. Elles prennent souvent la forme d'une hypothèque assise sur le bien financé. Mais il existe d'autres formules plus souples, et parfois plus économiques, comme la caution émanant d'organismes spécialisés. C'est un point à négocier avant de souscrire le crédit.

Les particuliers n'ont guère l'hypothèque, qui évoque les usures et les saisies humiliantes. Pourtant, ce document donne seulement au créancier, le banquier, une priorité pour récupérer son dû sur le prix du logement lors de sa vente volontaire ou forcée. L'inconvénient majeur de l'hypothèque est son coût, car l'acte doit être établi par un notaire et enregistré au fichier immobilier. Entre ses émoluments, la taxe de publicité foncière et les formalités, l'addition du notaire atteint 3 % du montant de l'opération pour les petits prêts, jusqu'à 100 000 francs, et 1 % pour les gros crédits d'un million de francs (voir tableau), un peu moins pour les prêts conventionnés, les crédits d'épargne-logement ou les prêts à 0 %, bénéficiant d'un tarif réduit de notaire et dispensés de publicité foncière.

Variante de l'hypothèque, le privilège de prêteur de deniers est, comme son nom l'indique, réservé à celui qui prête, le banquier. Il joue le même rôle que l'hypothèque, mais est un peu moins coûteux. Établi en même temps que la vente, l'acte échappe aux frais de publicité foncière. Handicap supplémentaire des deux formules : en cas de remboursement anticipé du crédit, l'hypothèque ou le privilège du prêteur de

denier doivent faire l'objet d'une mainlevée, occasionnant à nouveau des frais, par exemple de 3 800 francs pour un prêt de 500 000 francs.

Une autre solution consiste à proposer la caution d'une société spécialisée. Au moindre impayé, l'organisme avancera l'argent auprès de la banque, puis se retournera contre l'emprunteur qui, bien sûr, n'échappera pas à sa dette et aux poursuites.

### RESTITUTION

Leader de ce marché, Crédit logement, filiale du Crédit foncier, a signé des conventions avec les grandes banques de dépôt, la BNP, la Société Générale, le Crédit lyonnais, le Crédit du Nord et le CCF. A la BNP, 30 % des crédits immobiliers sont ainsi cautionnés. Ce service est, par exemple, facturé 2 % du montant d'un prêt d'épargne-logement (PEL), se décomposant en 0,5 % de commission restant acquise à l'organisme caution et 1,5 % de participation à un fonds mutuel de garantie qui sert à éprouver les troyaques. La participation est en partie restituée aux emprunteurs, en fin de contrat, selon les résultats enregistrés par l'organisme : « Le taux de remboursement a toujours été supérieur à 80 % », affirme Catherine Laroche, directrice de communication du Crédit logement.

Les sommes récupérées en fin de crédit arrivent dans la poche de l'emprunteur, bien sûr quelque peu dévaluées, surtout si le crédit a été long. La caution se révèle donc encore plus économique pour les crédits courts.

La Socam fonctionne, elle, avec le réseau des Banques populaires. Le

début initial s'élève à 2,25 % du capital emprunté, 0,75 % couvrant les frais de gestion et 1,5 % de participation au fonds de garantie, restitué en totalité, statut coopératif oblige. Il faut aussi acquiescer des parts de 50 francs par tranche de 50 000 francs, revendables à la sortie.

Le système proposé par la Socaf, filiale des Caisses d'épargne, s'apparente plus à une assurance avec prime versée au départ, sans restitution. Pour un prêt d'épargne-logement de moins de sept ans, le tarif est de 1 % du crédit, mais passe à 1,3 % au-delà de sept ans, ce qui reste très attractif. Pour les autres prêts, le coût est de 2 %, 1,9 % s'ils sont supérieurs à 500 000 francs.

La caution est donc compétitive pour les prêts inférieurs à 300 000 francs ou d'une durée courte (moins de douze ans) ou pour les emprunteurs qui envisagent de revendre rapidement. Cela correspond bien à la tendance actuelle qui consiste à abréger la durée des crédits. La Société Générale enregistre une durée moyenne d'emprunt de douze ans. Près de 30 % des crédits sont interrompus avant leur échéance, ce qui fait tomber leur durée réelle à sept ou huit ans.

Hélas, la caution n'est pas ouverte à tous. Ceux qui empruntent plus de 100 000 francs à taux zéro n'y ont pas droit, puisque la réglementation leur impose l'hypothèque. « Près de 10 % de nos dossiers essuient des refus », admet Claude Santoni, de la BNP, car les sociétés de caution opèrent une sélection parfois plus sévère que les banques... »

Agnès Clément

### COMPARAISON DES FRAIS DE GARANTIE D'UN PRÊT IMMOBILIER (en francs)

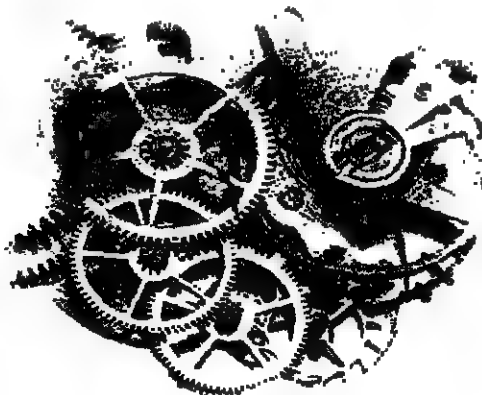
Montant du prêt	Hypothèque	Privilège de prêteur de deniers	Frais de mainlevée	Crédit Logement (1) (mont restitué)	Socaf (2)	Socam (3) (mont restitué)
Pel 150 000	4 500	4 500	2 500	3 000 (2 250)	2 250	3 525 (2 400)
Prêt classique 150 000	6 200	4 700	2 500	4 500 (3 750)	3 000	3 525 (2 400)
Pel 300 000	5 600	5 600	3 100	6 000 (4 500)	4 500	7 050 (4 800)
Prêt classique 300 000	8 500	5 900	3 100	7 500 (6 000)	6 000	7 050 (4 800)
Pel 500 000	7 100	7 100	4 000	10 000 (7 500)	7 500	11 750 (8 000)
Prêt classique 500 000	14 500	8 800	4 900	12 800 (9 800)	13 300	16 450 (11 200)

(1) Prêt d'épargne logement.

(2) La participation au Fonds mutuel de garantie est restituée à concurrence de 80 %, en fin de prêt. Le montant indiqué est la somme versée effectivement par l'organisme caution à l'emprunteur.

(3) Il s'agit de tarifs accordés aux clients des Caisses d'épargne pour des prêts de sept à vingt ans.

(4) Prix incluant l'achat de parts de 50 F par tranche de 50 000 F, remboursables. La participation au fonds de garantie est de 1,5 %, restituée en totalité.



**Avec Guardian Vie,  
votre patrimoine défie le temps.**

Guardian Vie doit sa réputation et sa pérennité à l'histoire et à la puissance d'un groupe de dimension internationale.

Guardian Vie sait s'entourer de professionnels de haut niveau dont les compétences financières, juridiques et fiscales garantissent une véritable expertise. Guardian Vie démontre un sens aigu de l'innovation en créant des contrats performants, qui savent évoluer avec le temps.

Guardian Vie incarne un savoir-faire et une forte réactivité au service de ses clients et partenaires afin de leur apporter des réponses personnalisées.



**Guardian**

Depuis 1720, notre expérience sert vos intérêts.

Guardian Vie - 20, rue Daguerre - 92368 Neuilly-Malmaison Cedex - 16 (1) 4710 20 00



## Le prêt à taux zéro a fini par trouver sa clientèle

### Il s'appliquerait à la moitié des financements

particulièrement attractifs. Les meilleurs prêts à taux fixes se négocient juste au-dessus des 7 % et les taux variables descendent sous les 6 %.

Etablissements	Crédit à taux fixe		Crédit à taux variable	
	Meilleur taux offert	Taux effectif global (TAGE)	Meilleur taux offert	Taux effectif global (TAGE)
BNP	7,20 %	7,90 %	5,95 %	6,65 %
Comptoir des entrepreneurs	7,20 %	8,13 %	5,20 %	6,42 %
Crédit agricole d'Ile-de-France	7,10 %	7,83 %	5,90 %	6,63 %
Crédit foncier	7,95 %	8,69 %	5,50 %	6,32 %
Crédit lyonnais	7,50 %	8,18 %	5,95 %	6,63 %
Société générale	7,20 %	7,98 %	5,70 %	6,50 %

La concurrence s'exacerbe entre les établissements financiers. La Banque de France s'est récemment inquiétée « des surenchères en matière de taux, parfois à la limite du dumping ».

C'est l'avis d'un nombre grandissant d'investisseurs qui se tournent vers ce type d'emprunt, dont le taux est le plus souvent inférieur d'environ 200 points aux crédits à taux fixe. Résultat, selon le Comptoir des entrepreneurs, ils représenteraient 35 % à 40 % des dossiers de demande de crédit. Ils ne représentent que 10 % de la production de crédits dans des établissements comme le Crédit lyonnais ou la Société générale.

Les banques prennent d'autant moins de risques à proposer une révision périodique des modalités d'exécution du contrat que

Effet positif, la baisse des taux semble avoir, enfin, un effet sur la conjoncture. Si aucun « *frémissement* » n'est encore perceptible sur les prix de l'immobilier, les banquiers affirment que le volume de leur production est en augmentation sensible. Pas moins de 30 % sur les neuf premiers mois de l'année pour la Société générale ou la BNP

## Vendre avant d'acheter : une précaution essentielle

**CELUI QUI VEUT** acheter un nouveau logement, en vendant celui qu'il possède et occupe, se trouve confronté à un vrai casse-tête de gestion du temps et de

Selon la société de gestion du Fonds de garantie, l'organisme chargé de reverser aux banques les crédits budgétaires de l'Etat, le ménage bénéficiaire type vit ainsi en province, dispose d'un revenu net mensuel inférieur à 15 000 francs, est généralement âgé de moins de trente-cinq ans et est passé du statut de locataire à celui de propriétaire, à l'occasion de l'acquisition financée partiellement par ce prêt. Il est toutefois difficile de trop s'éloigner de ce profil type sans risquer de se voir refuser son dossier de prêt à taux zéro.

Il est, d'autre part, destiné principalement à l'achat de logements neufs. Seul l'assouplissement des

un tiers des fois franchies ces conditions restrictives de ressources et de caractéristiques du bien, le prêt à taux zéro permet d'apporter au montage financier une contribution complémentaire défiant toute concurrence et qui permet souvent de solvabiliser un dossier d'emprunt», souligne un banquier. Le montant maximum du prêt à taux zéro varie de 70 000 francs (célibataire en province) à 180 000 francs, selon la localisation, la taille du foyer et le prix de vente du bien. Sous réserve que ce montant ne constitue pas le financement principal de l'opération de financement, et n'excède pas 20 % du coût de l'opération et 50 % du montant du ou des prêts complémentaires.

Les remboursements, fonction du revenu imposable, peuvent s'étaler sur plus de dix-sept ans, et les ménages aux revenus les plus modestes bénéficient même d'un différé d'amortissement de deux à sept ans. Enfin, à Paris, la Mairie finance, sur ses ressources propres, un doublement du montant du prêt à taux zéro jusqu'au 31 décembre 1996.

C.L.

Investissement Loi Malraux

SCPI MALRAUX  
PIERRE INVESTISSEMENT 2  
(Visa COB 95-03 du 15 Février 1995)

Les banquiers proposent des crédits souples avec des possibilités de sortie et le choix des montants à rembourser. Des efforts particuliers sont consentis sur les taux, qui descendent à 5 % sur douze mois (Caixa Bank, UCB), voire 3,45 % sur six mois (la B&L).

... Vendre avant d'acheter constitue la solution la plus sage ou, au moins, parvenir au stade de la promesse de vente. Une promesse de vente n'est, certes, jamais sûre d'aboutir, notamment si l'acheteur n'a pas obtenu ses prêts, mais elle permet de savoir à quoi s'en tenir quant au prix de vente.

de l'avance qu'il a versée.

Les agents immobiliers oublient de conseiller cette solution, pressés qu'ils sont de conclure les transactions, certains d'entre eux arguant même de la nullité de cette condition suspensive. Dans un récent arrêt, la Cour de cassation leur donne tort une bonne fois pour toutes (3<sup>e</sup> chambre civile, 22 novembre 1995) et valide la pratique de subordonner un achat à la vente préalable d'un autre bien.

une telle clause mériterait d'être rédigée avec l'aide d'un professionnel, c'est pourquoi il est préférable de demander le concours d'un notaire dès la promesse de vente. Enfin, il existe bien une troisième solution, l'échange de logements, qui synchronise parfaitement les deux opérations et présente aussi l'avantage de réaliser des économies substantielles, puisque les contractants partagent les frais de notaire calculés sur la base du prix du bien le plus onéreux des deux. Mais elle tient plutôt du miracle.

### Agenda Clément



**GROUPE  
CRÉDIT  
FONCIER**



# Acheter un logement, c'est parier sur l'avenir d'une ville

Les centres urbains, chers, seront de plus en plus occupés par des petits appartements, les grandes surfaces étant réservées aux banlieues. Le poids démographique et économique des grandes agglomérations et, plus encore, leur étendue ne vont cesser de croître

Les incertitudes économiques jouent un rôle considérable dans la crise de l'immobilier, mais elles s'accompagnent de nouvelles questions sur l'évolution de la société et du mode de vie qui ne sont pas sans

conséquence sur le succès et la valeur des biens immobiliers. Les exemples passés ne manquent pas de biens ayant perdu toute valeur du fait d'évolutions techniques ou sociales. Comme les plus-values immobili-

ères ont disparu, sans doute pour longtemps, l'immobilier est redevenu davantage une valeur d'usage qu'un placement. C'est plutôt une bonne nouvelle pour l'acheteur. Mais du coup, évidemment,

sans l'espoir d'un gain à la revente, les biens souffrant d'un handicap sont impitoyablement rejetés. Par ailleurs, les maisons seront de plus en plus recherchées dans les grandes agglomérations régio-

nales, en pleine expansion démographique, d'autant que, par leur attrait, elles tendent à monopoliser les plus hauts revenus. Il faut donc bien prendre en compte les tendances de fond.

**LA FAIBLESSE** du rythme des transactions immobilières, très ralenties depuis maintenant six ans, est évidemment due aux anticipations pessimistes d'une majorité de Français en matière d'emploi et de revenus. Mais, au-delà de cette morosité pas toujours justifiée, il existe aussi un sentiment d'incertitude sur l'évolution de la société et du mode de vie. Après tout, les exemples ne manquent pas de biens immobiliers ayant perdu toute valeur du fait de révolutions techniques.

L'exemple le plus frappant est évidemment celui des effets de l'automobile : les grandes et belles demeures des notables des villages, bâties comme il se devait sur la rue principale, transformées au-

jourd'hui en voie de grande circulation, sont devenues inhabitables. Et que faire des anachroniques « maisons de maître », bâties à côté de l'usine de façon à permettre à l'industriel de surveiller son bien ?

Dans quelques régions ces maisons seront-elles les plus recherchées ? Dans les grandes agglomérations régionales, en pleine progression démographique, la règle vaut d'ailleurs aussi pour les résidences secondaires : « Au-delà de 100 kilomètres, autour de Rennes et de Nantes, les maisons ne valent plus rien », résume de façon lapidaire le directeur d'un périodique

d'annonces immobilières. La France, en effet, sera de moins en moins un pays de villes petites et moyennes. Le poids démographique et économique des grandes agglomérations et, plus encore, leur étendue ne cessent de croître. Les grandes villes aspirent la population active des départements les plus isolés en même temps qu'elles annexent les plus proches, les habitants des grandes cités s'éloignant de plus en plus pour se loger plus à l'aise. Ce sont d'ailleurs les cadres qui détiennent le record des plus longs trajets domicile-travail.

La recherche de l'habitat individuel de préférence au collectif conduit à une dissémination croissante de la population autour de toutes les grandes villes. L'arrivée, au Havre, de plusieurs centaines de salariés à la suite du regroupement des activités d'un armateur a fait flamber les loyers jusqu'à Houlès, le nouveau pont de Normandie aidant.

Selon les études réalisées par l'Institut national des études démographiques, la poursuite des tendances observées en 1990 lors du dernier recensement conduirait pour 2015 à une augmentation de 20 % de la population de plusieurs départements de la couronne extérieure de l'agglomération parisienne : l'Oise, l'Eure-et-Loir,

l'Eure et le Loiret. La croissance record reviendrait à la Seine-et-Marne (+ 80 %).

Autre zone de forte progression démographique attendue, l'axe Lyon-Marseille, l'Ain près de Lyon, la Haute-Savoie autour de Genève et surtout les départements du Var et de l'Hérault.

**Les emplois les plus qualifiés, et donc les mieux rémunérés, se regroupent de plus en plus dans les capitales régionales**

Enfin, un accroissement notable du nombre d'habitants serait aussi enregistré autour de certaines grandes capitales régionales économiquement dynamiques (Toulouse) ou disposant d'un réservoir de population alentour (Bordeaux et Rennes). On comprend, dans ces conditions, que les prix des maisons et des terrains dans les départements de la Haute-Garonne, de la Gironde et

de l'Ille-et-Vilaine ne soient pas orientés à la baisse.

Toujours en supposant une poursuite des tendances de la précédente décennie, la baisse de la population continuera dans le Massif Central et sur ses pourtours (à l'exception du Puy-de-Dôme) et dans les régions intérieures de l'Est (Lorraine, Ardennes et Bourgogne), tandis que les départements voisins de l'Allemagne et de la Suisse conserveront leur pouvoir d'attraction.

La concentration sera encore plus nette pour les revenus. Les emplois les plus qualifiés, et donc les mieux rémunérés, se regroupent de plus en plus dans les capitales régionales. Le phénomène fait bouler de neige, les entreprises ayant évidemment tendance à s'implanter là où la main-d'œuvre existe déjà. Les chercheurs de l'Insee ont récemment examiné (*Economie et Statistique*, avril-mai 1996) la part des « emplois stratégiques » (niveau cadre-ingénieur) dans les domaines des services aux entreprises (finance, gestion, informatique, transport, communication, commerce de gros) de la recherche, de l'information et des arts-spectacles dans l'emploi total de 97 aires urbaines. Plus la proportion de ces postes, qui ont un effet d'entraînement, est élevée,

meilleures sont les perspectives générales d'emploi sur le marché local.

Dans ce domaine, Grenoble et Toulouse, suivies par Montpellier Lyon et Strasbourg se détachent. Marseille, Bordeaux et Nantes se trouvent à quelque distance. Toulon, Amiens et Limoges détiennent la lanterne rouge. On peut estimer que, dans un avenir relativement proche, un grand nombre de villes importantes ou moyennes, qui ne possèdent pas de spécialité bien établie, sont destinées à se transformer en simples cités administratives et étudiantes.

D'autres tendances méritent aussi d'être prises en compte : l'intérêt croissant pour les spécificités et les racines régionales se traduit par un effort d'architecture. Les maisons modernes ou neuves alliant le confort au respect de la tradition régionale trouveront plus facilement preneur lors d'une revente. Le goût de l'authentique ne s'arrête pas aux pierres. Devant l'engouement spectaculaire des Français pour le jardinage dans l'hexagone, on peut aussi parier que le propriétaire qui aura su faire prospérer un jardin planté des essences du pays pourra en tenir compte dans le prix de revente demandé.

Le centre-ville, hier objet de toutes les spéculations immobilières, ne perdra pas pour autant toute valeur, loin de là. Un certain nombre d'investisseurs particuliers très formés de ce qu'il est convenu d'appeler la haute bourgeoisie - « les grands noms », indique Paul Camison, dirigeant de Féau SA, un intermédiaire qui intervient pour leur compte - achètent depuis quelques mois à Paris des immeubles en tiers occupés. Des édifices situés dans des rues correctes mais pas luxueuses, comportant surtout des petits appartements. L'investissement atteint couramment 30 millions de francs. Le rendement pour le propriétaire se situe autour de 8,5 %. La chute prédictée des loyers parisiens ne s'est en effet pas réalisée. Les petites surfaces n'ont jamais baissé et les grands appartements sont rares en location. Cela, du moins, n'est pas près de changer et contribue à rassurer les grands propriétaires à qui la pierre ne semble pas faire peur puisque, aux prix actuels (de 11 000 francs à 15 000 francs le mètre carré dans l'ancien), ils recommencent à en acheter.

A. V.

Alain Vernot

## Le climat réchauffe le marché à l'Ouest

**ON PEUT JUGER** faibles les prédictions de ceux qui prophétisent un réchauffement spectaculaire du climat. Mais force est de constater que les évolutions climatiques récentes ont joué un rôle important dans le succès estival des côtes bretonne et normande. Ces régions de vacances et de week-ends joliment, depuis plusieurs années, d'été d'avantage ensoleillé et d'un décalage de la belle saison vers septembre-octobre (les mois des orages les plus violents dans le Sud). Y posséder une maison ou un appartement permet donc de prolonger les vacances. Selon les observations des agents immobiliers de la Fnaim, l'Ouest est d'ailleurs la région où le prix des maisons se maintient le mieux depuis trois ans.

### LE PROGRÈS DES TRANSPORTS

L'influence du ciel sur le marché de la pierre n'est pas négligeable. Les hivers impitoyables de Menton ont attiré un immobilier destiné au grand âge. Les propriétaires des villas bâties dans l'entre-deux-guerres à proximité du cap Fréhel (une des régions les moins pluvieuses de France), sur les Côtes-d'Armor et sur la côte ouest du Cotentin, entre Barneville-Carteret et Granville, avaient judicieusement choisi les deux zones du littoral les plus ensoleillées à la plus courte distance possible de la capitale. Les progrès des transports ont conduit à leur déclin au profit de l'île de Ré,

de La Baule et du golfe du Morbihan, les régions qui détiennent le record français des longues journées ensoleillées à la belle saison.

Le temps qu'il fait n'a pas seulement une importance pour les résidences secondaires. A 40 kilomètres de distance, Montpellier et Nîmes font partie de la même aire économique mais pas climatique. Vents violents et pluies diluviennes de la seconde rendent ces villes infiniment moins agréables que celles du littoral méditerranéen, soumis aux brises marines, et les valeurs des maisons traduisent cette différence.

Mais prudence : rien n'étant plus variable que les opinions sur le temps et les souvenirs qu'on en conserve, il est préférable, avant d'acheter, de s'appuyer sur des données incontestables. Durées moyennes d'ensoleillement, nombre de jours dans l'année entièrement gris, force des vents, gels, brouillards et pluies : toutes ces précieuses indications, y compris les nuances de certains micro-climats dans les régions côtières, figurent dans le livre *Météo de la France* paru en 1990 (aux Editions Jean-Claude Lattès). Et pour en savoir davantage, les puristes et les inquiets pourront prendre le temps d'aller consulter les atlas régionaux des diverses stations de la Météorologie nationale.

## Certains avantages fiscaux vont disparaître

**C'EST L'HIVER**, le 31 décembre pour être précis, que tombent les avantages fiscaux. Mais en cette fin d'année 1996 la loi de finances pour 1997 éliminera définitivement nombre de mesures destinées à soutenir le marché immobilier. Aussi, l'épargnant sur le point de finaliser un emprunt à-t-il intérêt à presser le pas pour engranger un dernier petit bonus fiscal. C'est en effet fin décembre que disparaîtra la fameuse réduction d'impôt accordée aux emprunteurs pour l'acquisition de leur résidence principale et applicable pendant les cinq premières années du crédit. Si le logement est neuf, l'avantage est égal à 25 % des intérêts, dans la limite de 20 000 francs pour un célibataire et de 40 000 francs pour un couple marié. Ce plafond peut être majoré de 2 000 francs pour le premier enfant à charge, de 2 500 francs pour le deuxième et de 3 000 francs supplémentaires à partir du troisième. Soit, dans le cas d'un couple marié avec deux enfants, un bonus fiscal légèrement supérieur à 11 000 francs.

L'Etat se montre un peu moins généreux dans le cadre de l'achat d'un bien ancien, puisque la réduction d'impôt (25 %) ne joue qu'à hauteur de 15 000 francs, majorée de 2 000 francs par enfant à charge. Soit, toujours pour un couple marié en charge de deux âmes, une réduction d'impôt maximale de 4 750 francs.

Pour profiter de cette aide fiscale

qui a aidé plusieurs générations d'épargnants à se loger, il faut se dépêcher : le service de législation fiscale précise que les emprunteurs ayant souscrit un emprunt en 1996 bénéficieront de cette réduction d'impôt jusqu'en 2001. Mais gare : le législateur a prévu de protéger les emprunteurs en leur laissant un délai de rétractation - incompressible - de dix jours. Il est donc indispensable que vous ayez reçu une offre avant le 20 décembre pour pouvoir profiter du dispositif dans les temps. Prudence toutefois, car de nombreux établissements utiliseront cet argument afin de mieux forcer leurs clients. Aussi, un conseil : réalisez, ou faites réaliser, une projection financière à quinze ans pour savoir s'il vaut mieux, selon votre situation de famille, décrocher un prêt à des conditions plus serrées et perdre l'avantage fiscal ou l'inverse.

### PROFITEZ DES PIEL

La fin de l'année 1996 marquera également la baisse des droits d'enregistrement, entrée en vigueur le 31 juillet 1995. Cette disposition, qui jouait à la fois sur les parts départementales et régionales des droits d'enregistrement - la dîme que les collectivités prélèvent lors de chaque transaction immobilière - avait permis de baisser les prélèvements, de façon symbolique il est vrai. Elle ne sera pas reconduite.

Arnaud de Fréminville

MAGASIN MOBILIER

**CAMIF**

CATALOGUE

dans votre magasin CAMIF

JUSQU'AU LUNDI 18 NOVEMBRE 1996

**Offre Spéciale Mobilier**

**DES REMISES**  
sur des prix déjà compétitifs

**-5%** Pour 1 ou 2 références commandées

**-8%** A partir de 3 références commandées

**DES FACILITES DE PAIEMENT ADAPTEES**

Cette offre spéciale concerne tous les articles du catalogue Mobilier 96/97 et ceux des pages 366 à 547, et 818 à 881 du catalogue général Automne-Hiver 96/97.

Offre spéciale mobilier valable dans la limite des stocks disponibles, et non cumulable avec toutes autres réductions ou offres en cours, y compris les "Offres Plus".

MAGASIN CAMIF DE PARIS  
102 rue de Lagry, 75020 PARIS  
métro Porte de Vincennes, parking gratuit  
Tél. : 01 44 64 87 30  
Ouverture : le lundi de 14 h à 19 h  
et du mardi au samedi inclus de 10 h à 19 h, sans interruption.

**Le choix du vrai GROUPE CAMIF**

*Uniquement pour vous*



## Les Français veulent leur maison et s'éloignent du centre des villes

Cet engouement touche aussi bien les locataires que les propriétaires

Le marché immobilier pourrait bien se réveiller grâce à la maison. Les constructeurs qui édifient des maisons se réjouissent du net accroissement

de leur activité. 144 000 maisons ont été mises en chantier en 1995 ; on devrait atteindre 152 000 à la fin de cette année et on en prévoit 168 000

pour 1997. Ce secteur s'est notamment animé avec la création du prêt à taux zéro, distribué plus généreusement que les défunts prêts PAR.

PAS MOINS de 56 % des ménages français habitent dans une maison individuelle, et, pour les trois quarts d'entre eux, elle reste le logement idéal. Selon un sondage réalisé en janvier 1995 pour le Crédit immobilier de France auprès de 1 415 chefs de familles de 18 à 65 ans, 75 % des personnes interrogées rêvent d'une maison. Une enquête de l'ANIL effectuée au premier trimestre de la même année auprès de 4 000 ménages révèle que 60 % des postulants à la propriété envisagent l'achat d'une maison individuelle en zone périurbaine. Le recensement sur les valeurs familiales, le besoin d'espace, d'un jardin, loin du tumulte citadin, sont bien dans l'air du temps.

**Les acquéreurs reviennent petit à petit vers ce marché avec des envies bien précises et une meilleure solvabilité financière**

« J'ai la nette impression que l'on va vers des villes à l'américaine, avec un centre de plus en plus désert au profit de la périphérie, des maisons plus grandes, plus modernes et entourées de verdure », confirme Jean-Claude Delacroix, agent immobilier à Toulouse. « Les rares programmes neufs en centre-ville, je

les vends à des personnes âgées », constate-t-il. « Je vois arriver de nouveaux clients », raconte Patrick Ferat, agent immobilier à Chaville, en provenance des 15<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements de Paris, qui veulent vendre leurs trois ou quatre pièces pour acheter, à budget égal, une maison en banlieue ouest.

Le marché immobilier se réveille-t-il grâce à la maison ? Les constructeurs qui édifient au coup par coup des maisons dans le secteur « diffus » se réjouissent, en tout cas, du net accroissement de leur activité : 144 000 maisons ont été mises en chantier en 1994 et en 1995, contre 122 000 en 1993, un score de 152 000 est attendu à la fin de cette année et on prévoit la construction de 168 000 maisons pour 1997. « Si l'on atteint les 170 000 unités en 1998, le secteur retrouvera son niveau d'activité de la fin des années 80 », commente Michel Mouillard, professeur d'économie immobilière à l'Université Paris-X. Edifiées, pour 75 % d'entre elles, dans des communes rurales et des villes de moins de 20 000 habitants, ces maisons constituent le marché traditionnel de l'accession sociale, avec des prix de construction, hors terrain, de 400 000 francs en moyenne.

Ce secteur s'est animé avec la création du prêt à taux zéro, distribué plus généreusement que les défunts prêts d'accession à la propriété (PAP). En 1994, on avait distribué 35 000 PAR. En 1995, on s'apprête à en enregistrer entre 120 000 et 150 000 prêts à taux zéro.

L'ardent désir d'acquiescer une maison n'aveugle pas les candidats à l'achat, et leurs exigences sont très précises. Le séjour doit mesurer au moins 30 m<sup>2</sup>, qu'il se sac-

fier un peu les chambres. Les acheteurs sont très attentifs aux charges d'entretien, à la qualité de l'isolation et au mode de chauffage, n'ignorant pas qu'une maison coûte, à surface égale, de 20 % à 30 % plus cher à l'usage qu'un appartement.

« Au-delà de 100 m<sup>2</sup>, ils ne veulent pas entendre parler du chauffage électrique, et lui préfèrent le chauffage central au gaz, fioul ou propane », explique M<sup>re</sup> Jean-Yves Le-

du niveau de la taxe foncière. Avec un budget moyen de 750 000 francs, les Rennais peuvent acquérir, en première couronne, une maison d'environ 90 m<sup>2</sup> sur 600 m<sup>2</sup> de terrain. Il leur faut déboursier jusqu'à 1,3 million de francs pour 140 m<sup>2</sup> habitables. Les communes de la proche banlieue parisienne sont animées du même mouvement, pas des acheteurs visant la gamme moyenne de maisons aux prix plus « parisiens » : à

### Le rêve, un jardin dans Paris

Le comble du luxe, c'est une maison en plein Paris, avec un jardin ou une terrasse assez spacieuse et calme pour y prendre ses repas, à l'abri des regards. Il y aurait quelques milliers de maisons dans Paris, dont un millier dans le seul 16<sup>e</sup>. Leur prix moyen était de 3,2 millions de francs début 1996, en baisse de 28 % par rapport au premier trimestre 1995. C'est un marché atypique et marginal, puisque seules 132 transactions ont été enregistrées en 1995.

Mais un abîme sépare les villas et hôtels particuliers du 16<sup>e</sup>, où les prix peuvent atteindre plus de 10 millions de francs, des maisons nettes héritées des lotissements ouvriers des quartiers de la Butte-aux-Cailles, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, de la Campagne à Paris, dans le 20<sup>e</sup>, de la Moskova dans le 18<sup>e</sup>, ou des villas jouxtant le parc Montsouris ou la butte Montmartre. Dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, quartier de la Mouzaïa, des maisons de 100 à 120 m<sup>2</sup> s'échangent entre 1,5 et 2,5 millions de francs.

métayer, notaire à Rennes. « Les acquéreurs recherchent des maisons à l'extérieur des villes, mais dans des communes pouvant offrir des services comparables à ceux que l'on trouve dans les centres, notamment pour les transports et les établissements scolaires », poursuit-il. « Les acheteurs font preuve de maturité, s'informent de plus en plus, exigent un certificat de conformité, l'attestation d'assurance dommages-ouvrage pour les maisons édifiées depuis moins de dix ans, et s'enquière-

Clamart, des maisons de 100 m<sup>2</sup>, comprenant trois chambres, sur de petits terrains de 300 m<sup>2</sup>, se négocient entre 1,7 et 2,2 millions de francs.

Les maisons haut de gamme ont encore du mal à trouver preneurs. « Nous avons beaucoup de demandes et de visites, mais peu de transactions se concrétisent », explique Michel Bousquet, de l'agence Century 21 à Balma, banlieue résidentielle de Toulouse. L'écart entre l'offre des acheteurs et les prétentions des vendeurs est encore élevé.

Un acheteur vient de faire une offre à 1,8 million de francs pour une grosse maison de 240 m<sup>2</sup> habitables sur un terrain de 2 000 m<sup>2</sup>, avec piscine, alors que son vendeur en réclame 2,6 millions. « Quand les biens de qualité et de grand standing reviennent sur le marché et trouvent preneur sans délai, on pourra alors parler d'une véritable reprise », prédit Michel Mouillard, professeur d'économie immobilière à Paris-X.

Les chiffres du quatrième trimestre 1996 risquent d'être dopés par l'annonce de la fin prochaine d'avantages fiscaux (déduction des intérêts d'emprunts, baisse des droits de mutation) et 1997 devrait en subir le contre-coup.

L'engouement pour la maison ne touche pas que les aspirants à la propriété, mais aussi les locataires. « La France accuse un cruel déficit en maisons à louer », juge Christian-Louis Victor, président de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles, qui évalue à 50 000 le nombre de demandes de locations de maisons non satisfaites, en 1995. Ce phénomène n'échappe pas aux promoteurs, qui concoctent, pour les investisseurs, des produits adaptés ouvrant droit au nouvel amortissement Périisol.

Les maisons à louer doivent répondre à des critères spécifiques : jardin engazonné, salles de bains et cuisines équipées, placards en suffisance, revêtements de sols robustes... Elles doivent être prêtes à vivre, afin que les locataires n'aient pas à sortir la perçuse.

Les investisseurs y trouvent leur compte en coupant court aux charges et aux difficultés de la copropriété et en accueillant des locataires plus stables, qui restent en moyenne deux ans. La rentabilité, amortissement Périisol compris, peut, pour une maison d'environ 800 000 francs, atteindre 7 % à 8 % l'an.

La crise économique a donné du temps aux acquéreurs pour mûrir leur projet immobilier. Ils reviennent petit à petit vers ce marché avec des envies bien précises et une meilleure solvabilité financière, bien décidés à réaliser en même temps un rêve et un bon investissement... pour le jour de la retraite.

Agnès Clément

## Attention aux pièges des assurances-chômage liées au crédit

Les restrictions y sont très nombreuses

MISES EN PLACE pour se substituer aux emprunteurs immobiliers qui perdent leur emploi, ces formules sont de plus en plus chères et de plus en plus restrictives. Malheur à qui espère que l'assurance chômage qu'il souscrit avec un emprunt immobilier lui mettra durablement à l'abri en cas de coup dur. Le prix toujours plus élevé de ce type de formule - près de 150 % d'augmentation en cinq ans - peut donner l'illusion de payer pour quelque chose de solide. Mais les faits incitent à un jugement plus nuancé.

Confrontées à la hausse du chômage, les compagnies qui façonnent ces formules ont en effet multiplié les restrictions. Tant pour l'accès que pour les garanties.

Au chapitre des restrictions, inutile de chercher à vous assurer si vous n'êtes pas salarié : les assureurs n'acceptent de couvrir que ceux pouvant bénéficier d'une indemnisation Assedic. Excluent donc les libéraux. Sont également jugés indésirables les salariés en période d'essai ou ceux qui n'ont pas travaillé six mois dans le même poste. Quant aux particuliers, de plus en plus nombreux, à ne bénéficier que d'un contrat à durée déterminée, inutile d'insister : ils sont considérés comme de mauvais risques et donc bannis. En conclusion pour autant que ceux qui remplissent ces critères sont bien couverts serait aller trop vite.

Imaginez un cadre qui vient à perdre son emploi cinq mois après avoir souscrit son contrat d'assurance-chômage. Lui aussi sera banni hors de la piste contractuelle. Au motif que le délai de carence, généralement de six mois, qui doit s'écouler entre la souscription du contrat et la mise en jeu des garanties n'est pas rempli. Les cinq mois de prime qu'il aura versés n'auront donc servi qu'à enrichir son assureur. Et encore ce délai de six mois n'a-t-il qu'une valeur indicative, puisque certains établissements, comme le CCF ou la Société générale, le portent à douze mois en cas de licenciement économique, afin d'éviter de couvrir des personnes qui se savent menacées à court terme.

Imaginez maintenant ce même cadre qui, après avoir satisfait au délai de carence, mise sur une in-

demnisation rapide. Là aussi, la désillusion sera rude, puisque la plupart des contrats prévoient une franchise entre le moment où le contrat est activé et celui où les premières indemnités sont versées. La durée de ce purgatoire est fréquemment fixée à trois mois.

Et la liste des désillusions ne s'arrête pas là, car, une fois ouvert, le robinet des indemnités ne tardera pas à se refermer. Elles sont en effet plafonnées. En montant, d'abord. Celui-ci est fixé selon un pourcentage de la mensualité due par l'emprunteur, un maximum de 50 % à 75 % étant la norme appliquée par la majorité des établissements. Par ailleurs, cette période d'indemnisation est bornée à concurrence de dix-huit, vingt-quatre ou trente-six mois, selon les contrats. Etant entendu que cette période concerne toute la durée du contrat.

### EXCLUSIONS

En clair, l'indemnisation totale peut être fractionnée en plusieurs intervalles - trois termes d'un an, par exemple -, échelonnées à la fin desquelles l'assuré devra assumer seul le paiement de ses mensualités, même s'il n'a pas retrouvé un travail. Officiellement, cette limitation est destinée à éviter de voir une personne « s'installer » dans le chômage. Dans les faits, elle permet surtout aux assureurs de répartir le risque d'indemnisation lié à chaque dossier sur une durée plus longue. Et donc de décaisser moins vite.

Comme si ces différentes pénalités ne suffisaient pas, tous les contrats prévoient de nombreuses exclusions. Ainsi, les mises en pré-retraite ou les départs volontaires dans le cadre d'un contrat de solidarité n'ouvrent notamment pas droit au versement d'indemnités.

Morale de l'affaire ? Le temps presse. Car si, malgré tout, vous souhaitez contracter une assurance-chômage, sachez que leur prix continuera à augmenter de façon inversement proportionnelle aux garanties qu'elles offrent. Une bonne raison à cela : pris de court au départ, les assureurs sont maintenant bien décidés à gagner de l'argent avec tous ceux que la crainte du chômage préoccupe.

Arnaud de Frémerville



PARIS 11<sup>e</sup> "Rond-point Voltaire", rue de Valenciennes - Tél. : 01 47 12 14 44



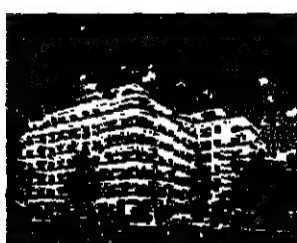
PARIS 15<sup>e</sup> "La rue de l'Église", rue de l'Église - Tél. : 01 47 12 14 44



PARIS 19<sup>e</sup> "Villa Montmartre", rue Jean Moulin - Tél. : 01 47 12 14 44



BON-COLOMBES "Villa Vieux-Village", 14, rue de Camp - Tél. : 01 41 19 06 51



BULLEVAARD "La rue de la République", 22 et 24, rue de la République - Tél. : 01 40 95 25 94



CLAMART "La Fontaine", angle rue La Fontaine et rue de l'Église - Tél. : 01 41 90 94 41



LYVALLON "La rue de la République", 10, rue de la République - Tél. : 01 47 31 46 33



BULLEVAARD "La rue de la République", Avenue du 10 septembre 1944 - Tél. : 01 47 46 28 48



VILLENNES "La rue de la République", 114 et 116, rue de la République - Tél. : 01 45 98 01 01

**L'Etat, avec ses nouvelles mesures exceptionnelles n'a probablement jamais accordé autant d'avantages fiscaux aux investisseurs privés.**

Vous pouvez sûrement bénéficier des nouvelles mesures gouvernementales liées à l'investissement immobilier. Il vous suffit d'appeler l'un de nos conseillers sur le bureau de vente du programme qui a retenu votre attention. Vous conviendrez avec lui d'un rendez-vous pour obtenir une simulation personnalisée de plan d'investissement et de rentabilité ; le tout bien sûr sans engagement de votre part.

**STIM BATIR**  
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

150, Route de la Reine - 92513 Boulogne Billancourt Cedex - Tél. : 01 47 12 53 53

**LA ROCHELLE**

**Profitez des mesures de défiscalisation**

**PLEIN SUD FACE À LA MER**

**PORTE OCEANE**

Du studio au 5 pièces  
visite des appartements  
télémarchés tous les jours

Je désire recevoir une documentation :

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : ..... Tél. : .....

(16) 46 45 01 01  
BP 1004  
17087 La Rochelle - code 02

Agnès Clément



# Les véritables collectionneurs reprennent le chemin des salles de ventes

Les spéculateurs ont disparu du marché de l'art, qui se reprend peu à peu. Les estimations ont fréquemment été dépassées lors des enchères phares de la saison. Paris reste malgré tout en retrait par rapport à Londres ou New York, qui bénéficient de régimes fiscaux moins contraignants pour les acheteurs

L'atonie du marché de l'art parisien contraste avec le dynamisme des maisons anglo-saxonnes Christie's et Sotheby's. Les lourdes taxes qui pénalisent la place de Paris provoquent la mise hors jeu de deux sec-

teurs essentiels, à la fois les tableaux modernes et la joaillerie. Toute la profession attend dans l'urgence la mise en place de réformes qui pourraient permettre à Paris de regagner le terrain perdu : la redéfinition du statut des commissaires-priseurs

- immédiate - mais aussi l'harmonisation fiscale, encore à venir. Pourtant, nombre d'acteurs du marché de l'art semblent aujourd'hui reprendre confiance. Les estima-

tions ont fréquemment été dépassées au cours des ventes phares de la saison. Plus significatif encore, les pourcentages de ventes très élevés, observés lors de la dispersion de collections majeures. Autre ca-

ractéristique du marché actuel : tout en haut de la pyramide, on constate des enchères imprévisiblement hautes alors que le milieu de gamme regorge de découvertes et d'opportunités réellement attractives.

**POUR LE PREMIER** semestre de 1996, Drouot annonce des résultats stables par rapport à un premier semestre 1995 déjà bien tendu. Dans le même temps, les maisons de vente anglo-saxonnes Christie's et Sotheby's continuent à faire preuve de dynamisme avec des progressions respectives de 6 % à 22 % des ventes. Raison majeure de l'atonie du marché parisien : les lourdes taxes, qui pénalisent la place de Paris, provoquent la mise hors jeu de deux secteurs essentiels : les tableaux modernes et la joaillerie, points forts, précédemment, de Christie's et Sotheby's. Car, depuis trente ans, le marché des tableaux s'est déplacé à Londres et à New York, et celui des bijoux à Genève. Toute la profession attend donc dans l'urgence la mise en place de réformes qui pourraient permettre à Paris de regagner le terrain perdu : la redéfinition du statut des commissaires-priseurs - immédiate - mais aussi et surtout l'harmonisation fiscale encore à venir.

Au regard des chiffres du premier semestre de cette année, Paris reste encore bien loin derrière les maisons de ventes anglo-saxonnes Christie's et Sotheby's. Pourtant, nombre d'acteurs du marché de l'art semblent aujourd'hui reprendre confiance. « La Biennale des antiquaires a drainé des acheteurs venus des quatre coins du monde », souligne Claude Blatnot, président du Syndicat national des antiquaires. La crise serait-elle enfin conjurée ? « La vraie crise, c'était la flambée de fin d'été et d'automne », martèle M. Jacques Tajan. Aujourd'hui, on s'achemine vers un retour à la normale. Les spéculateurs ont disparu. Et les véritables collectionneurs reprennent le chemin des

salles de ventes. Signe positif : les estimations ont fréquemment été dépassées au cours des ventes phares de la saison. Une indication à interpréter toutefois avec prudence, car, ces derniers temps, les commissaires-priseurs préféraient afficher des estimations basses. Les pourcentages de ventes très élevés, observés lors de la dispersion de collections majeures, sont, en revanche, plus significatifs. On constate que les enchères sont particulièrement hautes dès lors qu'apparaissent - selon l'expression de M. Guy Louchmer - « des objets de grand désir ». Dans le même temps, le milieu de gamme - encore trop délaissé - regorge de découvertes et d'opportunités réellement attractives, pour qui souhaite, tout simplement, se faire plaisir.

## RETOUR DE L'ART PRIMITIF

L'art primitif a fait un retour en force sur la scène parisienne. Plusieurs dispersions exceptionnelles se sont échelonnées sur un court laps de temps. Test réussi, avec à la clé un record mondial : 6 096 970 francs pour une figure de reliquaire Byrd, statuette masculine à la patine brillante, « sûreté », et à la face en forme de cœur, typique de l'art Fang. Un objet « magique », provenant de la prestigieuse collection Guernsey, composée de pièces récoltées majoritairement au Gabon et au Congo.

Au-delà des objets d'exception, ce secteur offre des objets dignes d'intérêt à partir de 10 000 francs, comme certaines pièces de Côte d'Ivoire, un peu laissées pour compte actuellement.

Autre point fort traditionnel des ventes parisiennes, le département du mobilier classique. Avec en ve-

dette au cours du mois de juin 96 : le Concert des singes, éblouissante pendule rocaille à orgues, ornée d'une guirlande de fleurs en porcelaine de Vincennes, et d'un orchestre de seize singes musiciens, en porcelaine de Saxe. Ce modèle unique a été préempté à 3 200 000 francs.

Mais en dehors des pièces de « qualité musée », ce secteur reste l'un des plus riches en trouvailles pour qui prend le temps de flâner

seurs. D'où une grande stabilité des prix. Mais le marché connaît aussi des records dès que l'on touche à l'extraordinaire. Exemple : 620 782 francs pour un recueil d'autographes des grandes figures de la Révolution, de Louis XVI à Robespierre, en passant par Marat. Au cours de la même vente - celle de la bibliothèque R.G. - on adjugeait 243 880 francs le manuscrit autographe du journal de Louis XVI, rédigé de juin à septembre 1791, au

tape-à-l'œil », ont été particulièrement touchées. « A l'époque, il était plus économique de les acheter neuves ! Aujourd'hui, c'est le contraire », résume M. Poulain. Le marché est redevenu sain. Et les voitures de collection n'ont rien perdu de leur pouvoir de fascination. En témoigne le beau succès des ventes d'avril et de juin. Avec une adjudication-record, à 3 381 047 francs, pour une des plus importantes voitures de course française de tous les temps : la Talbot-Lago T26 Barquette. Le Mans 1951. Mais contrairement aux idées reçues, le plaisir de rouler dans une auto de collection n'est pas réservé uniquement aux ultra-privilegiés. Avec 80 000 francs pour une petite Alpine datant de 1970, ou une Rolls-Royce des années 50-60, le rêve devient accessible.

L'art moderne, lui, se réveille plus difficilement du « boom » de la fin des années 80. Malgré cette tendance, l'un des temps forts de cette première partie d'année 1996 a été marqué par la vente de la collection de l'avionneur Henry Rortz, qui réunissait nombre de valeurs sûres, dont Pissarro, Seley, Mary Cassatt, ou encore Rouault. Plusieurs œuvres ont passé largement le cap du million de francs. Le record de la saison a été atteint avec la *Raysanne assise au soleil couchant*, peinte par Pissarro en 1880, adjugée à 11 307 110 francs. Le marché des œuvres sur papier, qui recèle encore de belles opportunités, est à privilégier. A partir de 200 000 francs, on peut s'offrir une magnifique aquarelle signée Dufy ou Léger.

Mais ces résultats encourageants restent en retrait de ceux enregistrés à Londres ou New York où la reprise observée en 1995 se

confirme. Ainsi, un tableau de Claude Monet, *Les Meules*, *Giverny, Effet du Matin*, vendu par Sotheby's au mois de mai à New York, dépassait 7 millions de dollars (35 millions de francs).

A New York toujours, Christie's adjugeait 10,3 millions de dollars *L'Intérieur d'un restaurant* peint par Vincent Van Gogh. Plus surprenant, l'intérêt manifesté par les collectionneurs américains pour des peintres français des années 50, tels De Staël ou Fautrier, superbement ignorés outre-Atlantique depuis vingt ans ! *La Mort du sanglier*, exécuté par Fautrier durant sa « période noire » - la moins connue - s'est envolé à 299 500 livres (2,4 millions de francs). Un beau pied de nez à l'idée reçue selon laquelle un artiste se vend mieux dans son pays d'origine !

Encore faudrait-il que des paramètres extérieurs ne viennent pas fausser les lois du marché. Or, en France, des contraintes fiscales de taille entravent l'apparition en vente publique d'œuvres importantes. Un droit de suite de 3 % est versé aux ayants droit d'artistes disparus depuis moins de cinquante ans. Rien de tel outre-Atlantique.

Quant à la taxe à l'importation de 5,5 % - inexistante aux États-Unis et de seulement 2,5 % en Grande-Bretagne -, elle ne permet pas le retour d'œuvres détenues hors de la CEE. Deux raisons qui expliquent en grande partie l'affaiblissement du marché français. Mais rien n'est irréversible. La prochaine redéfinition du statut des commissaires-priseurs constituera un premier pas très attendu.

Noëlle Joly

## Art déco : Jean-Michel Frank en vedette

L'art déco est solidement défendu à Paris. Qu'il s'agisse de Rühlmann, le grand classique du genre, de Chareau, mis à la mode voilà cinq à six ans, et qui est maintenant à son juste prix, de Fritz ou de Dunand, le spoc ne se dément pas. Actuellement, l'engouement se porte sur Jean-Michel Frank. Avec des prix en progression fulgurante - plus de 20 % à 25 % cette année - pour un mobilier dont les lignes pures et les tonalités généralement claires sont de plus en plus recherchées. Principale caractéristique des créations de celui qui fut appelé aussi « le décorateur du vide » - comme le rappelle l'expert Jean Marcel Camard : son dépouillement. Les matériaux employés retiennent l'attention : parchemin ou gauchet, plus rarement marqueterie de palette ou mica, recouvrent les meubles.

Dans ce secteur, tout comme dans celui du mobilier classique, des achats restent possibles à partir de 5 000 francs ou 10 000 francs dès lors qu'on ne recherche pas une grande signature.

dans les salles des ventes. La classique commode XVIII<sup>e</sup> se négocie à moins de 10 000 francs. Et la Haute Époque, longtemps invendable, revient au goût du jour sous l'influence des décorateurs américains », observe M. Le Fuz. De magnifiques meubles médiévaux, crèdes, des tables de monastère, s'élèvent actuellement à moins de 50 000 francs.

La bibliophilie, domaine excluant toute idée de « parure », est toujours restée l'apanage des con-

moment de la fuite à Varennes. A côté de ces pièces rares, on peut collectionner des autographes d'écrivains célèbres à partir de 1 000 francs.

## LES AUTOMOBILES EN CHUTE

Secteur hautement spéculatif voilà quelques années, les automobiles de collection ont connu quant à elles une chute spectaculaire. Les sportives d'après-guerre, Ferrari, Maserati et autres Lamborghini, les plus courues dans les « années-

# FORUM DE L'INVESTISSEMENT



**L**e Forum de l'Investissement ouvrira ses portes les 18, 19, 20 octobre au Palais des Congrès de Paris, porte Maillot. Ce moment de rencontre privilégié entre épargnants toutes catégories et professionnels des placements rencontre chaque année un engouement accru de la part du public. Avec la multiplication des produits financiers, il permet en effet de trouver en un même lieu l'offre complète des placements existant à l'heure actuelle. Chacun vient librement se documenter, s'informer, comparer et recevoir des conseils personnalisés auprès de spécialistes.

## 200 Stands

**ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET GESTIONNAIRES DE FONDS**  
BANQUE CORTAL - BANQUE D'ESCOMPTES - BANQUE POPULAIRE - BISMUTH CONSULTANTS - BNP NATIO VIE - BRED - CAISSE D'ÉPARGNE (CENCEP) - CAISSE DE DÉPÔTS ET DE CONSIGNATIONS - CADA-BANK - CARMIGNAC GESTION - CERCLE ANTIES - C.G.B. CONSEIL (CABINET BERTRAND GÉRARD) - C.I.C. PARIS - CITIBANK - COMPTOIR DES ENTREPRENEURS - CONSEIL CAPITAL PLUS JEAN SÉRAQUI - CORTAL BANK LUXEMBOURG - CREDIS INVESTISSEMENT - CRÉDIT AGRICOLE D'ÎLE-DE-FRANCE - CRÉDIT DE LA BOURSE - CRÉDIT FONCIER DE FRANCE - CRÉDIT MUNICIPAL DE PARIS - CRÉDIT MUTUEL - CYRUS CONSEIL - ÉLYSÉE VENDÔME - FIMAT - FLEMING FINANCE - FOREX FINANCES - GESTOR FINANCE - GROUPE TOCQUEVILLE - LLOYDS BANK - SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE BOURSE - ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS  
ABIF - CPR GESTION PRIVÉE - DU BOUTZ SA - DYNABOURSE - FERRI - MERRILL LYNCH - NATWEST SELLIER PATRIMOINE - N.F.M.D.A. - PATRICE WAGNY S.A. - ROBECO FINANCES - XEOD BOURSE COMPAGNIES D'ASSURANCES MUTUELLES, GESTIONNAIRES D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE AFER - A.G.F. ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE - AGIPI - ALLIANZ-VIE - APREP - ARGOVIE - ASAC - AXA ASSURANCES ÎLE-DE-FRANCE - CAPMA-CAPMI / GROUPE MONCEAU - CARAC - CNP - CREF - ÉLYSIS - FIDAVIE - FIDELITY INVESTMENTS - FRUCTIVE-FRUCTI-PRÉVOYANCE - GAIPARE - GAN - G.A. LIFE - G.M.F. VIE - LA FÉDÉRATION CONTINENTALE - LA FRANCE MUTUALISTE - LA MUTUELLE DU MANS ASSURANCE-VIE - LE CONSERVATEUR - LEGAL & GENERAL - MAAF ASSURANCES - MUTUALITÉ FRANÇAISE - PANEUROLIFE - U.A.P. - WINTERTHUR  
**IMMOBILIER** (Jois Métaignerie, Malraux, Pons, Périssol...) FONCIER BUILDINVEST - C & G PROMOTION - ÉLYSÉE VENDÔME - FABRE DOMERGUE - F.N.A.L.M. - GDP VENDÔME - GÉNÉRAL FOY INVESTISSEMENT - GROUPE ELLU - GROUPE FRANCE INVESTISSEMENTS - GROUPE PELLOUX - H.D.I. GROUPE QUILLERY - INTERNATIONAL FINANCE CONSEIL - LES RIVES DU SOLEIL - MEUNIER PROMOTION - MODULOR ÉPARGNE - MONNÉ DECROIX - PIERRE ET VACANCES - REY GRANGE CONCEPT - SÉLECTINVEST - SÉLECTINVE - SOPARGEM  
**PRESSE - COMMUNICATION**  
GESTION DE FORTUNE - INDICATEUR BERTRAND - INVESTIR - INVESTISSEMENT CONSEILS - JOURNAL DES FINANCES - LA REVUE DU COURTAGE - LA TRIBUNE DES FOSSES - LA VIE FRANÇAISE - LE MONDE - LE PARTICULIER GROUPE - MIEUX VIVRE VOTRE ARGENT - VALEURS ACTUELLES - WALDATA  
**DIVERS**  
AUDIT PATRIMONIAL ET PLANIFICATION FINANCIÈRE (A2PF) - BUDGET - DELPHI - DIRECT AUDIO K7 - ESPACE ART ET PATRIMOINE - ESPACE CONSEIL - CNP - L.D. SOFT - S2P - USINOR SACLOR - WINIX ADMINISTRATIONS, ORGANISMES PROFESSIONNELS, PUBLICS ET PRIVÉS C.O.B. COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSES - COMITÉ C.S.M. - COMMISSION EUROPÉENNE - CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT - FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS CONSTRUCTEURS (F.N.P.C.) - F.N.A.C.I. - LA POSTE - MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - S.B.F. BOURSE DE PARIS

## 30 débats publics

**Vendredi 18 octobre**  
9 h 45 à 10 h 45 - La bourse : va-t-on vers une année record ? 11 h 30 à 12 h 30 - Les droits du conjoint et du concubin - 14 h à 15 h - L'immobilier défiscalisé : Pons, Malraux, Périssol, Monuments historiques, L.M.P... - 14 h 15 à 15 h 15 - Fiscalité de l'épargne : quels bouleversements en perspective ? - 16 h à 17 h - Conseil patrimonial et banque - 16 h à 17 h - Les atouts de la SCPI - 16 h 30 à 17 h 30 - Marchés financiers mondiaux : à l'écoute des experts - 17 h 45 à 18 h 45 - Assurance-vie : les conseils d'Investir - 18 h à 19 h - Intervention exceptionnelle en direct sur Europe 1

**Samedi 19 octobre**  
9 h 45 à 10 h 45 - Baisse des taux : comment réorienter vos disponibilités ? 10 h à 11 h - Actions françaises : quelles méthodes de gestion ? 10 h 15 à 11 h 15 - L'assurance-vie capitalisation en question ? - 11 h 30 à 12 h 30 - Argent et société : tribune libre animée par Le Monde avec Messieurs A. Madelin, N. Sarkozy, D. Strauss-Kahn - 12 h à 13 h - Gestion de fortune : le sur-mesure est-il possible ? - 14 h à 15 h - Investir dans l'immobilier : neuf ou ancien ? - 14 h 15 à 15 h 15 - Bourse : les professionnels analysent les valeurs de votre portefeuille - 14 h 15 à 15 h 15 - ISF : comment évaluer vos biens ? - 15 h à 16 h - Taux d'intérêt et conjoncture : perspectives économiques pour la France - 15 h 30 à 16 h 30 - Vos placements à l'échelle internationale - 16 h à 17 h Conseil patrimonial et assurance-vie - 16 h 30 à 17 h 30 - Impôts : vos propositions pour le gouvernement avec l'intervention spéciale d'Alain Lamassoure, Ministre Délégué au Budget, Porte-Parole du Gouvernement - 17 h 30 à 18 h 30 - Vos retraites : comment les garantir ? - 17 h 45 à 18 h 45 - Diversifier votre patrimoine : les conseils d'Investir

**Dimanche 20 octobre**  
10 h à 11 h - Héritages : ce qu'il faut savoir pour bien transmettre - 10 h 30 à 11 h 30 - M. Berteloot : les clefs de ma réussite en bourse - 11 h 30 à 12 h 30 - Faut-il miser sur l'assurance-vie ? - 12 h à 13 h La gestion d'un patrimoine familial - 14 h à 15 h - Immobilier : comment profiter des nouvelles mesures ? - 14 h 30 à 15 h 30 - Les meilleures sicav : conseils des lauréats des corbeilles 96 de 'Mieux Vivre Votre Argent - 14 h 30 à 15 h 30 - Le placement or : mines et métal - 16 h à 17 h - Conseil patrimonial et droit de la famille - 16 h 30 à 17 h 30 - Actionnaires individuels : votre véritable pouvoir - 17 h à 18 h - MONEP, warrants, MATIF : un plus pour votre portefeuille - 17 h 30 à 18 h 30 - Comment choisir un contrat multi-supports ? 17 h 45 à 18 h 45 - Bourse : les conseils d'Investir

## Nombreux autres ateliers et animations

## INVITATION

Munissez-vous de cet encart pour obtenir une invitation gratuite à l'accueil.  
Horaires : 9 h 30 - 19 h  
Accès parking Palais des Congrès - Métro : ligne n° 1 - RER : ligne C - Autobus : lignes 73 - 82 - PC - Station Porte Maillot.

## PALAIS DES CONGRÈS - PARIS PORTE MAILLOT

18, 19, 20 OCTOBRE 96 - 9h30 - 19h

Organisateur : Agence WIN 78 : 01 42 96 64 50



## Petit guide fiscal pour répondre à quelques questions simples

Jusqu'au 31 décembre 1996, il est encore possible de bénéficier de certaines mesures de relance arrêtées par le gouvernement. Elles concernent notamment le plan d'épargne-logement, les sicav monétaires et les crédits à la consommation

La fiscalité des placements est complexe et changeante. Les incitations à l'investissement immobilier locatif se succèdent : Quilès, Méhaignerie et, aujourd'hui, l'amortissement Périol. L'assurance-vie

conserve l'essentiel de ces avantages, notamment en matière de succession, mais pour combien de temps ? Enfin, les sicav monétaires sont de moins en moins intéressantes. Autant d'évolutions qu'il faut

prendre en compte. Attention tout de même : si les réductions d'impôts et autres déductions du revenu imposable sont des facteurs importants dans la performance des différents types de placements, les

avantages fiscaux ne doivent jamais être le seul critère de choix. Les épargnants qui, attirés par les avantages de la Loi Pons concernant l'immobilier ou les bateaux dans les DOM-TOM, se sont précipités sur

des offres apparemment séduisantes ont bien souvent fait de très mauvaises opérations. Il s'agit de cas extrêmes, mais l'avantage fiscal ne dispense pas d'une sélection rigoureuse des produits de placement.

### ● LES LIVRETS

Les Livrets A, Livret bleu, Codévi et Livret jeunes bénéficient d'une exonération totale d'impôts. Ils sont plafonnés à 100 000 francs pour les Livrets A et bleu (3,50 %), à 30 000 francs pour le Codévi (3,50 %) et à 10 000 francs pour le Livret jeunes (4,75 %).

Les livrets bancaires (3,50 %) ne sont pas plafonnés. Les rendements sont imposés à l'impôt sur le revenu ou peuvent, sur option, être assujettis à un prélèvement libératoire de 19,9 %. Compte tenu de l'élargissement de la CSG (Contribution sociale généralisée, qui passe de 2,4 % à 3,4 %), à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, tous les prélèvements forfaitaires et libératoires vont être majorés d'un point. Le prélèvement libératoire sur livrets bancaires passera donc à 20,9 %.

### ● LES CERTIFICATS DE DÉPÔTS

ET COMPTES À TERME  
Ces produits d'investissements à court terme non réglementés, comme le sont les livrets, sont soumis à l'impôt sur le revenu ou à un prélèvement libératoire de 19,9 % qui passera à 20,9 % à partir de 1997.

### ● ASSURANCE-VIE

Depuis le 5 septembre, l'avantage fiscal à l'entrée (25 % des versements annuels dans la limite de 4 000 francs, plus 1 000 francs par enfant à charge) qui avait été maintenu pour les souscripteurs acquittant moins de 7 000 francs d'impôts a été totalement supprimé. Seuls les contrats à primes périodiques souscrits avant le 20 septembre 1995 continuent de profiter de cette réduction, laquelle, jusqu'à l'automne 1995, était encore offerte à tous les contractants.

En revanche, en dépit de menaces répétées, les autres avantages fiscaux de l'assurance-vie ont été maintenus. L'épargne accumulée sur le contrat (capital et intérêts) est totalement exonérée d'impôts au bout de huit ans de détention (une sortie avant quatre ans se solde par une taxe de 39,9 % des intérêts qui tombe à 19,9 % si le retrait a lieu entre quatre et huit ans). Et en cas de décès du souscripteur, le bénéficiaire désigné, quels que soient ses liens de parenté avec l'assuré, touchera l'ensemble des fonds mobiliers sur le contrat, hors droits de succession. Du moins si l'assuré avait moins de soixante-dix ans au moment de la souscription. Dans le cas contraire, le capital sera assujéti aux droits de mutation s'il dépasse un seuil fixé à 200 000 francs.

Par ailleurs, l'assurance-vie, déjà soumise depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 au RDS (Remboursement de la dette sociale : 0,5 % prélevé à la source chaque année pour les contrats en francs et à l'issue du contrat pour les multirisques), risque à partir de l'année prochaine d'être taxée dans le cadre de l'élargissement de la CSG. Le prélèvement à la source, passerait alors à 3,9 % (0,5 % + 3,4 %). Compte tenu du relèvement de la CSG, le taux de taxation devrait passer de 39,9 % à 40,9 % pour un investissement d'une

durée inférieure à quatre ans, de 19,9 % à 20,9 % entre quatre et huit ans, de 0,5 % à 3,9 % ensuite.

### ● IMMOBILIER

La loi de finances 1997 va dans l'ensemble nettement restreindre le traitement fiscal de faveur des investisseurs immobiliers. Dès l'an prochain, tout emprunt contracté pour acheter une résidence principale ne donnera plus lieu à la déduction fiscale de ses intérêts. Cette mesure touchera aussi bien l'immobilier neuf qu'ancien. Les autres éléments de la loi de finances 1997 concernant la fiscalité de l'immobilier porteront surtout préjudice aux transactions dans l'ancien. La baisse des droits de mutation sur l'ancien est également remise en cause : ceux-ci devraient remonter à 10 % après le 1<sup>er</sup> janvier. Ils avaient baissé de 35 % à 7 %.

La France est l'un des pays d'Europe où les droits de mutation sont les plus élevés : ils sont de 2,5 % en Allemagne et de 1 % en Grande-Bretagne. Quant au prêt à taux zéro, les conditions d'accès doivent également être modifiées : il sera utilisable pour financer un appartement ancien dès lors que les travaux représenteront 54 % du montant total de l'opération.

- L'investissement locatif : il existe depuis le milieu des années 80 des dispositifs fiscaux mis en place pour l'encourager. Les dispositifs Quilès (1984) et Méhaignerie (1986 et 1993) ouvrent deux options.

Dans la première, la réduction d'impôt est égale à 10 % du prix de revient du logement (prix d'acquisition plus frais). Elle est plafonnée à 30 000 francs pour une personne seule et à 60 000 francs pour un couple marié (le prix de revient maximal pris en compte est de 600 000 francs). La réduction d'impôt est étalée sur deux ans dont la moitié du plafond la première année (15 000 ou 30 000 francs) et le solde la seconde. Le logement doit être loué non meublé, à titre de résidence principale, pour une période minimale de six ans.

La deuxième possibilité qui s'inscrit dans le cadre Méhaignerie - Quilès consiste à opter pour une réduction d'impôt de 15 %. Elle peut atteindre 60 000 francs pour une personne seule et 120 000 francs pour un couple marié, soit 15 % d'un prix de revient dont le maximum pris en compte est donc de 400 000 ou 800 000 francs. Dans cette possibilité, le montant du loyer et celui des ressources du locataire sont plafonnés.

- L'amortissement Périol : ce nouvel avantage est venu renforcer les réductions Quilès et Méhaignerie. Il porte le nom de l'actuel ministre délégué au logement. Les contribuables, qui ont acquis ou acquièrent un logement neuf entre le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et le 31 décembre 1998 et le mettent en location pendant au moins neuf ans, peuvent, pendant les quatre premières années, déduire de leurs revenus fonciers 10 % du montant de leur achat. Le déficit foncier ainsi créé pourra être déduit de leur revenu imposable, dans la limite de 100 000 francs par an. L'amortisse-

ment se poursuivra ensuite au rythme de 2 % par an pendant vingt ans. Le système permet donc, à terme, d'amortir ainsi 80 % de la valeur de l'investissement initial. Il reconnaît le rôle d'entrepreneur de l'investisseur, qui peut désormais amortir son investissement comme un fonds de commerce.

- Les droits d'enregistrement : la fin de l'année 1996 marquera également la disparition de la baisse des droits d'enregistrement qui avait été mise en vigueur le 31 juillet 1995.

- Les travaux grosses réparations : l'actuelle réduction accordée pour travaux de grosses réparations, de régulation du chauffage ou de mise aux normes effectués dans une résidence principale sera bien revue. Mais son champ devrait notamment être élargi. Dans ce cadre, le taux de la réduction d'impôt devrait, certes, être réduit à 20 % contre 25 % actuellement. Mais le plafond des dépenses prises en compte devrait être relevé et passer de 15 000 à 20 000 francs pour une personne seule et de 30 000 à 40 000 francs pour un couple marié. En outre, le bonus acquis ne sera plus étalé durant plusieurs années mais imputable, en totalité, sur le montant de l'impôt dû, lors de l'année de réalisation des travaux. Il s'agit d'un « plus » pour ceux qui ont profité du précédent régime. Ils devraient aussi pouvoir profiter du nouveau régime, programmé pour cinq ans.

■ Si la réalisation intervient après une période comprise entre deux et trois ans : l'épargne est rémunérée à 3,84 %, soit le taux de rémunération normal des banques auquel ne s'ajoute pas la prime publique. Les droits à prêts sont perdus, mais une conversion en CEL est possible.

■ Si la réalisation intervient après une période de plus de trois ans : vous conservez vos droits et 50 % de la prime.

- Le Plan d'épargne populaire (PEP) : le versement maximal sur un PEP est de 600 000 francs pour une personne seule et de 1,2 million de francs pour un couple marié. En cas de retrait avant quatre ans des sommes déposées sur le PEP, les retraits sont soumis à un prélèvement libératoire de 39,4 % (40,4 % en 1997) ou à l'impôt sur le revenu (IR). Les retraits entre quatre et huit ans sont soumis à un prélèvement de 19,4 % (20,4 % en 1997) ou à l'IR.

■ Si la réalisation intervient après une période de plus de huit ans : vous conservez vos droits et 50 % de la prime.

- Le Plan d'épargne populaire (PEP) : le versement maximal sur un PEP est de 600 000 francs pour une personne seule et de 1,2 million de francs pour un couple marié. En cas de retrait avant quatre ans des sommes déposées sur le PEP, les retraits sont soumis à un prélèvement libératoire de 39,4 % (40,4 % en 1997) ou à l'impôt sur le revenu (IR). Les retraits entre quatre et huit ans sont soumis à un prélèvement de 19,4 % (20,4 % en 1997) ou à l'IR.

- L'Etat se montre un peu moins généreux dans le cadre de l'achat d'un bien ancien puisque la réduction d'impôt (25 %) ne joue qu'à hauteur de 15 000 francs majoré de 2 000 francs par enfant à charge. Soit, toujours pour un couple marié en charge de deux enfants, une réduction d'impôt maximale de 4 750 francs. Jusqu'à quand profiter de cette aide fiscale qui a aidé plusieurs générations d'épargnants à se loger ? Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1997. Dans une note récente, le Service de législation fiscale a en effet précisé que les emprunteurs ayant souscrit, en 1996, un emprunt bénéficieront de cette réduction d'impôt jusqu'à l'horizon 2001.

■ ÉPARGNE-LOGEMENT  
- Le Compte d'épargne-logement est assujéti au RDS (remboursement de la dette sociale). Son

rendement net est donc de 2,24 %. Les dépôts sont plafonnés à 100 000 francs.

- Le Plan d'épargne-logement (PEL) : les intérêts et la prime d'Etat liés au PEL sont quasiment déduits. Ils supportent cependant le RDS au taux de 0,5 %, ce qui ramène le rendement à 5,22 % au lieu de 5,25 %. D'autre part, le PEL est impossible à l'ISF (déclaré pour son montant nominal augmenté des intérêts échus ou courus au 1<sup>er</sup> janvier).

Le détenteur d'un PEL qui réalise son contrat avant que la période de blocage de quatre ans ne soit achevée s'expose à plusieurs sanctions :

■ Si la réalisation intervient après une période comprise entre un et deux ans : l'épargne est rémunérée au taux du CEL, et le souscripteur perd prime et droits à prêts.


■ Si la réalisation intervient après une période comprise entre deux et trois ans : l'épargne est rémunérée à 3,84 %, soit le taux de rémunération normal des banques auquel ne s'ajoute pas la prime publique. Les droits à prêts sont perdus, mais une conversion en CEL est possible.

■ Si la réalisation intervient après une période de plus de trois ans : vous conservez vos droits et 50 % de la prime.

- Le Plan d'épargne populaire (PEP) : le versement maximal sur un PEP est de 600 000 francs pour une personne seule et de 1,2 million de francs pour un couple marié. En cas de retrait avant quatre ans des sommes déposées sur le PEP, les retraits sont soumis à un prélèvement libératoire de 39,4 % (40,4 % en 1997) ou à l'impôt sur le revenu (IR). Les retraits entre quatre et huit ans sont soumis à un prélèvement de 19,4 % (20,4 % en 1997) ou à l'IR.

■ Si la réalisation intervient après une période de plus de huit ans : vous conservez vos droits et 50 % de la prime.

# EXCEPTIONNEL



01 40 51 27 54 ou 01 40 51 27 20

### Des mesures ponctuelles

Jusqu'au 31 décembre, certaines mesures en faveur du déblocage de l'épargne prises par le gouvernement restent en vigueur.

● Sicav et fonds communs de placement monétaires et obligataires de capitalisation : il existe la possibilité d'être exonéré de l'impôt sur les plus-values à la condition que les fonds retirés soient réemployés, dans les deux mois suivant la cession, à l'acquisition ou à la construction d'un immeuble résidentiel, au financement de travaux de reconstruction, d'agrandissement ou de grosses réparations, à l'achat d'un terrain à bâtir.

● PEL : les droits à prêts sont majorés de 20 % pour les demandes effectuées avant le 31 décembre. Il existe également la possibilité d'utiliser l'épargne-logement pour acquérir une résidence secondaire dans

l'ancien.

● Résidence principale : réduction d'impôt de 25 % des dépenses de grosses réparations d'amélioration, d'isolation thermique ou de mise en conformité dans la limite de 15 000 francs pour une personne seule ou de 30 000 francs pour un couple marié, plus 2 000 francs par personne à charge, 2 500 francs pour le deuxième enfant et 3 000 francs à partir du troisième enfant.

● Location de logements vacants : il est possible d'obtenir une exonération d'impôt. Si un logement est vacant depuis plus d'un an au 31 décembre 1995 et mis en location avant le 31 décembre 1996, les revenus fonciers seront exonérés d'impôt les deux premières années de location. Mais le propriétaire doit s'engager à louer pendant au

moins six ans.

● Concernant les crédits à la consommation : ils donnent droit à une réduction d'impôt égale au quart des intérêts versés en 1996 et 1997 pour les crédits souscrits avant la fin de l'année.

Par ailleurs, et depuis le 30 septembre, un certain nombre d'autres mesures visant à inciter les français à consommer et prises temporairement en 1995 n'existent plus. Rappelons brièvement qu'il s'agissait d'une autorisation de retraits sans pénalité sur les PEP (plan d'épargne populaire) ouverts avant le 20 décembre 1995 et sur les PEL. On pouvait retirer jusqu'à 100 000 francs des PEL afin de financer l'acquisition de meubles ou de biens ménagers. Il était possible également de débiter de manière anticipée une partie de l'épargne salariale (participation et plan d'épargne d'entreprise).

Succession  
Estate  
L'acquisition de parts de copropriété de navire neuf ou quinquagénaire permet déjà, notamment dans le cadre de la loi Pons, aux particuliers de réaliser des réductions sur leur revenu imposable. Pour les investissements réalisés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 1999, la déduction atteignant, l'année de la livraison du navire, 25 % du montant des investissements. La déduction était limitée annuellement à 25 000 francs pour une personne seule et 50 000 francs pour un couple marié. Une autre version destinée aux investisseurs dans les DOM-TOM (loi Pons) permet de déduire la totalité de son investissement de son revenu imposable et de déduire les années suivantes le déficit d'exploitation.

Le Parlement a adopté à la fin du mois de juin un texte destiné à compléter le projet actuel. Tous les navires sont cette fois concernés (à l'exception des bateaux de pêche), neufs ou d'occasion, à condition qu'ils battent pavillon français. L'investisseur pourra dès lors, pour des parts acquises entre le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et le 31 décembre 2000, déduire de son revenu le montant de son investissement à hauteur de 500 000 francs pour un célibataire et de 1 000 000 de francs pour un couple marié vivant sous le régime de l'imposition commune. La déduction sera effectuée l'année du versement de l'investissement.

E. L.

interdit  
de poing